

Les résultats des primaires du « super-mardi » aux Etats-Unis

- M. Bush est assuré de l'investiture républicaine
- M. Clinton devrait l'emporter chez les démocrates

Dérive droitière

M. George Bush est désormais assuré d'obtenir l'investiture de son parti en vue de l'élection présidentielle du 3 novembre prochain. Tel est le principal résultat du « super-mardi » au cours duquel les électeurs républicains de huit « primaires » ont donné la victoire au président sortant sur son concurrent ultra-conservateur, le journaliste catholique Patrick Buchanan.

C'est un soulagement pour l'hôte de la Maison Blanche, qui risquait, dans le cas contraire, de perdre définitivement la face. Non seulement M. Buchanan se situe à l'extrême droite du Parti républicain, mais il a tenu sur les communautés noire, juive et hispanique des propos qui, dans beaucoup d'autres démocraties occidentales, lui auraient valu une condamnation pour incitation à la haine raciale. Il n'aurait donc jamais dû être en position de mettre en difficulté le président en exercice.

M. Buchanan n'est pas pour autant définitivement éliminé. Il reste encore en piste, espérant probablement se maintenir jusqu'à la convention républicaine de Houston, au Texas, en août. Il peut d'ici là faire encore beaucoup de mal à un George Bush qui peine à retrouver son souffle. M. Buchanan a des talents qui valent bien ceux de M. La Pen. L'air de sa voix, son accent, même si comparaison n'est pas raison, il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'il soutient des thèses analogues en matière de défense d'une identité nationale prétendument menacée, et qu'il est apparemment le même manqué de respect à l'égard des minorités, quelles qu'elles soient.

Si l'on s'en tient à la seule arithmétique électorale, M. Buchanan a été écarté par M. Bush lors de ce « super-mardi ». La règle selon laquelle « le vainqueur emporte tout » ne laisse pratiquement rien à celui qui arrive en seconde position. Mais, politiquement, M. Buchanan continue d'exercer une pression constante sur le président, qu'il pousse notamment vers la droite. M. Bush a fait ainsi marche arrière dans un domaine crucial : la fiscalité. Tout le monde, sauf l'électeur de base bien sûr, s'accorde à penser qu'il faut augmenter les impôts. M. Bush, qui avait promis de ne pas le faire lors de sa campagne de 1988, y avait consenti. Sous les coups de boutoir de M. Buchanan, il vient d'y renoncer.

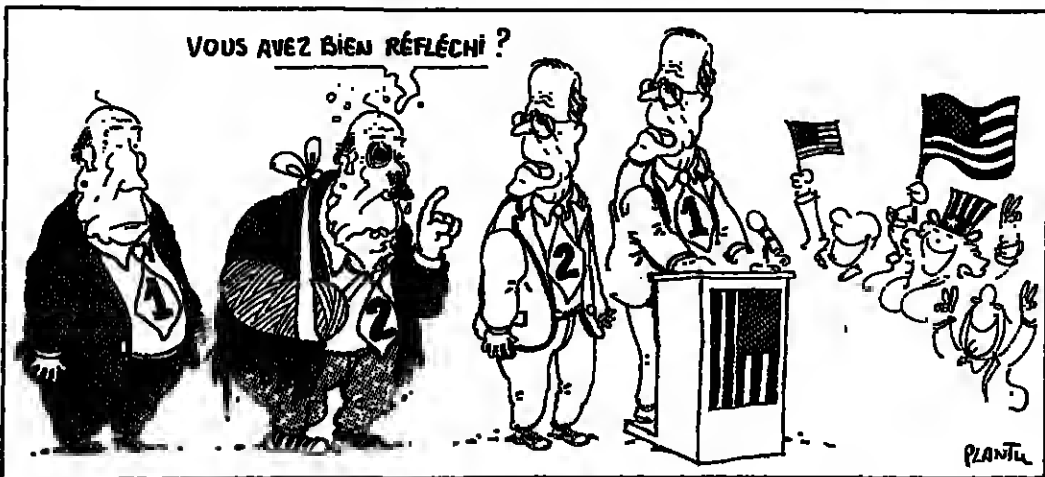
Les sondages indiquent qu'une partie de l'électorat de M. Buchanan refuse de voter pour M. Bush en novembre. C'est une nouvelle nouveauté pour le chef de l'exécutif. Peu porté sur le débat d'idées, acquis depuis toujours à quelques principes vagues qui se résument en l'acceptation du système américain tel qu'il existe, M. Bush est tout naturellement affligé d'une image d'homme hésitant et sans message clair, alors que l'électorat exige des réponses précises sur quelques grands sujets : la relance de l'économie, la réforme du système de protection médicale et la remise à niveau de l'enseignement. Ce « super-mardi » remet le président en selle. Mais il était décidément tombé bien bas pour avoir besoin d'un succès qui aurait dû normalement aller de soi.

M0147 - 0312 0 - 6.00 F



M. George Bush est sorti vainqueur des huit primaires républicaines qui avaient lieu mardi 10 mars aux Etats-Unis. Le président sortant obtient un peu moins de 70 % des suffrages, un résultat nettement supérieur à ce que les derniers sondages laissaient présager. Son concurrent ultra-conservateur, M. Patrick Buchanan, n'est pas pour autant éliminé et

entend poursuivre, apparemment jusqu'à l'été, sa croisade aux tonalités réactionnaires et parfois ouvertement racistes. Chez les démocrates, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, l'emporte largement sur M. Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts. M. Clinton devrait donc obtenir l'investiture démocrate et affronter M. Bush le 3 novembre prochain.



Lire les articles d'ALAIN FRACHON page 3

Hongkong sous la pression chinoise

Pékin a habilement profité de la faiblesse britannique

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Par un matin d'une rare fraîcheur début mars, le luxueux paquebot *Camberra* s'est une nouvelle fois arraché au quai de l'Ocean Terminal pour traverser la baie de Hongkong, une des places financières les plus opulentes du monde. Destination : Southamp-

ton, via Singapour et le cap de Bonne-Espérance.

Parmi ses passagers, pour la plupart des Britanniques d'âge mûr, vingt-trois fonctionnaires de l'administration coloniale au bord de la retraite, voyageant aux frais de la princesse. Cadeau annuel de la couronne à ses fidèles serviteurs outremer au soir de leur carrière. « Un résidu des jours d'antan »,

conçédait, voici peu, le chef de l'administration du territoire, gêné face aux critiques de ses propres services à l'endroit d'une tradition dont le coût se chiffre aux alentours de 50 000 francs par personne. L'Association des fonctionnaires expatriés de Hongkong avait hurlé à l'idée de remplacer cet avantage contractuel par une indemnisation forfaitaire.

En tout état de cause, la compagnie P & O n'en a plus que pour cinq ans à remplir quelques-unes des cabines avec des passagers subventionnés. Ce symbole fané du passé colonial aura cessé d'être aux termes de l'accord fixant la rétrocession de Hongkong à la Chine au 1^{er} juillet 1997.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 6

Une campagne tranquille

En Seine-Saint-Denis, les militants sont fatigués et la mobilisation est faible

Par Pascale Robert-Diard

Les Verts foot du vélo. Le RPR ramasse les vieux papiers. Le PS distribue des mouchoirs. Le PC colle prudemment ses affiches. Le Front national attend. Les candidats baillent et les électeurs boient. La campagne pour les élections cantonales en Seine-Saint-Denis est d'une désespérante indolence. M. Claude Bartolone, candidat sortant (PS) dans le canton de Pré-Saint-Gervais-Les Lilas, o'a, de son propre aveu, « jamais fait une campagne aussi cocooning » et évoque presque avec un brin de nostalgie ces semaines préélectorales de 1985, où l'on venait l'agresser sur l'abolition de la peine de mort et le politique judiciaire de M. Robert Badinter.

Lire la suite page 8 et nos informations pages 7 et 8 Lire aussi les points de vue de PATRICK DEVEDJIAN et d'ALAIN VIVIEN page 2

POINT

La politique de la ville

La France est devenue banlieusarde. Malgré les tensions qui règnent à la périphérie de grandes cités, l'urbanisation à la française n'est pas aussi catastrophique qu'on le dit.

page 14



Yvonne Baby La vie retrouvée

L'émouvant roman d'une existence, le récit exemplaire d'un parcours de femme.

Josyane Savigneau, Le Monde.

Editions de l'Olivier

ARTS ET SPECTACLES

La Cité de la Musique à La Villette

Un grand projet culturel à mi-cours.

Cinéma : reprise du « Voleur », de Michael Powell Les audaces d'un aventurier, par Bertrand Tavernier. Danse : Picasso à l'Opéra Garnier Les ballets auxquels le peintre fut associé.

pages 25 à 34

Le Conseil de coopération nord-atlantique

Les membres du CEI aux côtés des pays de l'OTAN.

page 4

Le projet de budget britannique

Le déficit représenté 4,5 % du revenu national.

page 24

ÉDUCATION • CAMPUS

La communication dans le collimateur

Une filière universitaire menacée de suppression par l'actuel projet de réforme.

■ Sang neuf à Normale Sup. ■ Lycée : renouveau ou exigence ? par ANDRÉ LEGRAND. ■ La vitalité des labos provinciaux.

pages 11 et 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

« Le Monde des carrières », page 18 « Le Monde immatériel », pages 18 et 19

DÉBATS

Politique

Pour la cohabitation

par Patrick Devedjian

LES élections partielles et les sondages promettent à l'opposition une victoire pour les élections législatives de 1993. Je ne suis pas convaincu que le président de la République souhaite priver la droite de sa victoire car ce n'est pas son intérêt. Si la menace d'un mode de scrutin à la représentation proportionnelle a été émise, il semble que le but essentiel était de déstabiliser Pierre Mauroy de son siège de premier secrétaire du Parti socialiste. La modification du mode de scrutin aurait des effets ravageurs sur l'équilibre du rapport des forces entre les courants du Parti socialiste. Les élections régionales mettront en lumière le caractère néfaste de ce type de scrutin sur le fonctionnement des exécutifs et contribueront à le rendre impopulaire. Même à gauche, beaucoup pensent que la fin ne justifie pas les moyens, et qu'il n'est pas permis de faire la promotion de l'extrême droite pour tenter de se sauver.

Si la proportionnelle empêchait la droite d'obtenir la majorité absolue dans la prochaine Assemblée, les anti-cohabitationnistes l'emporteraient et le président de la République ne pourrait empêcher l'instabilité politique et la prolongation d'une crise de régime. Quelle meilleure perspective pour la droite à l'élection présidentielle de 1995 ? Parce que François Mitterrand pense plus à sa succession qu'à son confort, il sait qu'il doit passer par une nouvelle cohabitation. Tout démontre qu'il s'y est résolu.

L'opposition ne saurait non plus rejeter cette éventualité. On ne peut gagner les élections législatives en faisant campagne sur le thème « Nous refusons de gouverner ». Ce serait un coup de force anticonstitutionnel que de vouloir imposer le départ du président à l'issue d'une élection qui ne constitue pas l'échéance de son mandat. Les Français ne sont pas disposés à la cohabitation, mais la cohabitation n'est pas une nouveauté. Les premiers ministres ont par ailleurs largement utopie.

L'erreur de juillet 1986

La droite doit au contraire tirer profit de son expérience malheureuse de 1986-1988 et comprendre pourquoi elle a perdu l'élection présidentielle qui a suivi. Les Français ont beaucoup aimé la cohabitation, elle leur semblait un succédané d'union nationale que les difficultés rendaient nécessaire, et que la crise justifiait encore plus en 1993. La cohabitation, malgré ses effets paralysants, est rassurante pour un vieux pays conser-

vateur. Elle est le signe d'une démocratie épaissie et davantage consensuelle.

François Mitterrand a sans doute gagné en se donnant les apparences de l'objectivité, en particulier lorsqu'il proclamait à Nantes que « tout ce qui vient de la droite n'est pas mauvais tandis que tout ce qui vient de la gauche n'est pas nécessairement bon ».

L'affaire des ordonnances de juillet 1986 fut une erreur. Non pas qu'il eût fallu partir devant le refus du chef de l'Etat de les signer : c'était impossible sans assurer le triomphe éclatant de Raymond Barre. L'erreur fut d'offrir cette opportunité au chef de l'Etat.

La cohabitation est un art d'équilibre. L'habileté consiste à ne jamais remettre l'initiative au président tout en l'entourant du

maximum de respect que sa fonction et son âge justifient. Rien n'oblige à retrouver cette indécision réformatrice de 1986, qui révélait notre propre sentiment de la précarité du pouvoir. Pour être réelles, les réformes ont besoin de s'installer dans la durée.

La sécurité, la justice, la maîtrise des flux migratoires demandent que l'autorité de l'Etat soit restaurée. Un véritable accord national existe à cet égard. Dans de nombreux domaines la gauche a évolué, et il s'agit de la prendre au mot. Nous pourrions donc approfondir la politique de privatisation, la modernisation des ports français, la défense du franc, une vraie rigueur budgétaire, un plus grand allègement des charges des entreprises, la continuité des

délocalisations engagées, consacrer l'ISF et améliorer le RMI, ratifier les accords de Maastricht et dire à notre tour : « Tout ce qui vient de gauche n'est pas mauvais et tout ce qui a fait la droite n'est pas nécessairement bon ».

Mais les grandes réformes indispensables ne sont pas toutes consensuelles, certaines demandent sans doute la ratification de l'élection présidentielle. En attendant, souvenons-nous avec François Mitterrand qu'un peu de duplicité n'est pas interdite aux enfants de lumière, et engageons-nous vers une cohabitation « douce », qui seule nous permettra de gagner l'élection présidentielle.

► Patrick Devedjian est député RPR des Hauts-de-Seine.

Pour la proportionnelle

par Alain Vivien

DEPUIS de nombreuses années, les Français s'interrogent sur le bien-fondé du mode de scrutin uninominal à deux tours par circonscription.

Le général de Gaulle s'était bien gardé d'inscrire ce dispositif électoral dans la Constitution de la V^e République, ne voulant pas introduire une rigidité là où la règle première doit être la sincérité du scrutin démocratique. La France est aujourd'hui le seul pays développé, avec l'Angleterre, à pratiquer ce mode de vote qui trouve aujourd'hui ses limites.

En contraignant les électeurs et les candidats à la bipolarisation, le scrutin uninominal à deux tours a sans doute rendu des services lorsque nos institutions n'étaient pas affermissées. Elles le sont devenues, à l'épreuve du temps : l'alternance puis la cohabitation l'ont prouvé. Mais si l'on devait conserver ce système lors des prochaines législatives, seraient écartés de la représentation nationale :

1. Les communistes d'abord, dans la mesure où leurs probables 6 à 7 % de suffrages ne les placeraient presque jamais en tête au premier tour ;

2. Le Front national qui, à quelques exceptions près, se trouve placé dans les mêmes conditions que les intentions de vote qui lui sont prêtées dépassent parfois 13 % ;

3. Les écologistes enfin, du fait de leur partage entre deux courants sensiblement équivalents mais qui, groupés, pèsent environ 14 % des suffrages.

L'élimination de ces trois courants, pour une simple raison de système électoral, ne pourrait-elle pas renforcer le courant déjà si fort des abstentionnistes et susciter cette vieille idée marseillaise que le pays réel s'est éloigné du pays idéal ?

Alors, quelle solution ?

Certains ont pensé à la proportionnelle intégrale. Elle aurait le mérite de respecter scrupuleusement les intentions de vote exprimées par les Français, au travers des différents courants politiques de notre nation. Elle aurait, comme tout système proportionnel, l'inconvénient de confier aux partis le soin de dresser les listes des candidats département par département et, pour les plus ruraux, d'éloigner sans doute un peu le député de ses électeurs. Encore nos départements ne sont-ils plus dans la situation des circonscriptions électorales de la première Révolution, il y a deux cents ans, où l'accès au chef-lieu se mesurait en journées de cheval.

Recherche du compromis

Mais la proportionnelle présente-t-elle de grands avantages si l'on distingue, comme c'est déjà le cas pour le Sénat, les départements faiblement peuplés (qui pourraient conserver le scrutin uninominal à deux tours) et ceux qui, dépassant le million d'habitants, pourraient élire leurs députés à la proportionnelle.

Dans cette optique libératrice, les formations politiques représen-

draient leur identité. Elles pourraient ainsi mieux rechercher les compromis indispensables à cette gestion de solidarité qu'aspirent aujourd'hui la plupart des Français. Nos concitoyens sont en effet de plus en plus irrités par un traitement politique des alliances électorales préétablies, qui laisse de côté leur volonté de pratiquer la politique autrement.

On objectera que l'entrée du Front national au Palais-Bourbon pourrait être lourde de conséquence, pour notre démocratie. Je ferai observer que l'extrême droite a été présente à l'Assemblée nationale entre 1986 et 1988. Elle a dû se démasquer sur le plan de ses choix politiques et s'est trouvée privée pendant cette période d'une grande facilité de propagande. Celle que le FN utilise abusivement aujourd'hui en prétendant qu'on bâillonne ses électeurs.

Quant à l'entrée des écologistes, qui peut sérieusement envisager aujourd'hui leur exclusion de toute représentation parlementaire ? Cette sensibilité, sans être politiquement exhaustive, n'en est pas moins révélatrice de l'attention forte que le public porte à la défense du cadre de vie et à la promotion de l'environnement.

La proportionnelle aurait aussi un effet clarificateur en son de l'opposition républicaine. Le centre, qui supporte mal la tutelle bonapartiste du RPR, y gagnerait en liberté, et les partis qui composent l'UDF seraient amenés à choisir sans ambiguïté entre le style autoritaire de M. Chirac et les tendances chrétiennes-démocrates de M. Barrot.

Un autre paysage

Ainsi pourrait se recomposer le paysage politique français au niveau de la représentation nationale. Pour beaucoup d'entre nous, la majorité de l'avenir, celle qui correspondrait au temps présent, ne peut se constituer qu'autour d'un Parti socialiste renoué, des écologistes et du Centre, formations ouvertes aux idées de progrès, à la construction de l'Europe, au désarmement et à la paix internationale.

Est-il encore temps de réformer le mode de scrutin ? Ma réponse est oui, sans conteste.

A un an des élections législatives et au vu des enjeux de la prochaine consultation nationale, il est opportun et urgent de choisir un mode de représentation plus respectueux des vœux des Français et plus conforme au système en vigueur dans le reste de l'Europe.

Certains qui s'imaginent protéger leurs intérêts politiques par le fait de notoriété dans le cadre étroit de leur circonscription se laissent lourdement illégitimes. Ils ne pourraient rien contre une vague contraire s'ordonnant autour d'un système de hipolisation, les scrutins de 1958, de 1969 et de 1989 l'ont amplement démontré.

► Alain Vivien est secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

BONHEURS

L'amant-aspirine

par Albert Memmi

TU n'es qu'à prendre un amant !

J'admire l'aisance, le rapidité des conseillers : « Tu n'as qu'à lui casser la figure ! », TU-NA-KA...

Les puissants, encore au seizième siècle, disposaient de goûteurs, qui éprouvaient pour eux mets et boissons. Les conseillers font éprouver par les autres ce qu'ils ont envie et qu'ils n'ont pas fait.

On devrait les renvoyer à leurs propres recettes ; se les appliqueraient-ils ? Ont-ils déjà testé ce Tuneka ? Ont-ils rompu avec une femme aimée ? Giflé leur employeur ? Autant être son propre conseiller !

Faut-il donc toujours s'abstenir ? Non, le conseil est une assistance, souvent espérée sinon sollicitée. Comment ne pas signaler à de jeunes parents que leur nourrisson, loin de bronzer au soleil, va dangereusement se déshydrater ? On doit, quelquefois, aller au-devant des silencieuses ; tant pis pour la pudeur et le quant-à-soi.

Mais êtes-vous sûr de ne pas nuire ? L'aspirine soulage, elle peut aussi favoriser un ulcère. L'amant-aspirine convient à certains, il peut être fatal à un couple ; une rupture peut détruire. On ne prend pas un amant comme on croque du chocolat. Êtes-vous sûr de votre désintéressement ? Ne protestez pas

avec indignation : le profit n'est pas seulement économique. Sous couvert de l'aidier, n'avez-vous jamais écrit un ami sur l'eul de votre Église, de votre parti ? N'avez-vous pas recherché plutôt la satisfaction de quelque obscur apostolat ?

Pour être adéquat, le conseil doit être, comme le don, adapté à celui qui reçoit, non à celui qui donne. Il exige ouïe de soi et attention exclusive à l'autre : de se mettre à sa place. Qui est certain du pouvoir brider ses desirs ? Ses préjugés et ses ressentiments, ses envies et ses rêves ?

Un vieux psychologue résumait ainsi une longue carrière : « Au fond notre métier revient à une écoute bienveillante ; un ami sûr pourrait nous remplacer. C'est trop de modestie ; il y faut aussi une intelligence généreuse et une longue patience.

Irremplaçable est le duo de l'émisi, mais l'ami le meilleur n'est pas nécessairement doué pour cette tâche difficile. Si vous n'avez pas le flair et l'obstination du terre-neuve, faites-vous doubler par un expert ; at comme les experts sont des hommes, ils devraient eux-mêmes aller par deux.

Les lecteurs qui m'ont signalé une erreur dans l'orthographe de Breslav avertissent raison ; dont acte et merci.

COURRIER

Le triomphe de la démocratie

Si, comme l'explique Francis Fukuyama dans l'entretien publié dans le Monde du 25 février, la démocratie libérale a triomphé parce qu'elle a su « domestiquer » ce qui fait chez l'homme « l'ambition fondamentale de dominer », pour employer la même terminologie que l'auteur, alors on peut penser que ce triomphe sera de courte durée, parce que, en réalité, elle n'a fait que déplacer les problèmes. Certes on voit dans nos pays développés un réel espace de démocratie.

Si l'on met de côté des problèmes graves (chômage, pollution, mal-vivre, etc.), on peut estimer que, globalement, on vit aujourd'hui mieux qu'autrefois. Si, par ailleurs, on peut penser que de grands événements violents (guerres planétaires) se sont éloignés aujourd'hui de nous, il n'en reste pas moins vrai que la raison fondamentale qui crée l'Histoire, à savoir l'inégalité entre les hommes, n'a pas tout disparu. On le voit bien, l'opulence des uns ne fait qu'accroître la misère des autres.

Il ne s'agit pas simplement d'imaginer que cette domestication cesse de réussir pour que les combats recommencent... il s'agit de se rendre compte que les combats n'ont jamais cessé. S'ils n'ont pas eu, ces dernières décennies, l'ampleur qu'ils ont eue lors des guerres planétaires passées, ils n'en sont pas dénués pour autant des

abominations familiales à la violence guerrière...

... Il ne suffit pas de « domestiquer » cet instinct de domination soit-disant inhérent à la nature humaine, qui occasionne tant de maux à la surface de la terre, il faut tout bonnement l'extirper de nous-mêmes ! C'est bien là le problème. Mais c'est là aussi l'ambition qui devrait avoir l'espèce humaine. Alors pourra-t-on parler de fin de l'Histoire ? Il est plus probable, comme pourrait le dire Edgar Morin, que rien ne sera jamais acquis et que, quels que soient les « triomphes », il faudra toujours garder en éveil les braises de la lucidité.

PIERRE LAQUES
chercheur au CNRS

Feuille d'impôt

Le Monde publie six pages pour expliquer aux citoyens-contribuables comment faire leur déclaration de revenus ! Dans une démocratie où la loi procède du peuple et, notamment, le pouvoir de lever l'impôt, qu'il faille donner au peuple souverain tant d'explications a de quoi laisser songeur.

Dans ses voyages, si je me souviens bien, Gulliver avait visité un pays heureux, dont la Constitution interdisait qu'une loi fasse plus de vingt-quatre mots.

RENÉ PADIEU
membre du Conseil des impôts

HUMEUR

Héritage

On comprend que la droite adopte un profil bas et évite de se gausser trop haut des infortunes socialistes. Négative, lorsqu'elle était au pouvoir, les scandales à répétition éblouissaient sa blanche hermine : La Villette, la Garantie foncière, les évènements reniflaient... sans oublier les disparitions curieuses de MM. de Broglie, Follonnet ou Boulin.

Du même coup, on comprend aussi l'indignation du vertueux M. Le Pen. Finalement, en reprenant en quelque sorte, fût-ce modeste, la fonde de commerce de leurs collègues ripoux de droite, les « voleurs et les escrocs » de la gauche ont comme leur vrai forfait : un détournement d'héritage !

HENRI MONTANT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Téléfax : 46-63-99-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Média Europe SA.

Le Monde

Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie
du Monde à
12, P. M. Guebrou
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

18, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 251.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE selon
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 056 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP 201 MON 01

3 mois ☐ Durée choisie : 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : la course à la Maison Blanche

M. Bill Clinton paraît bien placé pour emporter l'investiture démocrate

Tenace, plus accrocheur ou agressif que ses concurrents et émergent apparemment indemne d'une série de rumeurs sur sa vie privée ou son passé malfaité, M. Bill Clinton, gouverneur démocrate de l'Arkansas, est de mieux en mieux placé pour emporter cet été l'investiture de son parti et affronter, en novembre, le républicain George Bush. M. Clinton a révisé quasiment un « sans faute », muni de 10 mars, lors de la plus importante des séries d'élections primaires destinées à départager, dans chaque camp, les prétendants à la bataille de novembre.

WASHINGTON

de notre correspondant

Selon des résultats encore partiels, M. Clinton, qui triomphe dans le sud du pays, devance largement ses deux adversaires démocrates, MM. Paul Tsongas et Jerry Brown. Le gouverneur de l'Arkansas est, pour l'instant, le démocrate qui a recueilli le plus de suffrages dans l'électorat du parti et, donc, le plus grand nombre de ces délégués qui feront la décision lors de la convention de New-York, en juillet.

Jusqu'à présent, les rumeurs sur les infidélités conjugales supposées de M. Clinton, la manière dont il a bénéficié d'un suris durant la guerre du Vietnam ou, tout récemment, ses possibles liens avec une caisse d'épargne co-faillie de l'Arkansas n'ont pas eu de conséquences considérables. M. Clinton a su les repousser et, pour les premières au moins, ces rumeurs ont plus porté tort à la presse qu'à l'intéressé. Bill Clinton a, en revanche, parfaitement su maîtriser sa valeur et les atouts qu'il représente pour un parti qui

n'a occupé la Maison Blanche que pendant quatre ans (1976-1980) depuis 1968.

Il est jeune, puisqu'il n'a que quarante-cinq ans. Il est gouverneur, ce qui le met apparemment à l'abri de l'humour anti-parlementaire ou anti-washingtonien de l'électorat. Gouverneur de l'Arkansas, c'est un Sudiste : il s'exprime avec un tel accent que certains de ses amis l'ont surnommé « Elvis » du nom du défunt Elvis Presley, autre Sudiste célèbre. Enfin, M. Clinton est un modéré, un homme du centre, partisan prudent de l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale.

Cet ensemble de qualités - outre une campagne riche et bien organisée - lui confère le profil idéal pour mener George Bush en novembre. Centriste, il rassure la classe moyenne blanche. Sudiste, il démontre une des clés du scrutin de novembre : sauf à remporter le Sud, que les républicains empochent depuis la fin des années 60, les démocrates sont incapables de retourner à la Maison Blanche. Si dans la foulée du scandale du Watergate qui chassa Richard Nixon de Washington, M. Jimmy Carter, autre Sudiste et autre gouverneur, remporta l'élection présidentielle de 1976, c'est précisément parce qu'il avait gagné le Sud.

Côté républicain, ce « super-mardi » est sans doute la meilleure série de primaires que George Bush ait connue depuis l'ouverture de la campagne. Le président remporte les huit primaires en jeu dans son camp : il domine le Texas, son Etat d'adoption, avec plus de 70 % des suffrages, la Louisiane (62 %), le Tennessee (73 %), le Mississippi (72 %), l'Oklahoma (70 %), la Floride (68 %), le Massachusetts (66 %) et le Rhode-Island (63 %). Tard dans la soirée de mardi, la



Maison Blanche affirmait que M. Bush avait d'ores et déjà gagné l'investiture républicaine. Pour l'emporter, lors de la convention de Houston en août, il faut à M. Bush 1 105 délégués ; il en a déjà au moins 682. « Nous avons encore gagné ce soir », a déclaré le président, évoquant le « soutien croissant » que lui ont accordé les électeurs républicains.

« Ecrasant » n'est peut-être pas le qualificatif le plus adéquat quand on observe que le fier-à-bras de l'extrême droite républicaine, M. Patrick Buchanan, empoche, en général, le reste du vote républicain, c'est-à-dire à peu près un tiers des suffrages. Il reste que M. Buchanan n'a pas encore gagné une seule primaire, que son total de délégués ne doit pas dépasser, la cinquantaine, et que même dans des Etats comme

la Louisiane et le Mississippi, où son populisme droitier, voire un tantinet raciste, était supposé trouver un terrain favorable, il ne réalise plus les scores qu'il avait obtenus au début de la campagne.

« Dire n'importe quoi pour être élu »

Le deuxième trublion de la droite, M. David Duke, ancien grand chef du Ku Klux Klan et ex-militant nazi, était pratiquement éliminé de la scène politique : même dans son Etat, la Louisiane, il n'atteint pas les 10 % ; ailleurs, il plafonne en général à 2 % des suffrages. Les ultra-conservateurs ont préféré voter Buchanan.

Plus malmené dans les sondages qu'aucun de ses prédécesseurs, M. Bush aurait décidé d'ignorer

ce dernier, d'être moins présent dans la campagne, ou plutôt de la mener de manière plus « présidentielle » depuis le bureau ovale de la Maison Blanche. D'ores et déjà, sa cible prioritaire sera le Congrès, à majorité démocrate, accusé d'entraver son programme de relance économique.

Le président sera peut-être aidé par la bataille de plus en plus féroce que les démocrates se livrent entre eux. M. Clinton et son principal adversaire, M. Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, sont à couteaux tirés. Le premier accuse M. Tsongas, qui défend un programme d'austérité économique, d'être « un réactionnaire déguisé en démocrate » ; celui-ci dénonce la « démagogie » du second, prêt à tout céder et « à dire n'importe quoi pour être élu ». Le troisième homme toujours dans la course chez les démocrates, M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, voit en M. Tsongas le représentant du « business » et en M. Clinton « le candidat à un scandale par semaine », c'est-à-dire incapable d'être élu en novembre.

Le ton de M. Tsongas trahissait une incontestable déception. Certes, il ne pouvait espérer l'emporter dans le fief sudiste de M. Clinton qui, selon des estimations encore provisoires, réaliserait des scores impressionnants dans les Etats voisins de l'Arkansas : Texas (66 %), Tennessee (67 %), Oklahoma (71 %), Mississippi (73 %), Louisiane (69 %). Pour champ de bataille principal, l'ancien sénateur du Massachusetts avait choisi la Floride, un Etat du Sud mais largement peuplé d'Américains venus du nord et de l'est des Etats-Unis. Or, en dépit d'une campagne très active, M. Tsongas, avec seulement 34 % du vote démocrate, y est largement devancé par Bill Clinton (52 %). Ce dernier, à bénéficier en

Floride, comme ailleurs, du vote noir (à plus de 70 %), de celui des retraités et de l'importante communauté juive : dans une agressive campagne de publicités télévisées, M. Clinton a présenté M. Tsongas comme ayant défendu des positions critiques à l'égard d'Israël et prônant un programme d'austérité budgétaire menaçant les caisses de retraite. Comme prévu, M. Tsongas l'emporte à l'Est, dans l'Etat dont il fut l'élu, le Massachusetts (avec 66 % des suffrages), et dans le Rhode-Island (53 %). Dans l'ensemble, M. Brown tient son rang de solide numéro trois, avec lequel il faut toutefois compter.

Enfin, il y avait chez les démocrates trois « caucuses », c'est-à-dire des épreuves de sélection limitées aux militants du parti : dans le Delaware (qui devrait remporter M. Tsongas), le Missouri (qui devrait revenir à Bill Clinton) et à Hawaii.

Jusqu'à présent, la campagne démocrate témoigne de la permanence de réflexes régionalistes : M. Clinton est fort dans le Sud, M. Tsongas sur la côte Est et le Californien Brown dans les Etats de l'Ouest. Avec sans doute plus de 800 délégués, Bill Clinton est largement en tête de la compétition. M. Tsongas en comptant moins de 400. Pour l'emporter à la convention démocrate, il en faut 2 145 (sur 4 288).

Ces chiffres signifient que les deux grandes primaires du mardi 17 mars, celle du Michigan et de l'Illinois, dans le Centre-Ouest, peuvent être décisives : si les démocrates du Mid-West confirment M. Clinton, il apparaît comme pratiquement inévitable dans sa course à l'investiture démocrate.

ALAIN FRACHON

Un candidat jeune pour un parti rajeuni

WASHINGTON

de notre correspondant

Bill Clinton a toujours eu quelques longueurs d'avance. A en croire un curriculum en forme d'hymne à la méritocratie, le jeune Clinton était, à l'école, premier de sa classe, bien sûr, et fut, à trente-deux ans, le plus jeune gouverneur des Etats-Unis. Il est, aujourd'hui, à quarante-cinq ans, un des plus jeunes candidats à avoir jamais brigué la présidence (derrière Kennedy, élu à quarante-trois ans). Plus important peut-être pour le suite des événements, Bill Clinton aura été un des premiers démocrates à réformer l'image de son parti, à vouloir transformer une organisation en profil vaillant, reconvertie sur un programme datant des années 60, et qui, depuis 1968, s'est égarée incapable d'occuper la Maison Blanche plus de quatre ans.

Le gouverneur de l'Arkansas a été l'un des fondateurs du Conseil pour une (nouvelle) direction démocratique, groupe de pression démocrate qui, dès les années 80, se fixa pour objectif de réaligner au centre - certains disent à droite - le plateau du parti de l'âne.

Pour l'avortement et la peine de mort

Le point de départ est la conviction que les vieilles options libérales (tendre, de gauche), celles qui faisaient du parti le défenseur de l'Etat-providence par la croisade ininterrompue des dépenses publiques et le port-parole des minorités par la promotion de programmes catégoriels (pour les Noirs, les femmes, les syndiqués) laisseraient pour toujours les démocrates à la porte de la Maison Blanche. Cette plate-forme représenterait plus le credo des militants que les opinions de la classe moyenne blanche.

Démocrate traditionnel, Bill Clinton défend le principe de l'Etat-providence, mais, démocrate « nouvelle manière », il n'y voit pas un ramadé miracle à

tous les maux de la société. Libéral, il défend le droit des femmes à l'avortement ; néo-libéral, il est pour la peine de mort. Le programme n'est guère prisé par nombre d'élus du parti, ceux qui représentent « l'establishment » traditionnel de la côte est.

Malgré Bill Clinton n'appartient pas à l'establishment. Orphelin d'un père mort dans un accident de la route trois mois avant la naissance de son fils, il est élevé dans un milieu modeste, à Hopa, bourgade désolée d'un des Etats du sud les plus pauvres de l'Union, l'Arkansas (un peu plus de deux millions d'habitants). Adolescent, il est confronté à un beau-père alcoolique, à qui il arrive de tirer des coups de fusil dans la maison, et à un demi-frère héroïnomane, qui séjournera en prison pour trafic de drogue.

Bill Clinton fait de brillantes études (relations internationales à l'université de Georgetown, à Washington, boursier à Oxford, en Grande-Bretagne, puis diplômé de la prestigieuse faculté de droit de Yale, entrecoupées de concerts de jazz (saxophone ténor) et de militantisme pour les droits civiques (dans le Sud) et contre la guerre du Vietnam. C'est le début de l'unique carrière qu'il entreprend : la politique. Gouverneur de l'Arkansas à trente-deux ans, en 1978, il est battu deux ans plus tard, accusé de se comporter avec « la grosse tête » ; brillant orateur, chercheur, Bill Clinton retrouve son fouteur de gouvernement en 1980 et ne l'a plus quitté depuis.

Comme plus aucun Américain ne l'ignore depuis qu'une certaine presse s'est intéressée à la vie privée du candidat, Bill Clinton est mené à Hillary Clinton, elle aussi diplômée de Yale, évocatrice à succès, et dont le charme et le repertoire ont impressionné nombre de télé-spectateurs. Le *Wall Street Journal* ne parle plus de « l'époux d'Hillary Clinton ».

A. Fr.

Les résultats des primaires

Voici les résultats quasi-complets des primaires et caucuses du « super-mardi » 10 mars :

PRIMAIRES DÉMOCRATES

FLORIDE
Bill Clinton, 377 635 (52 %) ; Paul Tsongas, 379 939 (34 %).

LOUISIANE
Bill Clinton, 260 938 (69 %) ; Paul Tsongas, 41 908 (11 %).

MASSACHUSETTS
Bill Clinton, 81 434 (11 %) ; Paul Tsongas, 494 680 (66 %).

MISSISSIPPI
Jerry Brown, 18 193 (10 %) ; Bill Clinton, 138 627 (73 %) ; Paul Tsongas, 15 085 (8 %).

OKLAHOMA
Jerry Brown, 69 106 (17 %) ; Bill Clinton, 292 775 (71 %).

RHODE-ISLAND
Jerry Brown, 9 519 (19 %) ; Bill Clinton, 10 729 (21 %) ; Paul Tsongas, 26 875 (53 %).

TENNESSEE
Jerry Brown, 25 415 (8 %) ; Bill Clinton, 211 488 (67 %) ; Paul Tsongas, 60 662 (19 %).

TEXAS
Jerry Brown, 109 447 (8 %) ; Bill Clinton, 926 668 (66 %) ; Paul Tsongas, 267 111 (19 %).

PRIMAIRES RÉPUBLICAINES

FLORIDE
Pat Buchanan, 286 014 (32 %) ; George Bush, 608 239 (68 %).

LOUISIANE
Pat Buchanan, 36 434 (27 %) ; George Bush, 83 357 (62 %) ; David Duke, 11 912 (9 %).

MASSACHUSETTS
George Bush, 166 745 (66 %).

MISSISSIPPI
Pat Buchanan, 25 119 (17 %) ; George Bush, 107 837 (72 %) ; David Duke, 15 979 (11 %).

OKLAHOMA
Pat Buchanan, 57 793 (27 %) ; George Bush, 151 166 (70 %).

RHODE-ISLAND
Pat Buchanan, 5 012 (32 %) ; George Bush, 9 911 (63 %).

TENNESSEE
Pat Buchanan, 54 328 (22 %) ; George Bush, 177 173 (73 %).

TEXAS
Pat Buchanan, 173 113 (24 %) ; George Bush, 503 548 (70 %) ; (AP).

AFRIQUE

CAMEROUN : après la publication des résultats électoraux

L'opposition estime que l'abstention a été massive

Bien que limitée, la victoire du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), dirigé par le chef de l'Etat, M. Paul Biya, au scrutin législatif du 1^{er} mars (le mardi 11 mars), redonne au régime en place une autorité qui avait été fortement ébranlée par la longue vague de contestation de 1991, marquée par des « opérations ville morte » souvent tumultueuses.

La presse pro-gouvernementale et les médias d'Etat ne s'y sont pas trompés. La radio nationale s'est ainsi félicitée, mardi 10 mars, de ce que le Cameroun puisse désormais se comparer aux « grandes démocraties » occidentales. Apparemment, l'abstention tant redoutée (*le Monde* du 20 février) aurait été réduite. Selon les estimations officielles, le taux de participation a été de 60,58 % (et non de 58 %, comme nous l'avons écrit par erreur).

A en croire certains partis de l'opposition, certains du boycottage des élections, la réalité serait tout autre. Selon le Social Démocratique Front

(SDF), l'appel au boycottage a remporté un « succès total », les abstentions atteignant « plus de 95 % » parmi les électeurs inscrits dans le registre du nord-ouest, et « environ 60 % » dans les provinces de l'ouest et du sud-ouest. « Si l'on s'en tient aux seuls inscrits, c'est-à-dire si on élimine tous ceux qui l'administration a refusé de donner une carte d'électeur, on s'aperçoit que moins de la moitié ont voté », a estimé le vice-président du SDF, M. Souleymane Mahamat. « Il existe désormais un Cameroun « légal » et un Cameroun « illégitime ». C'est une nouvelle partie de bras de fer qui commence », a commenté, de son côté, l'avocat contestataire M. Yondo Black.

Un nouveau secrétaire général du RDPC a été nommé, mardi, en remplacement de M. Ebenezzer Njoh Mueh, candidat malheureux dans le département du Nkam. M. Joseph Charles Doumba, directeur de la Société de presse et d'édition du Cameroun (SOPECAM), lui succède.

C. S.

ALGERIE : selon le chef du gouvernement

Des islamistes internés vont être libérés

Dans un entretien à la télévision, le chef du gouvernement a annoncé, mardi 10 mars, qu'un certain nombre d'islamistes détenus dans les centres d'internement ouverts au Sabar seront libérés avant la fin du mois de ramadan, soit début avril. M. Sid Ahmed Ghazali n'a pas précisé combien de personnes seront élargies et si celles-ci bénéficieront d'une mesure de grâce à l'occasion de l'Aïd (l'acte de la fin du jeûne). Il a, cependant, reconnu l'existence de « dépassements et d'erreurs » lors des arrestations et souhaité que la libération des personnes arrêtées par erreur « intervienne le plus tôt possible ».

D'autre part, un tribunal d'Alger a condamné, mardi, le directeur du *Quotidien d'Algérie* à un mois de prison ferme et 6 500 dinars (1 625 francs) d'amende pour diffamation. M. Kamel Belkacem était accusé d'avoir publié, alors

qu'il dirigeait l'hebdomadaire *Algérie actualités*, une lettre d'un lecteur très critique envers le réalisateur de télévision M. Mohamed Badri, qui avait alors porté plainte - (AFP).

■ MALI : l'ADEMA a remporté la majorité absolue aux élections législatives. - Selon les résultats quasi définitifs des élections législatives, le principal mouvement ayant contribué l'an dernier à la chute du président Traoré, l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), a remporté 76 des 129 sièges que comptera l'Assemblée nationale malienne. Le taux de participation au deuxième tour, qui a eu lieu dimanche 8 mars, a été estimé à 21,09 %. Seuls 116 sièges ont été pourvus, les treize députés représentant les Maliens de l'étranger devant être élus ultérieurement. - (AFP)

Soudan

Libération de cinq membres de la Croix-Rouge capturés dans le Sud

Le Soudan a annoncé, mardi 10 mars, la libération d'une équipe du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) capturée à Pochala, dans le sud-est du pays.

Citant une source autorisée au ministère soudanais des affaires étrangères, l'agence officielle SUNA a indiqué que cette équipe a été libérée dans l'après-midi « par respect pour les actions humanitaires » de l'organisation, et « en dépit du fait qu'elle est entrée illégalement au Soudan ». Le porte-parole du CICR, M. Paul-Henri Morard, a indiqué mardi à Genève qu'une délégation du CICR avait pris contact avec les membres de cette équipe, composée d'une infirmière irlandaise, d'une vétérinaire suisse et de trois employés kenyans du CICR. Ils seront prochainement évacués vers Nairobi.

M. Morard a démenti que la présence à Pochala de l'équipe de la Croix-Rouge ait contrevenu aux accords passés entre le CICR et Khartoum. « Notre délégation au Soudan a toujours travaillé en parfaite transparence avec les autorités de Khartoum, y compris en ce qui concerne les opérations humanitaires menées dans les régions contrôlées par le colonel Garang », a-t-il déclaré. « La seule interdiction signifiée au CICR par les autorités soudanaises concerne l'utilisation de transports aériens, a-t-il ajouté ».

La télévision soudanaise avait annoncé que les cinq membres du CICR avaient été découverts à Pochala, au moment où, selon elle, les forces gouvernementales représentaient cette ville tenue depuis 1983 par l'armée populaire de libération du Soudan (APLS). La télévision n'a cependant pas expliqué comment les forces gouvernementales avaient pu s'emparer de Pochala, qui est située bien au sud de Malakal, d'Akobo et de Nasser, qui se trouvent eux-mêmes des rebelles.

L'explication a été fournie par M. Justin Arop, un représentant à Nairobi de l'APLS, qui a affirmé que le camp de réfugiés de Pochala a été repris par une force combinée de 1 500 à 2 000 soldats passés par l'Ethiopie voisine. - (AFP)

EUROPE

Lors de la réunion du Conseil de coopération nord-atlantique

L'OTAN et la CEI ont appuyé une nouvelle démarche de la CSCE au Haut-Karabakh

Le conflit du Haut-Karabakh a été au centre de la deuxième réunion des ministres des affaires étrangères du conseil de coopération nord-atlantique (COCONA), qui s'est tenue, mardi 10 mars, à Bruxelles. Trente-quatre délégations y ont représenté les seize membres de l'OTAN, les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que les membres de la CEI.

BRUXELLES

de notre correspondant

Initialement, il s'agissait surtout de faire entendre par les anciennes Républiques de l'Union soviétique les engagements pris par Moscou à l'égard de l'OTAN avant la séance inaugurale de ce nouvel organe de coopération Est-Ouest, en décembre 1991. Mais les combats au Haut-Karabakh ont évidemment occupé l'esprit d'une assemblée dans laquelle siégeaient les ministres d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Le COCONA a encouragé la volonté de bons offices exprimée par le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, par ailleurs reçu à Bruxelles dans le cadre de la Communauté européenne, comme M. Baker.

A la suggestion de M. Hans-Dietrich Genscher, la CSCE est aussi mise à contribution pour essayer de trouver une solution au conflit. De hauts fonctionnaires de la CSCE devaient se réunir, mercredi

à Prague, pour examiner les possibilités d'une nouvelle action sous la conduite de la Tchécoslovaquie, présidente en exercice.

Acheminer l'aide

La CSCE avait adopté le 28 février dernier un plan de paix pour le Haut-Karabakh. « Nous sommes très inquiets, nous exhortons toutes les parties à mettre un terme aux hostilités, notamment pour permettre l'acheminement d'une aide humanitaire », a dit M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN. Les ministres arméniens et azerbaïdjanais n'ont pas tiqué; reste à savoir comment se comporteront les milices sur le terrain.

Lors de la rencontre entre le chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozirev, et les ministres des affaires étrangères des Douze, une déclaration commune sur le Haut-Karabakh a été adoptée pour demander un cessez-le-feu, appuyer

l'idée d'une médiation du président de la CSCE. Les ministres se sont aussi prononcés en faveur de la création de couloirs humanitaires destinés à évacuer les blessés et acheminer l'aide.

Il a également été question de la CSCE dans un débat sur les rôles respectifs de celle-ci et du COCONA comme institutions du dialogue Est-Ouest. M. Roland Dumas n'a pas caché les limites que la France fixe à la mission du COCONA par comparaison avec la CSCE, seule en mesure de créer des « mécanismes contraignants ». Assez sèchement, M. Baker a déclaré : « Plutôt que de nous engager dans des débats théologiques sur la préséance des institutions, nous devrions adopter une approche pragmatique ».

Toujours à la recherche du consensus pour sauver son organisation, M. Wörner a évoqué la « création d'un réseau d'institutions imbriquées, dans lequel l'OTAN, la CSCE, la Communauté européenne et l'UEO œuvreraient de concert ».

Malheureusement pour lui, l'avant-projet du Pentagone diffusé dimanche par le *New York Times* (le *Monde* du 10 mars) montrait quel cas certains Américains font de l'UEO et de l'Europe en général. M. Baker en a été réduit à affirmer qu'il s'agissait d'un « document de planification interne rédigé à un niveau de responsabilité peu élevé ».

En dehors de ces divergences non dissimulées entre alliés occidentaux, les pays de la CEI ont approuvé une déclaration finale exprimant l'attachement de tous « à ce que le Traité sur les FCE (la réduction des forces conventionnelles en Europe, décidée à Paris en novembre 1990) entre rapidement en vigueur sans renégociation et soit pleinement mis en œuvre dès que possible », c'est-à-dire avant le sommet de la CSCE, fin juillet, à Helsinki.

JEAN DE LA GUERIVÈRE

Poursuite des affrontements entre Arméniens et Azéris

En dépit des appels au cessez-le-feu lancés à Bruxelles par les chefs de la diplomatie occidentale et de la CEI, les affrontements entre forces arméniennes et azéris se sont poursuivis mardi 10 mars, dans le Haut-Karabakh.

Le commandement a annoncé, mercredi, que les dix officiers de la 7^e armée de la CEI détenus en otages depuis dimanche par des extrémistes arméniens, avaient été libérés. Les preneurs d'otage avaient posé, lundi, un ultimatum de quarante-huit heures, menaçant de tuer les officiers si, après 5 000 lance-missiles Grad, 5 000 mortiers, 5 000 grenades antichars et des munitions ne leur étaient pas livrées, a affirmé le général Nikolai Stoliarov, président du comité de supervision des forces armées de la CEI, cité par l'agence Itar-Tass.

Les militaires, dont le commandant de brigade, avaient été faits prisonniers, dimanche, alors qu'ils se trouvaient à la mairie d'Artik, au nord-ouest d'Erevan, sur une invitation officielle.

Entretien téléphonique entre les deux chefs d'Etat

Dans le Haut-Karabakh, où les forces de la CEI ont détruit tout leur matériel lourd, dont plusieurs chars, avant d'être évacués lundi, Azéris et Arméniens ont continué, mardi, d'échanger des tirs d'artillerie. Les forces azéris ont bombardé plusieurs villages arméniens, faisant, selon le Parlement (arménien) du Haut-Karabakh, « plusieurs dizaines de morts ou de blessés ». Les Arméniens ont répliqué en

ouvrant le feu sur les positions azéris de Choucha et d'Agdam.

Cependant, le chef de l'Etat arménien et le nouveau président, par intérim, de l'Azerbaïdjan, M. Jacob Mamedov, ont eu un entretien téléphonique au sujet du Haut-Karabakh, a annoncé, mardi, la télévision moscovite.

A Bakou, « pour permettre aux passions de se calmer », le Parlement azerbaïdjanais a ajourné ses débats sur la formation d'un nouveau gouvernement après la démission, vendredi 6 mars, du président Ayaz Moutalibov. Le puissant Front populaire, minoritaire dans cette Assemblée, demande que le pouvoir du Parlement soit remis au Conseil national, où il dispose de la moitié des sièges. — (Reuters, AFP, AP.)

M. James Baker à Bruxelles

Les Etats-Unis et les Douze vont coordonner leurs politiques à l'égard de l'ex-Yougoslavie

Les Etats-Unis et la Communauté, qui, depuis la décision de cette dernière en décembre 1991 de reconnaître la Slovénie et la Croatie, suivent des voies sensiblement divergentes, ont décidé, mardi 10 mars à Bruxelles, de désormais étroitement coordonner leurs politiques à l'égard de l'ex-Yougoslavie. Cette concertation devrait aboutir à la reconnaissance rapide de la Slovénie et de la Croatie par les Etats-Unis, puis, en principe d'ici au 6 avril, date de la prochaine session des ministres des affaires étrangères des Douze, à celle conjointe, c'est-à-dire par Washington et la Communauté, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

A l'issue de la réunion qu'il a eue, à sa demande, avec les ministres des affaires étrangères de la CEE, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a cité trois raisons qui militent, à ses yeux, en faveur d'une reconnaissance rapide de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine : l'arrivée prochaine des forces de maintien de la paix de l'ONU, les résultats du référendum dans les deux Républiques et les progrès de la négociation institutionnelle entre les trois factions (serbe, croate et musulmane) qui cohabitent en Bosnie.

Selon l'ambassadeur portugais M. José Cutileiro, qui, dans le cadre de la conférence de paix présidée par Lord Carrington, parvient cette négociation, il était effectivement plus prudent, pour éviter un regain de tensions sur le terrain, d'essayer d'obtenir des

trois parties en présence au moins un « pré-accord institutionnel » avant de procéder à la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine. Mais cette rencontre semble dorénavant inductible et est donc programmée à une échéance de moins d'un mois.

Avertissement sans doute à la communauté serbe qui, en Bosnie-Herzégovine, est la plus réticente à l'égard de la création d'un nouvel Etat indépendant, la déclaration euro-américaine publiée à l'issue de la réunion souligne que la Communauté et les Etats-Unis « sont fermement déterminés à s'opposer à toute tentative visant à mettre en

péril la stabilité et l'intégrité territoriale des deux Républiques ».

M. Roland Dumas, qui insiste sur la nécessité d'un règlement global de la crise yougoslave (maîtrise du cessez-le-feu grâce à l'action de l'ONU, mise au point de solutions politiques avec l'aide de la conférence de paix de Lord Carrington, efforts coordonnés pour reconstruire le pays) estime, lui aussi, que s'il faut prendre acte des référendums, expression d'une volonté populaire claire, il convient également de « se garder de toute précipitation dans la reconnaissance de ces Républiques ».

« Il faut », a ajouté M. Dumas,

Quatre cent soixante appelés du contingent dans les rangs des « casques bleus » français

Quatre cent soixante appelés du contingent serviront dans le corps français qui participera, au début d'avril, à la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour le rétablissement de la paix en Yougoslavie. Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, l'a annoncé, mardi 10 mars, à Paris.

Ces appelés seront répartis, pour quatre cent trente, au sein du bataillon logistique et, pour trente autres, dans les rangs du bataillon d'infanterie. Ils représentent quelque 22 % du corps français, qui sera composé de neuf cents fantassins pour le bataillon d'infanterie (équipé de véhicules de transport blindés), de mille quatre-vingt-quatre hommes du bataillon logistique, de cinq observateurs et de trente-huit hommes chargés d'une mission de police.

Au total, la FORPRONU réunit dix mille quatre cents fantassins (soit douze bataillons d'infanterie), deux mille huit cent quarante membres du personnel d'état-major

et d'appui logistique, cent observateurs et cinq cent trente policiers civils et militaires, sans compter les fonctionnaires de l'ONU. Cette force commencera de se mettre en place à la mi-mars pour un mandat limité dans le temps (à un an) et reconductible.

Les appelés français sont, pour la quasi-totalité, des jeunes effectuant un service volontaire de durée accrue (jusqu'à vingt-quatre mois) par rapport aux dix mois du service légal. Ils sont gradés, c'est-à-dire qu'ils sont caporaux ou caporaux-chefs. Avant de partir pour la Yougoslavie, ces recrues ont signé un acte de volontariat par lequel, « en toute liberté », ils reconnaissent « servir dans une force appelée à participer à des opérations en Europe et, en particulier, en Yougoslavie, dans les Balkans ou dans les eaux voisines ». Cet acte cesse à la fin des opérations et, au plus tard, au terme du service militaire actif de l'intéressé.

GÉORGIE : de retour à Tbilissi

M. Chevardnadze a été élu président du nouveau Conseil d'Etat

M. Edouard Chevardnadze a pris son temps avant de rentrer au pays, mais il a bien vite rattrapé son retard : quatre jours après son retour hautement médiatisé dans sa Géorgie natale, l'ancien ministre des affaires étrangères se retrouve au sommet de la République qu'il avait dirigée naguère en tant que premier secrétaire du Parti communiste.

MOSCOU

de notre correspondant

Sa fonction n'est certes encore que provisoire : il a été « élu » mardi 10 mars président du Conseil d'Etat, un organisme créé le même jour en remplacement du conseil consultatif en place depuis le renversement par la force, à la mi-janvier, de M. Zviad Gamsakhourdia. Le nouveau Conseil d'Etat semble appelé à exercer le pouvoir jusqu'à de nouvelles élections (qui, selon la représentation géorgienne à Moscou, pourraient ne pas avoir lieu avant septembre prochain). Il est doté d'un président où se retrouvent, outre M. Chevardnadze, les trois dirigeants qui avaient déposé M. Gamsakhourdia : l'actuel premier ministre du gouvernement provisoire, M. Tengiz Sigoua, et MM. Jaba Iosseliani et Tengiz Kitovani, les deux chefs du Conseil militaire.

L'affaire a été très rodoment menée : une conférence de presse au départ de Moscou, une autre conférence de presse à l'arrivée à Tbilissi, des déclarations plutôt vagues, mais d'où il ressortait que l'enfant du pays était prêt à « contribuer au relèvement économique et politique de la République » ; une visite dans les églises avec dépôt de fleurs aux victimes des troubles récents ; une tournée des marchés avec poignées de mains chaleureuses ; et puis, presque immédiatement, cette subite réorganisation des organes dirigeants...

Bref, M. Chevardnadze, qui depuis plusieurs mois semblait flotter un peu dans le vide moscovite, a très rapidement retrouvé ses marques, d'autant plus facilement qu'il avait de toute évidence soigneusement préparé son retour. Il l'avait fait à sa manière, en répétant qu'il n'était candidat à rien mais était prêt à servir, et en glissant sur les questions difficiles : ainsi, lorsqu'on l'interrogeait, en janvier, sur

la manière brutale, dont avaient été réprimées certaines manifestations « pro-Gamsakhourdia », il préférait changer de sujet. Il est vrai que l'ex-chef du KGB local n'avait aucune raison de prendre la défense des partisans d'un homme qui l'avait maintes fois traité d'ennemi de la Géorgie.

Un atout vis-à-vis des Occidentaux

Depuis le putsch d'août — qu'il avait pourtant dûment annoncé, avec huit mois d'avance, l'étoile de M. Chevardnadze avait pâli, en même temps que celle de M. Gorbatchev, et en dépit d'un éphémère retour aux affaires en tant que dernier ministre des affaires étrangères de l'URSS. Certes, les dirigeants occidentaux, et tout particulièrement le secrétaire d'Etat américain James Baker, lui témoignaient toujours amitié et considération, et lui-même continuait à cultiver son image auprès de médias de l'Ouest, multipliant les entretiens qui, accessoirement, lui permettaient d'alimenter son Association de politique étrangère. Mais, de tout évidence, l'homme que, début décembre, le quotidien *l'Indépendant* imaginait encore comme un possible président d'une Confédération ex-soviétique n'avait plus guère d'avenir dans Moscou redevenue la capitale de la Russie.

A l'inverse, pour une Géorgie qui a un urgent besoin de reconnaissance et d'aide de la part de l'Occident, il représente un atout de première valeur. Il pourrait également accélérer le processus d'adhésion à la CEI de la seule République ex-soviétique (Pays baltes mis à part) qui n'en soit pas encore membre.

Quel que soit l'avenir de cette Communauté, l'homme qui naguère proclamait que pour les Géorgiens, « le salut se trouve au nord », et qui, en novembre dernier affirmait encore que « la Géorgie devrait sans la Russie » vient au moins à point nommé pour raccommoder les relations avec Moscou. La providence fait d'ailleurs bien les choses : selon l'agence Interfax, la Banque nationale géorgienne vient de recevoir quelques centaines de millions de roubles, des coupures (imprimées en Russie) qui lui faisaient cruellement défaut, au point que depuis deux mois les salaires ne pouvaient être payés.

JAN KRAUZE

ALLEMAGNE : démission de M. Gustav Just. — M. Gustav Just, âgé de soixante et onze ans, membre du Parti social-démocrate (SPD), doyen du Parlement du Land de Brandebourg, a annoncé, mardi 10 mars, qu'il abandonnait ses mandats. Il venait d'avoir 67 ans et appartenait à un peloton d'exécution qui, en 1941, avait fusillé des civils juifs en Ukraine (le *Monde* du 11 mars). M. Just, en démissionnant, a voulu « éviter de nuire à son parti ». « Je n'avais pas jugé nécessaire de rendre public un fait qui s'était déroulé il y a plus de cinquante ans », a-t-il expliqué. « L'exécution s'est déroulée dans un autre monde. La guerre en Ukraine était alors d'une cruauté inouïe », avait-il plaidé. — (AFP.)

POLOGNE : tension avec la Lituanie. — Une commission du Parlement polonais a accusé, mardi 10 mars, le gouvernement lituanien de violer les accords bilatéraux et les conventions internationales sur les droits des minorités, en interdisant les manuels d'histoire polonaise dans les écoles de la minorité polonaise. Varsovie envisage de porter l'affaire devant le Parlement européen, à Strasbourg, pour défendre les intérêts des quelque 300 000 Polonais vivant en Lituanie. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : report de la ratification du traité d'amitié avec l'Allemagne. — La Commission des affaires étrangères de la Chambre du peuple a annoncé, mardi 10 mars, que la ratification du traité d'amitié entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, signé en février par le président de la République, M. Vaclav Havel, et le chancelier Helmut Kohl, est reportée à la session d'avril du Parlement. Ce document est critiqué par l'opposition social-démocrate et ex-communiste. — (AFP.)

M. Vaclav Havel a témoigné au premier procès d'anciens dirigeants communistes. — Le président de la République tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a témoigné, mardi 10 mars à Prague, au procès de trois anciens dirigeants communistes du ministère de l'Intérieur, accusés de « répression illégale » contre les opposants — dont faisait partie M. Havel — entre 1988 et 1989. M. Havel a indiqué que les officiers de la police secrète (StB) « ont toujours fait référence à des instructions supérieures » pour justifier leurs décisions. « Aujourd'hui, a-t-il ajouté, je ne sais toujours pas qui sont ces instances supérieures, si ce sont les accusés, ceux qu'ils commandaient ou ceux qui les commandaient ». — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : explosion d'une bombe dans une gare londonienne. — Une bombe a explosé, sans faire de victimes, mardi matin 10 mars, dans une gare londonienne, Wandsworth Station. La police, prévenue par un appel téléphonique, avait arrêté les trains et fait évacuer la gare. Une deuxième gare, où transitent quelque quatre-vingt mille personnes chaque jour, a été fermée après une alerte à la bombe, ce qui a, une nouvelle fois, désorganisé les transports dans la capitale britannique. — (AFP.)

مكتبة جامعة القاهرة

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

Près de tout, proche de vous.

PROCHE-ORIENT

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU

M. Tarek Aziz a demandé la levée partielle des sanctions économiques contre l'Irak

Optant pour une réunion publique du Conseil de sécurité, Bagdad tente sa dernière chance en faisant appel à l'opinion internationale. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, qui se trouve à New-York à la tête d'une délégation de haut rang, qualifie son voyage de « mission de bonne volonté ». Il estime que son gouvernement a appliqué à 90 % les résolutions du Conseil de sécurité et demande la levée partielle des sanctions économiques. Selon le vice-premier ministre, 120 000 Irakiens, pour la plupart des enfants, ont perdu la vie à cause du blocus économique imposé envers son pays, depuis le 6 août 1990 à la suite de

l'invasion du Koweït. « Le Conseil ne peut pas maintenir éternellement des sanctions contre 18 millions d'Irakiens », a-t-il déclaré aux journalistes. « L'Irak n'a pas accompli ses obligations envers les décisions du Conseil de sécurité », rappellent à l'unanimité les membres du Conseil. C'est sur ces divergences que devait s'ouvrir le débat mercredi matin à New-York.

M. Tarek Aziz a rencontré mardi les représentants des six pays non alignés du Conseil de sécurité — ainsi que celui du Maroc, seul pays arabe membre du Conseil — avec l'espoir d'obtenir leur appui. Mais selon des diplomates, les non-alignés

sont restés « unanimes et très fermes ». Ils ont demandé à M. Aziz de répondre « sans équivoque » à toutes les questions des membres du Conseil et d'appliquer aussitôt toutes ses résolutions.

Les diplomates des pays non alignés ont aussi expliqué à leurs homologues irakiens que l'application des résolutions ne doit pas être liée à la levée des sanctions. « Si l'Irak accepte sans conditions les décisions du Conseil, on interviendra auprès des autres membres pour que les sanctions soient allégées au fur et à mesure », a dit l'un d'entre eux. — (Corresp.)

Soupçonné de transporter des missiles Scud

Un cargo nord-coréen est arrivé en Iran après avoir échappé à la surveillance de la marine américaine

Un cargo nord-coréen qui, d'après Washington, transportait des missiles Scud destinés à l'Iran et à la Syrie, est parvenu à échapper aux recherches engagées par la marine américaine et à entrer dans le port iranien de Bandar-Abbas, a déclaré, mardi 10 mars, le porte-parole du Pentagone. « Nous le cherchions, c'est certain. Je ne sais pas comment nous ne l'avons jamais trouvé », a-t-il indiqué, ajoutant que le cargo Da-Hung-Ho était arrivé lundi à Bandar-Abbas, dans le détroit d'Ormuz.

Le porte-parole s'est refusé à employer le terme d'échec des recherches. Si le Da-Hung-Ho avait été découvert, les navires américains lui auraient au moins demandé par radio la nature de sa cargaison, a-t-il ajouté. Un destroyer américain avait posé cette question mardi à un navire iranien se rendant à Bandar-Abbas et venant de Corée du Nord. Le cargo avait déclaré transporter « de l'acier et du matériel de forage » et avait été autorisé à poursuivre sa route.

Vingt-deux navires de guerre

américains se trouvent actuellement dans le Golfe où à ses abords, afin de surveiller l'application de l'embargo frappant l'Irak depuis la guerre du Golfe, et ils y ont procédé, depuis août 1990, à 13 124 interceptions. Les États-Unis ont vivement protesté contre d'éventuelles ventes de missiles par Pyongyang au Proche-Orient. Le secrétaire à la défense Dick Cheney avait dit lundi que la marine américaine était prête à inspecter le bateau au cas où il se confirmerait qu'il transportait des missiles. — (Reuters)

En visite à Paris

M. Massoud Barzani craint une « explosion sociale » au Kurdistan

L'aviation turque a bombardé, mardi 10 mars, pour la troisième fois depuis le début du mois, des bases de la guérilla kurde situées en territoire irakien, non loin de la frontière. Selon Ankara, ces opérations visaient des camps du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et n'ont pas fait de victimes parmi les civils kurdes irakiens. Cependant, de source kurde, on affirme qu'une dizaine de villages ont été touchés lors du raid du 1^{er} mars, qui aurait fait 10 morts et 23 blessés. Washington a pour sa part justifié ces opérations en soulignant qu'elles étaient montées « en réponse à l'activité continue du PKK en territoire turc ».

De passage à Paris, où il a été reçu mardi par le président Mitterrand, M. Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a sévèrement condamné les raids aériens turcs au Kurdistan irakien. Il a précisé que lors de son séjour en Turquie, fin février, il avait demandé aux responsables turcs d'éviter de bombarder les villages du Kurdistan irakien, afin d'épargner les civils. « Ils nous l'ont promis, mais apparemment, ils n'ont pas l'intention de respecter leurs engagements », a-t-il souligné, ajoutant : « Pendant je leur avais assuré qu'il n'existait pas de camps rebelles du PKK à proximité des villages habités et que « s'ils voulaient régler leurs comptes avec leurs terroristes, ils devaient le faire à l'intérieur du territoire turc et non au Kurdistan irakien », M. Barzani a égale-

ment affirmé qu'il avait rassuré ses interlocuteurs turcs sur les objectifs des élections législatives qui auront lieu vers la mi-avril. Elles sont destinées à « combler le vide politique et administratif dans le Kurdistan irakien » et non à « préparer la création d'un Etat indépendant », a-t-il indiqué.

Le chef du PDK a affirmé que le blocus économique imposé au Kurdistan par les Irakiens depuis le 23 octobre avait créé dans cette enclave une situation économique catastrophique. « Plus de 350 000 Kurdes ont été privés de leurs salaires qui provenaient de Bagdad et sont sans ressources. Nous manquons de tout et une inflation galopante fait sans cesse grimper les prix. Nos malades meurent de médicaments et nos écoles sont menacées de fermeture. Les professeurs ne sont pas rémunérés et sont obligés de chercher ailleurs un moyen de survie. Le peuple kurde au nord de l'Irak est devenu un peuple qui ne produit plus et je crains une explosion sociale ».

Évoquant ses entretiens à Londres et à Paris, le chef du PDK a déclaré qu'il avait demandé aux gouvernements français et britannique une aide économique urgente pour faciliter le retour à une vie normale au Kurdistan irakien et pour que ses compatriotes redevenaient un « peuple producteur ». Il a ajouté qu'il avait également demandé à ses interlocuteurs le prolongement de la mission de la Force multinationale basée dans le sud de la Turquie. À ce propos, il a affirmé que le président Mitterrand l'avait assuré que « la France allait faire des efforts avec ses alliés pour garantir la sécurité et la stabilité au peuple kurde ».

JEAN GUEYRAS

A TRAVERS LE MONDE

BURUNDI

Le pluralisme approuvé par référendum

Salon les premiers résultats du référendum, organisé, lundi 9 mars, au moins 90 % des électeurs ont approuvé le nouveau Constitution pluraliste (le Monde du 10 mars), a indiqué, mardi soir, à Bujumbura, la ministre de l'intérieur. Sur les 2 287 285 inscrits, plus de 97 % ont participé au scrutin. Le nouveau texte, qui introduit le pluralisme politique, interdit l'existence de partis à caractère ethnique.

Les opposants du Front démocratique burundais (FRODEBU), partisans du « non », ont pris acte de ces résultats et se sont déclarés « prêts à jouer la jeu ». Le FRODEBU, qui souhaite l'organisation d'une Conférence nationale, milita pour la « démocratisation des institutions » et la fin du mono-ethnisme au sein de l'armée, actuellement dominée par la minorité tutsi. Depuis son arrivée au pouvoir, en 1987, le président Pierre Buyoya a fait de la « réconciliation nationale » une des priorités de sa politique, de réformes, ouvrant largement le gouvernement aux Hutu, majoritaires dans le pays. — (AFP, Reuters)

RWANDA

Une religieuse victime des violences tribales

Une religieuse italienne, sœur Antonia Locatelli, a été tuée par balles, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 mars, à Nyamata, dans le sud-est du pays, alors qu'elle tentait de protéger les élèves de l'école ménagère qu'elle dirigeait. Les autorités de Kigali affirment qu'elle a été tuée par des « inconnus ». Des sources diplomatiques indiquent, pour leur part, qu'elle a été victime de militaires rwandais. Selon le médecin, qui a examiné le cadavre, la religieuse aurait été tuée « à bout portant », ce qui exclurait l'hypothèse d'une bavure.

Ce drame laisse à penser que la vague de violence tribales qui a ensanglanté, la semaine dernière, la région du Bugesera, au sud de Kigali, n'est pas encore maîtrisée. D'après le dernier bilan du ministère de l'intérieur, rendu public lundi, ces affrontements interethniques ont fait trente-cinq morts. Selon d'autres sources, au moins cent cinquante personnes auraient été tuées. Les principaux partis d'opposition ont appelé à une manifestation de protestation, samedi. — (AFP)

VENEZUELA

Le président Carlos Andres Perez a remanié son gouvernement

Le président Carlos Andres Perez, violemment critiqué ces dernières semaines, a fait entrer mardi 10 mars deux dirigeants de l'opposition dans son gouvernement, présenté comme un « cabinet d'union nationale ». MM. Humberto Calderon Berti et Jose Ignacio Moreno Leon, deux anciens ministres du pétrole, tous deux membres du COPEI (centre-droit), ont été nommés respectivement aux postes de ministre des affaires étrangères et de responsable des Fonds d'investissement vénézuéliens. Le chef de l'Etat a par ailleurs promu deux membres de son propre parti (Action démocratique, affilié à l'Internationale socialiste) aux postes de ministres de la justice et de l'Intérieur. Il a enfin choisi une personnalité non partisane, l'industriel Pedro Vallenilla, pour prendre la tête du ministère du développement.

De 600 à 800 personnes se sont rassemblées mardi dans les rues de Caracas pour réclamer la démission de M. Carlos Andres Perez. Elles ont été dispersées par la police à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau. La crise est latente au Venezuela depuis l'échec le 4 février d'une tentative de coup d'Etat militaire. — (AFP, Reuters, UPI)

■ NIGÉRIE : plus de cent morts dans des affrontements entre ethnies rivales. — L'agence nigérienne NAN a indiqué mardi 10 mars que plus de cent personnes ont été tuées dans des heurts entre tribus rivales au cours du dernier week-end, à Ibi, dans l'Etat de Taraba, où l'ethnie Jukun s'oppose régulièrement à l'ethnie Ivi de l'Etat voisin de Benue. Selon la presse, ces violences ont déjà fait des centaines de morts dans la région depuis deux mois. — (AFP)

ASIE

Hongkong sous la pression chinoise

Suite de la première page

Accord de plus en plus malmené, même si ni Londres ni Pékin ne le résistent. Hongkong, gouvernée durant cent cinquante ans par le fait du prince londonien avec l'accord tacite de Pékin, vit dans une crise institutionnelle larvée qui contraste avec son dynamisme économique. L'accord sino-britannique de 1984 prévoyait que Londres y règne jusqu'à la mise en place de la célèbre formule de M. Deng Xiaoping, « Un pays, deux systèmes », communiste sur le continent, capitaliste à Hongkong. Mais Pékin multiplie les pressions sur tout ce qui engage, à ses yeux, l'après-1997.

Un chemin de croix

La laborieuse négociation sur le projet de nouvel aéroport international en fut un premier exemple. En concédant à Pékin un droit de regard implicite sur l'état des finances de la colonie à la date de la rétrocession, Londres s'est engagé dans un chemin de croix dont les stations risquent de se faire de plus en plus fréquentes.

Les élections du 15 septembre 1991 ont porté le malaise sur le plan politique. Les candidats soutenus par Pékin ont mordu la poussière face aux libéraux, qui reprochent à Londres de plier le genou devant la Chine. Ceux-ci, bien que n'ayant au sein d'un Conseil législatif composé à plus de deux tiers de représentants nommés ou cooptés, se sont empressés de réclamer une renégociation de certains aspects des accords, en particulier en matière de justice. Les perspectives en ce domaine commencent en effet à inquiéter non seulement les activistes politiques mais aussi certains hommes d'affaires pourtant

bien vus à Pékin. M. Lu Ping, représentant de la Chine au sein du groupe de liaison mixte qui règle les modalités du transfert de souveraineté, s'éleva aussitôt contre ceux qui « veulent renverser le gouvernement de la République populaire ». Pour sa part, lord Calhoun, un des adjoints du secrétaire au Foreign Office chargé de Hongkong, a assuré, au cours d'une visite dans la colonie, début mars, que son gouvernement « l'indépendance de la justice » serait garantie, mais que Londres « n'entend nullement faire des concessions envers Pékin dans le seul but de réaliser une convergence » avec le pouvoir communiste. « Nous nous battons pour les intérêts de Hongkong chaque fois que cela sera nécessaire », a-t-il promis.

Selon le plus en vue des députés de l'opposition, M. Martin Lee, lord Calhoun s'était également engagé à soulever auprès de Pékin l'idée d'accroître le nombre des sièges soumis au suffrage universel au sein du Conseil législatif. La Chine a répliqué qu'elle n'accepterait aucune révision des accords. Pendant ce temps, la guérilla diplomatique s'intensifie. Pour contrecarrer l'influence des milieux démocratiques, Pékin a renoué, en dépit d'oppositions locales, la formation d'une assemblée de « conseillers », des « amis » dans le milieu des affaires, en vue de « mieux connaître les besoins du territoire ». Le gouvernement colonial ressortit des tiroirs un vieux plan de privatisation de la radio-télévision. La Chine s'y oppose avec véhémence, de crainte que les médias ne propagent la subversion anticomuniste après-1997. Le nouveau budget fournit même à M. Lu Ping l'occasion de flatter l'électorat hongkongais en brandissant le spectre d'une hausse des impôts.

À la frontière, que Pékin ne reconnaît pas, cette guérilla donne parfois lieu à des incidents sans gravité, mais révélateurs. Les policiers chinois ont effectué plusieurs incursions, à la poursuite de criminels notamment, en territoire hongkongais. La Chine, pourtant, a refusé de saisir l'occasion de l'arrestation de l'homme de la frontière pour réclamer des excuses. Quand vient sur le tapis une question délicate comme celle d'une législation garantissant le droit à l'information administrative, le pouvoir colonial l'écarte comme « superflue » ou « trop coûteuse ». Même prudence pour la censure cinématographique, depuis longtemps pratiquée pour éviter que l'on offense le pouvoir continental. Mais Hongkong n'est

pas le lieu des jugements manichéens, notamment dans le domaine des relations avec l'Occident.

Quand le Congrès américain veut « punir » la Chine communiste pour sa politique des droits de l'homme en la frappant de sanctions commerciales, il prend le risque (fiellement, réjeté par M. Bush) de « punir » Hongkong, avant-poste du capitalisme sur le territoire chinois, et façade commerciale d'une économie de marché qui tient ses tentacules très profondément en « Chine rouge ».

Avec ses 5,6 millions d'habitants, la colonie emploie déjà deux millions de travailleurs de la province voisine de Canton, réservoir de main-d'œuvre immense avec ses soixante-trois millions d'âmes. Tout indique que cette évolution, qui affaiblit considérablement le pouvoir de Pékin, ira en s'amplifiant. Des hommes d'affaires occidentaux dans la colonie estiment que les récents appels de M. Deng en faveur d'une reprise énergique des réformes ont fait qu'« éteindre une tendance irréversible : l'émergence d'une Chine engagée dans l'accumulation du capital » sur un mode semi-privé. M. Lee le reconnaît, qui s'est rendu à Washington l'autisme dernier pour plaider une approche ouverte.

Pour Londres, la prochaine grande station de ce chemin de croix sera le choix d'un nouveau gouverneur appelé à succéder, après les élections britanniques, à Sir David Wilson, renvoyé avec un titre de lord. Un poste à haut risque pour l'homme qui devra, selon toute vraisemblance, le 30 juin 1997, amener l'Union Jack sur « la perle de l'Orient ».

FRANCIS DERON

■ Le ministre chinois des affaires étrangères à Londres pour discuter de Hongkong. — Le ministre chinois des affaires étrangères s'est entretenu, lundi 9 mars, à Londres avec M. John Major de l'avenir de Hongkong et du respect des droits de l'homme. M. Qian Qichen a ensuite poursuivi sa tournée européenne en se rendant à Bonn, où Amnesty International avait demandé au chancelier Kohl d'intervenir en faveur du député politique Waog Xizhi, interné depuis onze ans. Le chancelier fédéral a déclaré mardi à M. Qian que le respect des droits de l'homme devait s'améliorer avant que Pékin puisse prétendre à un resserrement des liens avec la RFA ; il a cependant souhaité reconstruire des relations « bonnes et étroites » avec Pékin. — (AFP, Reuters)

CAMBODGE : selon les Etats-Unis et le prince Sihanouk

Les Khmers rouges demeurent le principal obstacle à la paix

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Asie et le Pacifique est arrivé, lundi 9 mars, à Phnom-Penh. M. Richard Solomon a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis de « garantir que le peuple cambodgien ne souffre plus jamais des violences génocides du régime de Pol Pot », et estimé que le manque de coopération des Khmers rouges à l'application des accords de Paris était le principal obstacle au retour de la paix.

Cette première visite d'un haut responsable américain depuis les accords de Paris d'octobre dernier survient au moment où le Congrès examine la demande du président Bush d'une contribution de 600 millions de dollars au plan de paix des Nations unies au Cambodge. M. Solomon s'est entretenu avec le prince Sihanouk, qui avait accusé, samedi, les Khmers rouges de bloquer délibérément le processus de paix en créant des « difficultés artificielles » sur leur logement à Phnom-Penh. S'adressant à des diplomates lors de la libération de quatre-vingt-d'un détenus politiques,

le prince a estimé que « tous les problèmes viennent d'eux » et que, « sans eux, il n'y aurait pas de problèmes, nous n'aurions même pas besoin de l'APRONUC ». L'Autorité provisoire de l'ONU.

D'autre part, selon des observateurs de l'ONU, des conseillers militaires et des troupes d'élite vietnamiennes se trouvent toujours au Cambodge, en dépit des affirmations de Hanoï selon lesquelles tous ses soldats ont quitté le pays depuis 1989. Ces unités opéreraient sous uniforme cambodgien autour de Siem-Reap, dans le nord-ouest du pays, près des temples d'Angkor. Le général français Loridon, chef de la mission préparatoire de l'ONU (MIPRENUC), a estimé que la présence de troupes vietnamiennes « était pas prouvée, mais que toutes les fonctions ont leurs conseillers ». Enfin, le rédacteur en chef adjoint du journal du FNLPK de M. Son Sann, M. Leng Leung, a été blessé par balle mardi à Phnom-Penh lors d'une tentative d'assassinat. — (UPI, AFP, Reuters, AP)

TIMOR-ORIENTAL

Le « bateau de la paix » a été contraint à rebrousser chemin par la marine indonésienne

Le Lusitania-Express, « bateau de la paix » portugais affrété par des activistes qui voulaient déposer une gerbe au cimetière où des dizaines de Timorais ont été abattus en novembre dernier par l'armée indonésienne, a été contraint à rebrousser chemin, mercredi matin 11 mars, au large de Timor-Oriental. Après avoir été intercepté par des frégates indonésiennes, le bateau est reparti pour le port australien de Darwin. Les Indonésiens avaient menacé d'interdire les manifestations — dont l'ancien président portugais, le général Antonio Ramalho Eanes — s'ils débarquaient dans l'île.

Le « bateau de la paix » avait quitté le Portugal pour Timor il y a plusieurs semaines, malgré l'opposition de l'Indonésie. Il a bénéficié du soutien de Lisbonne et d'une bonne partie de l'opinion australienne. Canberra, une des seules capitales à avoir reconnu l'annexion de l'Indonésie en 1976, est en revanche hostile à toute initiative qui pourrait nuire à des relations déjà délicates

avec Djakarta. Le sénateur Gareth Evans, ministre des affaires étrangères, a déclaré le 3 mars devant le Parlement : « Nous ne pensons pas que cette visite annulerait de quelque manière que ce soit la situation à Timor-Oriental (...) ni qu'elle puisse contribuer au processus de réconciliation à long terme dans la province ».

Au Portugal, où le Parlement avait demandé mardi à la communauté internationale de « se souvenir que l'Indonésie n'a pas juridiction sur les eaux territoriales de Timor-Oriental », le ministère des affaires étrangères a « condamné l'attitude de l'Indonésie qui a employé la force pour bloquer le passage à un bateau pacifique ». Le président Soares avait assuré les participants à l'opération du « bateau de la paix » de sa solidarité, affirmant que « tout est à craindre des dictatures car leurs gouvernements sont forts en apparence, mais très faibles en réalité », et comparant « l'annexion de Timor-Oriental à l'invasion du Koweït par l'Irak ».

هنا من العمل

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Le difficile défi de Jean Auroux

Le chef de file des socialistes de Rhône-Alpes espère que sa campagne de mobilisation « paiera à moyen terme »...

LYON

de notre bureau régional

M. Jean Auroux a réglé la mire. Fini les hésitations de sa première conférence de presse, à Lyon, où il avait d'abord salué « l'excellent travail du groupe socialiste de l'Assemblée nationale », puis, voulant rectifier ce malheureux lapsus, en commettant un second, parlant du groupe PS « du conseil général ». C'était bien ses amis du conseil régional Rhône-Alpes qu'il souhaitait féliciter.

Pour accepter de prendre la tête de la liste PS-MRG dans la Loire, quelques jours seulement après avoir expliqué pourquoi il préférait passer son tour, M. Auroux avait formulé « un souhait » et non « une condition », tient-il à préciser : que le bureau exécutif de son parti le désigne comme unique chef de file en Rhône-Alpes et qu'une véritable stratégie régionale soit élaborée.

L'annonce de la décision du bureau exécutif le désignant comme le challenger du président (UDF-PR) sortant, M. Charles Millon, n'a néanmoins pris un peu de court les autres têtes de liste, sans doute obsédées ce soir-là de la réunion parisienne, et quelque peu froissées les membres du

comité régional du PS, qui venaient de publier un document-programme de quarante-huit pages. Mais chacun a finalement convenu qu'il était peut-être temps que le parti regarde en face ces élections, et que la personnalité du maire de Roanne pouvait apporter de la vivacité, de la rigueur et de la cohérence à la campagne. M. Laurent Fabius, dans une région où rocardiens et jospiniens se partagent la responsabilité des fédérations, n'a pas paru réticent. Mieux, elle est devenue un argument servant à démontrer que le Parti socialiste était en situation de recomposer le puzzle de sa diversité.

Donc M. Auroux est bien le candidat identifié et reconnu des socialistes à la présidence du conseil régional. Bien sûr, il lui faut être encore prudent, tenir compte des prérogatives de certains élus partisans particulièrement soucieux du plan de table des estrades, intégrer les susceptibilités de ceux qui parfois boudent les cérémonies. Ainsi M. Louis Besson, maire de Chambéry, a-t-il été absent de la présentation des huit têtes de liste. C'était la première fois qu'elles étaient réunies. Mais, foin de ces petites anicroches, le PS « est en ordre

de marche », et M. Auroux veut le faire rouler à gauche. Lui, l'ancien ministre du travail, rappelle, de réunion en réunion, les acquis des gouvernements de MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard et de M. Edith Cresson : les lois qui portent son nom sur la démocratisation des entreprises, la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congé, le remboursement de l'IVG, l'inflation limitée, la libération des ondes, et la décentralisation.

C'est le même qui appelle à la constitution d'un large assembléement incluant les écologistes « progressistes ». C'est lui, enfin, qui, prenant au mot M. Millon, souhaite l'alternance dans cette région, « dominée depuis si longtemps par une droite qui fait ses responsabilités, camoufle son maigre bilan en voulant faire de ces élections régionales des législatives anticipées ».

Mais, devant ces petites assemblées qui réunissent des militants et des élus locaux, M. Auroux est saisi, parfois, d'un rien d'amertume à voir combien la mémoire s'effiloche dans « cette société de l'instantanéité, de l'urgence ». Engagé sans état d'âme, se dépensant pour rattraper le temps perdu, le président du groupe socia-

liste de l'Assemblée nationale a conscience qu'en acceptant de « montrer qu'il n'a pas peur de mouiller le chemise » il relève un défi difficile.

Il reconnaît que le pouvoir a délaissé le PS, que Rhône-Alpes a surtout été pourvoyeuse de ministres, qui ont abandonné le terrain régional aux cadets de la droite.

Au cours de ses visites dans les fédérations, M. Auroux a constaté aussi que la composition des listes a laissé pas mal de « cadavres », des conseillers sortants écartés pour crime de lèse-courant majoritaire. Certains d'entre eux ont quitté le navire. Qui pour rejoindre la bannière de Génération Ecologie, qui pour former de nouveaux équipages, appelés Nouvelle Gauche ou A gauche autrement. Six listes parallèles s'adressent désormais à l'électorat socialiste et privent sûrement, le 22 mars, le PS de quelques points dans un moment où celui-ci en a bien besoin. Regrettant cet émiettement, mais se refusant à jeter la pierre aux dissidents, M. Auroux espère, l'élection venue et l'assemblée élue, pouvoir les retrouver autour d'un projet, et pourquoi pas constituer avec eux une majorité régionale.

Il y pense, sans se faire d'illusions.

Même si, au cours de ses rencontres, il décèle un certain frémissement — « les militants sont réveillés », assure-t-il — il estime que cette campagne de remobilisation « paiera à moyen terme ». Sous-entendu, le 22 mars passé.

« J'aurais voulu dire à ces jeunes... »

Après, il espère, il attend un « nouveau souffle », « que le gouvernement bouge », « que le chef de l'Etat prenne une initiative », ou encore « que le parti propose ». Lui réfléchit à une nouvelle forme d'économie sociale, qui pourrait apparaître comme une « alternative dans le cadre d'une économie de marché ». Il parle de l'Europe aussi : « Le PS, avec ses structures départementales, s'est fait piéger pour les régionales. Il faut très vite songer à un grand parti social-démocrate européen. » Un parti qui, selon lui, devrait être capable de s'ouvrir à ces jeunes, dont son fils, qui ont chahuté devant le mur de Berlin écroulé, qui ont rêvé alors à un autre monde.

En attendant, M. Auroux court la campagne. L'autre soir, il s'est rendu à Annonay pour une réunion à la mairie. Au même moment, le Front national organisait un meeting à la salle des fêtes. Des jeunes s'y sont présentés, en ont été vite exclus. Ils ont alors dévalé les rues en pente de la ville, pour crier, à vingt tout au plus, leur refus des thèses de l'extrême droite. A bout de souffle, mais pas peu fiers — c'était sûrement leur première manif non autorisée, — ils se sont installés aux derniers bancs de la réunion socialiste. Pour trois questions : « Comment fait-on pour s'inscrire sur les listes électorales ? » « Qu'est-ce que vous proposez contre le chômage, pour que je trouve du boulot ? » « Expliquez-moi pourquoi je peux croire aux politiques. »

A la tribune, on a leur a promis une réponse, mais les orateurs ont d'abord suivi l'ordre du jour prévu. Puis M. Auroux a pris la parole : « J'aurais voulu dire à ces jeunes... » Lassés d'attendre, les jeunes étaient partis, sans bruit.

BRUNO CAUSSÉ

Le jugement du tribunal administratif de Strasbourg et la manifestation contre le Front national

M^{me} Trautmann maintient son refus de louer une salle au parti de M. Le Pen

A la suite du jugement rendu, mardi 10 mars, par le tribunal administratif de Strasbourg, enjoint sa décision de refuser la location d'une salle municipale au Front national (nos dernières éditions du 11 mars), M^{me} Catherine Trautmann (PS), maire de la ville, a indiqué qu'elle ne comptait pas donner suite à la nouvelle demande déposée par le parti d'extrême droite pour obtenir une salle.

Dans un communiqué, la mairie estime que « ce jugement du tribunal administratif n'oblige pas pour autant Catherine Trautmann à louer une salle municipale au Front national ». Le tribunal « s'est prononcé sur la base d'arguments juridiques, ajoutés-elle. Il ne pouvait retenir une motivation politique ». Le tribunal a considéré que la décision de M^{me} Trautmann, « non motivée par les nécessités de l'administration des propriétés municipales ni par celle du maintien de l'ordre public mais par le refus de laisser s'exprimer le Front national, était entachée d'excès de pouvoir ». Le maire de Strasbourg avait refusé, le 21 février, de louer une salle au Front national, en soulignant que la municipalité ne souhaitait pas que « ses installations municipales fussent mises à la disposition d'un parti d'extrême droite et démocratiques ».

Le maire de Lyon, M. Michel Noir, député (non inscrit) du Rhône, a adressé à M^{me} Trautmann une lettre de « soutien », critiquant implicitement

la décision du tribunal administratif. « Dans l'Etat de droit français, c'est aux maires d'apprécier ce qu'est la nécessité de la mesure de troubles graves à l'ordre public », écrit l'ancien ministre. La jurisprudence du Conseil d'Etat apprécie a posteriori. Il est inadmissible, car ce serait contraire à la séparation des pouvoirs, de laisser s'instaurer un contrôle a priori par la décision préalable d'un juge. M. Noir conclut : « Je tiens à vous redire tout mon soutien dans l'action courageuse que, conformément à la résolution que nous avons adoptée ensemble à Villeurbanne, vous menez à Strasbourg comme je le fais à Lyon, contre les partisans des idéologies de haine et d'exclusion qui menacent notre société. » Douze maires, toutes tendances confondues, de grandes villes de France, réunis à Villeurbanne (Isère), s'étaient engagés en 1991 à lutter contre le racisme et l'intolérance.

Par ailleurs, M. Ferdinand Bernhard (UDF-PR), maire de Sanary (Var) a, lui aussi, refusé d'accorder une salle au Front national, ce qui a entraîné une plainte en référé de ce dernier devant le tribunal administratif de Nice. En revanche, M. Christian Jeanjean (divers droite), maire de Palavas-les-Flots (Hérault) a annoncé qu'« il demande au préfet », il « accepte de retirer un arrêté » qui interdisait la tenue d'une réunion électorale du Front national dans sa ville et, par extension, de tout autre parti.

« Pour éviter que le fascisme ne passe »

STRASBOURG

de notre correspondant régional

« Ils sont cons, ils n'ont pas vu que j'étais un Arabe », je suis moi-même le tract à mes parents, qui vont bien se marrer. » Ce lycéen de Kéber, qui participait avec beaucoup d'autres à la manifestation organisée contre la venue, mardi 10 mars, de M. Jean-Marie Le Pen dans le capitale alsacienne, n'était visiblement pas mécontent d'avoir dupé les lepnistes qui distribuaient dans la centre-ville leurs feuillets au discours déformés bien connu.

Le millier de manifestants, qui compte quelques punks, rappeurs et autres bobo-cools mais aussi pas mal de militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), attendent M^{me} Catherine Trautmann. Ceinte de son écharpe de maire, elle traverse la place de la République et se dirige vers le perron du Théâtre national. Un jeune couple, passablement éméché, l'insulte sur le thème « Tout ça, c'est le fruit du gouvernement socialiste ». Une vieille dame s'interpose pour signifier à l'homme et à la femme que leur place n'est

pas ici. Les discours peuvent commencer.

Dans l'indifférence générale, le délégué de la CFDT fait une critique point par point du programme économique et social du Front national. L'intervention du représentant de l'Union des étudiants juifs de France réchauffe quelque peu l'atmosphère, singulièrement fraîche à la nuit qui tombe. A : « Il faut conduire une lutte de tous les instants pour éviter que le fascisme ne passe », les militants de la JCR font écho avec « No pasaran ».

Des skinheads font le salut nazi

L'ordre de dispersion est donné. La manifestation a duré une demi-heure et, pendant ce temps, le cours de dense qui se déroulait au deuxième étage du théâtre ne s'est pas interrompu.

A 500 mètres de là, en face de l'hôtel de ville, M. Le Pen tient sa réunion électorale en lieu et place d'une salle de la foire des expositions dont la location a été refusée par M^{me} Trautmann. Le périmètre a été verrouillé par les CRS. Seuls sont admis à y pénétrer les adhérents du Front national. Au premier rang du demi-millier de militante

d'extrême droite, des skinheads, vêtus de « bomber » kaki et chaussés de « doc martens », accueillent leur chef de file en faisant le salut nazi.

La « cérémonie » est en train de s'achever lorsque le service d'ordre du FN poursuit deux jeunes gens qui ont échappé au quadrillage. Un quinquagénaire, endimanché, arrive en courant pour dire à l'adresse des forces de l'ordre : « Je suis témoin, ils ont jeté quelque chose à M. Le Pen. » La fille, qui se protège la tête, crie : « Ce ne sont que des tomates, et les tomates, ça ne fait pas mal. » Malgré la présence de policiers, la fille et le garçon ont le temps de ramasser quelques coups event de prendre la direction du panier à salade, lui les menottes aux poignets et les bras dans le dos.

Dans une rue voisine, un groupe de jeunes jettent quelques pierres. Les CRS, munis d'équipement anti-émeute, n'ont même pas à charger pour que le calme revienne. Sur la place Broglie, les militants du FN défilent tranquillement. M. Le Pen a tenu son meeting. Triste soirée.

MARCEL SCOTTO

En Provence-Alpes-Côte d'Azur

Deux appels contre l'extrême droite

NICE

de notre correspondant régional

L'association Science et Technologie contre l'exclusion, créée, au début du mois de janvier, à l'initiative d'un petit groupe de chercheurs de la technopole de Valbonne-Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes), s'est donnée pour objectif d'exprimer « les préoccupations » des milieux de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la haute technologie « devant le risque d'obsolescence ou de déclin régional » du Front national.

Elle a lancé deux appels, l'un des scientifiques, l'autre de la haute technologie, qui ont recueilli, en deux mois, malgré des moyens de diffusion très limités, plus de mille six cents signatures dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Parmi les signataires figurent une quarantaine de directeurs de laboratoires de recherche, d'organismes d'enseignement supérieur et d'entreprises de haute technologie. « L'exclusion érigée en loi, proclame, notamment, le second de ces appels, est incompatible avec les principes politiques de nos voisins et de nos porteurs économiques. Elle entrainerait, inévitablement, des mécanismes d'exclusion en retour à l'égard de notre région, c'est-à-dire une baisse des investissements industriels et des installations d'entreprises, voire le retrait de laboratoires ou de sociétés ». L'association, qui n'est liée à aucun parti politique ni à aucune organisation, a appelé les électeurs à refuser leur vote aux candidats du Front national et a demandé aux personnalités élues sur les autres listes de « refuser toute alliance ultérieure avec ce parti ».

G. P.

L'Alternative rouge et verte est présente dans vingt-deux départements

Le troisième et le plus petit des mouvements écologistes, l'Alternative rouge et verte (AREV), issue pour l'essentiel de l'ancien PSU et des comités Juquin, participera à vingt-deux listes aux prochaines élections régionales. Dans huit cas, l'AREV apporte son soutien ou participe à des listes de Verts ; elle fait de même dans sept départements avec Génération Ecologie et dans six autres avec les communistes dissidents d'Alternative, démocratie, socialisme (ADS). Enfin, elle soutient la liste Anjou, écologie, autogestion, conduite dans le Maine-et-Loire par M. Marc Gicquel, conseiller régional sortant.

Selon la direction de l'AREV, huit militants « alternatifs » seraient en position éligible dans le Haut-Rhin, la Vendée, le Maine-et-Loire, le Doubs, le Finistère, la Loire-Atlantique, le Rhône et le Val-de-Marne.

En campagne à Besançon

Le dirigeant du FN apporte son soutien à M. Gogouillot-Gancher

BESANCON

de notre correspondant

Qualifiant de « magouille électorale de la plus basse qualité », l'intéressé manifeste « pour le passé de la France par certains journalistes » unis par « la volonté de se servir des cadavres des autres ». M. Le Pen a justifié, le 10 mars à Besançon, lors d'une conférence de presse, la présence de M. Roland Gogouillot, dit Gancher, sur la liste présentée par le Front national aux élections régionales dans le Doubs par le fait que « le Front national, parti de la réconciliation nationale, accepte de rassembler tous les Français de bonne volonté qui n'ont pas foi à l'honneur ou qui ont accompli les peines qu'on leur a infligées ». M. Roland Gogouillot fut, pendant l'Occupation, l'un des porte-parole du Rassemblement national populaire de Marcel Déat (le Monde du 7 mars).

Pour autant, « je ne suis pas toujours d'accord avec Roland », a ajouté le président du FN, qui vient de participer à un déjeuner rassemblant quatre-vingts militants

et candidats dans un hôtel de la ville. « Je lui ai reproché, par exemple, d'avoir traité de soldat un membre de l'épiscopat », a-t-il dit.

M. Roland Gogouillot est lui-même intervenu, s'étonnant que la « cellule de recherche » à laquelle il attribue les révélations faites sur son passé pro-nazi « ait fonctionné si tardivement », alors que rien n'avait été publié à l'occasion de ses précédentes campagnes électorales sur les écrits qui lui valurent d'être traduit en justice à la Libération. « Je n'ai pas désavoué ces écrits en 1945 parce que je passais devant une juridiction d'exception composée de magistrats qui avaient prêté serment à Vichy et de partisans communistes, a-t-il dit. Devant ces gens-là, je ne bats pas pavillon et je ne bats pas ma coulpe. Vous comprenez bien que, si je n'ai pas exprimé de regret devant le Cour de justice, je ne le ferai pas devant des journalistes qui n'ont que leurs stylos et leurs caméras à m'opposer. »

C. F.

POINT DE VUE

Le piège

par Guy Konopnicki

DE manifestes en manifestations, d'interdits en violences, le Front national occupe la devant de la scène médiatique. Ses adversaires deviennent ses meilleurs agents électoraux. Les électeurs, pourtant, ne sont pas appelés à voter pour ou contre Jean-Marie Le Pen, qui, à ma connaissance, ne dispose pas encore de la faculté d'organiser des plébiscites. Si l'influence de l'extrême droite sur les élections du 22 mars est préoccupante, la meilleure réponse n'est certainement pas de lui offrir une séquence publicitaire dans chaque journal télévisé. On ne défend pas la démocratie par des exorcismes. Sans ignorer l'extrême droite et en

combattant avec acharnement ses thèses et ses chefs, c'est en ramenant les élections régionales et cantonales à leur objet que l'on engagera la marche brune. Les adversaires de la démocratie triompheront d'autant mieux que les démocrates auront oublié les problèmes de la cité et joué les pompiers incendiaires. Il vaudrait donc mieux que chacun se préoccupe de sa campagne plutôt que de tomber dans un piège auquel je ne suis pas tout à fait certain d'échapper ici.

» Guy Konopnicki est candidat de Génération Ecologie aux élections cantonales et régionales dans les Hauts-de-Seine.

d'un « système pervers et condamnable ». M. Chirac a également estimé, à l'attention des « électeurs qui veulent donner une leçon aux grands partis », « que le temps est passé des votes protestataires qui font plaisir sur l'instant mais qui ne mènent à rien ». « On ne va nulle part en étant seulement écologiste », a-t-il ajouté. De même, les Français qui votent Front national savent bien que ce parti n'a pas de programme digne de ce nom.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales et le renouvellement des cantons

M. Barre souhaite que le débat soit «digne de l'enjeu»

LYON

de notre bureau régional

M. Raymond Barre s'est dit «offusqué», mardi soir 10 mars à Lyon, du «niveau de vulgarité et de stupidité» où semblent se complaire, selon lui, certains candidats aux élections régionales. Lors de son unique intervention publique de la campagne, le député du Rhône a insisté sur «l'enjeu considérable» du scrutin du 22 mars. «Ces élections doivent accélérer le processus de décentralisation, a-t-il estimé. Il faut des régions fortes pour assurer l'avenir de la cohésion nationale, pour assurer l'avenir de la France dans le contexte européen.»

«Il faut voter, a répété l'ancien

premier ministre, parce que nous sommes en démocratie. Veillons à serrer le débat à un niveau digne de l'enjeu. Veillons à ce que ce pays ne glisse pas vers l'extrémisme.» Faisant allusion implicitement aux maires qui refusent de louer des salles au Front national, M. Barre a regretté «les excès qui conduisent à faire de ces extrémistes des martyrs» et plaidé pour «faire barrage» sur le terrain des propositions et des programmes.

M. Barre s'exprimait lors d'une réunion de la liste emmenée par M. Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional Rhône-Alpes, à laquelle il a apporté son soutien. Conseiller régional sortant - il n'a pas souhaité se représenter, l'ancien premier ministre a

convité les électeurs à reporter leur confiance sur «cette équipe solide et solidaire», afin qu'elle puisse «dépasser les difficultés d'une majorité relative». «C'est de la stabilité des règles du jeu que dépendra le progrès économique et social», a-t-il dit.

Interrogé par des journalistes sur les conséquences politiques des résultats aux élections régionales, M. Barre a expliqué qu'il fait «une distinction entre consultations locales et nationales». «Je crois qu'il appartient au chef de l'Etat d'apprécier les conclusions à tirer de telles consultations», a-t-il précisé. L'ancien premier ministre considère, pour sa part, qu'il n'y a pas de lien automatique entre les deux.

B. C.

La Réunion : les nouvelles ambitions des socialistes

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION

de notre correspondant

«Pour la première fois depuis bien longtemps, la commission exécutive de la fédération socialiste a adopté une liste pour des élections sans dissidence interne. Pour nous, c'est une très bonne chose», le premier secrétaire de la fédération locale du PS, M. Jean-Claude Fruteau, maire de Saint-Denis, affiche son optimisme. Si la mise au point de la liste a suscité ici et là quelques «aigreurs», explique-t-il, le regroupement a quand même prévalu sur la division. Mais, en contrepoint de leur unité retrouvée, les socialistes ont dû sacrifier la stratégie «d'ouverture» mise en place en 1988 au lendemain de l'élection présidentielle.

La formation dirigée par M. Fruteau, qui compte six élus sortants, ambitionne de faire mieux cette fois-ci et ne cache pas ses prétentions à la présidence. La conquête de Saint-Denis - la plus grande ville de l'outre-mer - par M. Gilbert Annette, en 1989, au détriment de M. Auguste Legros, non inscrit, et celle de Sainte-Rose, arrachée aux communistes par M. Michel Vergoz, a donné un ballon d'oxygène à une fédération socialiste qui éprouvait bien du mal à émerger entre le bloc de la droite et celui du Parti communiste réunionnais. La situation difficile du PS en France métropolitaine n'inquiète pas outre mesure M. Jean-Claude Fruteau.

Le premier secrétaire de la fédération locale se réfère au «légitime» légendaire des Réunionnais à l'égard du pouvoir à Paris. «Je pense même», souligne M. Fruteau, que la situation actuelle aura ici un effet de mobilisation et que les petites

gens vont donner un coup de main à François Mitterrand. Les socialistes réunionnais estiment que la mise en place du revenu minimum d'insertion et des contrats d'emploi de solidarité par la gauche ne sera pas oubliée par les électeurs au moment du choix. A Saint-Denis, la municipalité a signé plus de deux mille cinq cents contrats.

Après avoir recherché, au cours de ces trois dernières années, la meilleure «ouverture» pour faire émerger une nouvelle majorité sur l'île, notamment avec des écologistes, le premier secrétaire de la fédération socialiste se dit déçu par le peu de résultats de cette stratégie. A Saint-Denis même, le maire voit son premier adjoint barriste, M. Gabrielle Fontaine, prendre la tête d'une liste soutenue par des associations locales et par le mouvement Génération Ecologie de M. Brice Lalonde. Son troisième adjoint, M. Camille Sudre, conduira également une liste concurrente sous les couleurs de Free-Dom.

Rapprochement avec les socioprofessionnels

En raison même de ces difficultés, les socialistes ont préféré choisir une ouverture moins «politique», en offrant une place éligible au tout nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie, M. René Lin-Teng-Sbec. Ils avaient fait la même offre au président de la chambre d'agriculture, M. Angelo Lauret, mais cet ancien pilier du PCR, très bien implanté auprès des agriculteurs, a décliné la proposition. Ce rapprochement avec les socioprofessionnels, explique M. Fruteau, traduit une volonté des socialistes réunionnais de travailler davantage sur l'économie plutôt que sur le social. «Quand je

regarde les chiffres», souligne M. Fruteau, une chose m'obsède : nous aurons sept cent trente mille habitants à la Réunion en l'an 2000 et, si rien n'est changé, la moitié de la population active sera au chômage. C'est un véritable défi à relever.

M. Fruteau relativise la responsabilité des socialistes dans la situation économique et sociale critique que connaît le département : «Nous n'avons pas été au pouvoir, aussi bien au conseil général qu'au conseil régional. C'est là aussi que se détermine le développement de la Réunion.» Le premier secrétaire de la fédération socialiste souhaite que soit déifiée une «politique spécifique» pour la Réunion et que les élus locaux signifient davantage le gouvernement.

M. Fruteau pense qu'à l'intérieur d'une nouvelle majorité au conseil régional les socialistes pourront mettre en œuvre cette politique spécifique. «Nous sommes prêts à participer à cette majorité, sous la condition que nos orientations soient prises en compte», dit-il. Sans exclure aucun cas de figure, M. Fruteau ne croit pas que cette nouvelle majorité puisse se dessiner avec les communistes locaux. «Il y a eu trop de trahisons et trop de coups de poignard dans le dos», précise-t-il. Selon lui, le PCR est, de toute façon, un parti en déclin. Les relations difficiles entre les socialistes et les communistes locaux n'empêchent pas M. Fruteau de se proclamer «nostalgique de l'union de la gauche». «Quand elle fonctionne...», précise-t-il. A la Réunion, les multiples années de son élection au conseil régional de 1981, ont fini par éteindre toute dynamique.

AUX OIJOUX

Menaces de violences

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION

de notre correspondant

Plus d'un an après les dramatiques événements qui ont secoué la banlieue est, Saint-Denis, le chef-lieu de la Réunion, vit de nouveau sous la tension. Dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 mars, un groupe de jeunes a tenté de brûler une station-service au Chaudron, ainsi qu'une bibliothèque. Ils ont également voulu incendier toute circulation dans ce quartier en allumant des feux sur la chaussée et en lançant des pierres sur les voitures. Il n'y a pas eu, toutefois, de heurts avec les forces de l'ordre.

Ce regain de violence est intervenu au terme d'une journée difficile pour le maire socialiste de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, député, dans le quartier des Camélias, autre secteur «chaud» de la ville. Mardi matin, en effet, plusieurs personnes ont envahi la mai-

rie annexe, exigeant du travail. Il s'agissait essentiellement de jeunes dont le contrat d'emploi-solidarité doit s'achever au cours des prochaines semaines. «J'ai tout fait : TUC, réinsertion, contrats par-ci, contrats par-là. Maintenant c'est fini. Je ne reviens de nouveau au chômage. Je veux pouvoir être utile à la société. Assez de bonnes paroles ! Donnez-nous du travail !», déclarait l'un des occupants de la mairie. Après six heures de négociations, M. Annette a promis un emploi à dix personnes, sur des chantiers pour la réalisation d'équipements communaux ou dans d'autres entreprises privées s'occupant de l'allongement de la piste aéroportuaire de Gillot.

En réponse à cette manifestation de la jeunesse discoyenne, le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Claude Fruteau, a accusé le footbateur de Radio Free-DOM, M. Camille Sudre, trois-

sième adjoint au maire de Saint-Denis et candidat aux élections régionales, de faire «de l'exhortation à la violence». Pour M. Fruteau, «la paix sociale est en danger à la Réunion», d'autant plus que le chômage continue de croître et que la poussée démographique s'accroît.

L'occupation de la mairie annexe des Camélias met en relief la position difficile que devront affronter plusieurs municipalités de l'île au cours des prochaines semaines. En effet, les vingt-quatre communes du département ont signé depuis quelques années des accords électoraux - plus de trente mille contrats d'emploi-solidarité qui arrivent à échéance en ce premier trimestre de l'année. Un problème social auquel l'économie réunionnaise ne peut répondre : chaque année, au mieux, elle ne crée que deux mille emplois nets.

A. D.

M. Mitterrand rend hommage à la mémoire de Jacques Iékawé

La mort brutale de Jacques Iékawé, préfet délégué pour la coopération régionale et le développement économique de la Nouvelle-Calédonie (le Monde du 11 mars), premier canaque à avoir accédé aux plus hautes fonctions préfectorales, a provoqué une vive émotion parmi les signataires des accords de Matignon sur l'avenir du territoire.

M. François Mitterrand, dans un message adressé à l'épouse de Jacques Iékawé, a souligné que celui-ci avait «joué un rôle éminent dans la réconciliation des communautés de Nouvelle-Calédonie» et que sa mort «est une cruelle épreuve pour la communauté canaque dont il incarnait si fortement les valeurs et dont

il était dans la vie quotidienne, comme dans ses fonctions de préfet, l'un des symboles les plus prometteurs». M. Michel Rocard a exprimé son «triste sentiment» en évoquant «le rôle discret mais irremplaçable» joué par cet ami de Jean-Marie Tjibaou dans la négociation des accords de 1988, et en soulignant que «la communauté kanak est à nouveau durement frappée par la perte d'un de ses plus éminents représentants, qui avait encore beaucoup à apporter aux siens».

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a souligné, pour sa part, que Jacques Iékawé suscitait «le respect de tous et l'es-

time générale» par «ses capacités d'administrateur, sa valeur personnelle, ses qualités de courage et de ténacité». M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire général de la commission du Pacifique sud avait été «un succès pour la France et pour notre politique dans cette région». Dans un message au haut commissaire représentant le gouvernement en Nouvelle-Calédonie, le premier ministre, M. Edith Cresson, a déclaré que Jacques Iékawé «émeutera un modèle» parce qu'il avait «su mettre constamment» ces qualités «au service de l'intérêt général et du bien de tous dans un souci permanent de paix et d'harmonie».

Bouches-du-Rhône : la colère du Front national

En invitant ses amis à se maintenir au deuxième tour des élections cantonales contre les candidats d'extrême droite, M. Jean-Claude Gaudin a provoqué la colère de M. Bruno Mégret, qui l'accuse de «rouler à gauche».

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le grand débat des cantonales dans les Bouches-du-Rhône a été lancé, dimanche 8 mars, par les déclarations de M. Jean-Claude Gaudin concernant l'attitude de l'opposition à l'égard du Front national. M. Gaudin, qui avait déjà exclu toute alliance avec l'extrême droite au conseil régional, a «invité» ses amis de l'UFP à se maintenir au second tour de scrutin, en cas d'élections triangulaires, «même si le Front national est arrivé en tête» (le Monde du 10 mars). Cette prise de position a d'abord surpris que M. Roland Blum, député (UDF-PR) et président du groupe de l'opposition au conseil général, s'était, lui, publiquement prononcé, «à titre personnel», pour un retrait réciproque entre les candidats de droite et d'extrême droite. Un accord que M. Gaudin avait lui-même préconisé, sans succès, aux cantonales de 1985 et effectivement réalisé aux législatives de 1988.

D'où la colère du Front national. «M. Gaudin est en train de vendre le conseil général aux socialistes pour tenter de rester président du conseil régional», s'est indigné M. Bruno Mégret, tête de liste du FN aux régionales dans les Bouches-du-Rhône. Gaudin, c'est clair, roule à gauche. Il trahit ses électeurs ! En dépit du rapport de forces gauche-droite au sein du conseil général, le Front national s'est pris, il est vrai, à rêver d'un changement de majorité. «Nous arriverons en tête de tous les candidats

dans quatorze des vingt-neuf cantons à renouveler ou à pourvoir, affirme, sans sourcil, le secrétaire fédéral du FN des Bouches-du-Rhône, M. Maurice Gros. Et nous pouvons espérer remporter six ou sept sièges, dans trois à Marseille».

Cet objectif paraît pourtant singulièrement optimiste. La gauche détient actuellement 28 sièges sur 47 (15 PS, 2 MRG et 11 PC), dont 11 sont renouvelables (7 PS, 1 MRG et 3 PC). Compte tenu de la création de 6 nouveaux cantons, il faudrait donc qu'elle perde ou échoue à conquérir 10 sièges, sur 17, pour être mise en minorité. Or, les nouveaux cantons ont été découverts sur mesure en sa faveur. Le PS espère bien, ainsi, l'emporter dans ceux de Berre-l'Étang, Châteauneuf-Côte bleue, Istres-Nord, Les Pennes-Mirabeau et Péliganne. D'autre part, s'ils risquent d'être battus dans les neuvième et dixième cantons de Marseille - au profit de l'UFP ou du FN - les socialistes pensent pouvoir enlever à la droite celui d'Allauch, dont l'élu RPR ne se représente pas et où le maire (PS) d'Allauch, M. Roland Pivoletti, fait figure de favori.

«Nous ne leur paierons pas la robe de mariée»

Le PC, de son côté, sera plus à la peine. A Marseille, M. Francis Cacioto, réélu, en 1985, grâce à une triangulaire, ne peut compter que sur la discipline républicaine des électeurs du quatorzième canton B pour battre le candidat du FN, qu'il trouvera, probablement, sur sa route au second tour de scrutin. M. Jacques Perrot, ancien maire d'Arles, n'a sans doute, lui aussi, des difficultés à conserver le celui d'Arles-Ouest, que lui dispute M. Michel Vauzelle, député PS.

Le scrutin sera également serré dans le canton de Port-Saint-Louis-du-Rhône - qui se confond avec la commune - où M. Vincent Porelli, ancien maire, investi à la place de M. Mireille Freichinier (titulaire du

siège depuis 1973), affrontera son vainqueur surprise des municipales de 1989, M. Philippe Caizergues (div. droite, soutenu par l'UFP). Les communistes espèrent toutefois compenser leurs pertes éventuelles par une victoire dans le nouveau canton de Martigues-Est, tout en croyant à leurs chances, face au PS, dans celui des Pennes-Mirabeau.

«Au total et malgré l'air du temps», pronostique M. François Bernardini, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône, nous devrions plutôt nous renforcer. M. Blum fait lui-même une analyse prudente du scrutin. «La gauche va sensiblement reculer à Marseille, estime-t-il. Mais elle résistera mieux dans le département. Si le conseil général doit tomber, ce ne sera probablement pas cette fois-ci.» Le député des Bouches-du-Rhône paraît toutefois plus soucieux que M. Gaudin des risques de représailles du Front national aux législatives de 1993. Aussi n'exclut-il pas, «dans trois ou quatre cas d'élections triangulaires», d'éventuels retrais «personnels et sous leur responsabilité» des candidats de l'opposition au profit du FN. Outre que ce curieux comportement ne tromperait personne, il est, par avance, repoussé par M. Mégret. Le député général du Front national ne se satisfait même plus, désormais, d'un retrait réciproque, mais exige un désistement en bonne et due forme.

La droite marseillaise, décidément très embarrasée, s'adresse aussi, parallèlement, à la gauche, en lui suggérant de retirer ses candidats là où existerait un risque de faire élire un représentant du Front national contre celui de l'UFP. Réponse ironique de M. Lucien Weyand, président (PS) du conseil général : «Nous ne leur paierons pas la robe de mariée pour qu'ils aillent se coucher dans le lit de l'extrême droite. Seuls ceux qui s'engageront à ne jamais s'allier avec le Front national pourront bénéficier de nos votes...»

GUY PORTE

Une campagne tranquille

Suite de la première page

«En zone urbaine, personne ne soit ce que sont les cantonales», observe M. Robert Paodraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis et tête de liste pour les élections régionales dans ce département.

Résignés depuis longtemps à l'atonie politique de leurs électeurs, les candidats avaient au moins jusqu'alors, le sentiment de mener, entre eux, une véritable bataille politique. Cette fois, même cette satisfaction militante semble leur être refusée. Les distributeurs de tracts ont déserté les marchés du samedi, les milliers d'affiches sauvages dorment plus souvent la nuit et les candidats eux-mêmes économiennent leurs promenades électorales. Mais ce que ni le RPR, ni le PS, ni le PC n'avaient prévu, c'est que même le Front national se moustrait avare de son énergie. A l'exception du canton de Sevran, où le bureau politique du Front national, même une vraie campagne de terrain, le quadrillage méthodique des cages d'escalier par les militants d'extrême-droite est relégué au rayon des «mythes», constate M. Bartolone.

Un trop grand calme qui inquiète M. Marcelin Berthelot, député (PC, «réformateur») de Seine-Saint-Denis. «L'absence du Front national sur le terrain démobilise nos troupes» observe-t-il. A la rubrique «matériel de campagne», les dossiers des candidats ont été archivés pour l'instant qu'un maigre tract du Front national, évoquant les embouteillages, le tramway, les taxes et les impôts trop lourds et bien sûr, l'insécurité. «Le plus préoccupant, c'est justement que les candidats du Front national n'écrivent pas le besoin de faire campagne», ajoute M. Berthelot.

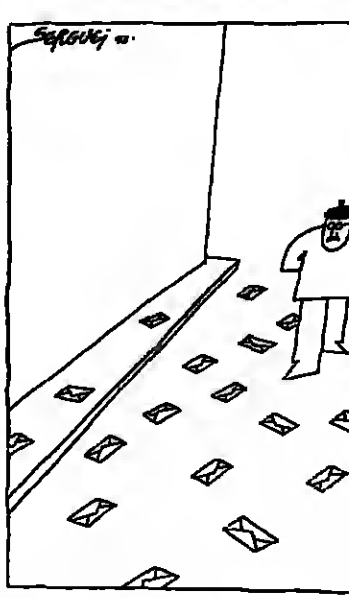
«Punissez-les pour de bon»

Une préoccupation partagée par M. Bartolone, qui constate que «le premier nom tiré au hasard dans l'annuaire suffirait à faire un candidat du Front national. Les électeurs voient Le Pen, pour importe qui le représente dans le canton».

A gauche, comme à droite, on appréhende les résultats du premier tour de scrutin : un score élevé du Front national, renforcé par une faible participation électorale. «Toute la difficulté est d'arriver à

convaincre nos électeurs de voter pour nous dès le 22 mars», indique M. Bartolone. Le candidat socialiste a encore en mémoire cet échange d'un jour de marché : «On vous soutient pour le deuxième tour !» lui avaient lancé quelques passants. «Mais pour le premier ?» s'était-il inquiété. «Ah non, ou premier, on vote Jean-Marie».

Dans ce département ancré à gauche, à la forte tradition ouvrière, le PS subit de plein fouet

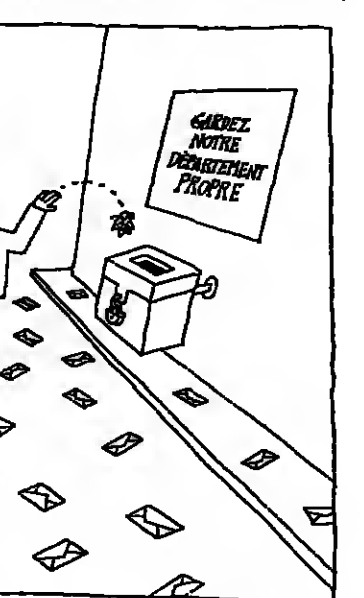


les désillusions de dix ans de pouvoir. Le PC orthodoxe en joue, qui espère bien tirer un profit électoral d'une dénonciation acharnée des dérives droitières de ses adversaires socialistes. Au risque de susciter une vraie confusion chez ses électeurs : afficher sur les murs, pour les élections régionales, des slogans anti-gouvernementaux que ne renierait pas le Front national - «punissez-les pour de bon !», «sonctionnez cette politique qui vous fait si mal» - ne les empêche pas de préparer des alliances avec le PS pour préserver leur majorité à l'assemblée départementale. Un comportement que M. Berthelot, proche de M. Fiterman, n'hésite pas à juger «suicidaire et absurde».

Au RPR, un sursaut de la frénésie anti-socialiste des communistes, tout en rappelant que les députés PC se sont jusqu'alors bien gardés de la traduire par le vote d'une censure à l'Assemblée natio-

onale. Et l'on espère bien que le rejet des électeurs de Seine-Saint-Denis à l'égard d'un gouvernement qui, comme le souligne ironiquement M. Paodraud, «présente comme une conquête le travail des femmes la nuit», se traduira par quelques gains électoraux. L'opposition pourrait en effet regagner le canton des Lilas-Pré-Saint-Gervais, conquis avec seulement trente-deux voix d'écart en 1985 par M. Bartolone, et celui de Villepinte, également tombé dans l'escarcelle socialiste en 1985.

De telles perspectives ne permettent toutefois pas à l'opposition de crier victoire. Dans trois de ses cantons, Pantin, Montreuil et Pavillon-sous-Bois, elle pourrait bien avoir à céder à nouveau du terrain au Parti communiste. A dix jours du premier tour de scrutin,



celui-ci apparaît comme le principal bénéficiaire de cette non-campagne, de cette absence d'affrontement qui profite aux sortants. Menacé à Saint-Ouen et à Sevran, le PC espère conserver six de ses huit sièges renouvelables, d'autant que le second tour des élections se jouera, dans plusieurs cantons, entre son candidat et celui du Front national.

On ne s'engage rien et on continue. La campagne en Seine-Saint-Denis peut garder son rythme tranquille. Les socialistes n'ont plus qu'à reprendre leur distribution de mouchoirs à la sortie du métro. L'idée était noble : un tissu rappelant les acquis de la gauche et noué pour que les électeurs n'oublient pas d'aller voter. Le problème, c'est que les électeurs ont pensé qu'on leur donnait seulement un mouchoir pour pleurer.

PASCALE ROBERT-DIARD

هكذا من الضحل

ntons
du Front national

A la veille d'une profonde réforme souhaitée par le gouvernement

La transfusion sanguine française est condamnée à payer plus de 1 million de dollars à une multinationale allemande

La cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce de Paris vient de condamner le groupement d'intérêt économique Biotransfusion - qui réunit les principaux centres de transfusion sanguine française - à verser, pour non-paiement de redevances, plus de 1 million de dollars à la multinationale allemande Octapharma, spécialisée dans la fabrication de produits thérapeutiques dérivés du sang. Cette multinationale met, par ailleurs, en cause certains des établissements du Centre régional de transfusion sanguine de Lille, l'un des plus importants centres européens. Tous ces éléments sont rendus publics alors que le gouvernement, inquiet des multiples développements de l'affaire du sang contaminé, prépare une profonde réforme des structures de la transfusion sanguine française.

Attendue depuis plusieurs mois la « sentence arbitrale » de la cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce de Paris est aujourd'hui connue. Cette instance vient de condamner le groupement d'intérêt économique français Biotransfusion à payer, à titre de dommages et intérêts, plus de 1 million de dollars à la multinationale Octapharma GmbH dont le siège social se situe à Düsseldorf.

La Cour d'arbitrage a également interdit à Biotransfusion (qui réunit le CNTS, et les CRTS de Lille, Lyon et Nancy) « d'utiliser le savoir-faire » issu d'un brevet d'Octapharma. Elle condamne, enfin Biotransfusion à verser 20 000 dollars pour ne pas avoir « exercé de bonne foi » les obligations résultant d'un accord de confidentialité passé en avril 1987 et concernant l'amélioration des rendements de production d'albumine à partir de sang humain (1).

Ces contentieux trouvent leur origine dans la collaboration établie dès 1985 entre le CRTS de Lille et le CNTS d'une part et la firme Octapharma d'autre part. Cette multinationale a été fondée par MM. Robert Taub et Wolfgang Marguerre, respectivement de nationalité belge et allemande, anciens collaborateurs des groupes Revlon-Santé et Baxter (2). Elle centre son activité sur le développement et la diffusion des technologies de pointe du fractionnement du plasma humain. Elle possède depuis 1989 une usine de fractionnement située à Vienne (Autriche) où l'on traite du plasma provenant de différents pays européens ou non.

Le conflit opposant MM. Taub et Marguerre et à Biotransfusion avait pris une dimension judiciaire lorsque les responsables français avaient décidé en 1989 de ne plus verser à Octapharma les redevances prévues par un accord de 1987 concernant un procédé de

purification du facteur VIII (le Monde daté des 14 et 15 février). Accusé d'être des « pilliers de technologies » par le docteur Jean-Jacques Huard, directeur du CRTS de Lille, Octapharma, qui estime « être victime d'une campagne orchestrée par ce centre », demandait 20 millions de francs pour « non-respect de ses droits de propriété industrielle et le paiement des redevances qui lui sont dues ».

« La cour d'arbitrage ne nous a donc accordé que le tiers de la somme que nous demandions », déclare M. Taub, PDG d'Octapharma, mais le point le plus important à nos yeux est l'interdiction faite à Biotransfusion d'utiliser dorénavant notre savoir-faire. Nos avocats vont demander l'exécution de cette décision pour laquelle il ne peut y avoir d'opel. Cela devrait avoir pour conséquence de faire notablement baisser les rendements de la production des centres de Biotransfusion ».

« Faux documents »

Les relations entre Lille et la société de MM. Taub et Marguerre ne se sont pas limitées à l'échange de technologies. Déjà, en septembre 1990, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, s'était inquiété des activités de « travail à façon » effectuées par le CRTS de Lille pour le compte notamment d'Octapharma. Le 10 septembre 1990 dans une lettre au docteur Huard, le professeur Girard écrivait qu'il se réservait le droit de donner une suite au rapport qu'il avait demandé à l'inspection de la pharmacie : « Il ressort [de ce rapport] que le CRTS a fait preuve d'une grande légèreté, sinon de négligence, dans la mise en œuvre des accords de fourniture et s'est montré peu regardant dans le choix de ses partenaires commerciaux ». « Je déplore en particulier, ajoutait le directeur général de la santé, qu'à plusieurs reprises de l'albumine préparée à partir de plasma étranger ait été distribuée en France sans que le ministère en ait été préalablement informé et qu'un document écrit n'ait pu être fourni attestant la réelle nature des relations entre Octapharma et le CRTS de Lille ».

Dans un courrier en date du 9 mars 1992 adressé au professeur Girard, qu'il a rencontré le 25 février dernier, M. Taub revient de manière documentée sur plusieurs points problématiques de l'activité du CRTS de Lille et évoque par ailleurs l'existence de « faux documents ». « En plus des 79 000 litres de plasma norvégien, écrit M. Taub, le CRTS a fractionné en 1988-1989 pour Octapharma 53 000 litres de plasma achetés par cette dernière en RDA. Tous les produits issus du plasma norvégien furent réexpédiés en Norvège via Octapharma. Ce ne fut pas le cas pour les produits issus du plasma allemand. En effet, cette opération ne s'effectuait pas encore dans le cadre d'un programme d'auto-suffisance comme c'était le cas pour la Norvège. Le CRTS a gardé au passage de grandes quan-

tités d'albumine qu'Octapharma désirait vendre ». M. Taub cite notamment une lettre du CRTS de Lille datée du 22 septembre 1989 dans laquelle cet établissement propose à Octapharma de conserver 421,525 kg d'albumine issus de plasma étranger, soit environ le cinquième de la consommation annuelle française.

M. Taub explique par ailleurs au professeur Girard que, pour corriger des erreurs techniques, Lille a dû fournir à Octapharma pour le compte de la Norvège du facteur VIII purifié issu du plasma de donneurs français. Il évoque d'autre part l'existence de « faux documents utilisés par Lille dans sa comptabilité au cours de ses déclarations douaniers ». « Le CRTS de Lille », ajoute-t-il, « nous avait demandé en 1987 de trouver du cryoprécipité pour fabriquer du facteur VIII à l'étranger. La société américaine Armour leur a livré entre autres 22 kg en 1987 (par notre intermédiaire). En 1989 le CRTS nous a demandé de rédiger une autre facture en mentionnant « pour utilisation expérimentale sans paiement ». Pour sa part, le CRTS de Lille précise qu'en raison des besoins médicaux qui prévalent

dans les pays européens, et à la demande des pays contractants, « certains produits ont pu être envoyés en 1990, et de manière très marginale, conservés lorsque des besoins pressants se révélaient en France ».

Le concept officiel du monopole

Au-delà de ces aspects polémiques et financiers, cette affaire illustre pleinement les imbroglios actuels du système transfusionnel français que le gouvernement, inquiet des dimensions prises par l'affaire du sang contaminé, s'est engagé à réformer au plus vite. Il apparaît notamment aujourd'hui que la multinationale Octapharma joue un rôle considérable dans l'activité transfusionnelle française pour laquelle le concept officiel de monopole n'est plus qu'un leurre.

Si elle est en conflit avec Biotransfusion, Octapharma a, depuis 1990, passé une série d'accords de technologie avec les centres concurrents de Bordeaux et de Montpellier. Il s'agit notamment de contrats sur l'optimisation des rendements d'extraction d'albumine, sur la préparation d'un facteur VIII liquide et celle d'un concentré de

facteur IX. Il s'agit encore, point important, de la préparation d'un plasma thérapeutique dit « virally inactivated » que le CRTS de Bordeaux est aujourd'hui prêt à produire industriellement et qui a déjà obtenu l'agrément des autorités sanitaires allemandes et autrichiennes.

Certains aspects des contrats passés entre Octapharma et le CRTS de Montpellier ont fait l'objet de critiques de l'inspection générale des finances dans la mesure où ils prévoient le versement de redevances allant jusqu'à 25 % du prix des produits. « Ces contrats pourrissent être renégociés si le ministère l'exige », nous a précisé le docteur Daniel Richard, directeur du CRTS de Montpellier. Jusqu'à présent, les différents accords de collaboration industrielle mis en place entre les CTS et les firmes privées n'ont jamais donné lieu à des informations précises. Nous sommes dans une situation nouvelle et nous attendons de la direction générale de la santé qu'elle nous dise ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas ».

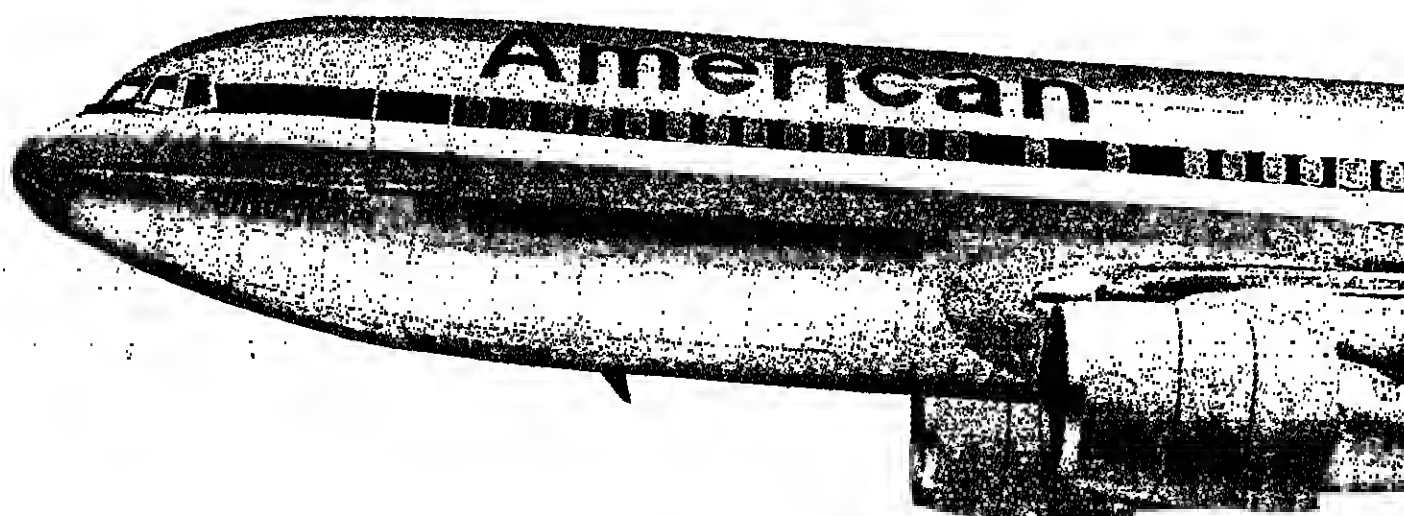
Les autorités sanitaires françaises pourront-elles longtemps, comme c'était encore le cas il y a quelques

semaines, continuer à feindre d'ignorer l'existence d'une multinationale à ce point présente dans le paysage transfusionnel français ? Si tel n'était pas le cas, comment le gouvernement parviendrait-il à concilier les concepts éthiques de bénévolat et de non-profit avec une dynamique directement issue des lois du marché ?

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) La sentence arbitrale a été prononcée par MM. H. Gurland, Ph. Lafarge (arbitres) et Marc Willems (président du tribunal arbitral). L'expertise ayant été réalisée par le docteur J.-L. Poplavski, directeur de la recherche de la Croix-Rouge belge.

(2) Sous le titre « Sang rouge, sang noir », paraîtra dans quelques jours aux Éditions Frison-Roche un ouvrage d'un journaliste allemand, Edmond R. Koch, consacré au scandale survenu il y a quelques années au centre d'hémodiagnostic de Bonn et dans lequel se trouvaient impliqués les principaux responsables d'Octapharma. Ce livre a été publié en Allemagne sous le titre « Böses Blut, die Geschichte eines nich-zin-skandals » aux éditions Hoffmann und Campe.



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris Orly, American Airlines ouvre une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol devient quotidien.

Miami : le soleil et la fête mais aussi les parcs d'un autre monde. Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voile, ses gracieux ciels et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

American est en effet la seule compagnie à vous offrir autant de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali ? American Airlines : le choix entre 5 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami - par un vol quotidien sans escale - mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines ouvre un vol sans escale : Paris Orly - Miami.

Vols sans escale	Départ	Arrivée	Fréquence
DE Paris-Orly	10h40	15h55	Lundi, mardi, jeudi, samedi
A Miami	12h10	14h45	Quotidien
New York (JFK)	13h10	15h05	Quotidien
Raleigh/Durham	13h50	16h10	Quotidien
Dallas/Fort Worth	10h15	14h20	Quotidien

International Flagship Service

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe ou en Classe Affaires et une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit. Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines. Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au +2 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.

** Vol quotidien à partir du 20 avril.

American Airlines

L'Association des polytransfusés refuse de participer à la commission d'indemnisation des victimes du sida

A la suite de la publication dans nos colonnes (« Le Monde Sciences-Médecine » du 11 mars) d'un texte du docteur Yvette Sultan, coordonnateur du centre d'accueil et de traitement des hémophiles (hôpital Cochin, Paris), l'Association des polytransfusés, que préside M. Jean Péron-Garvanoff, a publié mercredi 11 mars un communiqué indiquant que cette association ne participerait pas aux travaux du fonds d'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida après usage de produits dérivés du sang.

L'Association des polytransfusés, qui rappelle qu'elle a été la première à porter plainte devant la juridiction pénale contre le CNTS et les médecins prescripteurs, spécialistes de l'hémophilie, précise qu'elle attend « que l'évaluation et la réparation des préjudices moraux et financiers soit punitrice par des décisions de justice ». Elle n'effectuera donc pas de demandes financières auprès du fonds d'indemnisation.

Le fonds d'indemnisation avait été mis en place il y a quelques jours en application de la loi du 31 décembre 1991. Cette loi pré-

voyait la création d'un conseil placé auprès du fonds d'indemnisation que préside M. Yves Jouhaud, président de la première chambre civile de la Cour de cassation (le Monde du 28 février). Ce conseil, chargé d'émettre « toute suggestion utile concernant les modalités de l'instruction des dossiers et les modes de réparation des préjudices », devait être composé de trois représentants des associations de victimes dont un représentant de l'Association des polytransfusés.

L'Association des polytransfusés souligne par ailleurs qu'elle « s'opposera à la nomination d'un certain nombre de médecins hématoles qui pourraient être désignés en tant qu'experts auprès de la commission d'indemnisation ». Précisant que si l'hémophilie est bien une maladie grave, il est faux de laisser entendre que les hémophiles « meurent à la moindre hémarthrose ou hémorragie », cette association déclare « ne plus supporter les attitudes hypocrites de tous ceux qui ont su en parfaite connaissance de cause les contaminer et qui se comportent une fois de plus avec lâcheté, incompétence et irresponsabilité ».

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une équipe de chercheurs français met en évidence le rôle d'un gène du diabète

Une équipe dirigée par le professeur Daniel Cohen, directeur du Centre d'étude du polymorphisme humain (CEPH), publie dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (1) (daté 12 mars) les résultats d'un travail mettant en évidence le rôle d'un gène, situé sur le chromosome 7, dans la survenue du diabète non insulino-dépendant (DNID). Ce gène a pour fonction d'assurer la production d'une enzyme, la glucokinase, responsable du maintien du taux de sucre dans le sang. Cette découverte pourrait avoir d'importantes conséquences tant en ce qui concerne la compréhension de la physiologie du diabète non insulino-dépendant qu'en ce qui concerne la mise au point de traitements précoques. Elle a été rendue possible par la constitution d'une banque d'ADN unique au monde provenant de plus

de cinq cents familles de diabétiques (le Monde du 21 mars 1990).

Ces travaux devraient permettre en outre un diagnostic beaucoup plus précoce de cette maladie, source de très graves complications dégénératives cardio-vasculaires rénales et nerveuses et qui touche environ 1,8 million de personnes en France. Ils ont été réalisés avec le soutien financier de CNP-Assurances, de l'Association française contre les myopathies (AFM), du ministère de la recherche et de la technologie, des laboratoires Boehringer-Mannheim-France et de la mairie de Paris.

(1) Intitulé : « Close linkage of glucokinase locus on chromosome 7p to early onset non-insulin-dependent diabetes mellitus », cet article est signé en particulier par le docteur Philippe Froguel et les professeurs Daniel Cohen et Philippe L'Esca.

Au conseil des ministres

Le statut des assistantes maternelles va être amélioré

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, devait présenter mercredi 11 mars devant le conseil des ministres une communication concernant l'amélioration du statut des assistantes maternelles. Le projet de loi qui sera déposé par M. Cathala lors de la session parlementaire de printemps maintient le principe d'un agrément préalable pour celles que l'on appelle jadis les nourrices, mais introduit pour la première fois un délai d'instruction. Celui-ci sera de trois mois pour l'accueil des enfants à titre non permanent et de six mois pour l'accueil à titre permanent. Ce délai écoulé, l'agrément sera considéré comme accordé. En cas d'infraction, une personne accueillant des enfants sans avoir obtenu un agrément pourra faire l'objet de sanctions pénales.

D'autre part, la rémunération minimale (versée par les conseils généraux ou les particuliers) est portée à 2,25 fois le SMIC horaire (74,95 francs) par jour contre deux fois le SMIC horaire jusqu'à présent.

J.-M. N.

FAITS DIVERS

La police belge recherche les « cerveaux » du rapt du jeune Anthony De Clerck

BRUXELLES

de notre correspondant

Les autorités judiciaires belges ont révélé mardi 10 mars l'identité des quatre personnes arrêtées et inculpées comme « coauteurs » du rapt du jeune Anthony De Clerck (le Monde du 10 mars). Il s'agit de quatre Belges, âgés de trente à quarante ans et mêlés à plusieurs hold-up dans la province du Limbourg. Daniel Van Hamel, Isidoro Sanchez Carrasco, Freddy Goossens et Jozef Peeters. Marié, père de deux enfants, Van Hamel a été arrêté dans sa villa avec piscine, à Lummen, dans le Limbourg. Cet ancien maçon, impliqué dans une série d'attaques à main armée tout au long des années 80, avait été libéré après quelques années de prison à la suite du vol de son dossier au palais de justice.

Ces quatre hommes n'ont pas avoué, mais la police affirme détenir des preuves accablantes contre eux. Deux de leurs complices, sans doute les « cerveaux », étaient toujours recherchés mardi soir, en Belgique et à l'étranger. Un appel à témoins a été lancé par la police, qui décrit le lieu de détention d'Anthony comme une villa de briques rouges dans une forêt. Selon des informations publiées par les médias belges, la rançon serait inutilisable, un procédé chimique invisible au moment de son versement. Ayan, paraît-il, été expérimenté.

J. de la G.

EN BREF

□ M. Delebarre propose une charte d'écologie urbaine. — Au cours d'une réunion publique à Douai, dimanche 8 mars, M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, a lancé l'idée d'une charte d'écologie urbaine qui serait signée entre les maires et l'Etat. « L'approche écologique est centrée sur la nature et les paysages ruraux, a-t-il observé. C'est insuffisant. Elle doit prendre en compte le fait que trois Français sur quatre vivent en ville. L'écologie sera, aussi, urbaine ou elle ne sera pas ».

□ VOILE : Coupe de l'America. — Le bateau français *Ville de Paris* a été battu de 46 secondes par le japonais *Nippon* dans la troisième série des régates du troisième tour de la Coupe Louis-Vuitton, disputée mardi 10 mars au large de San-Diego. Après avoir réussi le meilleur départ, le voilier skipperé par Marc Pajot a toujours été devancé par son adversaire, un peu plus rapide au près dans le vent, qui a soufflé jusqu'à 19 nœuds. Ces conditions de vent ont provoqué l'abandon de *Challenge-Australis*, qui a décliné sa grande-voile et, surtout, dans les régates de l'America, le dématage de *Stars-and-stripes*. Cette nouvelle défaite face à *America-3*, du milliardaire Bill Koch, compromet les chances de Dennis Connor pour sa défense du trophée.

□ Le cyclone tropical Fran s'est éloigné de la Nouvelle-Calédonie. — Après être passé sur le nord de la Grande Terre, le cyclone tropical Fran s'est éloigné vers le nord, et il est impossible de savoir ce qu'il va devenir. Il peut aussi bien disparaître au-dessus de la mer de Coral qu'y reprendre de la vigueur, revenir vers le sud et ainsi menacer à nouveau la Nouvelle-Calédonie. L'état d'alerte cyclonique a été levé sur l'ensemble du territoire le 11 mars à 6 heures (heure locale), soit le 10 mars à 20 heures (heure de Paris). A ce moment-là, Fran se situait à quelque 300 kilomètres au nord de la Grande Terre. Quatre heures plus tard, le cyclone était à une centaine de kilomètres au nord des îles Loyauté. Pour autant qu'on puisse le savoir, il ne semble pas que le cyclone ait fait de victimes. — (AFP, AP)

JUSTICE

A la cour d'assises de Haute-Savoie

La mort inutile de Youssef

Accusé d'assassinat après le mort de Youssef Brakia, Tunisien de vingt-trois ans, tué d'un coup de couteau le 14 juillet 1989, à Thyez lors d'une rixe, Renato Tripodi, trente ans, a été acquitté, mardi 10 mars, par la cour d'assises de Haute-Savoie.

ANNEXE

de notre envoyé spécial

« Ca n'est pas les Minguettes, mais ça s'en rapproche... », soupire M. Christian Broca, conseiller de la famille Brakia. Pourtant, la vallée de l'Arve, Cluses, Thiez et même Scionzier avec le quartier du Crozet n'ont rien à voir avec Vaulx-en-Velin, La Courneuve ou Epiney. La montagne, les torrents et les herbages, le mont Blanc tout proche font rêver les jeunes de Lavallois ou d'Argenteuil. Mais la réalité ne se réduit pas à une carte postale.

La vallée de l'Arve rassemble 65 % des industries du décollage français, réparties sur une multitude de petites et moyennes entreprises qui occupent une main-d'œuvre d'une grande partie à été importée. Français, Italiens, Tunisiens, Algériens et Espagnols travaillent ensemble dans cette vallée laborieuse qui découvre un phénomène insolite dans ce décor : « le mal des banlieues ».

C'est dans ce contexte que Renato est allé à la fête de Thyez, le 14 juillet 1989, sans savoir qu'il allait se trouver mêlé à un drame qui commence avec

des allures de *West Side Story*. Il est avec trois jeunes filles lors du mariage d'Azouz, un garçon entreprenant qui embrasse les demoiselles sans leur demander leur avis. Puis il veut serrer la main de Renato qui refuse. Aziz se fâche, ses amis interviennent et, bientôt, Renato, roué de coups, doit fuir.

« Dans la peau d'un Français »

A l'audience, il raconte sa colère : « J'avais le droit d'être à cette fête. » Et il invoque ce « droit » de la même façon qu'il exprime son intégration : « Je suis venu en France à l'âge de quatre ans. Mes parents ne parlaient que le dialecte calabrais. Je m'estime dans la peau d'un Français ». Certes, il a gardé la nationalité italienne, mais il ajoute : « Je me considère comme Français ». Un propos que tous les protagonistes de cette affaire pourraient taire.

Mais Renato veut « une explication ». Il revient donc à la fête avec ses deux frères et une nouvelle bagarre éclate. Les assaillants sont nombreux. Selon ses déclarations, Renato ramasse un couteau, prend l'un de ses agresseurs par la cou et menace les autres de son arme. Devenu le juge, Emmanuel Audermette témoigne : « Renato tenait Lopez, Youssef a voulu les séparer ». Farid, un autre témoin, ajoute : « Youssef s'est remessé un coup ». Renato prend la fuite alors qu'une phrase enflema la fête : « Renato a planté Yous-

sef ». Poursuivi, l'italien tente de se cacher dans la cafétéria Le Refuge avant de fuir par le compagne, pour rentrer chez lui.

Las gendarmes viantant l'arrêter, mais la colère des amis de Youssef devient celle de tous ceux qui accusent les municipalités et les entreprises de ne pas prendre en compte les difficultés des immigrés dans une région où la Front national obtient en moyenne 25 % des suffrages. « Ce a été un détonateur », constate un gendarme. Un véhicule de gendarmerie est incendié. Des vitrines sont brisées, des voitures détruites et le foule s'amasae devant le meir de Cluses.

« Menacé par quarante personnes »

Ces événements sont à peine efflués d'avant le jour d'assises, et si l'on parle de racisme, c'est pour constater qu'il est étranger à la mort de Youssef. Lopez, Farid, Kébir, Sanchez sont tous décollateurs et Renato s'entendait bien avec tout le monde. L'italien a eu une petite amie algérienne et son plus cher désir a été de faire entrer un ami, Béchir, dans l'entreprise où il travaillait. En outre, il ne comprend pas pourquoi Djamel a témoigné contre lui car « c'est un super-copain ».

L'avocat général Bernard Chifflet exclut, lui aussi, le racisme sans toutefois nier l'aspect sociologique. Dans son réquisitoire, il abandonne l'accusation d'assassinat, rejette celle de

meurtre et demande aux sept ans de réclusion criminelle pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » avant d'évoquer « un beau gâchis ». Mais Renato nie avoir tué Youssef et, pour ses avocats, c'est soit un accident, soit de la légitime défense. M. Sylvia Smerotto-Gruka taille en pièces un dossier d'instruction manifestement insuffisant, tandis que Me François Le Phuong insiste sur la légitime défense de son client « menacé par quarante personnes ». Et Renato ajoute : « Je regrette ce qui s'est passé ce soir-là... »

A la barre, le père de Youssef avait parlé calmement : « Ça devait arriver, ça arrive, c'est arrivé. On a essayé de calmer les gens et on est rentré chez nous. J'ai essayé de tout faire pour pas que ça recommence. » A l'encontre du verdict, la salle, composée d'étudiants au droit, de lycéens et d'amis de Renato, applaudit sans pudeur. Et, dans le couloir, le père de Youssef a changé de ton. L'acquiescement a créé chez lui le même effet que la mort de Youssef sur la vallée de Cluses. Il répète : « C'est injuste, on s'en fait complètement de la mort de Youssef parce qu'on est des Arabes ». Et, pendant que les amis et la famille entourent Renato, M. Béchir Brakia quitte le palais de justice, tout seul. Après avoir murmuré : « Il est mort inutilement ».

MAURICE PEYROT

En réponse à M. Pandraud

Une mise au point de M. Nallet sur un trafic d'armes dans le Nord

Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, a répondu mardi 10 mars à M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis et ancien ministre de la sécurité publique, qui lui demandait dans une question écrite une « mise au point » au sujet de « l'affaire Cavagni » (le Monde daté 8-9 mars).

Inculpé le 28 avril 1991 d'importation, détention, et transport d'armes et de munitions, M. Dominique Cavagni, qui affirmait avoir des révélations à faire sur des actions terroristes en préparation, avait été entendu le 20 juin 1991 par un juge d'instruction d'Avancées-sur-Helpe (Nord) en présence de son avocat et du procureur de la République. Ses avocats, actuels, M. Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, affirment que leur client s'est vu proposer de l'argent, une villa et la protection de sa famille en échange de la liste des destinataires de ces

armes. Ils ont porté plainte mardi 3 mars contre M. Nallet pour « forfaiture, coalition de fonctionnaires, et attentat aux libertés ».

Dans sa réponse à M. Pandraud, M. Nallet, qui regrette qu'un parlementaire ait cru devoir apporter son « côté concurrent aux opinions médiatiques autour de ce qui reste, en l'état actuel du dossier, une affaire de droit commun », fait trois commentaires.

« 1) Si M. Cavagni estime avoir fait l'objet d'irrégularités de procédure, il peut en saisir la justice. C'est son droit à la fois absolu et ses requêtes seront examinées par des juridictions indépendantes. En tant que garde des sceaux, je n'ai pas de position particulière à prendre sur ce point même si plusieurs interventions médiatiques — dont la vôtre — tiennent en vain de m'y contraindre.

« 2) Ainsi que le rappelle excellemment le parquet d'Avancées-sur-Helpe, dans la lutte contre le terrorisme, il

appartient aux magistrats d'exploiter les renseignements qu'ils sont susceptibles de recueillir à l'occasion de l'exercice de leur fonction, notamment lorsqu'il s'agit de prévenir l'accomplissement d'actions créant un risque pour les vies humaines. C'est très exactement ce qui a été fait dans cette affaire, et je suis surpris que cette attitude puisse prêter à polémique. Pour ma part, je l'assume totalement, et la question d'un partage de responsabilités entre la chancellerie, le parquet et le juge d'instruction me paraît sans objet.

« 3) Aucun marché, quel qu'il soit, n'a été passé entre les magistrats chargés de cette affaire et l'intéressé. Du reste, les vérifications auxquelles il a été procédé ont établi que les révélations que M. Cavagni prétendait faire étaient dépourvues de constance, tout au moins que ses liens supposés avec des groupes terroristes ».

Après le départ du préfet Broussard

Deux nouveaux « patrons » à la tête des renseignements généraux et des polices urbaines

M. Michel Tanière a été nommé chef du service central des polices urbaines, mardi 10 mars, par arrêté de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur ; il remplace à la tête des polices urbaines M. Robert Broussard, qui devrait être prochainement appelé à d'autres fonctions. Le nouveau chef du service central des renseignements généraux, M. Yves Bertrand, succède à M. Jean-Jacques Pascal, devenu préfet du Val-d'Oise mercredi dernier. Ces nominations font suite à la création de la Direction centrale de la police territoriale (le Monde du 25 février).

L'entrée en fonction du directeur de la police territoriale, le préfet Jean-Pierre Lacroix, a entraîné le départ des directeurs des polices urbaines et des renseignements généraux. Pour ne pas bouleverser davantage les services en cours de départementalisation, ceux-ci ont été remplacés par leurs adjoints directs. Les promotions de MM. Yves

Bertrand et Michel Tanière viennent récompenser des compétences professionnelles indiscutées. Pour avoir fait l'essentiel de sa carrière aux RG, où il s'occupait notamment des sections « mouvements révolutionnaires » puis « affaires politiques » dans les années 70, le contrôleur général Yves Bertrand connaît tous les arcanes de la police de renseignement. Adjoint du directeur central des RG depuis octobre 1989, il s'était notamment chargé du dossier des « violences urbaines » dans les banlieues. Versant sécurité publique, le contrôleur général Michel Tanière a connu un parcours professionnel comparable, passant toute sa carrière dans les polices urbaines.

Inscrites dans la continuité, ces deux nominations devaient rassurer des services qui vont devoir s'adapter aux exigences de la police territoriale. Il devra en aller de même à la police de l'air et des frontières (PAF) : le chef du service central, M. Roger Lejeune, a été finalement nommé aux commandes, dans une période où le service devra évoluer au gré de l'entrée en vigueur des accords de Schengen et de Maastricht. Les trois chefs des services centraux des PU, des RG et de la PAF, se trouvent à présent placés

sous la responsabilité de leur directeur central, M. Jean-Pierre Lacroix.

Le départ du préfet Broussard est évidemment l'événement le plus marquant de ce mouvement de personnels. Figure populaire de la police parisienne comme chef des brigades « anti-gang » et « anti-commando », personnage médiatisé, notamment à l'occasion de la fusillade au cours de laquelle Jacques Mesrine sera abattu, le 2 novembre 1979, M. Broussard avait dû se reconverter en patron des polices urbaines, en février 1985, après un parcours policier sans faute de commissaire de la République délégué en Corse.

Battant sans doute des records de longévité, le préfet Broussard restera directeur central des PU sept années durant. Traversant sans encombre la période de cohabitation, il aura été confirmé par des ministres aussi divers que M. M. Pierre Joxe, Charles Pasqua et Philippe Marchand. Reste aujourd'hui à trouver un poste à la mesure de ce préfet hors cadre qui ne goûte pas particulièrement les charmes de l'administration préfectorale.

ERICH INCIVAN

La mort accidentelle d'une adolescente tuée par un policier

Audience houleuse au tribunal de Bobigny

Plusieurs dizaines de jeunes venues assister mardi après-midi au tribunal de Bobigny au procès d'un gardien de la paix, André Laffage, qui comparait devant la deuxième chambre correctionnelle pour avoir tué involontairement, en octobre 1988, une adolescente de quatorze ans, à Nohy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), ont manifesté bruyamment leur désaccord à l'annonce de la peine requise par le parquet — deux ans de prison avec sursis.

Après avoir insulté et injurié le tribunal, les jeunes se sont affrontées aux forces de l'ordre à l'issue de l'audience, au moment du départ du prévenu. Une échauffourée s'est ensuivie dans l'enceinte du tribunal, et les forces de l'ordre ont dû intervenir. Un fonctionnaire de police a été légèrement blessé.

Le jugement concernant cette affaire a été mis en délibéré et devra être rendu le 7 avril prochain. Aujourd'hui suspendu de ses fonctions, le policier, André Laffage, est inculpé d'homicide involontaire à l'encontre de la jeune Malika Moullet, tuée accidentellement le 8 octobre 1988 d'une balle en pleine tête alors qu'elle regardait de la fenêtre de l'appartement de ses parents, au huitième étage d'un immeuble de la cité de la Renardière, à Nohy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), une bagarre qui avait éclaté en bas de sa cité à propos d'une affaire de vol de scooter.

MARTINE BOULAY-MERIC

□ Perquisition du juge Van Ruybelle au siège d'une société proche du PCF. — M. Renaud Van Ruybelle, le conseiller de la cour d'appel de Rennes chargé de l'instruction sur le financement du PS dans la Sarthe, a effectué mardi 10 mars une perquisition au siège du GIFCO, un groupement d'intérêt économique proche du Parti communiste français. Le GIFCO, qui est situé boulevard Masséna, à Paris, a pour objet l'équipement et les fournitures de collectivités locales et de comités d'entreprise.

La commu

«U

Lycée : renom

مكتبة من الكتب

EDUCATION • CAMPUS

La communication dans le collimateur

Cette filière universitaire est menacée de suppression par l'actuel projet de réforme.
Au grand dam des étudiants et des enseignants

«UNE usine à chômeurs. La formule utilisée par M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale, pour qualifier les formations de communication en premier cycle est lapidaire. Part de ce constat, le projet de réforme universitaire, aujourd'hui fortement discuté, aujourd'hui fortement discuté par les étudiants que par les enseignants, la communication a tout simplement disparu. Elle n'est pas retenue dans les douze diplômes d'études universitaires générales (DEUG) redéfinis par le projet de réforme; elle n'apparaît pas davantage dans les différentes spécialisations proposées à l'intérieur de ces DEUG; elle ne bénéficie pas d'un plus d'enseignements, même restreints, dans les deux premières années du supérieur. Pas le plus petit module à se mettre sous la dent.

Sur quoi se fonde le ministère pour porter un jugement aussi abrupt? On ne peut raisonnablement qualifier de dénués ces premiers cycles de communication. La plupart, en effet, sont nés depuis moins de dix ans, dans la foulée de la rénovation des DEUG, engagée à partir de 1984. Impossible aussi de les accuser d'être délaissés par les étudiants. Ils s'y précipitent, au contraire, et la floraison d'écoles privées, plus ou moins sérieuses, dans ce secteur prouve qu'il existe un réel marché.

En fait, l'analyse de la Rue de Grenelle est d'abord économique. La communication ne serait qu'un miroir aux alouettes, brillant de tous les feux de la «com» et de la «pub», sur fond de «spot» et de «JT», mais sans offrir de débouchés sérieux aux étudiants qui s'y précipitent. L'analyse économique d'être une «usine à chômeurs» (le Monde du 20 février) a donc été la formule, cependant, le ministère de l'éducation nationale a quelque mal à digérer son verdict.

La seule étude digne de ce nom date de 1987. A cette époque, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ) lançait un cri d'alarme en indiquant que les possibilités d'emplois dans le domaine de la communication n'étaient pas illimitées. En cinq ans, le nombre de jeunes diplômés dans ce secteur a considérablement augmenté, mais aucune enquête n'est actuellement disponible sur leur devenir professionnel. De son côté, le Comité national d'évaluation vient tout juste de se lancer dans une analyse des filières universitaires de communication.

A défaut d'analyse précise, la direction des enseignements supérieurs du ministère s'appuie sur une estimation: le nombre d'étudiants en formation serait équivalent au nombre d'emplois dans le secteur. «Impossible de venir en renouveau», indique-t-on au CERQ, où une actualisation de l'étude de 1987 est en cours. La définition des métiers de la communication reste floue. Mais attention, cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille laisser les jeunes s'engouffrer dans ce secteur. D'autant que ce type d'engagement n'est pas rare. Il a existé pour la biologie et l'environnement et a été stoppé par la sanction du milieu. Deux-mêmes, les étudiants se sont tournés vers d'autres voies.

Le ministère, à l'évidence, ne veut pas en arriver là et préfère trancher dans le vif.

Il est vrai que l'attraction exercée par le mot «communication» paraît irrésistible. A chaque rentrée, les universités sont prises d'essais par les étudiants sans le charme. A Paris, le système d'inscription télématique RAVEL (Recensement automatisé des vœux des élèves) manque d'implémenter sous le poids de la demande. A tel point que le projet de réforme tombait à pic: en supprimant les filières de communication sur le Minitel, l'on pouvait espérer régler, d'un coup de baguette magique, les problèmes d'inscription. A ceux qui lui font remarquer que la demande n'est pas vraiment réglementaire dans la mesure où la rénovation pédagogique des premiers cycles, et donc la suppression de la communication, n'est pas encore effective, le vice-recteur Marc Javoy répond avec humour: «Si les universités veulent pousser au crime, nous inscrirons ces filières sur RAVEL. Mais qu'elles ne se plaignent pas si elles doivent accueillir plus d'étudiants que prévu.» A la rentrée prochaine, comme ces derniers années, on peut donc prévoir une nouvelle ruée, puisque le système RAVEL continuera à fonctionner selon les anciens critères.

Les étudiants sont-ils tous au masochisme? Ils sont plus de 12 000 à suivre actuellement une telle formation dans les filières universitaires, près de la moitié en premier cycle. Et s'il ne fait pas de doute qu'ils peuvent, pour l'instant, terminer les études qu'ils ont choisies dans cette voie, ils paraissent décidés à défendre haut et fort, ne serait-ce que pour le principe, le DEUG culture et communication. Dans les manifestations de ces dernières semaines comme le projet de réforme du ministère, ils sont pas les derniers à défilé, parfois secondés par quelques enseignants et regroupés autour de bannières dont les slogans démontrent déjà une certaine maîtrise du métier: «Sauvez les bêtes communicantes», avaient par exemple noté les étudiants de Paris-III (Censier), où ils sont mille deux cents à suivre l'enseignement du LAEC (lettres, arts, expression, communication), dont huit cents en première année.

Nécessaire démythification

Avec ces étudiants de Censier, la discussion est électorale: que l'on évoque les projets ministériels, ils se sentent directement menacés. «On nous supprime le droit au redoublement» - et fragilisés par la suppression de leur filière: «Nous allons arriver sur le marché de l'emploi avec un diplôme qui n'existera plus, et dont on aura dit qu'il ne valait rien.»

Mais surtout, ils sont ulcérés par la méthode employée pour rayer cette filière d'un trait de plume, choqués qu'on ne les ait pas consultés, humiliés par ce qu'ils ressentent comme du mépris: «Des professeurs nous ont indiqué en début d'année qu'un projet menaçait notre filière. Mais pour en comprendre les tenants et les aboutissants, encore aurait-il fallu que nous ayons connaissance de cette réforme. Les textes du gouvernement ont été sans cesse modifiés. A chaque nouvelle moule, force était de constater que la communication avait disparu.



«sans que personne nous ait demandé notre avis, ni celui de nos enseignants, puisqu'ils avaient autant de mal que nous à obtenir les différentes versions», indiquent-ils.

Bien sûr, ils reconnaissent que l'enseignement dispensé au LAEC n'est pas sans reproche. Trop écolastique, touche-à-tout, manquant de logique et de pratique, sans beaucoup de moyens, contenant peu de communication mais un patchwork de disciplines traditionnelles comme la linguistique ou la sociologie. Ces critiques sont partagées par les étudiants en DEUG culture et communication d'autres universités, comme Paris-VIII - Saint-Denis et Paris-XIII - Villetaneuse. Mais le sentiment général est qu'il est un peu trop facile de supprimer une filière «à problème» pour économiser une réflexion de fond sur les enseignements et la pédagogie.

En dépit de ces réserves, une chose est claire en effet: les étudiants de Paris-III se sont engouffrés dans cette filière en toute connaissance de cause: «Tout le monde nous l'avait déconseillé, déclare une étudiante. Les enseignants et les conseillers pédagogiques au lycée: les étudiants du LAEC, qui nous indiquaient que pour devenir journaliste il était plus judicieux de faire des lettres modernes ou de l'histoire; les professeurs du LAEC eux-mêmes, lors des premières semaines, nous disant qu'il n'était pas trop tard pour changer d'orientation. On ne peut pas dire que nous n'ayons pas été avertis.»

lit professionnelle», indiquent les professeurs. «Avec le DEUG, aujourd'hui, tu n'as plus rien, renchérit les étudiants. Nous sommes parfaitement conscients que personne ne peut arrêter ses études supérieures au bout de deux années.» Et sur la lancée, pourquoi le ministère n'accuse-t-il pas les premiers cycles de psychologie ou de sociologie de gonfler les statistiques du chômage? «Et que deviendront les diplômés du DEUG de théologie?» s'interroge M. Bernard Darras, maître de conférence et coordinateur du DEUG arts et communication à Paris-I - centre Saint-Charles.

Boucs émissaires du ministère

Si les étudiants de culture et communication rêvent d'intégrer des formations spécialisées mais sélectives comme la FEMIS, pour ceux qui souhaitent travailler pour le cinéma, le Centre de formation des journalistes (CFJ) ou le CELSA, bien peu seront élus. Les autres continueront dans les universités traditionnelles, en licence d'informatique et communication, de théâtre, de cinéma, d'animation, de sciences de l'éducation ou du langage, en philosophie ou en sociologie. L'éventail est large.

«Nous sommes les boucs émissaires du ministère», tempête M. Meunier. «Ces DEUG font aujourd'hui figure d'objets phobiques et sont irrémédiablement condamnés», écrit au recteur de Paris MM. Bernard Darras et Dominique Chateau, directeur de l'UFR d'arts plastiques et de sciences de l'art de Paris-I. «Quand on veut noyer son chien, on l'accuse d'avoir la rage», renchérit M. Cahiers. Pour faire entendre leur voix, ces enseignants en communication ont constitué une coordination nationale des responsables de DEUG culture et communication, présidée par M. Meunier. Ils réclament une grâce ministérielle et sont prêts à se «contenter» d'une mention dans l'un des nouveaux DEUG.

La solution qui se dessine est différente. La direction des enseignements supérieurs envisage en effet d'insérer quelques modules de communication dans les DEUG proposés. Cela permettrait aux étudiants de saisir les bases de cette discipline, afin de pouvoir choisir en toute connaissance de cause une spécialisation en deuxième cycle, après avoir acquis une solide culture générale dans des matières plus traditionnelles.

Ce dénouement éventuel est jugé satisfaisant par M. Bernard Miège, président de l'université Stendhal de Grenoble et qui préside également la Société française des sciences de l'information et de la communication: «Les intérêts des étudiants seront ainsi sauvegardés», estime-t-il, sans cacher son apposition aux premiers cycles phobiques actuels.

«Faux tempête la coordination. La communication est certes une discipline de «service» qui recoupe les techniques d'expression. Mais elle n'est pas seulement une «science dure», développée dans de multiples formations finalisées comme les DEUST, DUT, BTS, MST, DESS ou nouveaux IUP. Elle a, à nos yeux d'universitaires, sa place à un niveau intermédiaire en tant qu'interdiscipline aux frontières nécessairement floues. (...) L'autolet qui se prépare ne réjouira que les tenants d'une conception minimaliste. Ou des établissements privés qui auraient ainsi le champ libre...»

MICHELLE AULAGNON

Sang neuf à Normale Sup

Entrer à Normale Sup, franchir les portes de la prestigieuse école de la rue d'Ulm, sans passer le concours au presbytère: cela relèverait du miracle ou de la logique floue pour la plupart des élèves de classes préparatoires scientifiques, artistes ou géométriques de l'équation. C'est pourtant ce qui va se produire dès l'été prochain pour quelques heureux élus. L'Ecole normale supérieure (ENS) s'en est efforcée d'ouvrir cette année six places - sur des promotions d'une petite centaine de scientifiques - à des candidats «parallèles», titulaires au moins d'une licence de sciences ou d'un titre équivalent français (licence d'ingénierie ou étranger).

Il existait bien, depuis deux ans, à côté du concours classique ouvert aux élèves de mathématiques, un deuxième concours réservé aux étudiants en biologie ou en informatique. Mais au début, rue d'Ulm, que la vie était un peu étroite et que, faute de candidats à la hauteur, on n'a pas rempli les quelques places qui leur étaient destinées chaque année. Plutôt que de renoncer, l'école s'est contrainte à préférer élargir l'expérience à tous les étudiants scientifiques.

Grande première, cette innovation va permettre à l'ENS de rompre avec le rituel séculaire du concours. L'écrit, en effet, sera remplacé par l'examen du dossier que les candidats devront adresser avant le 30 avril et dans lequel ils devront préciser leur expérience (études, travaux de recherche, etc.) ainsi que le projet des études qu'ils souhaitent réaliser s'ils intègrent l'école. Quant à l'oral, il sera composé d'une épreuve de langues vivantes, d'une épreuve de culture générale scientifique dans la ou les disciplines étudiées précédemment et enfin d'un entretien approfondi sur le projet du candidat.

Les admis bénéficieront des mêmes avantages que les normaux «classiques», qu'il s'agisse de l'hébergement à l'école, du salaire de fonctionnaire-stagiaire (7 200 francs mensuels) et bien entendu de l'environnement et du prestige scientifique de l'ENS. Et si on ne sous-estime pas, parmi les scientifiques de la rue d'Ulm, le novateur intraduisible et l'«aventure difficile» de cette évaluation hors concours, on ne craint pas de recruter des «surs-normaux». Le sérieux des examinateurs constitue, à leurs yeux, une solide garantie. Tout comme l'emploi du réservoir de bannières candidates, issus des filières universitaires, des grandes écoles ou des universités étrangères.

Après d'autres, mais de manière très symbolique, l'Ecole normale supérieure s'efforce donc de recruter des élèves «non standard», s'attendant à ce que ce sang neuf balaie des prépas.

G. C.

POINT DE VUE

Lycée : renoncement ou exigence ?

par André Legrand

LES articles que deux illustres signatures (Le Figaro des leçons) par Claude Hagège et «Géomé» par Bertrand Poirot-Delpech) ont consacrés, dans les colonnes du Monde daté du 4 mars 1992, à la critique de la rénovation pédagogique qui sera engagée dans les lycées (général, technologique et professionnel) à partir de la rentrée scolaire 1992 appellent d'autant plus la réponse de moi part que la qualité de leurs auteurs nique bien de donner un crédit indu aux erreurs, approximations et préjugés qu'ils contiennent.

Man projet n'est pourtant pas, aussi loin qu'il sera possible, de craquer le fer avec l'un ou l'autre

des auteurs de ces textes, mais d'attirer leur attention, dans le respect de leur point de vue tout autant que dans l'impitoyable de certaines de leurs conclusions, sur les insuffisances de leur analyse.

M. Poirot-Delpech s'interroge sur la nature de la «faute» qui pousse les ministres de l'éducation nationale à «tout chambarder sans cesse». Même si cet argument est susceptible de plaire et d'être retenu sans sure précaution par beaucoup, quelle en est véritablement la valeur? Enant donnés les risques que prend tout décideur politique s'il entend changer quoi que ce soit à un système d'éducation, et cela dans tous les pays du monde, croit-on vraiment que

c'est par quelque invraisemblable gauf pour les situations difficiles que des ministres de l'éducation nationale ont, effectivement, proposé autre chose que la statu quo?

Et si c'était tout simplement parce que, chaque période, les ministres et leurs administratifs écartent, tout parler les différents acteurs du système et sont donc témoins des problèmes qu'il rencontrent. Le système d'éducation n'est pas sur une planète solitaire: confronté à des évolutions démographiques, culturelles, scientifiques, technologiques, etc., dont il ne décide pas, imagine-t-on qu'il puisse, seul, après un priant pour l'immobilisme? Le changement, à

condition qu'il soit progressif, sans à-coups, sur la moyenne période, constitue peut-être bien, pour tous les systèmes éducatifs du monde d'aujourd'hui, une réalité qu'on ne peut nier. Si l'actuel projet des lycées ne reprend pas le mot de «réforme», d'ailleurs, c'est pour bien marquer à la fois qu'il ne s'agit pas de «décorer» les évolutions et que le mot qui lui est préféré, celui de «rénovation», demande la durée pour que preuve soit faite.

(Lire la suite page 12)

► M. André Legrand est directeur des lycées et collèges au ministère de l'éducation nationale.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 semaines du 13 juillet au 20 septembre 1992
Cours pour débutants et avancés
Laboratoire de langues
Excursions, soirées
Âge minimum: 16 ans
Droits d'inscription et de cours pour 4 semaines AS 3 600,00 (env. 1 720 FF)
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre pour 4 semaines AS 9 320,00 (env. 4 440 FF)
Programme détaillé: Wiener Internationale Hochschule Wien
Universität

L'ALLEMAND EN ALLEMAGNE/SUISSE COURS INTENSIFS

- Commencement chaque mois
- Pour des informations supplémentaires veuillez contacter:

Benedict

Suisse: 8004 Zurich, Mühlstr. 106, 161 0041 1/242 12 60 - 8401 Winterthur, Schindelpfad 3, 161 0041 52/212 38 22 - 8003 Lucerne, Pfäfersstr. 6, 161 0041 4/23 96 26 - 9001 Saint-Gall, Neumarkt 1, 161 0041 71/22 55 44
Allemagne: 8000 Munich 2, Bayernstr. 21, 161 0049 89/55 56 45

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

COMMUNICATION. D'année en année, l'Association des responsables de communication de l'enseignement supérieur (ARCES) élargit son réseau. Comme le démontre son nouvel annuaire, elle compte désormais quarante-sept universités, cinquante et une écoles d'ingénieurs, vingt-sept écoles de commerce et une quinzaine de membres associés. Parmi les responsables, publications éditoriales, adresses, fax et téléphones sont autant d'indications précieuses pour qui veut éviter de naviguer sans boussole dans une université inconnue.

► ARCES, 60, bd. Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : 40-51-90-20 (Dominique Guiraud).

GUERRE D'ALGÉRIE. Organisé par la Ligue de l'enseignement et l'Institut du monde arabe (IMA), le colloque des 13 et 14 mars sur « Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie » réunira à la Sorbonne et à l'IMA bon nombre d'acteurs du monde algérien et le plus grand des historiens ayant travaillé sur cette période, sur des thèmes multiples : les médias face à la guerre d'Algérie, le rôle des étudiants français et algériens, l'enseignement de la guerre d'Algérie de l'école à l'université, les valeurs en question (justice et droits, nationalité, citoyenneté et identité), ou encore cinéma et littérature sur la guerre d'Algérie.

Edgar Pisani et Claude Julien, Pierre Vidal-Naquet et Jean Daniel, André Mandouze, Radha Malek, Mohamed Badjaoui, Mostefa Lacharfi, Slimane Chikh ou Mohamed Harbi, Benjamin Stora et Madeleine Rabéroux, Gilles Martinet et Laurent Schwartz, Henri Alleg, Yves Jourfa, Bruno Étienne, Jean-Luc Einaudi et René Galissot... le plateau est remarquable pour explorer le mémoire de la guerre d'Algérie, vingt ans après les accords d'Évian.

► Rens. : Ligue de l'enseignement, tél. : 43-55-57-51.

IUT ILE-DE-FRANCE. Le préfet d'Île-de-France, M. Christian Sauter, et le président du conseil régional, M. Charles Krieg, viennent de signer une convention pour la réali-

sation, d'ici à 1994, de 25 départements d'instituts universitaires de technologie (IUT) - 13 étant financés par l'État et 12 par la région. Cet accord formalise les orientations retenues dans le plan « Universités 2000 » entériné par le comité interministériel d'aménagement du territoire du 29 janvier dernier.

Ces nouveaux départements d'IUT seront implantés à Meaux, Melun-Sénart, Mame-la-Vallée, Tremblay, Montreuil, La Plaine-Saint-Denis, Vitry, Argenteuil, Serres, Nanterre, « Hauts-de-Seine sud », Evry, Brétigny, Vélizy, Mantes, Conflans et Paris. Trois autres départements seront en outre programmés d'ici 1995 à Bondy, Athis-Mons et Saint-Cloud.

Enfin des conventions sont en cours de signature entre l'État et les conseils généraux pour la construction par ces derniers de 13 départements d'IUT supplémentaires. Au total la capacité d'accueil des IUT d'Île-de-France sera doublée en trois ans.

SALONS. Les universités françaises tiendront salon, du jeudi 2 au dimanche 5 avril, au parc des Expositions de la porte de Versailles à Paris. Exposés, premier salon national destiné aux étudiants des premières, second et troisième cycles, ne se contentent pas de présenter les différentes formations proposées dans les établissements d'enseignement supérieur, il abrite aussi des entreprises. Le fait est à souligner.

En effet, le CNPF s'associe à la manifestation, aux côtés du ministère de l'éducation nationale, des services communs universitaires d'information et d'orientation et de l'ONISEP. La paternité de ce salon revient à la conférence des présidents d'université.

De son côté, le traditionnel Salon de l'Étudiant, qui se tiendra du jeudi 26 au dimanche 29 mars à la Grande Halle de La Villette à Paris, accueillera, parmi 700 exposants, les seules universités parisiennes, Nanterre et Saint-Denis exceptées, ainsi qu'un grand nombre d'organismes privés.

La vitalité des labos provinciaux

La deuxième vague de contractualisation dans une trentaine d'établissements de province fait apparaître bons points et points noirs de la recherche universitaire

SANS éclats et sans vagues, comme indifférent à l'agitation actuelle sur la rénovation des premiers cycles universitaires, la direction de l'éducation poursuit imperturbablement la mise en œuvre de sa nouvelle politique de répartition des crédits de recherche dans les universités. Engagée au début de 1990 pour les établissements de la région parisienne, cette redistribution des cartes, dans le cadre des contrats quadriennaux, avait à l'époque provoqué de vives inquiétudes. Beaucoup craignaient que cette politique de financement plus rigoureuse, fondée sur une évaluation plus sérieuse de la qualité des équipes, ne se traduise par des coupes claires dans les budgets et n'aspixie des disciplines déjà bien mal loties, notamment en lettres, sciences humaines et sociales, droit et sciences économiques (le Monde du 18 janvier 1990). En outre, certains redoutaient que les universités provinciales, moins reconnues par les grands organismes de recherche et vivant souvent dans l'ombre de Paris, ne pâtissent de cette nouvelle donne.

Le bilan très complet que la direction de la recherche et des études doctorales (DREDE) vient d'établir après la deuxième vague de contrats quadriennaux de recherche démontre que cette grogne initiale était largement infondée. Ce sont en effet, en 1991, les établissements des académies provinciales, Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier et Toulouse dont les activités et projets de recherche ont été soumis à l'évaluation des directions scientifiques - par grands domaines disciplinaires - de la DREDE.

Or il apparaît nettement que ces nouveaux contrats ont permis un réajustement sensible des crédits au bénéfice de la province. L'augmentation moyenne des crédits pour l'Île-de-France avait été de 11 % en 1990. Les universités des sept académies provinciales contractualisées en 1991 ont bénéficié d'une hausse moyenne de 18 % de leurs crédits (235 millions de francs au total). Comme le note M. Vincent Courtillot, directeur de la DREDE, « la créativité des universités de province est apparue bien des fois remarquable. Celles-ci ont

montré leur capacité à proposer des équipes d'accueil, c'est-à-dire à prendre des risques scientifiques. Leur effort de formation doctorale est par ailleurs très soutenu, même si, pour certaines d'entre elles (en sciences sociales et humaines principalement), il faut encore lutter contre des jugements émissifs, selon lesquels il n'est de bonne thèse que parisienne ».

Inégalités injustifiées

Ce dynamisme se traduit, en particulier, par le renforcement des « équipes d'accueil » (367 retenues et 16 % des crédits globaux) et surtout par la multiplication des « jeunes équipes ». Une centaine ont été reconnues en 1991 contre soixante-quinze un an auparavant dans les contrats Île-de-France qui intéressaient un nombre équivalent d'établissements.

Il est notable, d'autre part, que ces universités provinciales ont bénéficié des améliorations apportées au système des contrats quadriennaux de recherche. Modifié de façon abrupte début 1990 pour l'Île-de-France, celui-ci a en effet été affiné en 1991. La procédure de négociation a été plus longue et progressive et les « logiques de site » mieux identifiées et soutenues qu'en région parisienne : ainsi des contrats impliquant plusieurs établissements (université, école d'ingénieurs et institut d'études politiques par exemple) ont pu être regroupés sous signatures multiples.

De même, les écoles doctorales, prévues par le ministère pour regrouper et structurer des pôles de recherche plus convaincants, ont été défrayées sur des bases disciplinaires plus larges, correspondant à des flux annuels de l'ordre d'un ou deux cinquantaines de doctorats soutenus, quitte à constituer, comme à Dijon et à Besançon, une école doctorale commune aux deux universités voisines. Au total, vingt-huit écoles doctorales ont ainsi été créées à l'occasion de cette deuxième vague de contractualisation.

Les contrats recherche du cru 1991 ont d'autre part confirmé la tendance, déjà apparue en 1990 en région parisienne (le Monde du 4 octobre 1990), à l'évaluation et la remise à plat des crédits ont permis de sérieux réajus-

tements entre établissements et entre disciplines. Ainsi les situations acquises avaient été équilibrées des « inégalités injustifiées » entre les universités, certaines étant surfinancées (jusqu'à + 178 % par rapport à la moyenne), d'autres franchement délaissées (- 67 %). Comme en Île-de-France, la DREDE s'est donc efforcée de réduire partiellement ces écarts, quatre établissements (des écoles d'ingénieurs) subissant une diminution de 1 à 20 % de leurs crédits de recherche, tandis qu'une dizaine d'autres voyaient leurs crédits augmenter en 1991 de plus de 50 %.

Ces réajustements recoupent le plus souvent le renforcement de disciplines jusqu'à très maltraitées en matière de financement de la recherche. C'est particulièrement sensible pour les mathématiques, dont les crédits 1991 ont plus que doublé par rapport à 1989 (7,6 millions de francs contre 3,3 millions) et plus encore pour les sciences humaines et sociales (120 millions contre 8,5) et pour les sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion (11,9 millions contre 4,3). Au total, l'ensemble des crédits de recherche, on représente désormais plus de 20 % pour les établissements des sept académies contractualisées en 1991.

Des universitaires trop isolés

Les bons points attribués par le ministère, pour la vitalité de leur recherche, aux universités de province contractualisées en 1991 ne masquent pas, cependant, un certain nombre de difficultés, parfois criantes.

Ainsi en mathématiques, sur les trente-huit équipes de recherche proposées par les universités à l'occasion de cette deuxième vague de contractualisation, quatorze n'ont pas été retenues, soit du fait de leur taille trop étroite (un seul universitaire parisien), soit parce que la qualité de leurs publications était trop « médiocre ». Même écartage en sciences de la matière, où 60 % seulement des demandes ont été honorées, du fait, notamment, de la balkanisation excessive des équipes.

Pour les sciences de la Terre et de l'univers, les directions scientifiques n'ont retenu que trois équipes d'accueil sur les onze demandes formulées. Comme le note Gérard Megie, le président de la direction scientifique de la DREDE pour cette discipline, des non-rétentions ne sont pas dramatiques dans quelques grosses universités où une activité scientifique forte existe déjà. « En revanche, souligne-t-il à Besançon et à Paris, la non-rétention des équipes proposées par les universités n'est directement en cause la survie même de la discipline. Celle-ci ne pourra être assurée que par une prise de conscience rapide de l'effort de restructuration nécessaire, qui seul permettra de répartir sur des bases entièrement nouvelles. Cela a été rapidement compris à l'université de Paris, où un effort important est aujourd'hui accompli grâce à la redistribution d'axes nouveaux, traduits par la nomination de jeunes enseignants-chercheurs, autour d'un nouveau professeur ».

Quant aux sciences humaines et sociales, si le rapport de la direction scientifique de la DREDE note que « pour la première fois, au moins, les équipes associées au CNRS, au nombre de 74 pour les établissements concernés, se voient attribuer des crédits qui permettent un véritable fonctionnement scientifique », il souligne cependant l'un des problèmes-clés de la recherche universitaire : « l'absence d'une dynamique suffisante de réseaux », à partir des pôles régionaux, ne permet pas de mobiliser suffisamment le potentiel de recherche des universitaires trop isolés.

Ces radioscopies successives en Île-de-France puis dans sept académies de province seront complétées par les résultats de la troisième vague de contractualisation, portant sur toutes les autres universités provinciales, sauf la Corse. Ces contrats sont actuellement en cours de signature. Leur bilan, ajouté aux deux précédents, permettra de dresser une carte minutieuse de la recherche universitaire française.

GÉRARD COURTOIS

Lycée : renoncement ou exigence ?

Suite de la page 11

Il se trouve que le lycée de 1992 connaît un certain nombre de problèmes dont les professeurs, les élèves, leurs parents, les chefs d'établissement se font l'écho : hétérogénéité des élèves face à laquelle des professeurs s'astiment souvent démunis ; hiérarchisation abusive des séries de baccalauréat au détriment de certaines d'entre elles qui, n'attirant pas assez d'excellents élèves, connaissent une dévalorisation en cascade ; élèves qui ont des difficultés dès l'entrée en seconde parce que certains appren-

tissages, notamment méthodologiques, ne peuvent leur être proposés en classe entière, etc. Ce sont ces problèmes qu'il faut traiter. C'est tout. C'est beaucoup, d'ailleurs.

Une caractéristique commune aux deux articles en est sans doute l'émotion et quelque chose comme une dramatisation des exposés, véritable jusqu'au lexique de leurs conclusions respectives : là aussi, ne pourrait-on attendre des personnalités signataires plus de circonspection ? Ont-elles bien compris que tout changement, en matière éducative, est toujours perçu par chacun de

nous, de manière ambivalente. Tant que le changement est projeté, il déstabilise, inquiète et porte une ombre redoutée ; dès que le changement s'est opéré, il fait désormais partie de l'existant et on tient à lui avec autant d'émotion qu'on a mis précédemment à tenter de lui barrer la route. Pourquoi MM. Hagège et Poirot-Delpech tiennent-ils tant à l'« existant » ? Trouvent-ils vraiment en lui les valeurs qu'ils prônent ?

S'il s'agissait aujourd'hui de créer ex nihilo un système éducatif français, proposerait-on la mise en place de filières littéraires souvent dévalorisées, sans grand attrait spécifique par rapport à des filières scientifiques qui sont trop souvent la voie royale d'accès en khâgne ? Proposerait-on un baccalauréat où un « oral de rattrapage » en français, dont le note se situe à la limite à l'oral et à l'écrit de fin de première, permet à tout un chacun de réussir à l'examen sans avoir d'évaluation écrite en langue maternelle (c'est la réglementation depuis 1970) ? Proposerait-on des programmes de classe de seconde qui, conçus pour certaines disciplines dans la perspective majoritairement souhaitée de l'accès en première scientifique, mettent tant d'élèves en difficulté dès leur rentrée au lycée ? Proposerait-on que le système consacre plus d'efforts à tenter de produire des têtes bien pleines qu'à se soucier de l'acquisition, par le plus grand nombre, des savoirs et méthodes disciplinaires qui permettent d'aller plus loin ?

La dictature de la filière C

Quant aux comparaisons internationales que propose M. Hagège, comment le linguiste oublie-t-il à ce point que l'appareil éducatif de chaque pays est un système ? Le « latin » d'Allemagne, souvent étudié par le petit nombre d'élèves qui accèdent au lycée, doit être compris en référence au système de chaque pays, et cette place est fort variable.

On trouverait cent raisons d'atonnement dans le système éducatif français comme la faiblesse des langues vivantes étrangères ou le rôle prépondérant de la langue italienne ou de l'oral : quelle signification ces faits ont-ils hors du contexte italien ? Il y a une fonction de chaque discipline dans chaque système, et il faut être très prudent dans les rapprochements. Les auteurs méritent tou-

tefois que, au-delà de ces considérations générales sur leurs méthodes, leurs arguments soient pesés avec minutie : parlons de la classe de seconde, puis des langues, maternelles, vivantes, étrangères et anciennes. Il est pour le moins surprenant d'entendre ventriller aujourd'hui les mérites de la classe de seconde actuelle par ceux-là mêmes qui ne lui trouvaient que des défauts lors de sa création.

Quels reproches devons-nous leur adresser pour ce qu'ils ont fait ? Pour la classe de seconde, alors qu'il s'agit de modifier la définition d'une classe où les élèves ont trop souvent tendance à accumuler des matières au risque d'une surcharge préjudiciable à la qualité de leurs études ? Ou les élèves ne se préparent véritablement à aucun choix de filière, mais courent, de gré ou de force, la seule course gouvernant l'école en filière C, quitte à s'y égarer, à « sauter » alors une « orientation » qui aura l'arrière-goût du renoncement. Nous proposons, nous, que tous les élèves de seconde se posent véritablement et de façon positive la question du choix de la filière du baccalauréat qui leur convient.

En quoi l'enseignement du français doit-il être « pénalisé » (M. Poirot-Delpech) quand nous prétendons précisément, pour la première fois (tout en maintenant les horaires de cette discipline dans toutes les filières), que la filière littéraire répond à des finalités mieux marquées, que les richesses potentielles de cette formation puissent porter tous leurs fruits et apparaître avec une rigueur égale à celle des autres voies ? La création d'une option de « lettres » en terminale littéraire, le travail en cours sur les programmes, l'idée d'une évaluation en certains cas plus ambitieuse au baccalauréat, pour ces élèves et dans ces disciplines, vont dans ce sens.

Menaces sur les langues

Comment peut-on dire que l'enseignement des langues vivantes sera « menacé » (M. Hagège) alors que tous les élèves pourront étudier une seconde langue tout au long du lycée (tous sont loin de le faire actuellement) ? Sera-t-il « menacé » alors que, proposée dans deux des

principales filières (littéraire et économique et sociale), la troisième langue vivante continuera d'être étudiée par le même nombre d'élèves qu'actuellement et que nous leur proposons simplement de la faire de façon plus efficace, parce que concentrée et plus intensive dans les deux dernières années du lycée ?

Entend-on sonner le « glas » (M. Hagège) des langues anciennes quand les élèves de seconde pourront toujours suivre un enseignement de latin ou de grec, s'ils le souhaitent, quand l'option de langue ancienne est prévue en filière scientifique, mais surtout quand une vocation pour l'une ou l'autre de ces langues à partir de la classe de première en série littéraire bénéficiera d'un horaire de cinq heures hebdomadaires en première et en terminale ? Avons-nous, par ces lignes, rectifié quelques erreurs, montré que la décision de politique éducative est plus complexe qu'on ne croit et que les choix faits ne l'ont pas été de façon bureaucratique mais avec le seul souci de rendre le lycée meilleur ?

Il y a peut-être autre chose à dire pourtant, et, cette fois, risque bien de ne pas consister seulement en un éclaircissement. J'ai peur d'avoir, avec M. Poirot-Delpech en particulier, un désaccord plus fondamental sur les objectifs et la philosophie d'un système d'éducation, qui mérite d'être relevé. Si, en effet, on considère qu'à notre époque, au fond, la seule « culture » digne de ce nom est celle qui se construit sur les langues de langues anciennes et les humanités littéraires, on défend un point de vue très grave qui ne se limite pas à valoir en cours.

Disons clairement les choses : se satisfait-on de l'unicité de la filière d'excellence, malgré tous les efforts mathématiques qu'elle peut avoir sur les effectifs de scientifiques (les « C » étant à la fois très sur le volet et destinés à remplir les classes de khâgne, de sciences économiques, de médecine et de sciences politiques, il en reste peu pour les carrières normalement scientifiques) et ravageurs sur le système d'enseignement (les autres filières attirant peu d'élèves susceptibles d'entraîner et de valoriser des classes) ? Si tout ce qui n'est pas la filière C avec option de langues anciennes est tou-

jours d'une certaine manière considéré comme une formation inférieure, il faut le dire. Si les formations aux arts sont a priori des « gadgets », comme le prétend M. Poirot-Delpech, il faut le dire.

Plusieurs voies d'excellence

Pour nous, l'unicité de la filière d'excellence est un défaut majeur de tout système de formation, qui définit abusivement une pyramide des esprits, unique et impérative. Pour nous, il est important de sauvegarder le caractère équilibré des études du lycée français, et nous avons en cela critiqué d'autres projets qui laissent bon marché des sciences pour les littéraires ou de l'histoire pour les scientifiques. Simplement, cet équilibre des études doit être recherché à l'intérieur de chaque série de baccalauréat dont nous avons à dessiner réduit le nombre, pour que chacune ait vraiment une colonne vertébrale, structurée autour des sciences, des lettres, etc. Et il doit pouvoir se concilier, comme nous le proposons par notre système d'option de première et de terminale, avec l'affirmation claire de goûts et d'intérêts auxquels les élèves apportent une attention privilégiée, au lieu qu'ils ne se diluent dans une généralité trop uniforme, où l'absence de points saillants engendre parfois ennui et désintérêt.

Si, au lieu de l'unicité actuelle, apparaissent, au fil des années, plusieurs voies d'excellence, quel gain cela ne serait-il pas pour la société tout entière ? Ce projet, il est vrai, est exigeant, à plus d'un titre. L'élève, et c'est nouveau, devra désormais élaborer progressivement des choix entre des voies d'études, là où il n'avait qu'à suivre, passivement jusqu'à la fin des cas, une des routes unique. Et ce lycée de la facilité, du nivellement et du renoncement qu'on recherche quand on met au cœur de ses missions la responsabilisation progressive des élèves et quand on propose de substituer une diversité de cursus fondés sur l'effort, la persévérance et la continuité à une multiplication d'options parfois vécues sur le mode du zapping ?

ANDRÉ LEGRAND

LE MONDE diplomatique

Mars 1992

- **PROCHE-ORIENT** : Le séisme précédent de 1939... par Henry Laurens. - Le Golan, une terre si convoitée, par Joseph Alagazy. - Quelle autonomie pour les Palestiniens ? par Mohamed Abdelaleem. - Golfe : un désastre écologique à nul autre pareil, par Mohamed Larbi Bouguerra.
- **SUD** : Les rébellions à venir, par Ignacio Ramonet.
- **CEI** : La Russie, « une société pauvre dans un pays pauvre », par Amnon Kapeliouk. - La thérapie de choc et le puzzle des Républiques, par Jean Radvanyi.
- **VILLES** : Bruxelles, deux vitesses et beaucoup d'excès, par Alain Bellet. - Comment prévenir la délinquance urbaine ? par Philippe Robert.
- **ASIE** : La pière japonaise au cœur de l'économie spéculative, par Philippe Pons.
- **ÉCONOMIE** : L'investissement direct, miroir de la croissance, par Jean Lemprière.
- **MÉDIAS** : Mauvaises nouvelles, par John Berger. - La grande manipulation, par Alain Woodrow.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

مكتبة الأصيل

Numéro de mars 1992 - 25 F

LE MONDE • CHEZ VOUS • VOUS PRESENTONS LA REVUE D'EDUCATION • JOURNAUX

Le palmarès des classes prépas

En exclusivité, les taux de réussite aux concours, lycée par lycée. Avec tous les conseils pour présenter sa candidature, toutes les informations sur les séries, les différents concours et les styles de lycée.
Sondage : la culture générale des élèves de prépas. Faites le test !



Dossier à suivre :

réussir
la philo du bac

Chaque mois jusqu'en juin, une aide pratique pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Les réflexions d'un philosophe contemporain sur les notions au programme du bac.

Enquête :

merci
les parents !

Logement, emploi, argent : la famille joue un rôle économique crucial dans l'insertion des jeunes. Une véritable radioscopie des comportements familiaux d'aujourd'hui.

Réforme :

la future
classe de seconde

Pour mieux comprendre les enjeux du débat et les nouvelles règles de l'orientation.

POINT/LA POLITIQUE DE LA VILLE

Une France banlieusarde

Grand-messe télévisée dans les salons de Matignon pour présenter les décisions du gouvernement en faveur des quartiers difficiles, incendie d'un collège à Epinay dès le lendemain par des casseurs déjouant le quadrillage policier, le contraste est rude pour les responsables de la politique de la ville. Si Gilbert Bonnemaison, l'apôtre de la prévention, vacille, le jovial Michel Delebarre lui-même en arrive à douter.

Il y a de quoi l'angoisser se souvient que la politique de la ville a déjà quinze ans d'âge. Elle a connu sa préhistoire sous Valéry Giscard d'Estaing. En 1977, devant le pourrissement des grands ensembles, Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, invente le programme « habitat et vie sociale » qui permet d'accompagner la réhabilitation des HLM par la réalisation d'équipements collectifs de quartiers.

Puis, avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, voici le temps du faisonnement. Hubert Dubedout, maire de Grenoble, propose de reconquérir les banlieues en y menant une politique globale appuyée sur les élus et les habitants. Commission nationale pour le développement social des quartiers (1981), comité interministériel des villes (1984), délégué à la rénovation des banlieues (1986), les institutions prolifèrent. Des opérations expérimentales s'amorcent dans une dizaine de villes et le traitement de 120 quartiers désertés est inscrit dans les contrats de plan Etat-région (1984-1989).

Plus de trente organismes

De son côté, Gilbert Bonnemaison anime un conseil national de prévention de la délinquance (1983) qui fait des petits : sous forme de 100 conseils départementaux et 700 conseils communaux. Les architectes Roland Castro et Michel Cantat-Dupart se lancent cette année-là dans l'aventure de Banlieue 89 qui va aider 120 maires à donner un visage urbain à leurs communes périphériques. A la même époque, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, apporte sa quinzaine-part en imaginant la formule des zones d'éducation prioritaire (ZEP) systématiquement appliquée dans les quartiers à problèmes. Quant aux sociétés d'HLM, elles s'efforcent de requinquer leur parc de logements sociaux fatigués. Si, dès 1981, certaines barres irrécupérables

Derrière les sigles

CAP - Centre d'action prévention.
CCPD - Conseil communal de prévention de la délinquance.
CDH - Conseil départemental de l'habitat.
CIV - Conseil interministériel pour les villes.
CDPD - Conseil départemental de prévention de la délinquance.
CNV - Conseil national des villes et du développement social urbain.
DDS - Programme développement-solidaire de la caisse des dépôts et consignations.
DIV - Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain.
DPSU - Dotation particulière solidarité urbaine.
DSQ - Développement social des quartiers.
DSU - Dotation de solidarité urbaine.
FAS - Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille.
FRILE - Fonds régional d'initiative locale pour l'emploi.
FSE - Fonds social européen.
FSU - Fonds social urbain.
HVS - Opérations habitat et vie sociale.
LOV - Loi d'orientation pour la ville.
OPAH - Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
PLH - Programme local de l'habitat.
PPU - Prêts projets urbains.
RHI - Résorption de l'habitat insalubre.
ZEP - Zone d'enseignement prioritaire.

Dix années d'efforts dispersés

Les sont dynamisées, la plupart subissent un lifting. Au rythme actuel de 5 000 démolitions, de 10 000 changements d'affectation et de 120 000 réhabilitations annuelles, les HLM ne deviendront pas des taudis. Ces réhabilitations ont déjà coûté 60 milliards de francs en dix ans.

Mais ces multiples initiatives vont-elles s'enliser dans la bureaucratie ? Plus de trente organismes fourmillent au chevet des banlieues. Une troisième étape est nécessaire : celle de la remise en ordre et de la relance. En 1988, Michel Rocard regroupe les « usages » s'occupant de prévention et ceux traitant du social dans un conseil national de la ville (CNV) qu'il préside lui-même. Avec ses collègues du conseil interministériel des villes (CIV) il relance les actions concrètes et les distributions de subventions. Enfin, le secrétariat des deux organismes est assuré par une sorte de commando où se retrouvent des fonctionnaires jusque-là dispersés et les francs-tireurs de Banlieue 89 : c'est la délégation interministérielle à la ville (DIV), animée par Yves Dauge, fidèle de François Mitterrand et maire de Clunoy.

Qui, de Michel Rocard, d'Yves Dauge ou de Roland Castro, a convaincu le chef de l'Etat d'intervenir en personne ? En tout cas, François Mitterrand, à Bron, en décembre 1990, finit par jeter son gant dans la balance. Alors, miracle du régime présidentiel, tout s'enchaine à un rythme redoublé : séminaire gouvernemental sur la ville, vingt et une mesures immédiates, nomination d'un ministre d'Etat chargé de la ville, déblocage de crédits, etc.

Un an après la rafale, allus au résultat. Incontestablement, le chaos d'un battant, maître d'une ville difficile et rompu aux ardues interministérielles a été pertinent. Ne succombant jamais à la mimosité ambiante, Michel Delebarre s'est multiplié sur le terrain, babil à méditer son message et redonnant espoir aux acteurs locaux. Parallèlement, les violences qui ont émaillé son année aux commandes l'ont plutôt servi. Elles ont fait comprendre à l'opinion que le mal des banlieues et, plus généralement, la question urbaine sont affaire de patience et de longueur de temps.

Le ministre de la ville ne s'est pas endormi dans son bureau du faubourg Saint-Germain. En demandant des rapports à une cinquantaine d'experts (Paul Picard, Martine Aubry, Gilbert Carrère,

Le terme d'urbanisation, vague et fatigué d'avoir trop servi, masque l'ampleur du déménagement, sans précédent au regard de l'histoire, qui a brouillé le géographe de la France. Il tient en trois chiffres. Au cours du dix-neuvième siècle les faubourgs ont accueilli en moyenne 100 000 ruraux par an. Pendant la première moitié du vingtième siècle, les banlieues pavillonnaires en ont reçu 140 000 par an. Mais durant les quarante dernières années, les grands ensembles ont dû loger annuellement 570 000 néo-citadins !

Un ballon d'oxygène aux communes pauvres

L'unité de commandement souhaitée par le président de la République était peut-être un grand mot, mais une coordination efficace y supplée : la plupart des ministères concernés par la ville sont convaincus qu'ils ne peuvent tester, en retrait, leurs instructions sans parvenir aux services de terrain qui savent à présent quelle est la politique à mener et quel est son degré de priorité. Treize sous-préfets ont été nommés en renfort ainsi que des magistrats et des inspecteurs d'académie spécialisés. Vingt-cinq maisons de justice sont en cours d'installation au plus près des quartiers chauds et, dans une quarantaine de ceux-ci, c'est promis, l'otage va devenir une réalité avec 700 policiers supplémentaires.

Tous les services publics sont invités à faire leur devoir dans les zones jusqu'ici sous-administrées. Les préfets reçoivent leurs crédits avec célérité et d'un bloc. Aux associations locales on promet un déblocage de crédits substantiels pour peu qu'elles montrent du tonus. Loin d'être lâché, Gilbert

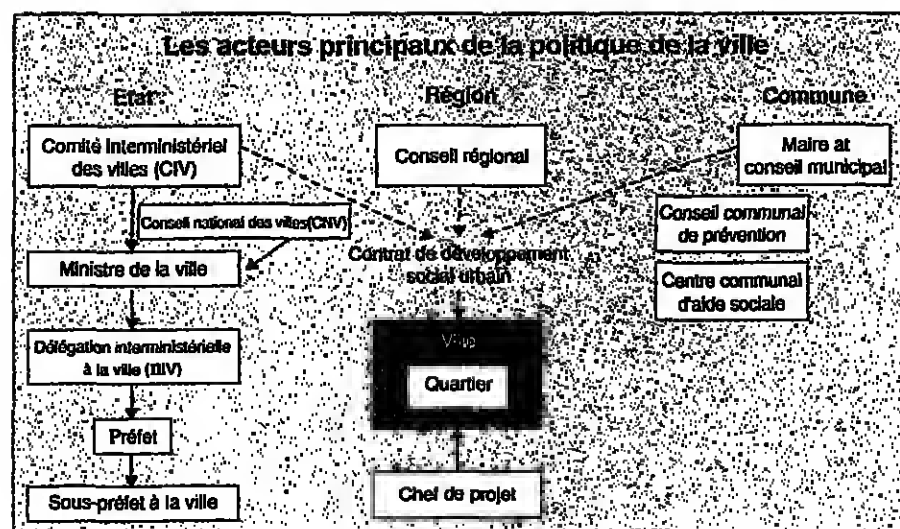
Les agglomérations souffrent d'indigestion. Que 300 d'entre elles seulement, sur les 1 800 unités urbaines qui parsèment le territoire, soient justiciables d'un traitement d'urgence témoigne, qu'après tout, l'urbanisation à la française n'a pas été si catastrophique qu'on le dit. Le regard jeté sur les îles britanniques montre que nos voisins européens n'ont guère mieux réussi.

La politique de reconquête, entamée il y a déjà une décennie, appaîtra même peut-être, demain, comme un modèle, avec ces instruments originaux que sont les procé-

pement social des quartiers signés avec 240 communes (pour 400 quartiers), ou a ajouté des contrats de ville qui intéressent 12 et bientôt 17 agglomérations ainsi qu'un département tout entier (la Seine-Saint-Denis). Autant d'engagements réciproques, pris pour cinq ans, assortis de crédits, qui assurent donc la continuité des efforts.

D'évidence, la machine est lancée et rien ne sera plus comme avant. Reste encore d'énormes lacunes à combler : le manque d'emplois dans les banlieues-dortoirs, l'insuffisance des liaisons avec les centres-villes, les services publics anémiques, l'école trop fermée sur elle-même, la passivité des habitants qui se considèrent comme des administrés et non comme des citoyens actifs, l'attentisme de trop de municipalités qui n'ont pas encore assumé les responsabilités d'aménagement urbain que leur a données la décentralisation. Car il est clair aujourd'hui qu'on ne traitera pas le mal des banlieues comme un prurit alors que c'est la ville entière qui fonctionne mal. On s'efforce à corriger le passé. Il faut à présent que les édiles conçoivent et proposent pour leur cité un projet de développement soutenable sur le long terme. Le temps est venu d'inventer l'avenir.

MARC AMBROISE-RENDU



La renaissance d'un quartier à Gennevilliers

Il y a deux ans un repérage télévisé sur Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, traumatisait la commune. On la présentait comme l'équivalent du Bronx, un repaire de trafiquants de drogue, aux portes de Paris. Aujourd'hui, le ministre de la ville elle cette commune communis de 45 000 habitants comme exempte de réussite de la politique de reconquête sociale des quartiers en difficulté.

Juqu'ici, les drames qui ont enlaidé les grands ensembles ont toujours égaré Gennevilliers. Pourtant, cette commune, communis depuis 1934, a toutes les caractéristiques des banlieues en difficulté : 15 % de chômeurs, un millier de RMIstes (soit 4 % de la population active), 27 % d'étrangers, 70 % de logements sociaux et des industries traditionnelles en perte de vitesse.

Dès 1982, un premier « chantier » de réhabilitation ancêtre démarre au quartier des Grésillons (7000 habitants) : des pavillons et des petits immeubles datant du début du siècle, dégradés, insalubres, habités par des gens modestes dont le milieu ne s'est pas imposé. Trois tours HLM complètent le tableau.

Dix ans après, les Grésillons sont quasiment sortis d'affaire.

Eus et responsables de la réhabilitation n'ont pourtant pas le sentiment d'avoir inventé de recréer. « Nous avons commencé par employer les moyens classiques de l'action sociale », commente Jacques Bourguin, maire adjoint chargé du logement, de l'aide aux devoirs des enfants, le soir, à l'organisation d'activités culturelles et sportives, en passant par des opérations d'animation, l'été, et par la mise à disposition de locaux pour les associations...

« Mobiliser les gens »

Le constat était simple. La moitié du bâti méritait d'être réhabilité, l'autre devait être rasé. « L'originalité de notre démarche, c'est que nous avons jamais rien fait sans consulter les habitants », souligne M. Bourguin. Nous y avons consacré une année scolaire entière. Pour mobiliser les gens, nous sommes allés jusqu'à projeter des films vidéo au pied des immeubles.

Chaque programme s'est mené en plusieurs temps. Pour commencer, construction d'un petit immeuble neuf, inséré dans le tissu ancien. On y installe les locataires des logements vétustes, qu'on peut alors jeter bas. Les

opérations d'amélioration de l'habitat ancien se déroulent parallèlement. La municipalité prend son temps. Aujourd'hui, un tiers seulement du quartier est rénové ou reconstruit.

Pourtant, il a déjà une tout autre allure. Les Grésillons restent un quartier pauvre mais qui ressemble à une vraie ville. « Les habitants ont dessiné eux-mêmes les plans de leurs nouveaux logements avec les architectes », explique Jacques Bourguin. Au total, 20 % des citoyens ont pris une part active aux changements de leur quartier. C'est le raison pour laquelle il n'y a pas eu de dégradation. Signe de cette réussite : aujourd'hui, quand une famille demande un logement social, elle marque une préférence pour les Grésillons. Un pharmacien a même quitté Neuilly pour aller ouvrir une officine à Gennevilliers. « Je m'attendais à pire, raconte-t-il, le quartier est calme, les gens agréables et je n'ai pas l'impression qu'il y ait plus de délinquance qu'ailleurs ».

Il y a dix ans, les habitants des Grésillons demandaient à déménager dans le quartier voisin du Luth. C'était le quartier neuf, surgi du sol entre 1970 et 1980, le quartier chic où l'on trouvait même des duplex. Cet engouement n'a pas duré. Le Luth, 10 000 habitants, soit un

quart de la commune, est devenu le nouveau cœur des élus qui ont obtenu pour lui, en 1989, un contrat de développement social des quartiers (DSCQ). Ces barres plantées au milieu de terrains vagues, de talus herbeux et de parkings - l'une d'elles, étirée sur 420 mètres, a longtemps détenu le record européen de longueur - n'ont ni vraie rue, ni commerces, ni équipements, et, bien entendu, aucune communication avec le reste de la ville. La population, rassemblée hétéroclite de familles parmi les plus défavorisées, n'a aucun sentiment d'appartenance à la ville. La vie associative, contrairement aux Grésillons, y est pratiquement inexistante.

La municipalité ne change pas de méthode. Après une visite aux grands ensembles de Vanilleux, d'Orly et de Mantes-la-Jolie, les responsables du projet DSCQ ont commencé par renouer la vie associative du quartier, à mobiliser la population qui est, à son tour, invitée à faire des propositions de réhabilitation. Il faudra des années pour qu'un jour le Luth, comme les Grésillons, soit peut-être cité en exemple.

JOSEÉ POCHAT

« Ghettos sociaux » en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

Bien qu'elle ne soit pas épargnée par la violence urbaine, la Grande-Bretagne ne connaît pas le phénomène de la « banlieue-ghetto ». Les pauvres vivent à l'intérieur des villes. Cela ne signifie pas qu'ils y sont beaucoup mieux intégrés mais, globalement, le « tissu social » est plus diversifié et équilibré, ce qui constitue probablement un facteur de moindre tension sociale.

D'autres éléments ont leur importance : l'écart des richesses et les barrières entre classes sociales sont plus prononcées qu'en France, mais il n'y a pas, dans la mentalité anglo-saxonne, la moindre trace de « lutte des classes ». En outre, un sens de la communauté (et un sens civique) extrêmement développé, le fait que plus de 67 % des Britanniques sont propriétaires de leur logement, jouent en faveur de la préservation de l'habitat et limitent les effets de la violence. A Londres cependant, et dans les principales villes britanniques, la notion de « village » est une réalité : le prix des habitations entretient des variations très importantes selon les quartiers.

Ce paysage urbain ne constitue pas, loin de là, un antidote à la violence. Lorsque, en septembre dernier, des scènes d'émouses se sont produites à Newcastle et dans d'autres villes du nord de l'Angleterre, les Britanniques se sont brusquement rappelés que le problème de ces quartiers dévotés des « ghettos sociaux » n'est le chômage, la violence et la désintégration sociale trouvée un terrain favorable, n'était pas résolu.

La « satellisation » de Londres

Bien que la relation entre chômage et violence fasse l'objet d'une polémique jamais éteinte, certains faits s'imposent : à Meadow-Well, les jeunes loubards sont souvent des chômeurs de la « troisième génération ». Les violences de 1991, comme celles qui s'étaient déroulées dix ans plus tôt à Londres, Birmingham et Liverpool, ont servi de caisse de résonance et engendré une nouvelle détermination des pouvoirs publics à « satelliser » la capitale. On parlait de « satellisation » de Londres, de villes « nucléaires », censées devenir des pôles industriels. Mais le remède s'est révélé trop performant, et la capitale s'est vidée d'une partie de sa substance.

Dans le climat de hantise de reconstruction de l'après-guerre, la Grande-Bretagne s'est livrée à plusieurs expériences en matière d'urbanisation.

Pour maximiser la densité de population, deux priorités avaient été retenues : rapidité et moindre coût. La politique de création de villes nouvelles, lancée en 1947, a, d'autre part, montré ses limites : elle est très officiellement abandonnée en mars de cette année. Environ 45 villes nouvelles auront été créées, dont 14 autour de Londres. Il s'agissait alors d'enrayer la croissance de la capitale. On parlait de « satellisation » de Londres, de villes « nucléaires », censées devenir des pôles industriels. Mais le remède s'est révélé trop performant, et la capitale s'est vidée d'une partie de sa substance.

A Glasgow, bien des experts s'affrontent pour dresser un bilan de la zone de Govan, longtemps un foyer de criminalité et de chômage. Une politique « différente » basée sur une approche coordonnée des maux de la ville a été entreprise : dont les résultats sont indéniables, criminalité et chômage ont baissé, mais au profit d'une gestion très « sécuritaire » de la cité. Les expériences et les échecs ont, dans l'ensemble, convaincu le gouvernement de renoncer à une planification globale, aux grands projets. L'accent est mis aujourd'hui sur une approche empirique et pluridisciplinaire des problèmes de la ville, basée notamment sur une étroite collaboration avec l'industrie privée.

LAURENT ZECCHINI

هكذا من الضحل

ÉCONOMIE

BILLET

Les mécomptes de l'électricité privée

Les consommateurs britanniques n'ont rien gagné à la privatisation de l'électricité. C'est, en résumé, la conclusion d'un rapport que viennent de publier des parlementaires britanniques de tous bords.

Génants pour l'actuel gouvernement conservateur qui avait lancé l'opération de privatisation à grand renfort de trompes à la fin 1990, ce jugement négatif risque de n'être pas très bien accueilli à Bruxelles, où certains responsables souhaitent déléguer le secteur de l'énergie en s'inspirant de l'exemple britannique.

La réforme décidée à l'époque par M^{re} Margaret Thatcher a consisté à faire éclater le puissant CEBG - l'équivalent britannique d'EDF - en une douzaine de sociétés de production et de distribution d'électricité désormais concurrentes. Libre au consommateur, qui devait être le principal bénéficiaire de ce changement, de s'adresser à l'une ou à l'autre.

Appliquée progressivement, la déréglementation de l'électricité ne concernait jusqu'ici que les gros consommateurs industriels. Désormais, ceux-ci ont à leur disposition un marché « spot » de l'électricité où est fixé chaque jour, demi-heure après demi-heure, et en fonction de l'offre et de la demande, un prix d'équilibre. Un industriel britannique peut donc acheter au producteur de son choix une électricité qui lui sera livrée, moyennant rémunération, par le compagnon régionale de distribution dont il dépend.

Parfait sur le papier, le système n'a pourtant pas donné les résultats escomptés. Les gros consommateurs d'électricité en particulier - comme les chimistes - ne bénéficient plus de tarifs aussi intéressants que par le passé. Et beaucoup de contrats de fourniture à long terme, ajoutent les parlementaires britanniques, se négocient à l'écart du marché « spot » dans des conditions obscures.

Au-delà de l'aspect tarifaire, deux autres critiques sont faites au système. Son coût administratif est très élevé puisque le distributeur n'est plus forcément le producteur. En outre, les compagnies d'électricité sont soupçonnées de privilégier leurs actionnaires au détriment des consommateurs en n'investissant qu'au compte-gouttes.

En 1998, la déréglementation doit en principe être étendue à l'ensemble des consommateurs britanniques. C'est alors que l'on pourra dresser un bilan définitif d'une réforme qui pourrait demain être exportée sur le continent.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Après avoir pris le contrôle de l'Ardennais, grâce à un rachat d'actionnaires par le groupe toulonnais l'Est républicain (le Monde du 11 mars), le groupe Hersant vient de prendre le contrôle des deux quotidiens régionaux appartenant au groupe Amaury, le Maine Libre (Le Mans) et le Courrier de l'Ouest (Angers). Le personnel de ces deux titres devrait être informé au début de la semaine prochaine, au comité d'entreprise, du détail de cette cession.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais selon diverses sources, il devrait se situer aux alentours de 250 millions de francs. Le Maine Libre affichait en 1990 une diffusion de 55 150 exemplaires, tandis que le Courrier de l'Ouest annonçait une diffusion de 109 041 exemplaires, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD). Ensemble, les deux titres ont réalisé, en 1990, un chiffre d'affaires de 320 millions de francs et un bénéfice de 4,7 millions. M. Yves de Chaisemartin, directeur général de la Socpresse, holding du groupe Hersant, s'est engagé à maintenir la politique rédactionnelle du Courrier de l'Ouest et a confirmé M. Jean-Marie Desgrès du Lot dans ses fonctions de PDG. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a dénoncé cette nouvelle prise de contrôle par le groupe Hersant : « La fuite en avant continue (...) le pluralisme des titres diminue, les pages communes se multiplient et les bureaux locaux des journalistes sont regroupés sur des bases réduites ».

La cession de ces deux titres régionaux par le groupe Amaury, qui publie en outre l'Équipe et le Parisien, correspond à la stratégie déclarée de M. Jean-Pierre Courcol, directeur général du groupe, qui avait remplacé M. Mario Desprez en 1990. Alors que M. Desprez préférait voir le groupe Amaury marcher sur deux jambes - la presse et les activités sportives, comme le Tour de France, et la presse quotidienne régionale et locale, - M. Courcol a décidé de privilégier le premier axe, tout en conservant bien sûr le Parisien, joyau historique du groupe fondé par Emile Amaury.

L'enjeu de « France-Soir »

L'an dernier, le groupe avait déjà lancé une consultation pour le rachat de ses deux titres régionaux (le Monde du 14-15 avril 1991). M. Hersant avait alors proposé 200 millions de francs mais, d'autres groupes de presse, comme Ouest-France ou le britannique Reed International, étaient aussi intéressés. L'affaire ne s'était pas faite. M. Philippe Amaury, PDG du groupe, ayant mis la barre à 250 millions de francs. Du coup, le Courrier de l'Ouest et le Maine Libre étaient restés dans l'escarcelle du groupe.

Ce dernier avait accueilli sa participation dans le journal d'Angers et avait mis au point un plan de développement des deux titres, sur lequel travaillait encore il y a peu la direction du groupe. Il était

prévu un plan social et industriel et un regroupement des deux journaux faisant du Courrier de l'Ouest la locomotive. Mais une nouvelle proposition de M. Hersant a incité M. Amaury à se débarrasser de ses deux quotidiens régionaux. Le groupe va donc continuer à se développer sur le plan des activités sportives - il a pris le contrôle récemment de Thierry Sabine Organisation - et dans la presse de ce secteur, éventuellement, à l'étranger. Mais on prête aussi à M. Amaury le désir de racheter au groupe Hachette, en difficultés financières, les 25 % qu'il détient chez lui. Enfin, des négociations entre M. Hersant et M. Amaury ont eu lieu, avec pour enjeu France-Soir. Des rumeurs font état d'un dépôt de bilan du journal dans les semaines qui viennent. Le groupe Amaury pourrait être intéressé par le rachat du principal concurrent du Parisien.

Le rachat du Courrier de l'Ouest et du Maine Libre permet quant à lui de renforcer le groupe Hersant dans l'Ouest, où il ne dispose actuellement que de Presse-Océan et de l'Éclair à Nantes et de la Liberté du Morbihan à Vannes. Le réseau de titres qu'il possède dorénavant dans cette région devrait lui permettre de faire face au premier quotidien français, Ouest-France, en attirant davantage de publicité et en rationalisant ses installations.

YVES-MARIE LABÉ

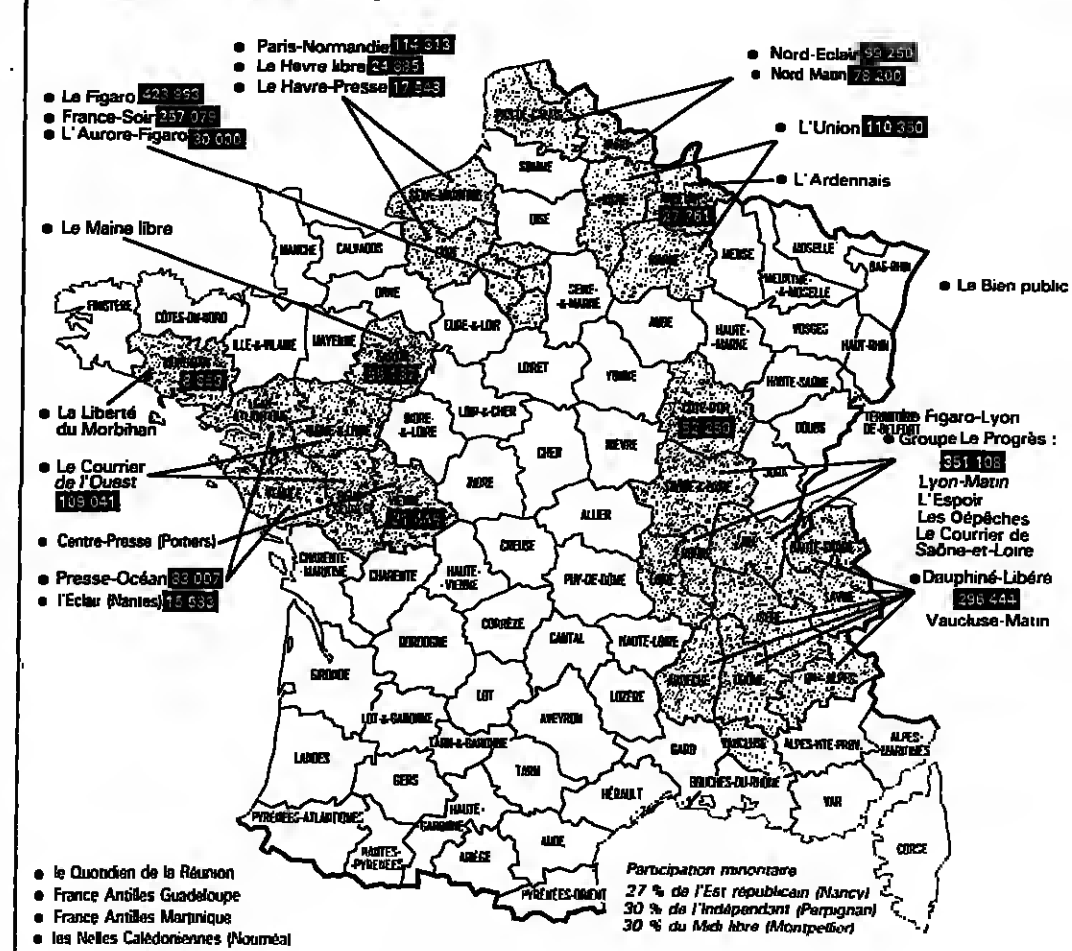
Le pluralisme en danger

Suite de la première page

Depuis cette loi, le magnat de la presse française a les mains libres, si tant est qu'il ait été gêné avant elle. Le seul frein à son ascension a été la loi Mauroy-Filloude de 1984, qui se voulait une réponse à la progression de ce groupe, en adaptant la législation anti-trust de la Libération (ordonnance du 26 août 1944). La bagarre droite-gauche sur ce thème fut homérique. En réplique, M. Hersant se plaça d'abord dans l'illégalité en janvier 1986 en rachetant le Progrès (Lyon) à M. Jean-Charles Lignel. Et la loi « pour la transparence et le pluralisme de la presse » lui la première abrogée par la majorité de cohabitation. Le « papier » était récompensé de l'appui constant apporté à la droite depuis 1981... Dès lors, le juge Claude Grellier, chargé de l'instruction du dossier Hersant, pour infraction à la législation de 1944 - une procédure entamée en 1977 - ne pouvait que décider « l'extinction de l'action publique » (janvier 1987). Fin des tracasseries pour le patron du Figaro.

Et fin des tentatives, parfois maladroites, pour stopper la dérive de la presse française vers la conception mercantile qui prévaut aujourd'hui. L'idée que l'information est une denrée spéciale, nécessaire ou non exercée de la démocratie, qu'elle doit être protégée des

Diffusion totale 1990 :



influences financières et politiques (2) et que le pluralisme doit être sauvegardé au nom de l'intérêt général, paraît désormais rangé au musée des vieilleries. Une curiosité, dont seules quelques buttes-moines rappellent encore l'existence.

Le réalisme entrepreneurial des années 80 et 90 a au contraire fait triompher une « philosophie » beaucoup plus en phase avec son temps, accentuée par la montée des groupes multimédias : l'information est une marchandise comme une autre. Seules les lois du marché doivent servir de régulateur. M. Robert Hersant s'est inscrit dans cette logique dominante avant les autres. Précurseur, il exploite aujourd'hui les positions qu'il a édifiées.

Une situation qui pourrait, même en l'absence de législation spécifique sur la presse, faire l'objet d'une enquête du Conseil de la concurrence. Dans cette optique, la pérennité d'un titre, sa spécificité, son équipe rédactionnelle, la qualité de l'information ne sont pas des facteurs essentiels. On parle désormais de « ciblage », de « cibler » des lecteurs, en matière de presse quotidienne, n'est pourtant pas un modèle de gestion. La plupart de ses titres en province connaissent une érosion permanente. Certains quotidiens disparaissent - l'Aurore fusionnée très

Hors la loi ?

En prenant le contrôle ces jours-ci de trois nouveaux quotidiens régionaux ou départementaux d'information politique et générale - l'Ardennais, le Courrier de l'Ouest et le Maine Libre - et en accélérant ainsi le phénomène de concentration de la presse écrite, M. Robert Hersant contrevient-il aux dispositions de la loi du 1^{er} août 1986, reprises dans la loi du 27 novembre 1986 après intervention du Conseil constitutionnel ?

La loi interdit à un groupe de personnes physiques ou morales de contrôler, directement ou indirectement, plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens nationaux et régionaux d'information. En cas d'infraction à cette règle, l'appartenance à la communication, M. Georges Klejman, de saisir son collègue de la justice et à ce dernier de saisir le Parquet.

En cas de constat d'infraction, l'article 12 de la loi prévoit une condamnation de deux mois à un an de prison et une amende de 10 000 francs à 200 000 francs ou au plus l'une de ces deux peines.

Selon M. Hersant, la totalité de la diffusion des quotidiens nationaux et régionaux de son groupe atteindrait 23,5 % de la diffusion totale des quotidiens français. L'examen des chiffres de l'OJD (Office de justification de la diffusion) et les estimations de l'Institut Médias semblent lui donner globalement raison.

En 1990, l'ensemble de la diffusion des trois quotidiens nationaux (le Figaro et le Progrès-Aurore, France-soir) et de la vingtaine de quotidiens régionaux et départementaux qu'il contrôle désormais (de Paris-Normandie au Maine Libre, à l'Ardennais et au Courrier de l'Ouest) atteint 26,4 % du total (contre 24,2 % en 1988).

En se fondant sur ses propres calculs, le Service juridique et technique de l'information (SJT) estime pour sa part que le groupe Hersant ne franchit pas la barre des 30 % même si, y précise-t-on, « tous les journaux du groupe n'ont pas une diffusion vérifiée par l'OJD ».

Y. M. L.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

Nouvelle pression des Etats-Unis pour conclure l'Uruguay Round

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le président George Bush vient d'écrire à M. Jacques Delors afin d'essayer de relancer l'Uruguay Round et de parvenir si possible à une conclusion des négociations commerciales multilatérales, entamées il y a six ans, pour l'échéance du 15 avril. Cette lettre, transmise mardi 10 mars par le secrétaire d'Etat M. James Baker, de passage à Bruxelles, est accompagnée de nouvelles propositions concernant le volet agricole le plus ardu de la négociation.

Apparemment les Américains consentent un geste dans le sens souhaité par la Communauté européenne : ils proposent d'élargir la « boîte verte », c'est-à-dire la liste des versements aux agriculteurs qui sont supposés ne pas avoir d'influence déterminante sur le niveau de la production et qui, pour cette raison, seront dispensés de la réduction progressive du soutien qui devrait être décidée à l'issue de

l'Uruguay Round. Mais les Etats-Unis ne tiennent pas compte de deux autres exigences de la CEE : d'une part son refus de s'engager à limiter le volume de ses exportations subventionnées, d'autre part son souci de pouvoir « rééquilibrer » son régime d'importations de céréales, autrement dit d'être autorisée à percevoir des droits sur ses importations de produits de substitution des céréales. Ces nouvelles propositions risquent de placer la France en porte à faux, ce qui, tactiquement, ne peut que réjouir Washington : les Français, qui plaident pour une maîtrise de la production des céréales par le truchement de baisses des prix, ne sont pas favorables à une « boîte verte » trop large.

PHILIPPE LEMAÎTRE

LA TERRE EST IMMOBILE ?
DES HOMMES ILLUSTRES L'ONT CRU

LA TERRE EST PLATE ?
DES HOMMES ILLUSTRES L'ONT CRU

TEASER

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Dégradation de la situation économique

Au Liban, la ruée vers le dollar accentue la flambée des prix

Au Liban, le dollar est roi et a remplacé la livre libanaise pour les achats quotidiens, sans que cependant les salaires soient tous versés en billets verts. La flambée du dollar, la baisse de la livre, accompagnées d'une inflation gommant les fortes hausses de salaires, ont motivé une grève, plus suivie que d'habitude. Une cellule de crise gouvernementale a été constituée, mais l'on n'a pas beaucoup d'espoir qu'elle puisse juguler cet emballement monétaire.

BEYROUTH

de notre correspondant

La situation se dégrade au Liban. Ce n'est plus une question de sécurité, les difficultés aujourd'hui sont politiques, sociales et économiques. Dans le pays, faut-il le rappeler, le dollar est roi. Ce n'est pas d'un appartement à celui d'une boîte de conserve au supermarché, du magasin de grand luxe au boutiquier du coin, tout se traite depuis maintenant cinq ans en billets verts; sauf les salaires, en partie.

Le phénomène est si bien entré dans les mœurs que, malgré le contrôle de la banque centrale et la longue stabilisation de la livre libanaise, le retour à la monnaie nationale est encore très limité. La ruée

vers le dollar a repris dès que les autorités monétaires ont été contraintes, par l'ameolement de leurs réserves, à cesser d'intervenir pour stabiliser les changes. La livre s'est retrouvée en chute libre, perdant en une courte semaine, de lundi à jeudi, 37 % de sa valeur, avec un dollar qui est passé pratiquement du jour au lendemain de 880 à 1 200 livres libanaises.

Consternation et grève

Les prix grimpaient au moins aussi vite et souvent plus encore, ce qui gommait quasiment la hausse des salaires de 50 % à 60 % accordée la semaine précédente aux employés du secteur privé. Frappés de consternation, les salariés, à l'appel de la Confédération générale des syndicats, ont déclenché une grève vendredi 6 mars, bien plus suivie que d'habitude au Liban, toutes régions – chrétiennes, musulmanes, Beyrouth Nord et Sud – confondues. Or, à la veille, les dirigeants syndicalistes avaient observé un *sit-in* devant le siège de la présidence du conseil. Des manifestations auront lieu jeudi prochain si entre-temps une solution à la crise n'a pas été trouvée.

Or on ne voit pas d'issue possible. Ni une baisse du dollar ni une nouvelle augmentation des salaires dont l'effet inflationniste serait immédiat ne sont envisageables. Le gouvernement a bien formé une

cellule de crise mais elle ne pourra, au mieux, que contenir le dollar à son niveau actuel et contrôler plus ou moins la baisse des prix déjà intervenue.

L'Etat dans son ensemble – gouvernement et Parlement réuni – n'inspire d'ailleurs guère confiance à l'opinion publique outrée par ce qu'elle appelle les gesticulations des responsables politiques. C'est d'ailleurs le gouvernement qui a provoqué – et le Parlement qui a amplifié – l'actuelle crise en gonflant inconsidérément le budget et en revalorisant de façon excessive les traitements d'une administration publique inefficace, chaotique et corrompue.

Le gouvernement a eu beau retirer le budget pour le comprimer, ramenant l'impasse de plus de 60 % à 46 % et annuler certains avantages alloués aux fonctionnaires, rien n'y fit, la machine monétaire s'était emballée. Il est vrai que d'autres facteurs ont détérioré la situation: les troubles au Sud, la faiblesse des investissements notamment en provenance des Libanais de l'étranger, et enfin, la rareté de l'aide extérieure que le chef du gouvernement impute d'ailleurs publiquement à une volonté américaine de faire pression sur le pays à l'occasion des négociations de paix.

LUCIEN GEORGE

SOCIAL

Après trois années de fonctionnement

La Commission d'évaluation souhaite un « second souffle » pour le RMI

La Commission nationale d'évaluation du RMI a remis mercredi 11 mars au premier ministre son rapport de synthèse sur les trois premières années d'existence du revenu minimum d'insertion (RMI). La Commission estime nécessaire d'améliorer les conditions d'insertion des bénéficiaires et d'étendre, sous certaines conditions, le RMI aux moins de vingt-cinq ans.

Chargée de dresser un bilan complet du RMI, la Commission nationale d'évaluation souligne qu'au cours de ses trois premières années d'existence, ce dispositif de lutte contre la pauvreté a touché 950 000 personnes, soit près de deux millions avec les ayants-droit. Bien que l'Etat ait consacré 12 milliards de francs au titre des allocations pour la seule année 1991 (« le Monde de l'économie » du 28 janvier), « il convient de relativiser le poids du RMI au sein du système de protection sociale », précise d'emblée l'étude. Au total, les dépenses correspondantes représentent moins de 1 % du budget social de la nation.

Tout en précisant que le montant moyen du RMI est de 1 336 francs par mois (12 185 francs par an au maximum pour une personne seule), la Commission indique que la moitié des allocataires (567 000 à la fin 1991) n'ont aucune autre forme de ressources. Selon elle, « le RMI se situe très en retrait de ce que l'opinion tiendrait pour un minimum vital ».

Principale originalité du RMI, le volet de l'insertion – mise en œuvre par les collectivités locales – reste aussi son point faible. Environ 60 % des allocataires sont inscrits dans une démarche de « suivi social » mais, en un an d'observation, seuls 15 % d'entre eux ont bénéficié de mesures d'insertion professionnelle prévues par les « plans emploi » du gouvernement. Quant à ceux qui sortent du RMI, le rapport est clair: l'insertion dans un emploi est encore très limitée. Au point que l'étude estime que le RMI « ne peut conduire à l'intégration socio-économique réelle sans une politique nationale de l'emploi marquant fortement des priorités en direction des publics les plus en difficulté ».

Ces limites du RMI ont amené la Commission à consacrer la dernière

partie de son rapport à des propositions de modifications. « Un second souffle est nécessaire », note la Commission présidée par M. Pierre Vanlerenberghe, afin d'éviter que le RMI ne soit considéré « comme un aboutissement de l'itinéraire des exclus ». Les modifications suggérées par la Commission, portant essentiellement sur les difficultés d'insertion, la couverture malade, la simplification du calcul d'allocation et l'élargissement de l'organisation locale du dispositif. De même, le texte recommande que les moins de vingt-cinq ans puissent percevoir le RMI « à titre tout à fait provisoire (pour une durée de trois à six mois), et dérogatoire ». Cet élar-

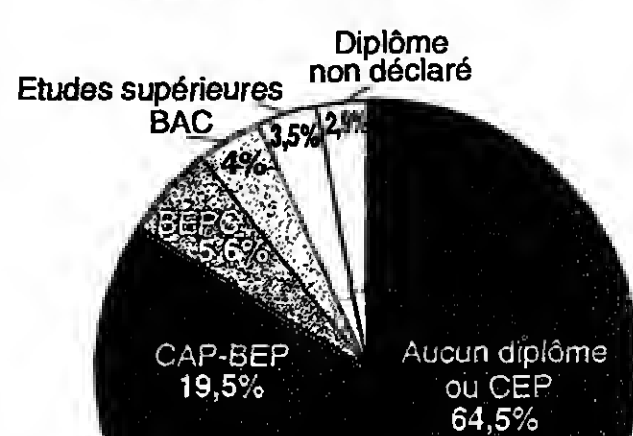
gissement devrait concerner « les jeunes particulièrement démunis », soit 10 000 à 15 000 personnes par an.

Ces propositions, qui seront transmises dans les jours qui viennent au Parlement, pourraient être intégrées dans un nouveau projet de loi discuté lors de la session de printemps. En effet, la loi du 1^{er} décembre 1988 instituant le RMI n'a été votée que pour une durée limitée. Elle doit être prolongée par de nouvelles dispositions législatives avant le 1^{er} janvier 1993.

OLIVIER PIOT

Un faible niveau de formation

Allocataires du RMI en 1991



Source: Enquête CERC

La grande majorité des allocataires du RMI ont, selon le CERC, un très faible niveau de formation: 64,5 % n'ont aucun diplôme ou seulement un certificat d'études primaires (CEP) – 39,5 % en moyenne des Français sont dans ce cas – et plus de la moitié d'entre eux sont considérés comme illettrés. A l'autre extrême, 7,5 % des bénéficiaires sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme d'études supérieures. Selon le CREDOC, cette proportion s'élèverait même à 12,7 %.

FINANCES

Comptes rémunérés

Les banques et Bercy pris au piège

« La Poste joue à l'apprenti-sorcier. Cette accusation parmi beaucoup d'autres résume bien le sentiment des banquiers après les indiscretions sur le lancement par La Poste d'un produit financier ayant le goût et la couleur d'un compte rémunéré ».

Pour éviter le pire, les banques font donner la grosse artillerie. L'heure est aux prédictions les plus sombres: « Si le gouvernement n'empêche pas cela, il met en danger le système bancaire et le circuit de financement du logement social en accélérant la décolle du livre A ». Pour l'AFEC (Association française des établissements de crédit), « la généralisation de la rémunération des comptes à vue devient inévitable... » Elle entraînera une forte élévation de la tarification des services bancaires », affirme la Caisse nationale du Crédit agricole. Les banques crient au loup et Bercy cherche une sortie honorable.

Tout cela pour un ersatz de compte rémunéré baptisé « Liberté » alors qu'une dizaine d'établissements financiers proposent des produits similaires (Cortal depuis 1987). La législation française a beau interdire la rémunération des comptes courants, on compte aujourd'hui au moins une quinzaine de banques s'en approchant. Mais, nuance de taille avec « Liberté », ces pseudo-comptes rémunérés s'adressent à une clientèle très différente. Cortal, le Crédit mutuel de Bretagne, la Caixa bank, la Citibank, l'Alé-Marron, Robeco et Américan Express ont conçu des produits haut de gamme. Ils imposent des frs et des versements de départ importants (de 20 000 à 50 000 francs en moyenne).

« Liberté », s'il voit le jour – ce qui est normalement prévu pour la fin du mois –, fonctionne selon

une logique très différente. On retrouve la patte de son concepteur, le « sorcier » de La Poste, transfuge du Crédit agricole, M. Jacques Lenormand. Cette fois la rémunération est importante, de l'ordre de 7 %.

Les tenants minimaux de dépôt (1 000 francs) et de prélèvement (500 francs) en font résolument un produit de masse. Il fonctionne à partir de versements automatiques du compte-chèque postal vers un compte rémunéré investi en parts de fonds monétaire. Mais il n'y a pas de prélèvement automatique, en revanche. Le client décide du montant minimal d'argent qu'il veut conserver sur son compte en fin de mois et aussi du montant qu'il veut épargner chaque mois. Si le compte est suffisamment approvisionné, le transfert est automatique, sinon il n'a pas lieu. Argument commercial massif: les frais de gestion, d'entrée et de sortie sont nuls.

Le précédent d'« Evolys »

Et en plus, La Poste ne part pas dans l'inconnu. Avec ses dix-sept mille guichets, elle a déjà à son actif le précédent fameux du succès d'« Evolys ». A grand renfort de publicité, La Poste a lancé à la fin de l'année dernière un fonds de placement garanti sous ce nom. Divine surprise: elle a ainsi collecté en quelques semaines 11 milliards de francs et « Evolys 2 » a déjà ramassé 3 milliards. Indignation des banques. La Poste devient un vrai concurrent mais ne se bat pas avec les mêmes armes. Elle dispose d'un réseau de service public qui n'a aucune des contraintes réglementaires des banques et profite de son monopole de distribution du courrier pour vendre ses produits financiers. L'extension des services financiers de La Poste est l'objet depuis plusieurs mois d'un débat acharné, mais le ministère des finances ménageant la chèvre et le chou n'a pas

un peu déposé par l'ampleur de la polémique. La Poste adopte aujourd'hui un profil bas et en reste au commentaire officieux. « Liberté » n'est pas un compte rémunéré, ce n'est pas une machine de guerre. L'objectif n'est pas de vider les CCP (comptes-chèques postaux), mais au contraire de les remplir en attirant de nouveaux clients.

Dans la bataille, les armes de La Poste sont la rapidité et l'effet d'annonce. On lui a refusé l'extension de ses services financiers et en particulier la distribution de crédits; elle jette un pavé dans la mare. Certains n'hésitent pas à porter de « coup médiatique ». Le ministère des finances a d'autant moins apprécié qu'il a été prévenu de l'existence de « Liberté » le jour de l'annonce de son lancement dans la presse. La Rue de Bercy a le sentiment de se faire forcer la main. La Poste mise résolument sur l'opinion publique, relayée éventuellement par des parlementaires. Glissade sur le terrain politique dont le ministère des finances ne veut surtout pas, mais qui deviendrait inévitable si la concurrence à outrance entre La Poste et les banques débouchait sur une facturation des chèques. Car les banques, qui reconnaissent avoir dans leur tiroirs des « Libertés » prêts à l'emploi, n'auraient de toute façon pas le choix. Une rémunération à 5 % d'un tiers de leurs dépôts à vue (1 050 milliards de francs au lieu de 150 milliards pour La Poste) leur coûterait la bagatelle de 17,5 milliards de francs!

La situation débouche sur un vrai casse-tête pour le ministère des finances. Sur le plan juridique, « Liberté » semble inattaquable. Mais La Poste peut être soumise à l'agrément ministériel quand elle met sur le marché de nouveaux produits. Comment trancher? Il reste, il est vrai, la solution d'attendre et de donner du temps au temps.

ÉRIC LESER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANK OF CREDIT AND COMMERCE INTERNATIONAL LIQUIDATION

AVIS AUX CRÉANCIERS

Nomination de liquidateurs

La 3 janvier 1992 le 6ème Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg a nommé M. B. Smouha, de la firme Touche Ross & Co, Londres, et MM. G. Boden et J. Roden, avocats à Luxembourg, liquidateurs conjoints de Bank of Credit and Commerce International S.A. (« BCCI SA »). Une ordonnance de liquidation concernant BCCI SA a en outre été prononcée par le Haute Cour d'Angleterre le 14 janvier 1992. Le même jour, MM. C. Morris, J. P. Richards, N. R. Lyle et S. J. Akers, tous de Touche Ross & Co, Londres ont été nommés liquidateurs conjoints de BCCI SA par le Secrétaire d'Etat pour le Commerce et l'Industrie en vertu de la Section 137 de la loi sur l'insolvabilité de 1986 (Insolvency Act 1986).

Le 14 janvier 1992 le Grand Tribunal des Iles Cayman a nommé I. A. N. Wight, R. E. Axford et M. W. Mackey de la firme Deloitte Ross Tohmatsu, Iles Cayman, comme liquidateurs officiels de Bank of Credit and Commerce International (Overseas) Ltd (« BCCI Overseas ») et de Credit and Finance Corporation Limited (« CFC »).

Dispositions proposées pour la mise en commun du patrimoine et accords proposés avec les actionnaires majoritaires.

Les liquidateurs de BCCI SA, BCCI Overseas et CFC sont en train de procéder à l'envoi de lettres donnant un résumé:

- des dispositions proposées selon lesquelles le patrimoine de BCCI Holdings (Luxembourg) S.A. (« Holdings ») et de ses filiales BCCI SA, BCCI Overseas et CFC, y compris les succursales de BCCI SA et BCCI Overseas, sera mis en commun et distribué aux créanciers au prorata de leurs créances.
- des accords proposés avec le gouvernement d'Abu Dhabi agissant pour le compte des actionnaires majoritaires de Holdings, selon lesquels le gouvernement d'Abu Dhabi fera un apport de capitaux en vue de leur distribution (sous certaines conditions) aux créanciers chirographaires de BCCI SA, BCCI Overseas, CFC et Holdings.

La Haute Cour de Londres examinera s'il y a lieu d'approuver les dispositions de mise en commun du patrimoine proposées et les accords proposés avec le gouvernement d'Abu Dhabi lors d'une séance qui aura lieu le 8 avril 1992. Les tribunaux de Luxembourg et des Iles Cayman examineront s'il y a lieu de donner ces approbations lors de séances qui auront lieu respectivement le 28 avril 1992 et le 30 avril 1992. Les créanciers pourront assister ou se faire représenter à ces séances.

Si un créancier n'a pas reçu la lettre susvisée et ses annexes d'ici le 21 mars 1992 ou s'il requiert des informations complémentaires ou s'il a l'intention d'assister ou d'être représenté aux séances des tribunaux, il devra s'adresser, dans le cas de BCCI SA au « Liquidators' Global Creditors' Group », P.O. Box 250, 100 Leadenhall Street, London EC3A 3AD, Royaume Uni, dans le cas de BCCI Overseas et CFC aux « Liquidators », P.O. Box 1359, Fort Street, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, Antilles Britanniques.

Comité des créanciers

Un Comité des créanciers a été mis en place par le Tribunal de Luxembourg. En Angleterre il a été mis en place un comité des créanciers ad hoc. Ces comités seront consultés sur les dispositions de mise en commun du patrimoine proposées et sur les accords proposés et il sera rendu compte de leurs vues aux tribunaux compétents. Aux Iles Cayman il est proposé qu'un comité des créanciers soit mis en place à la suite de la séance du tribunal du 30 avril 1992. Tout créancier désirant être mis en contact avec des membres du comité des créanciers luxembourgeois ou du comité des créanciers britannique est prié de s'adresser, pour le Luxembourg au Comité des Créanciers de la BCCI, 25c Boulevard Royal, Boite postale 46, 2010 Luxembourg, pour l'Angleterre au « BCCI Creditors' Committee », P.O. Box 550, 100 Leadenhall Street, London EC3A 4AD, Royaume Uni.

Soumission des créances

Les liquidateurs écriront séparément aux créanciers avant le 30 mars 1992 en ce qui concerne la procédure à suivre pour faire valoir les créances (y compris les formulaires de preuve spéciale de créance) et il n'est pas nécessaire que les créanciers s'adressent aux liquidateurs actuellement pour faire valoir leurs droits.

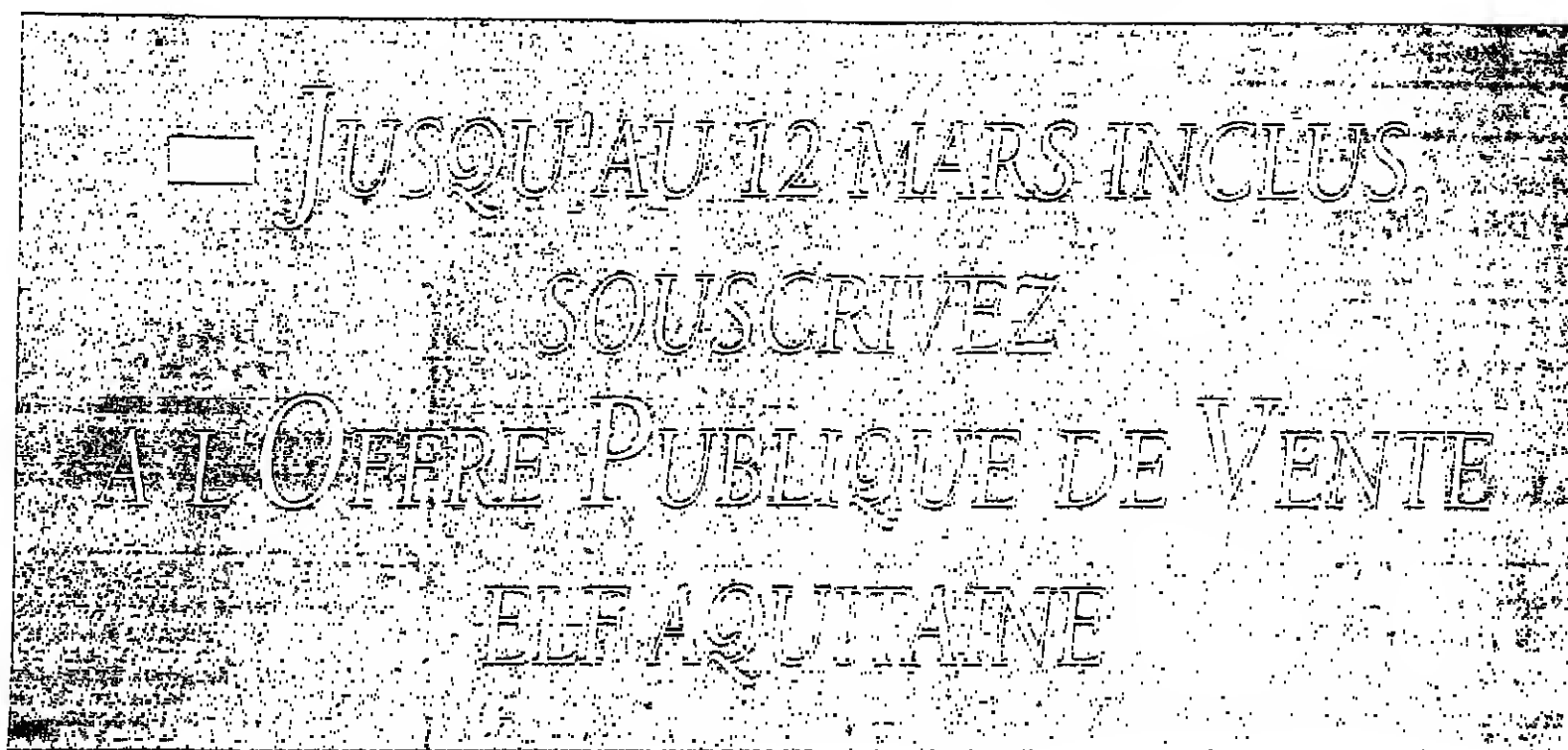
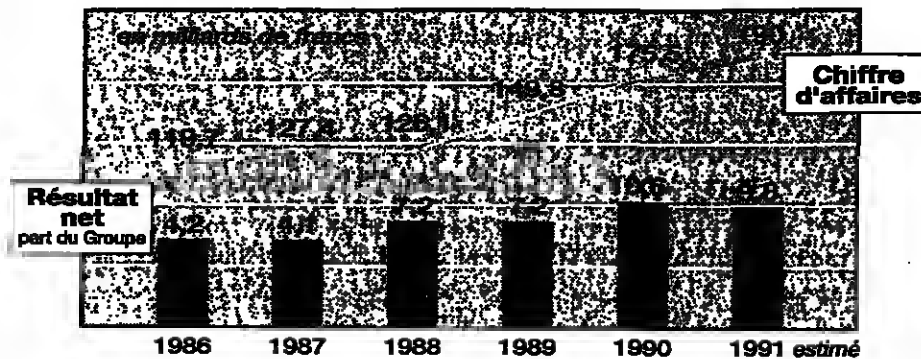
Cet avis s'applique SEULEMENT à BCCI SA et BCCI Overseas et leurs succursales et à CFC.

LES LIQUIDATEURS CONJOINTS DE BCCI SA, BCCI OVERSEAS ET CFC.

مكتبة من الأصول

ELF AQUITAINE est un groupe industriel à la dimension et aux ambitions mondiales.

Première entreprise industrielle française, première capitalisation boursière à Paris, un des dix premiers pétroliers mondiaux, ELF AQUITAINE est aussi, pour ses actionnaires, un dividende en progression et un titre dont les performances dépassent celles du marché depuis 1988.



AU PRIX DE 360 F L'ACTION

Mise en vente de 2,3 % du capital d'ELF AQUITAINE.
Offre Publique de Vente en Bourse de Paris de 3.380.000 actions jouissance 1^{er} janvier 1991.
Ces actions peuvent être achetées à votre banque,
votre société de bourse, à La Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Le prix de vente est net de tous frais pour les acquéreurs. Il a été fixé après avis de la Commission d'Évaluation des Entreprises Publiques qui s'est prononcée sur la valeur minimale de la Société et il a fait l'objet d'un communiqué du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget le 9 mars 1992.

Toute personne physique ou morale a la faculté d'émettre un ordre d'achat.
L'offre et la vente initiales des actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées dans le cadre de l'U.S. Securities Act of 1933. Sous réserve de certaines exceptions, ces actions ne peuvent être offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique, ni aux ressortissants américains.

Conformément à l'article 17 du règlement 89-03 de la COB un communiqué, soumis à l'appréciation de la COB, a été publié en date du 05.03.1992 dans la presse. Un document de référence a été enregistré auprès de la COB le 16 avril 1991 sous le n° R 91-003; une note d'opération a reçu en date du 10 juin un visa de la COB. Des exemplaires sont disponibles auprès de la Société.

COURS MOYENS DE L'ACTION

12 mois 1991 : 355,04 F 6 derniers mois 1991 : 382,92 F Depuis le 1.01.1992 : 378,43 F

Pour toute information sur la Société

N° VERT : 05.05.11.11

MINITEL : 36 16 CLIFF

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

Le Monde des Carrières

ASSISTANTE DE DIRECTION Pour Institution Financière de premier plan

Responsabilités

La titulaire de ce poste devra assurer les fonctions d'assistance, de secrétariat et de documentation du Responsable du Service Prospective.

Profil

- Une expérience des techniques du secrétariat de direction
- Une parfaite connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand
- La maîtrise des logiciels courants de bureautique (Word, Excel)
- Un esprit ouvert et dynamique
- Une grande disponibilité
- Expérience internationale appréciée
- Nationalité CEE

Statut

- Cadre
- Envoyer CV à l'att. de M. Chrétien
Fax 40-57-75-75 ou écrire à G 8
5, rue Mazarine, 75006 PARIS

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE UN INGENIEUR HYDRAULICIEN A TOULOUSE

A la tête d'une petite équipe, vous prenez la responsabilité des grands aménagements (barrages). En relation avec les maîtres d'ouvrages, vous assurez un suivi technique et financier des réalisations, vous optimisez la gestion des ressources en eau.

Ingenieur avec une spécialisation en hydraulique (NAP, ENPE...), une mission passionnante saura vous motiver et mettre en valeur votre potentiel. Une expérience de 2 à 3 ans serait un plus.

Envoyez à notre conseil, Bernard LEGOUER (n° 3304 LM)



SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE située à COLLÈGIEN (Marne-la-Vallée) recherche ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) EXPORT

Trilingue anglais/allemand
Expérience souhaitée 5 à 10 ans
Poste à pourvoir immédiatement
Envoyer CV et prétentions à
AERECO 21 - 77090 COLLÈGIEN

ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE recrute

**UN ENSEIGNANT CHERCHEUR
EN « GESTION DE L'INFORMATION MÉDICALE »**
pour développer des modules d'enseignement,
assurer des missions d'audit et d'expertise
auprès d'institutions sanitaires.

Expérience comme praticien hospitalier
et formation en gestion indispensables.

Résidence à RENNES
Contacter M. ARDITI. Tél. : 99-28-28-70

SOCIÉTÉ ÉTUDES MARKETING recherche

**DIRECTEUR
ÉTUDES QUALITATIVES PSYCHOLOGUE**
Ancienneté dans poste équivalent : 5/10 ans
GRANDE EXPÉRIENCE :

- du contact client (projet, présentation, conseil) ;
- encadrement de chargés d'études ;
- animation de groupes ;
- facilité de rédaction.

Envoyez CV, prétentions et photo. Réf. 8487
Le Monde Publicité, 15/17, r. du Col.-P.-Avia, 75002 Paris Cedex 15

FORMATION PROFESSIONNELLE

CONCEPTEUR DE SYSTÈMES D'INFORMATION ADMINISTRATEUR OU GESTIONNAIRE DE BASES DE DONNÉES

Cycle intensif réalisé par le C3E. Durée : 52 semaines. Prochaine session : 21 avril 1992. Prise en charge : ASSEDEC, Conseil Général, plan formation entreprise. Condition pour demandeur d'emploi : habiter Paris depuis + 1 an. Renseignements et inscriptions :

C3E 10, rue St Claude 75003 PARIS
TEL : 48.04.90.70

RECHERCHONS POUR VACANCES
PRINTemps ET ÉTÉ
DIRECTEURS ET ANIMATEURS (H/F)
25 ANS ENVIRON
SÉJOURS LINGUISTIQUES
ANGLETERRE/ALLEMAGNE
Profil : connaissance de l'anglais et du pays d'accueil ayant déjà expérience d'enseignement de langues à l'étranger.
Diplôme BAFA, BAPF ou en cours
Période V.D. obligatoire
Adresser cand., CV et photo
V.V.J.
38, av. Henri Barbusse
94400 VITRY-SUR-SEINE
Tél. : 46-80-85-17

LEC Association agréée de
séjours linguistiques rech.
PROFESSEURS
anglais/allemand.
salles ou autod.
Tél. (1) 42-87-75-75.

Bureau de traduction réputé
à Cologne - trad. - recherche
traducteurs freelance alle-
mand, anglais - français.
Spécialités : constructions
mécaniques, automobiles,
génie routier, chimie, écono-
mie, politique et autres.
PC compatible IBM, Word
5.0 etc. PAO éventuelle-
ment, moderne téléfax
Indispensables. M. Becker,
Fax : (19 481 221) 241707.

Société dans le secteur
parapharmaceutique rech.
Représentant commercial pour
la vente exclusive
de ses produits.
Personne avec expérience
des ventes disposée à se
déplacer toutes les semaines,
portant équipement possédant
voiture. Nous offrons :
formation, salaires et frais
+ commission. Candidats
intéressés, se présenter
avec cv. le 19 mars 1992
(avant 9 heures 12 heures),
à l'Hotel Chateau-Frontenac,
57, rue de la République,
75006 Paris.
Demander : Olivier Lacombe.

BOUTAUX
recherche
BAC + 2
BAC + 2
Poste de vendeur
PLV/cartonnage
Formation assurée
Boutaux à Villeneuve (93)
Contact : BOUTAUX
2 bis, avenue Molière
93250 Villeneuve
Tél. (1) 49-55-28-68

**DEMANDES
D'EMPLOIS**
DIRECTEUR GÉNÉRAL, qua-
drille, exp. vacées à
l'étranger, recherche
direction en R.P. ou mandats
spécifiques.
Tél. 48-04-03-38 ou écrire
sous n° 8488 au Monde
Publicité, 15/17, r. du Col.-
P.-Avia 75002 Paris.

J.F. rech. place secrétaire
exp. Machinist WORLD 4.
Excel, TTX, Classement, archi-
vage, accueil, etc. ENE
Lyon 2 ans. Ecr. n° 373 Cen-
trale d'annonces, 121, rue
Midi, 75002.

J.F. diplômé école de commerce
(ESG), infirmier, allemand-anglais,
recherche emploi.
Tél. : 41-10-99-75

HOTELLERIE-RESTAURATION
J.H. 32 ans, 10 années
d'expérience réussie dans la
restauration, cherche poste à
responsabilité ou gestionnaire
Étudie toutes propositions.
48-51-79-06 (répondre).
Jeune fille suisse cherche un
place au pair pour 2 mois (en-
fants/juillet) dans une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel touristique.
Justine Friedl.
Konradstrasse 6,
4828 Dürren/ Suisse.

DOCTEUR EN BIOCHIMIE
cherche emploi, études, tes
propos. sér. Tél. : 46-77-69-03.

H. 66 ans. Resp. du person-
nel. Paise, recrutement, rela-
tion avec parents. Ch. poste
fonction personnel. Sous réf.
8485 Le Monde Publicité,
15-17, rue du Col.-P.-Avia,
75002 Paris Cedex 15.

Périsseur 25 ans. Gde exp.
ch. place fixe ou temporaire.
Tél. : 1161-48-08-42.

Documentaliste qualifiée,
26 ans d'expérience prof.
ouverte à toute proposition.
Tél. : 45-08-57-23.

Femme 35 ans, d'origine
slovaque, exp. gestion d'un
centre de profit et mng. rech.
un emploi à Paris ou d'une Sté
travaillant avec la Pologne.
Ecrire sous n° 8497.
Le Monde Publicité.

J.F. 26 ans, relations publi-
ques dom. culturel. Motivée
Bac + 3. Trilingue, exp.
contacts, recherche emploi.
Tél. : 30-21-45-23.

Juriste, droit anglo-améri-
cain, 26 ans, relations publi-
ques, franc, anglais, espagnol.
Étudie toutes propositions.
Répondre sous n° 8498 au
Monde Publicité, 15/17, r.
du Col.-P.-Avia 75016 Paris

capitales
propositions
commerciales

Vende AFFAIRES
de MAUTISMES au SARL.
Concess. grandes marques de
bouteilles à monter. Gérance.
Maison, Ca 10 M. Rq. Val.
Contact par FAX 94-35-28-27

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
HALLES, 3 p. cit. 8^{es}, 4^e,
25 m² à rénover. 7^e ét.
pièce de t. Asc. 43-28-
32-77

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
3 PCE CUIS SÉPARÉE
Salle d'eau, wc.
POUTRES, SOLEIL
1150 000 F. 42-71-62-78.

4^e arrdt
M^e ST-PAUL, Imm. 17^e.
Belle studio 4 pièces. Haut.
3,40 m a/plaf. Cuis. et ch.
Carrefoir. Mezzanine.
550 000 F. 48-04-35-35.

**LES ATELIERS
DU MARAIS**
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4 TR. 1992
Du studio au 7 P. duplex
Terrasse, parkings
Présentation exceptionnelle
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDWARDS

5^e arrdt
LUXEMBOURG, 8 P.
Superbe imm. 175 m², 2 serv.
LITRE 45-44-44-45

QUARTIER LATIN, Soleil.
50 m² Sd. 2 ch. Rénové.
3,40 m a/plaf. Cuis. et ch.
Serge KAYSER, 43-29-60-60
NOTRE-DAME. Vue superbe
Lx. + ch. 4^e s. 215 000 F.
Serge KAYSER, 43-29-60-60

ST-SULPICE D'ORNON
3 p. 60 m², 5^e ét. Charmes.
Soleil. LITRE 45-44-44-45

JARDIN DU LUXEMBOURG
Superbe maison de 150 m²
Lx. + ch. 4^e s. 215 000 F.
Serge KAYSER, 43-29-60-60

RUE CHRISTINE
Idéal pied-à-terre, charme.
Belle s. à ch. 4^e s. 100 000 F.
3^e s. Sd. Soleil. Fonceur Décor
43-29-60-60 (répondre)

RUE CLER
EXCEPTIONNEL
STUDIO 790 000 F.
3^e ét. asc. Plein sud. Vue
tour Eiffel. 45-66-43-43.

SEVRES-BAVILLON, Stand.
Superbe 180 m², Sd. 4^e ét.
Serge KAYSER, 43-29-60-60

8^e arrdt
CATHERINE MAMET
31, rue de Naples, Paris-8^e
Du studio au 8 pièces
7^e, 8^e, 18^e Nord, 17^e
ET AUTRES
Mais tout d'abord,
expliquez-nous vos besoins
nous pourrions
y répondre ensemble.

**VOUS VOULEZ VENDRE
VOUS VOULEZ ACHETER
TÉLÉPHONEZ-NOUS AU**
45-22-66-66

9^e arrdt
NOTRE-DAME-DE-LORETTE
Studio, kitchenette, sal. eau
wc. 3 m sous plafond.
Région. Clair.
350 000 F. 42-71-61-48.

10^e arrdt
GARE EST
STUDIO CUIS. TT CFT
Prix : 250 000 F.
Créd. poss. 48-04-84-48.

11^e arrdt
M^e GONCOURT
2 P., cuis., tt. ch. 1^{er} ét.
Diplôme. 410 000 F.
48-04-84-48

14^e arrdt
IMM. PIERRE DE T.
Ascenseur.
2 P. ET 3 P.
Surfaces aménagées.
A PARTIR 19 000 F/m².

Val-de-Marne
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

**LE RÉSIDENTIEL
DE BERCY
EXCEPTIONNEL**
3 P., 72 m² NEUF
Libre de suite. Exp. S.O.
Double parking inclus

**LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS**
Tél. : 43-27-15-12

Province
Vide Yvelines studio tt équip.
jdn. 2 ans. 18 unités.
S. R. POMER-NAÇAY.

**8 %
Rentabilité garantie
CANNES**
Dès FF 16'000.- le m²
Appartements de 1, 2, 3 pièces
dans pare résidentiel, piscine, restaurant
SIMAIX SARL 16, Av. des Belges
13100 Aix - en - provence
Tél. 42 - 38 25 33 Fax. 42 - 26 58 86

appartements achats

Rach. URGENT 100 m²
120 m² Paris prêt. 8^e, 7^e,
14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, PAIE
COMPTANT. 48-73-48-07.

Recherche 2 à 4 p. PARIS.
préfère RIVE GAUCHE avec
ou meublé du studio au 7 P.
COMPTANT. CHÈRE NOTRE-
48-73-35-43, même le soir.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RESIDENTIELS
TEL. : (1) 45-62-15-40

ACHÈTE STUDIO OU PETIT
2 PCE dans le 14^e pour
loger étudiant.
PAIEMENT COMPTANT.
M. BESSON - 43-36-49-78.

**locations
non meublées
offres**

Paris
M^e DUPLEX, 8^e ét. 2 ch.
100 m² Impassable. Sd.
9 500 + ch. 40-44-74-71.

8^e RUE DE SEVRES
VRAI 4 PCE 80 m²
Cuis. s. de bns. wc. séparés.
6 715 F + ch.
CASSIL - 45-66-43-43.

RUE DE PRONY (17^e)
A LOUER. Usage profess. ou
notif. s. 4^e s. 100 m², sur
belle cour, imm. pierre de t.
6 000 F + 600 ST-02-28
ET BUREAU, 14-53-52-58

16^e arrdt
RUE MICHEL-ANGE
APPT 4 P. 115 m²
3 m a/plaf. Mouture. Che-
minée. Tr. bel. par. p. de t.
Asc. Gardien. 3 000 000 F.
CASSIL - 45-66-43-43.

M^e MARX-DORMOY, Paris.
Beau 2 P. SUPERB. VUE
dépend. Dble 8000. Entr.
cuis., tt. ch. Cava,
350 000 F. 48-04-84-48.

PASSY 280 m²
GDE ÉLEGANCE, 5 chbres.
B. bain. 43-25-81-84

17^e arrdt
M^e TERNES. AGREABLE.
2 p., tt. ch. Imm. p. de t.
800 000 F. 45-66-01-00.

19^e arrdt
GAMBETTA. Près place
2 P. cuis., tt. ch. Rofat. n°
5^e ét. ch. 5/10 a. vs-à-vis
S^e rue. Chauff. élec. Faibles
charges. 15 000 F.
CRÉDIT. 43-70-04-84

Perc de La Villette. Duplex
146 m², 2 850 000 F. Bel-
con. Charmes, cave, cuis.
 indép. Appart isolé à neuf.
Tél. : 40-38-54-57.

Face cité des sciences, excep-
tionnel duplex neuf 3/4 PCE.
Belle vue. Sd. 1400 F. Par.
Prix intéressant.
Frais réduits. 40-34-22-06
45-62-87-87

**92
Hauts-de-Seine**
ASNIÈRES. Agréable résid.
Beau 4 P., 8^e étage, 80 m².
Cave, park. Ch. rangement.
Tél. : 1470 000 F. 45-66-01-00
ET BUREAU, 14-53-52-58

ASNIÈRES de rés. stand. 1974
PARTICULIER vd Appart. 75 m²
Tis commode à place, ardoise
3^e ét. ch. 5/10 a. vs-à-vis
Tis comm. Double living 2 gr. ch.
Cuis. équip. et 5-d (nouveau)
Porte blindée appar. et cave
Asc. Interph. parking couvert
800 000 F. Tél. 40-85-86-89

Val-de-Marne
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

**LE RÉSIDENTIEL
DE BERCY
EXCEPTIONNEL**
3 P., 72 m² NEUF
Libre de suite. Exp. S.O.
Double parking inclus

**LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS**
Tél. : 43-27-15-12

Province
Vide Yvelines studio tt équip.
jdn. 2 ans. 18 unités.
S. R. POMER-NAÇAY.

Animaux
Pension pour chiens
à la campagne.
Bois isolé. Parc de détente,
vétérinaire à prox. 70 km
Ouest de Paris. La Ferme de
Rondeville. Tél. : 37-51-28-06.

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix :
à que des affaires exception-
nelles, à des prix de gros, pas
cher, s. tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argentiers.
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
PERRON OPIRA

Angle brd des Italiens
4. Chaussée-d'Antin
magasin à l'ÉTOILE
37, av. Victor-Hugo
Autre grand choix.

Cours
PRÉPARATION
ÉCOLES DE COMMUNICATION
ET DE JOURNALISME
CELSA, CEF,
EFAP, CPSS
PRÉPARATION
Tél. 48-24-18-11

COURS D'ARABE
Tous niv. journée ou soir.
Formule : intensif, extensif.
AFAC. Tél. : 42-72-20-86

Canapés
Importateur-Fabricant
vend directement en dépôt
canapé CHESTERFIELD
100 m² cuir, 8 800 F
Tél. : 43-78-18-82

Enseignement
PRÉPARATION
AUX EXAMENS
Cambridge, First et
Proficiency
12 semaines intensives
G6-USA-Niveau Zéland
Démarrage le 23-03-1992.
Documentation gratuite.
LSI. 350, rue St-Honoré,
75001 Paris
Tél. : 42-60-53-70.

Philosophie
UNE QUESTION DE
PHILOSOPHIE 7 CONSULTER
LE CABINET DE PHILOSOPHIE
Tél. : 42-77-24-13.

locations, non meublées demandes

Paris
MASTER GROUP
recherche apps vides
ou meublées du studio au 7 P.
POUR CADRES, DIRIGEANTS
DE SOCIÉTÉS ET BANQUES
47, rue Vauve Paris-7
42-66-01-36 42-22-96-70

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RESIDENTIELS
TEL. : (1) 45-62-15-40

ACHÈTE STUDIO OU PETIT
2 PCE dans le 14^e pour
loger étudiant.
PAIEMENT COMPTANT.
M. BESSON - 43-36-49-78.

**locations
non meublées
offres**

Paris
M^e DUPLEX, 8^e ét. 2 ch.
100 m² Impassable. Sd.
9 500 + ch. 40-44-74-71.

8^e RUE DE SEVRES
VRAI 4 PCE 80 m²
Cuis. s. de bns. wc. séparés.
6 715 F + ch.
CASSIL - 45-66-43-43.

RUE DE PRONY (17^e)
A LOUER. Usage profess. ou
notif. s. 4^e s. 100 m², sur
belle cour, imm. pierre de t.
6 000 F + 600 ST-02-28
ET BUREAU, 14-53-52-58

16^e arrdt
RUE MICHEL-ANGE
APPT 4 P. 115 m²
3 m a/plaf. Mouture. Che-
minée. Tr. bel. par. p. de t.
Asc. Gardien. 3 000 000 F.
CASSIL - 45-66-43-43.

M^e MARX-DORMOY, Paris.
Beau 2 P. SUPERB. VUE
dépend. Dble 8000. Entr.
cuis., tt. ch. Cava,
350 000 F. 48-04-84-48.

PASSY 280 m²
GDE ÉLEGANCE, 5 chbres.
B. bain. 43-25-81-84

17^e arrdt
M^e TERNES. AGREABLE.
2 p., tt. ch. Imm. p. de t.
800 000 F. 45-66-01-00.

19^e arrdt
GAMBETTA. Près place
2 P. cuis., tt. ch. Rofat. n°
5^e ét. ch. 5/10 a. vs-à-vis
S^e rue. Chauff. élec. Faibles
charges. 15 000 F.
CRÉDIT. 43-70-04-84

Perc de La Villette. Duplex
146 m², 2 850 000 F. Bel-
con. Charmes, cave, cuis.
 indép. Appart isolé à neuf.
Tél. : 40-38-54-57.

Face cité des sciences, excep-
tionnel duplex neuf 3/4 PCE.
Belle vue. Sd. 1400 F. Par.
Prix intéressant.
Frais réduits. 40-34-22-06
45-62-87-87

**92
Hauts-de-Seine**
ASNIÈRES. Agréable résid.
Beau 4 P., 8^e étage, 80 m².
Cave, park. Ch. rangement.
Tél. : 1470 000 F. 45-66-01-00
ET BUREAU, 14-53-52-58

ASNIÈRES de rés. stand. 1974
PARTICULIER vd Appart. 75 m²
Tis commode à place, ardoise
3^e ét. ch. 5/10 a. vs-à-vis
Tis comm. Double living 2 gr. ch.
Cuis. équip. et 5-d (nouveau)
Porte blindée appar. et cave
Asc. Interph. parking couvert
800 000 F. Tél. 40-85-86-89

Val-de-Marne
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

**LE RÉSIDENTIEL
DE BERCY
EXCEPTIONNEL**
3 P., 72 m² NEUF
Libre de suite. Exp. S.O.
Double parking inclus

**LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS**
Tél. : 43-27-15-12

Province
Vide Yvelines studio tt équip.
jdn. 2 ans. 18 unités.
S. R. POMER-NAÇAY.

Animaux
Pension pour chiens
à la campagne.
Bois isolé. Parc de détente,
vétérinaire à prox. 70 km
Ouest de Paris. La Ferme de
Rondeville. Tél. : 37-51-28-06.

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix :
à que des affaires exception-
nelles, à des prix de gros, pas
cher, s. tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argentiers.
ACHAT-ÉCHANGE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			3/4 PIÈCES		
2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			117 m², 1^{er} étage		
3 PIÈCES			132 m², 4^e étage			BOULOGNE		
78 m², 3^e étage			94, boulevard Flandrin			80, rue de la Tournelle		
64, rue Tiquetonne			AGF - 44-86-45-45			SAGGEL - 47-42-44-44		
Frais de commission			Frais de commission			Frais de commission		
7 800			+ 1 500			7 560		
+ 656			12 240			4 PIÈCES		
5 818			17^e ARRONDISSEMENT			125 m², 3^e étage		
6^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES			BOULOGNE		
2 PIÈCES			187 m², 1^{er} étage			33/35, rue Anna-Jacquelin		
81 m², 1^{er} étage			113, avenue de Villars			AGF - 44-86-45-45		
25, quai des Grands-Augustins			LOC INTER - 47-45-16-09			Frais de commission		
SAGGEL - 47-42-44-44			Frais de commission			Frais de commission		
Frais de commission			16 830			10 034		
+ 821			+ 1 500			4 PIÈCES		
5 112			19^e ARRONDISSEMENT			90 m², 3^e étage		
7^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			COURBEVOIE		
3/4 PCES			79 m², 4^e étage			35, rue Pierre-Lhomme		
105 m², 2^e étage			74/84, rue Petit			SOLVEG - 40-67-06-99		
87, av. de Suffren			AGF - 44-86-45-45			Frais de commission		
SAGGEL - 47-42-44-44			Frais de commission			Frais de commission		
Frais de commission			8 855			6 200		
+ 2 396			+ 1 450			+ 830		
9 828			4 878			5 PIÈCES		
9^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			104 m², 1^{er} étage		
4/5 PIÈCES			2/3 PIÈCES			COURBEVOIE		
207 m², 2^e étage			70 m², 2^e étage			33, rue Pierre-Lhomme		
3, rue Jules-Lefebvre			70 m², 2^e étage			SOLVEG - 40-67-06-99		
SAGGEL - 47-42-44-44			parking, balcon			Frais de commission		
Frais de commission			2 670			Frais de commission		
+ 2 107			+ 1 100			8 700		
17 138			2 409			+ 735		
11^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			6 925		
4 PIÈCES			88 m², r.-de-ch.			COURBEVOIE		
101 m², 5^e étage			parking, cave			333, boulevard Saint-Denis		
1, rue Poëlle			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			CIGIMO - 48-00-89-89		
LOC INTER - 47-45-15-58			40, rue des Ursulines			Honoraires de location		
Frais de commission			AGF - 44-86-45-45			8 000		
Frais de commission			Frais de commission			+ 600		
10 181			4 782			8 030		
+ 750			3 PIÈCES IMM. NEUF			LA GARENNE-COLOMBES		
7 830			87 m²			17, rue d'Estienne-d'Orves		
3 PIÈCES			R.-de-ch. sur verdure			CIGIMO - 48-00-89-89		
71 m², 3^e étage			parking			Honoraires de location		
4, rue Mouffe			VERSAILLES			8 600		
LOC INTER - 47-45-15-58			8, rue du Général-Pershing			+ 1 054		
Frais de commission			SAGGEL - 48-08-80-36			5 022		
Frais de commission			Frais de commission			4/5 PIÈCES		
5 382			3 888			110 m², 1^{er} étage		
12^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES IMM. NEUF			parking, balcon		
2 PIÈCES			88 m²			GARCHES		
52 m², 1^{er} étage			R.-de-ch. sur verdure			72, rue du Docteur-Debat		
12, rue de Rambouillet			parking			CIGIMO - 48-00-89-89		
AGF - 44-86-45-45			92 - HAUTS-DE-SEINE			Honoraires de location		
Frais de commission			3 PIÈCES			6 525		
+ 420			68 m², 2^e étage			+ 500		
3 950			parking			4 968		
4 PIÈCES			BOULOGNE			SAINT-CLOUD		
87 m², 1^{er} étage			33-37, rue Louis-Pasteur			2, square Sainte-Clotilde		
62-64, cours de Vincennes			SOLVEG - 40-67-06-99			AGF - 44-86-45-45		
AGF - 44-86-45-45			Frais de commission			Frais de commission		
+ 1 450			10 150			4 370		
5 288			4 PIÈCES			SAINT-CLOUD		
5 PIÈCES			84 m², 2^e étage			10, square de l'Hippodrome		
129 m², 7^e étage			parking			AGF - 44-86-45-45		
8-10, rue Jules-César			2 PIÈCES			Frais de commission		
AGF - 44-86-45-45			55 m², 1^{er} étage			+ 815		
Frais de commission			BOULOGNE			+ 960		
+ 1 685			3 bis, avenue J.-B.-Clément			5 772		
8 409			SAGGEL - 47-42-44-44			2 PIÈCES		
13^e ARRONDISSEMENT			Frais de commission			58 m², 1^{er} étage		
2/3 PIÈCES			BOULOGNE			parking, cave		
88 m², r.-de-ch.			140, route de la Reine			SURESNES		
parking			SAGGEL - 47-42-44-44			20, rue S.-de-Rothschild		
28, rue du Banquier			Frais de commission			AGF - 44-86-45-45		
SAGGEL - 47-42-44-44			4 510			Frais de commission		
Frais de commission			+ 750			+ 1 050		
+ 1 031			3 247			2 882		
4 680			3/4 PIÈCES			94 - VAL-DE-MARNE		
STUDIO			74 m²			2 PIÈCES		
30 m², 3^e étage			5^e étage			52 m², 3^e étage		
balcon			parking			4, rue Hélieux		
87, bd. Auguste-Bianqui			BOULOGNE			SAGGEL - 47-42-44-44		
CIGIMO - 48-00-89-89			140, route de la Reine			Frais de commission		
Honoraires de location			SAGGEL - 47-42-44-44			Frais de commission		
+ 2 400			Frais de commission			2 897		
+ 700			6 882			3 PIÈCES		
1 998			+ 1 323			71 m², 3^e étage		
			4 955			parking, balcon		
						VINCENNES		

VIE DES ENTREPRISES

M. Jean-Paul Huchon nommé directeur général du groupe Pinault

La cour d'appel de Paris rejette la requête des minoritaires du Printemps

La cour d'appel de Paris a rejeté mardi 10 mars le recours des actionnaires minoritaires contre les modalités du rachat du Printemps par le groupe Pinault. L'encre de ce jugement à peine sèche, on apprenait le transfert de l'ax-directeur de cabinet de M. Michel Rocard, M. Jean-Paul Huchon, du Printemps au groupe Pinault en tant que directeur général.

Les petits actionnaires ont perdu une bataille : la cour d'appel de Paris, suivant les conclusions du parquet sur l'OPA lancée par Pinault sur 66 % des actions du Printemps (le Monde du 22 février), leur a donné tort. L'offre publique d'achat, annoncée le 25 novembre dernier, va donc pouvoir être menée à terme, consacrant le retour sous la bannière tricolore d'une des plus prestigieuses enseignes de la distribution française, après une vingtaine d'années d'actionnariat helvétique.

Cette décision a immédiatement suscité la colère des petits porteurs : avant l'OPA, les familles Maus-Nordmann actionnaires du Printemps avaient en effet cédé leurs actions à une holding qu'elles contrôlaient à 100 %, leur faisant perdre les droits de vote doubles qui leur étaient attachés. En conséquence, l'industriel breton a pu se contenter de ne lancer une OPA

que sur 66 % des titres, réduisant ainsi sa mise de fond.

Présidente de l'ADAM (Association de défense des actionnaires minoritaires), M^{me} Colette Neuville a assuré qu'elle allait « porter l'affaire plus loin », devant la Cour de cassation. Dans l'immédiat, la décision de la cour d'appel a fait chuter le titre Printemps en Bourse (-5,1 %) tandis que l'action Pinault gagnait 3,2 %.

Quelques heures après cette décision - qui alimente les critiques

portées à l'encontre des OPA à 66 % - le groupe acheteur annonçait une nomination symbolique : celle de l'ancien directeur de cabinet de M. Michel Rocard comme directeur général de Pinault SA. M. Huchon, qui avait été embauché au Printemps en juillet dernier pour gérer la reprise - avortée - d'Eurochemie par le Printemps et a été l'un des artisans les plus actifs de la reprise du grand magasin par l'industriel breton.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Regroupement dans le crédit-bail immobilier autour d'ImmoOffice

Quatre groupes travaillant dans le crédit-bail immobilier ont décidé de constituer un nouveau grand pôle dans ce secteur, en apportant leurs activités à la société ImmoOffice, filiale de l'assureur AXA. Selon AXA, le nouvel ensemble, dont l'encours des crédits devrait représenter un volume de 12 milliards de francs, se situera en cinquième position sur le marché français, juste derrière la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale et le Crédit agricole.

Autour d'ImmoOffice seraient regroupées les activités de Siciom et de crédit-bail de Finexcom (Finexcom, Finexmur et Finexbail), d'Unibail (Omibail, Omnibail et Omnibank), d'AXA (Axamur et de la

Financière de l'Arche (Siciom de l'Arche, Crédit-bail de l'Arche). L'issue de cette opération, qui devrait être effective fin mai après les assemblées générales extraordinaires nécessaires, le capital d'ImmoOffice « nouvelle formule » sera détenu à hauteur de 34 % par AXA, de 17 % par Finexcom (lié à l'UAP), de 10 % par Unibail (lié à Worms et Cie), de 4 % chacun par la Caisse des dépôts et consignations et La Mondiale et plus de 2 % par la MACIF.

Dès l'annonce de la création de ce pôle autour d'ImmoOffice, l'agence de notation financière SP-AD&F a mis sous surveillance les notes de trois sociétés, ImmoOffice, Axamur et Omnibank.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SOCIAL

Une mission pour « développer et valoriser » le tuteur. - M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a chargé le nouveau président de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), M. Gérard Vandepotte, d'une mission destinée à « développer et valoriser rapidement les fonctions de tuteur et de maître d'apprentissage dans les entreprises ». M. Vandepotte devra « établir des propositions » en ce sens, en partant de l'analyse des mécanismes mis en place par plusieurs pays européens, des expériences d'entreprises et (des) perspectives ouvertes par les initiatives des partenaires sociaux.

Accord salarial chez Citroën. - Automobiles Citroën a conclu mardi 10 mars avec la CFE-CGC et la CSI, un accord qui prévoit pour 1992 deux revalorisations générales des salaires : 1,2 % au 1^{er} mars et 1 % au 1^{er} octobre. En outre, ces dispositions qui concernent les ouvriers ainsi que les employés, techniciens et agents de maîtrise (soit 30 000 salariés environ), prévoient que 1,6 % de la masse salariale sera consacré à des mesures indivi-

duelles. En 1991, aucun accord n'avait pu être conclu chez Citroën.

PROCÈS

Le parquet fait appel du jugement de reprise de Cochard. - Le parquet de Pontoise (Val-d'Oise) a décidé de faire appel du jugement du tribunal de commerce confirmant, mercredi 26 février, la responsabilité du groupe Cochard à un groupe de repreneurs conduits par M. François Heilbroan, nouveau PDG (le Monde du 28 février). Il s'agit d'une nouvelle péripétie du feuilleton Cochard, le premier distributeur de bijouterie en France, en dépôt de bilan depuis juillet 1991.

Goupil : deux ex-dirigeants remis en liberté. - MM. Claude Perdrillat, ancien PDG de la société informatique SMT-Goupil, et Joseph Rinaudo, son directeur général, qui avaient été inculpés et écroués le 30 janvier dernier, ont été remis en liberté la semaine dernière par le juge d'instruction Eric Halphen de Créteil (Val-de-Marne). Les deux dirigeants de Goupil avaient été inculpés de « faux et usage de faux, présentation de faux bilans, distribution de dividendes fictifs et diffusion

de fausses nouvelles ». Ils ont été remis en liberté après s'être acquittés d'une caution, dont le montant n'a pas été précisé.

RÉSULTATS

Fructivie : progression de 36,4 % du bénéfice net en 1991. - Le bénéfice net de Fructivie, la compagnie d'assurance vie du groupe des Banques populaires, a atteint l'année dernière 55 millions de francs contre 40 millions en 1990, soit une progression de 36,4 %. Dans le même temps, le chiffre d'affaires a augmenté de 22 % à 2 680 millions de francs alors que les capitaux gérés atteignent 14,4 milliards de francs contre 11,3 milliards en 1990. Le dividende est en forte augmentation et devrait être de 12 F au titre de 1991 contre 5,50 F pour 1990. Fructivie est au quinzième rang des compagnies d'assurance vie françaises par le montant des actifs gérés.

ACHATS

L'Arab Banking Corporation détient 3,62 % du capital de Perrier. - L'Arab Banking Corporation (ABC), basée à Bahrein, a continué à ramasser en Bourse des titres Perrier, dont elle a acquis 3,62 % du capital depuis le début des OPA (offres publiques d'achat) lancées sur ce titre. La banque, qui affirme depuis le début « agir pour son propre compte », a acquis, lundi 9 mars, à l'étranger 80 000 titres Perrier, portant sa participation totale à 326 075 actions, selon les calculs de la Société des Bourses françaises. En dépit de ses dénégations, l'Arab Banking Corporation (dont les capitaux sont libyens, koweïtiens et des Emirats arabes unis) est soupçonnée par les milieux financiers d'agir pour le compte de l'un des protagonistes de la bataille boursière pour le contrôle du numéro un français des eaux minérales. Le nom du camp Agnelli est le plus souvent avancé, en raison des bonnes relations du groupe italien avec le monde arabe.

BSN achète en Espagne la participation du groupe Alba dans les brasseries San Miguel. - Le groupe français BSN a acheté la participation de 22 % que le groupe financier espagnol Alba détenait dans le capital du brasseur espagnol Cervezas San Miguel. San Miguel occupe la troisième position en Espagne avec 14 % du marché et un chiffre d'affaires de 31,8 milliards de pesetas (1,7 milliard de francs) en 1991. Le reste des titres San Miguel est détenu par des industriels espagnols. BSN, le numéro deux en Europe sur le marché de la bière, indique que l'opération s'est faite en complet accord avec les autres actionnaires. Aux cours actuels de la Bourse de Madrid, l'acquisition est évaluée à 13 milliards de pesetas (700 millions de francs). BSN est déjà présent en Espagne dans le secteur des brasseries, où il possède 33 % de Mahou, l'un des premiers brasseurs espagnols.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE FRANÇAISE DES MATIÈRES PREMIÈRES OBLIGATIONS GARANTIES 15.10 % AVRIL 1981

Les intérêts courus du 8 avril 1991 au 7 avril 1992 seront payables à partir du 8 avril 1992, à 679,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 75,50 francs (Montant brut de 755 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libérateur sera de 37,71 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 27,93 francs, faisant ressortir un net de 613,86 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 du Code Général des Impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 19 MARS 1992, à 14 h 30, UN LOT : APPARTEMENT de 4 P.P. à PARIS (14^e) 109, AVENUE DU GÉNÉRAL-LECLERC

Angle 58, rue Sarrette, 2^e étage, et CAFE

UN EMPLACEMENT DE VOITURE, 97 à 99, AV. DU GÉNÉRAL-LECLERC à PARIS (14^e), au 4^e sous-sol.

Mise à prix : 1 000 000 de francs

S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGREAU, BOITELLE-COUSSEAU, avocats associés à PARIS (16^e), 2, carrefour de l'Odéon, tél. : 43-26-82-86, de 9 h à 12 h.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 mars ↑

Poursuite de la reprise

Le petit mouvement de reprise amorcé la veille s'est poursuivi mardi 10 mars à la Bourse de Paris. En progression de 0,16 % au début des échanges, l'indice CAC 40 a gagné 0,45 % en fin de matinée. En début d'après-midi, les valeurs françaises continuent sur leur lancée et portent leurs gains, en moyenne, à 0,5 %. En clôture, la principale indicatrice de la place affichait une hausse de 0,89 % à 1 993,88 points.

En l'absence de véritable courant vendeur et sous l'impulsion d'achats étrangers - les investisseurs français étant plutôt attendus - la séance a continué à connaître une bonne partie de la séance. La nette hausse de Wall Street a, par la suite, dynamisé la tendance.

Quelques titres ont continué de susciter la curiosité des investisseurs : en particulier le certificat d'investissement de la BNP, des rumeurs circulant dans les milieux financiers sur une cession des droits de vote par l'Etat.

Cette opération permettrait de privatiser ainsi une partie du capital de cette banque. Le titre montait de 3,4 % au terme de la séance. Par ailleurs, 1 % du capital avait changé de mains à 366,90 F pour un total de 360 F pour la mini-privatisation de 2,3 % du capital.

Après des instabilités, l'action Elf-Aquitaine est très peu demandée par les investisseurs particuliers. Autour des institutions, le papier est déjà précieusement, ajoutant, en attendant que pour l'instant il n'y a pas grand-chose à attendre du côté de la grande Bourse new-yorkaise, s'est établi en fin de séance à 3 230,99 en hausse de 15,87 points soit une progression de 0,49 %.

NEW-YORK, 10 mars ↑

Retour de la hausse

Après quatre séances consécutives de baisse, Wall Street s'est redressé mardi 10 mars, obtenue notamment par l'annonce d'une augmentation de la productivité américaine en 1991 et par la fermeté de la Bourse de Londres. L'indice Dow Jones des valeurs américaines, principal baromètre de la grande Bourse new-yorkaise, s'est établi en fin de séance à 3 230,99 en hausse de 15,87 points soit une progression de 0,49 %.

Le département du travail a annoncé mardi une hausse de 0,3 % de la productivité américaine en 1991, après deux années consécutives de recul. Pour Mary Farrell, analyste chez Paine Webber, cette statistique s'inscrit dans une série de nouvelles encourageantes sur l'état de l'économie américaine, qui semblent montrer une reprise de la croissance.

La fermeté de la Bourse de Londres a aussi contribué à la progression de Wall Street, selon d'autres spécialistes.

VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars
Alcoa	87 7/8	87 1/2
ATT	27 7/8	28 1/2
Boeing	22 1/2	22 1/2
Chemical Bank	22 1/2	22 1/2
Du Pont de Nemours	43 3/4	44
Eastman Kodak	55 1/2	55 3/8
Exxon	36 1/2	36 5/8
Ford	27 1/2	27 1/2
General Electric	37 1/2	37 1/2
General Motors	69 3/4	69 1/2
IBM	87 1/2	87 1/2
ITT	53 5/8	53 1/2
Johnson & Johnson	58 1/4	58 1/4
McDonald's	19 1/2	19 1/2
Schlumberger	58	58 1/4
Union Carbide	24 3/4	24 7/8
United Tech.	50 3/4	50
Westinghouse	18 3/4	18 1/2
Xerox Corp.	76 1/8	76 3/8

LONDRES, 10 mars ↑

Au plus haut depuis trois mois. Les valeurs se sont envolées, mardi 10 mars au Stock Exchange, à leur plus haut niveau depuis trois mois. A la clôture, l'indice Footsie des valeurs britanniques a progressé de 24,1 points soit un gain de 0,9 % à 2 574,8, alors que M. Norman Lamont n'avait pas terminé sa présentation du budget devant les Communes.

Les prévisions économiques de M. Lamont n'ont pas surpris le marché. Le ministre des Finances a déclaré, qu'il atteindra 28 milliards de livres en 1992-1993 au lieu des 26 milliards attendus. La hausse mensuelle de 0,4 % des prix de gros, qui a ramené la hausse annuelle à 4,4 %, contre 4,5 % au cours de l'année terminée en janvier, a soutenu le marché en confirmant un allègement des pressions inflationnistes.

TOKYO, 11 mars ↓

Au plus bas depuis dix-sept mois. A l'issue d'une séance nerveuse, la Bourse de Tokyo a clôturé, mercredi 11 mars, à son plus bas niveau depuis le 1^{er} octobre 1990. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a reculé de 262,45 points, soit -1,28 %, à 20 582,14.

Selon les opérateurs, les ventes d'arbitrage et la faiblesse du yen ont pesé sur les cours, « il n'y a pas eu de acheteurs ». On s'inquiète de la fragilité du yen, et le règlement, vendredi, des comptes de la balance des paiements rendra nerveux. Toutefois, quelques achats à bon compte ont permis au marché de ne pas tomber plus bas.

VALEURS	Cours de 10 mars	Cours de 11 mars
Alfa	610	578
Boeing	1 320	1 380
Chemical	2 050	2 090
Exxon	1 490	1 450
General Electric	1 270	1 220
McDonald's	300	288
Schlumberger	3 200	3 100
Union Carbide	1 350	1 330

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4280	4274	Intern. Comput.	151	151
Alcatel Alcatel	280	280	JP BLM	67 50	67 50
Alcatel	80	80	Loca invest.	212	212
Banque Paribas	795	795	Loca invest.	83 50	83 50
Baron & Co.	388 70	388 70	Loca invest.	122	124
Boussier (Lyons)	225	225	Molins	181	181
CAL-de-Fr. (C.C.L.)	910	910	Publi-Service	408	408
Calsonic	338	338	Publi-Service	446 40	446 40
Carel	855	855	Rhone-Alp. (L.)	311	311
C.E.P.	180	180	Selco Invest (L.)	88 50	88 50
C.F.P.	285	285	Serbo	330	330
C.N.I.M.	1001	1000	Sopra	325	325
Cofinor	280	280	T.F.I.	378	378
Cofinor	1041	1041	Thomson H. (L.)	356 50	356 50
Cofinor	200	200	Unilog	235	235
Cofinor	305	305	Val de C.	100	100
Dalmeida	1050	1050	Y. St-Laurent Groupe	875	875
Danahy Worms Co.	305	305			
Danahy	1020	1020			
Danahy	127	127			
Danahy	190	190			
Danahy	240	240			
Danahy	105	105			
Danahy	116	117 20			
Danahy	190	190			
Danahy	680	680			
Danahy	195	195			
Danahy	100	100			
Danahy	1276	1284			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 64 614

COURS	Mars 92	Sept. 92	Sept. 92
Dernier	107,38	108,70	109
Précédent	107,44	108,80	108,92

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE
	Sept. 92	Sept. 92
109	0,66	0,86

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	2 811	2 828	2 828
Précédent	1 991	2 006	2 006

CHANGES

Dollar : 5,68 F ↑

Le dollar s'inscrivait nettement en hausse mercredi 11 mars, s'échangeant à 5,68 F contre 5,6485 F la veille à la cotation officielle. A Tokyo, la Banque centrale est intervenue pour tenter de contenir la poussée du billet vert.

FRANCFORT	10 mars	11 mars
Dollar (en DM)	1,6680	1,6725

TOKYO	10 mars	11 mars
Dollar (en yen)	132	133,78

MARCHÉ MONÉTAIRE	(offres privées)
Paris (11 mars)	9 15/16 - 10 1/16
New-York (10 mars)	3 3/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 113,20
Valeurs étrangères : 103,70
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 526,20
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1976,20 1993,80

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 3 215,11 3 230,99

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 500,78 2 574,80

30 valeurs : 1 984,48 2 006,60

Mines d'or : 126,80 126,50

Fonds d'Etat : 87,52 87,42

FRANCFORT : 1 758,25 1 758,54

Dax : 1 758,25 1 758,54

Nikien Dow Jones : 20 855 20 582

Indice général : 1 495 1 478

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6875	5,6900	5,7705	5,7760
Yen (100)	164,275	164,295	164,305	164,320
Deutschmark	6,9475	6,9490	6,9490	6,9465
Franc suisse	3,3950	3,3955	3,3970	3,4000
Libre sterling (1000)	3,7390	3,7400	3,7545	3,7625
Libre sterling	4,5350	4,5355	4,5875	4,5915
Peseta (100)	9,7300	9,7350	9,7410	9,7520
	5,9900	5,9950	5,9570	5,9675

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 1/8	4 1/4	4 3/16	4 3/8	4 1/2	
Yen (100)	5 1/8	5 1/4	4 3/4	4 7/8	4 11/16	4 13/16
Ecu	9 15/16	10 1/16				10 1/8
Deutschmark	9 1/16	9 1/16	9 9/16	9 1/2		9 5/8
Franc suisse	0 7/16	8 9/16	8 5/16	8 7/16	7 13/16	
Franc belge (1000)	11 7/8	12 1/8	11 3/4	12 1/4	12 1/2	
Livre sterling	12 1/2	12 3/4	12 5/16	12 1/2		12 1/2
Peseta (100)	12 3/16	12 7/16	12	12 1/16	12 1/16	
FRANC FRANÇAIS	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/8	12 1/2	12 9/16

BOURSE DU 11 MARS

Comptes périodes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Comptes périodes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Comptes périodes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-
4300	CAL S.E.	4382	.....	.....	.....	1000	Orlé. France	1040	1050	+ 0.18	386	Locindia	713	713	713	.....	.....
4302	B.N.P. T.P.	176	.....	.....	.....	590	Créd. Ind. France	235	235	+ 0.34	461	L.V. ALMA	4812	4800	4790	- 0.46	65
842	Renault T.P.	861	.....	.....	+ 0.45	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
1480	Renault T.P.	1336	1336	1336	.....	226	Créd. Ind. France	226	226	.....	226	Locindia	713	713	713	.....	.....
1480	Renault T.P.	1336	1336	1336	.....	226	Créd. Ind. France	226	226	.....	226	Locindia	713	713	713	.....	.....
1073	Renault T.P.	1100	1100	1100	.....	1000	Créd. Ind. France	1000	1000	.....	1000	Locindia	713	713	713	.....	.....
501	Thomson T.P.	910	.....	.....	.....	590	Créd. Ind. France	590	590	.....	590	Locindia	713	713	713	.....	.....
740	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
406	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
805	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713	713	.....	.....
330	Al. Light	782	786	781	- 0.13	1170	Créd. Ind. France	1170	1170	.....	1170	Locindia	713	713			

COMPTANT {sélection

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du nom.	% du coupon		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours	
Obligations						Etrangères					
Emp. Ext. 8.95/77	124 70	6 04	C.I.T.A.R.A.M. (B)	1223	1238	Palat Marmon	640	.....	A.E.G.	746	
10.80% 79/94	98 81	7 50	Cogef	356	357	Parifrance	157	.....	Alcan Nw Scot.	448	
Emp. Ext. 13.4/83	.....	2 57	Complog	551	.....	Paris France	250	.....	Alcan Alumin.	112 20	
Emp. Ext. 12.2% 84	101 09	6 16	Car Industrie	-6480	.....	Paris Odéon	210	.....	American Bonds	503	
10.20% net 86	104	10 23	Car Alexandre	352	352	Paribas Invest.	237 10	285 30	Antel	650	
OAT 10% 5/2000	.....	7 89	Comp. 1	560	668	Parif. Confins.	1300	.....	Assurance Mens.	126	
OAT 9.5% 12/1997	.....	2 94	Comp. 2	560	.....	Paris Vieilles.	451	.....	Banco Populr Esp.	580	
OAT 9.8% 1/1998	.....	1 09	Comp. 3	29	.....	Parif. Ind.	1588	.....	B. Ragnhems Int.	18900	
FTT 11.2% 85	105 80	2 94	Cordex B&L Ind.	145	.....	Publicat.	777	764	Car. Pacifica	80 70	
CF 10.30% 86	.....	1 29	Cot Unimont (CA)	414	.....	Racoon	175	.....	Chrysler Corp.	88	
CHF 10.25% nov 80	107 50	10 13	Dalry	895	.....	Reichsind.	108	.....	C.I.E.	9 10	
CH 10 % 1978	100 95	0 51	Degussa	1850	1850	Rouge	300	.....	Commerzbank	840	
CHB Bays 5000F	.....	1 71	Diderot Vieufort	3150	.....	Sage	345 80	.....	Dow Chemical	309	
CHB Paribas 5000F	.....	1 71	Dider. Bontin	689	.....	S.A.C.E.R.	440 10	.....	Fax	20 50	
CHB Suez 5000F	.....	1 71	Douglas Fr. R. Picard.	1181	.....	S.A.F.A.A.	240	.....	GEL (Rex Lamb)	545	
CH 11.5% 85	100 70	7 57	Eau Basse Vichy	2700	.....	S.A.F.I.C. Alcan	216	.....	Gemert	1005	
CH 9 % 86	.....	1 71	Eau Vittel	964	.....	Saint du Midi	114	516	Glen Holdings Ltd.	340	
CH 10.30% oct 86	106 70	1 93	Eclat	324 80	323	Savonier M.	116	.....	Goodyear Tire	340	
CHCA	981	.....	Emil May. Paris	4200	.....	S.C.A.C.	700	.....	Gray and Co (W)	236	
Alcatel 6 % jan. 89	.....	.....	Emil (ex Estrad)	1814	1800	Sesels	386	381	Kendall & Co	400	
Ly. Eau et G.S.	.....	.....	Enfer	280	.....	S. East Part. (A)	134	.....	Koninklijke Pishoud	76	
Thom. ex 9.2% 80.	.....	.....	F.I.P.C.	1785	.....	S.M.	575	573	Kubota	20 50	
			F.I.P.C.	88	.....	S.M.C.I.	100	.....	Midland Bank	25	
			Fonchar (Cail)	369	.....	Sofin	350	.....	Noranda Mines	85	
			Fonchar Eclair	369	.....	Sofin	1200	1196	Oliveri phs.	10 40	
			Fonchar Lyonnais	632	625	Sofinex	2480	2470	Pfizer inc.	400	
			Fonchar	385	.....	Sofinex Autogre.	850	925	Reich	23 88	
			Fonchar	620	835	Sofinex	480 20	.....	Reichsa	237 10	
			Franco L&LD	710	.....	Sofinex	480	.....	Reichsa	286	
			Franco S.A. (A)	2249	2250	Sofinex	2780	.....	Reichsa	5 80	
			From. Paul-Roland	2390	.....	Sofinex	327 10	.....	Reichsa	21 90	
			Gaumont	860	.....	Sofinex	1110	.....	Reichsa	195	
			Gaumont	325	321	Sofinex	429	430 10	Reichsa	77	
			Gaumont	463	.....	Sofinex	1508	.....	Reichsa	25	
			Gaumont	342	342	Sofinex	138	111 800	West Rand Cons.	8	
			Gaumont	1410	.....	St. Ger.	255 10	.....		
			G.T.J. Transport	247 90	.....	Tanagra	.....	.....	
			Immochar	330	331	Tout-Acquis	327 10	.....		
			Immochar	675	.....	Tour Eiffel	332	.....		
			Immochar	5200	.....	Vicat	1110	.....		
			Immochar	439	431	Vicat	429	430 10			
			Immochar	3300	.....	Vicat	1508	.....		
			Immochar	283 50	.....	Vicat	138	111 800			
			Immochar	1170	.....	Vicat	255 10	.....		
			Immochar	490	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	780	781	Vicat	.....	.....	
			Immochar	2815	2640	Vicat	.....	.....	
			Immochar	850	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	31 90	31 70	Vicat	.....	.....	
			Immochar	185	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	750	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	420 20	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	61	61	Vicat	.....	.....	
			Immochar	270	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	275	278	Vicat	.....	.....	
			Immochar	387	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	730	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	1300	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar	.....	.....	Vicat	.....	.....	
			Immochar								

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes	Marché li
------------------	-----------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/3	COURS DES BILLES/15		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/3
			achat	vente			
Euro-Unit (1 USD)	5 648						
Ecu	8 947						
Allemagne (100 dm)	339 680				Or fin (kilos en barre)	63300	.....
Belgique (100 fr)	16 516				Or fin (en lingot)	63500	.....
France (100 fr)	301 950				Napoleon (20g)		361
Italie (1000 lire)	4 531				Pièces Fr (10 fr.)		436
Danemark (100 kr)	57 570				Pièces Scs (20 fr.)		385
Cote d'Ivoire (1 U)	9 743				Pièces Livre (20 fr.)		356
Grèce (100 drachmes)	2 948				Souverain		462
Suisse (100 fr)	376 660				Scand 20 dollars		2100
Canada (100 C)	93 690				Pièce 10 dollars		1102 50
Norvège (100 kr)	86 850				Pièce 5 dollars		696 25
Autriche (100 sch)	48 273				Pièce 50 pesos		2385
Espagne (100 pes)	5 387				Pièce 10 florins		380
Portugal (100 esc)	3 943						
Canada (1 S can)	4 124						
.....	4 284						

Marché libre de l'or

Lectures du Monde	150	.....
Niches	1200	.....
Particip. Persid	365	.....
Quadrans	20 10	18 200
Romans N.V.	217 10	.....
St-Gobain-Enballage	1701	.....
S.E.P.R.	741	.....
S.M.T. Goupil	130	78 550
S.P.R. ex. B.	296 10	.....
Wasserman	903	.....

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit de détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contre

CULTURE

MUSIQUES

Y a-t-il un chef dans l'église ?

Jean-Claude Malgoire exhume un opéra biblique composé par Rossini à l'âge de vingt ans

TOURCOING

de notre envoyé spécial

Créé à Ferrare, en mars 1812, *Cyrus d'Assyrie*, ou la *Chute de Balthazar*, opéra sacré en deux actes sur un livret du comte Francesco Avanti d'après un épisode relaté par la Bible et les historiens grecs Hérodote et Xénophon, est en quelque sorte du Rossini d'avant Rossini. Le compositeur avait vingt ans lorsque l'œuvre fut créée. Sur sa musique plane l'ombre de Haendel et plus encore celle de Mozart. La première fut un désastre. Ce qui n'empêcha pas Cyrus d'être régulièrement donné jusqu'en 1827, date à laquelle cet opéra disparut de l'affiche pour resusciter en octobre 1988, à Savone.

Toujours en quête de belles partitions à faire découvrir, Jean-Claude Malgoire a décidé d'en donner la première française (en version de concert, mais il semble que l'œuvre ait été créée sous cette forme), à Tourcoing, le 8 mars dernier, dans le cadre des Semaines chorales de Tourcoing dont il assure la direction artistique. Malgoire ne s'est pas montré, comme chef et comme distributeur des rôles, à la hauteur de ses idées. Il n'est pas concevable de donner du Rossini dans une église à acoustique aussi réverbérante que celle de Notre-Dame-des-anges. Cela oblige à prendre des tempos modérés, et la bouillie sonore qui résulte de toutes ces résonances (les acousticiens appellent cela des ondes stationnaires) braille l'écoute : aucun plan sonore, rythmique floue, vents inaudibles... sauf lorsque le chœur se dresse pour ses interventions (le mur qu'il forme alors servant de panneau réfecteur).

Mais d'une certaine façon, cette acoustique cachait bien la misère de la Grande Eglise, cet après-midi-là. Est-il possible de négocier à ce point son intonation, de faire autant de « paings », d'avoir un jeu si relâché (le violon solo s'est perdu dans son étonnante partie soliste, aussi redoutable, il est vrai, qu'un concerto de Mozart, dans le scène 9) ? La direc-

tion de Jean-Claude Malgoire est à la limite de l'amateurisme. Il donne à peine les départs, ne tient pas ses tempos, est d'une imprécision rythmique indéfendable. Or, la musique de Rossini, et en cela elle est proche de celle de Webern (!), ne tient debout que lorsqu'elle est rendue avec une précision mathématique, quand le moindre détail est intégré dans une lecture dont l'expressivité ne doit rien aux fluctuations de tempo. Elle ne peut captiver que lorsqu'elle est chantée par un plateau rompu à son style si particulier, maîtrisant à la perfection l'art de l'articulation et de la vocalise. Rossini est affaire de spécialistes. Et la nous trébuchons encore.

La soprano Danièle Bost (Amira, Agnès) a beau déployer une ligne de chant harmonieuse, chanter avec puissance, cette chanteuse suisse peine trop à vocaliser et son articulation n'est jamais percutante. Les mimiques de Bruce Brewer (Balthazar) en font un chanteur d'opéra de dessin animé. Son style jarmoyant, pathétique, est ridicule. Sa voix est usée et sa technique si mauvaise qu'il s'avonne toutes ses vocalises. Le ténor Douglas Nasrawi (Arbace) et la basse Jérôme Correia (Zambri et Daniello) sont plus convaincants, mais l'abattage leur manque.

La mezzo Claire Brua est, en définitive, la seule chanteuse en situation. Elle vocalise impeccablement, chante juste et donne au rôle de Cyrus l'épaisseur dramatique qui lui convient. Mais l'œil rivé au chef, suspendue à son improbable battue, elle semble avoir tellement peur qu'elle peine à donner toute sa voix. La beauté de son timbre s'en ressent.

ALAIN LOMPECH

► Semaines chorales de Tourcoing, prochain programme : *La Lettra amorosa*, opéra-motet de Monteverdi, direction musicale Mirella Giardelli, avec Isabelle Poulenard, Philippe Cantor, etc., mise en scène d'Yves Gourvil, du 13 au 17 mars, Théâtre municipal de Tourcoing. Tél. : 02-26-66-03.

Deux disparitions

Le musicien de jazz Red Callender

Le musicien américain de jazz Red Callender est mort à Sausalito (Californie) a-t-on appris mardi 10 mars. Il était âgé de soixante-seize ans.

Il était né à Richmond (Virginie), le 6 mars 1915. Ella Fitzgerald avait vu de Virginie, et Tiny Grimes, et Charlie Byrd. Est-il le dernier bassiste à avoir commencé par le tuba ? Probable, l'espèce se perd. Les sons graves, la revendication secrète qui les porte (les voix graves étaient interdites aux Noirs) et la pulsation baroque que communiquent les basses sont le mystère lumineux du jazz. Le cœur ouaté est là.

George-Sylvester Callender, alias Red, commence à quinze ans à Atlantic City, dans un orchestre de casino aux coudeuses franches (banjo Bernier) et remplace vite, après, l'immense

L'auteur-compositeur Ti-Emile

Le musicien martiniquais Emile Casarus, dit Ti-Emile, est mort mardi 10 mars à Fort-de-France. Il était âgé de soixante-sept ans.

Après celle d'Eugène Mona, décédé subitement dans la force de l'âge l'an passé, la disparition de Ti-Emile, figure de proue du bel-air martiniquais, sonne le glas d'une génération viscéralement attachée aux traditions de l'île. Né en 1925 à Sainte-Marie, une commune du nord de la Martinique, Ti-Emile était un auteur-compositeur talentueux, qui compte à son actif des succès comme *Allez au pas*, *Mamie Marie-Jeanne*, *Sonia content*, *Stroop*. Interprète convainquant, bon d'une simplicité charismatique, Ti-Emile était source de respect et d'inspiration de bons nombres de groupes et de musiciens martiniquais, de Malakoff à Kali, en passant par les tenants du zouk.

Au début de cette année, Ti-Emile, dont on possède peu de traces enregistrées, avait participé à l'enregistrement de l'album du groupe Ethnikolor (New Deal/Carrère) à l'initiative de Ronald Rubin et d'Edith Lefel, qui entendaient lui rendre un hommage d'avant-carnaval en offrant à l'auditeur un panache rythmique de ses plus belles compositions.

V. Mo.

FRANCIS MARMADE

CARNET DU Monde

Naissances

M. Jean-Luc PELLATI
Mme, née Sylvie PERSICHETTI,

ont le bonheur d'annoncer la naissance de
Anthony,
à Ris-Orangis, le 9 mars 1992.

7, rue de Verdun,
77170 Brie-Comte-Robert.

M. et Mme Simon LENTSCHENER

ont la joie d'annoncer la naissance de
leur petite-fille
Edmée CITROËN,
sœur de Zéla et Flora,
le 23 décembre 1991.

Décès

M. Constantin Anagnostopoulos,
son épouse,
Le docteur Catherine Anagnostopoulos-Lacquemant,

Alain Lacquemant, Adrien et Juliette,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Cecile (Zéna)
ANAGNOSTOPOULOS,
née Ruston,
B.A. ; B. Lit. (Oxford),
chargée de cours honoraire
à l'université Paris-Sorbonne,

survenu le 29 février 1992, à l'âge de
soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Cet avis tient lieu de faire-part.
16, résidence les Basses-Garennes,
91120 Palaiseau.

Erik CAPLAIN SAINT-ANDRÉ

a trouvé la paix de son cœur le
6 mars 1992.

Une messe d'enterrement à son
attention sera célébrée à l'église de
Marcel-sur-Mauldre (Yvelines), le
samedi 14 mars, à 10 heures.

Les obsèques ont eu lieu à
Cartaret dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le lundi
16 mars, à 19 h 15, en l'église Saint-
Etienne-du-Mont, Paris-5.

18-20, rue Cuvier,
75005 Paris.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

M. Maria Dumont
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur époux et père,

Daniel DUMONT,

survenu le 5 mars 1992, à Malakoff.
Les obsèques et l'incinération auront
lieu le vendredi 13 mars, dans la plus
stricte intimité.

Ni fleurs ni condoléances.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Syndicat national des institu-
tuteurs et professeurs de collège
a la douleur de faire part du décès
soudain de

Daniel DUMONT,

secrétaire national
aux affaires internationales.

Témoignages et condoléances sont à
adresser au siège national du SNI-
PECC, 209, boulevard Saint-Germain,
Paris-7, qui transmettra.

Secrétaire départemental à la Ré-
union, puis en Loire-Atlantique, il était
devenu secrétaire national en 1976.
Daniel Dumont avait d'importantes
responsabilités au plan syndical euro-
péen et mondial. Il était rapporteur des
ONG sur les questions d'alphabetisa-
tion auprès de l'UNESCO, membre de
l'Association démocratique des Fran-
çais à l'étranger, membre du bureau
national du Mouvement anti-apartheid
en France.

Mme Nicole Pinta,
M. et Mme Olivier Pinta
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hachard
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Pourquie,
Leurs enfants et leurs petits-enfants,
Mme Ursula Marcinkowska,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marc PINTA,

née Brigitte LAFON,
leur mère, belle-mère, grand-mère et
arrière-grand-mère,
survenu le 9 mars 1992, dans sa
cent-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à
Cartaret dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le lundi
16 mars, à 19 h 15, en l'église Saint-
Etienne-du-Mont, Paris-5.

18-20, rue Cuvier,
75005 Paris.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi
5 mars, à Meudon.

M. Dagmar Gerstgrasser,
née Rojkiar,
Christina, Franz et Thomas,
ses enfants,
M. et Mme Emil Gerstgrasser,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

M. Walter GERSTGRASSER,

survenu en son domicile à Paris, le
8 mars 1992, à l'âge de cinquante-huit
ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 13 mars, à 14 heures, en
l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois,
92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

L'inhumation aura lieu dans la

stricte intimité.
11 bis, avenue de Suffren,
75007 Paris.

Le groupe France Loisirs et l'en-
semble de son personnel
ont la douleur de faire part du décès de

M. Walter GERSTGRASSER,
président du groupe France Loisirs.

le dimanche 8 mars 1992, dans sa cin-
quante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 13 mars, à 14 heures, en
l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois,
92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité familiale.
(Le Monde du 11 mars.)

Mme Michel Lévi,
son épouse,
Ses enfants, Jean-Pierre, Jean-Michel
et Jeanne, Jean-Daniel et Véronique,
Bruno et Thérèse,
Ses petits-enfants, Bruno, Julien,
Benjamin, Nicolas et Catherine,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel LÉVI,

survenu à Bayonne, à l'âge de quatre-
vingt-douze ans, à la suite d'un
accident.

« Au soir, la rive des larmes,
Au matin, les cris de joie »,
(P.S. V. 30)

Mme Michel Lévi,
résidence Bernain-C.,
64600 Anglet.

Mme Germaine Paradesse,
son épouse,
M. et Mme Jean Paradesse,
Mme Catherine Paradesse,
ses enfants,
Marie-France, Jean-Yves, Mathieu,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves PARADESSE,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur des Arts et Métiers,
ingénieur Sup.-Elec.,

survenu le 7 mars 1992 dans sa quatre-
vingtième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi
13 mars dans l'intimité familiale.

Anniversaires

Le 12 mars 1991,

Catherine BRISAC

nous quitte.

Tu es toujours avec nous.

Albert SAINT MAXEN

nous quitte.

Une pensée (une prière) est deman-
dée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messe

Jean Astima, Michel Lapouge,
Philippe Chatelet, Laurent Jolin
Lambert, avocats à la Cour,
iront touchés par les nombreux témoi-
gnages de sympathie et d'amitié qui
leur sont parvenus lors de la dispari-
tion brutale de leur ami et associé

Pierre LEFÈVRE DU PREY,

expriment ici leurs vifs remerciements.

Une messe sera célébrée à l'initiative
de leur confrère en l'église Saint-
Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue
Raymond-Poincaré, Paris-16^e, le ven-
dredi 20 mars 1992, à 18 heures.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MEME

et nous parviennent avant 5 h
au siège du journal,

18, rue Falguère, 75016 Paris.

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 45-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 65 F

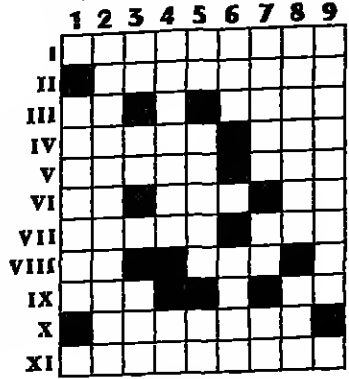
Communications diverses : 100 F

Thèses étudiants : 55 F

Les lignes en capitales grasses sont
remplies sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5734



HORIZONTALEMENT

1. Pour s'en débarrasser, il est
préférable de prendre des gants.
2. Ses beaux gestes ne sont jamais
spontanés. - 3. Abréviation. A la
spontanée. - 4. En proie à toutes
les tentations humaines. Outil I -
les tentations humaines. Outil I -
V. En France. Eux. - VI. Fit plus
d'une fois ciller Cléopâtre. Moyen
de transmission. D'un auxiliaire. -
VII. Corps constitués. Lattra. -
VIII. Partie de pétanque. C'est
moi ! - IX. Cours élémentaires.
Exclut toute précision. - X. Ne joue
plus quand il est fatigué. -
XI. Retourne volontiers à la
niche.

VERTICALEMENT

1. Un qui a toujours peur de per-
dre la tête. - 2. Il l'aur arrive de
coucher sous les ponts. - 3. Mor-
ceau de guitare. Terme musical.
Pièce solide. - 4. Partie du monde.
Conjonction. - 5. Est un honneur
chez les Laudiniens. En voilà une
qui est toujours dans la lune ! Sym-
bole. - 6. Arose en passant. Est
d'autant plus fort qu'il est bien
tassé. - 7. N'atteint pas. N'a pas
cours en France. Quartier d'or-
léans. - 8. Ornement d'une voûte.
Plus visible. - 9. Nom de guerre.

Solution du problème n° 5733

Horizontalement

I. Voleuses. - II. Roulotte. -
III. RD. PMU. Ev. - IV. Eux. Pora. -
V. Sn. Noise. - VI. Tau. Ura. -
VII. Eiders. Tu. - VIII. Arane. -
IX. Bénigne. - X. ENA. Ain. -
XI. Ça. Enorme.

Verticalement

1. Rasta. Bac. - 2. Ordinaire. -
3. L.A. Udine. - 4. Eupen. Erine. -
5. Uim. Ouragan. - 6. Soupirs. -
7. Et. Osa. Léar. - 8. Sténom. Im. -
9. Eva. Eumène.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 12 MARS

« Visites de l'Opéra-Bastille »,
10 h 45, métro Bastille, sortie rue de
Lyon (Paris et son histoire).

« Les passages couverts (deuxième
parcours), axioma et dépaysement
assurés », 10 h 30, 33, boulevard de
Strasbourg (Paris amical).

« Le quartier chinois de Paris et ses
lieux de culte », 11 heures, métro
Porte-de-Choisy (M. C. Lantier).

« Le Musée de la poste, nouvelle-
ment réaménagé, à l'histoire de la
poste », 14 h 30, 1, rue du
Faubourg Saint-Antoine (Paris pitto-
resque et insolite).

« Palais du Luxembourg, Le Sénat »,
(Carte d'identité-Places limitées),
14 h 30, 15, rue de la Vaugirard (P.
Fernandez).

« Hôtels et église de l'Île Saint-
Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-
Paul (Résurrection du passé).

« Le site classé de la Reine-Blanche
et les vestiges du couvent de Lour-
me », 14 h 30, métro Gobelins, côté
manufacture (Paris, capitale histori-
que).

« Sept des plus vieilles maisons de
Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville
(Paris autrefois).

« De M^{me} Caillaux à Stasisky : les
faits divers au Père-Lachaise »,
14 h 45, porte principale, boulevard
de Ménilmontant (V. de Langlade).

« La Mosquée : histoire de l'islam »,
15 heures, à l'annexe, place du Pui-
de-Ferme (P.-Y. Jada).

« L'atelier-musée à l'appartement
privé de Gustave-Moreau, les hôtels
de la rue de la Tour-des-Dames »,
15 heures, 14, rue de la Rochefou-
cauld (D. Bouchard).

« Exposition Bonington, peintre
anglais de l'époque romantique »,
15 heures, hall du Petit Palais
(M. Hager).

« Le thé chez le prince de Conti, ou
la conception du bonheur au dix-hu-
itième siècle », 15 heures, 8, rue Elzé-
vir (H. Haefliger).

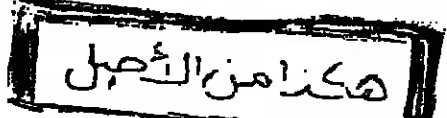
CONFÉRENCES

Ecole européenne des affaires,
108, boulevard Malesherbes,
18 h 30 : « La situation au Cam-
bodge », avec R. M. Jenner (Institut
européen du Pacifique).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

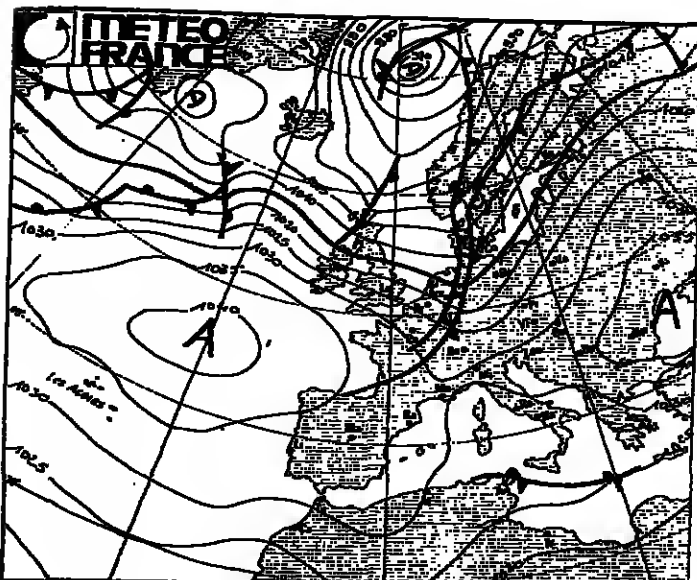
Le Monde

DES LIVRES

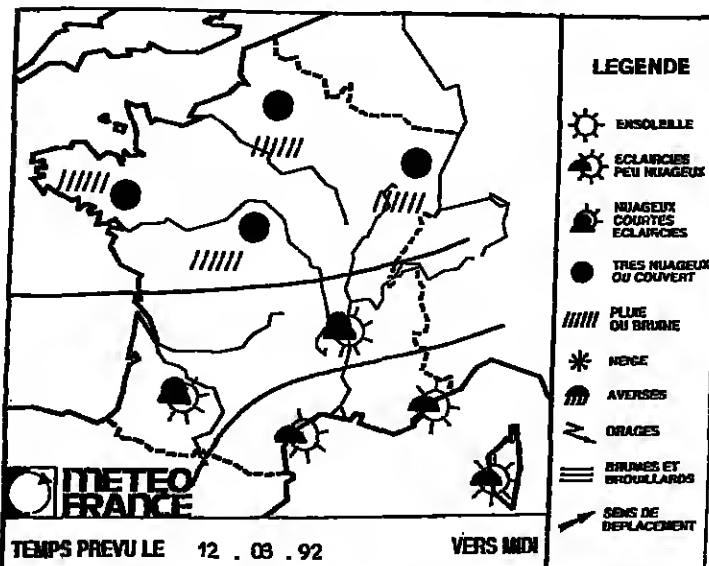


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 MARS 1992 A 0 HEURE TU



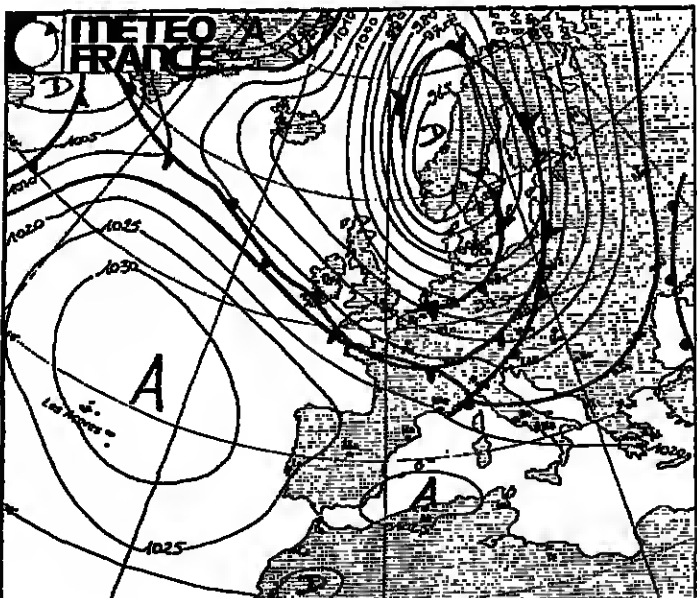
PRÉVISIONS POUR LE 12 MARS 1992



Jeudi : pluie et vent sur la moitié nord. - Le temps couvert et pluvieux intéressera dès le matin les régions Bretagne, Pays de Loire et Normandie et progressera assez vite vers l'est. Toute la moitié nord sera progressivement touchée tandis que des averses se produiront sur le quart nord-ouest l'après-midi. Les pluies seront modérées à assez fortes et seront accompagnées de vent d'ouest atteignant 80 km/heure en rafales en Manche et 50 à 60 km/heure dans l'intérieur. Les régions méditerranéennes seront

privé de pluie et de vent. Mistral et tramontane souffleront à 60 km/heure et décaleront le ciel. Sur le reste de la moitié sud, la matinée sera assez belle puis les nuages élevés voleront progressivement le ciel. Les températures matinales seront comprises entre 3 et 8 degrés sur la moitié nord, 0 et 2 degrés sur la moitié sud et 5 et 9 degrés sur le littoral méditerranéen. L'après-midi, les températures atteindront 9 à 12 degrés en général et 15 à 17 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MARS 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximale - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-3-1992 à 18 heures TU et le 11-3-1992 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	12	11	N
ALGER	16	18	8	17	0
ANGERS	16	18	8	17	0
BORDEAUX	16	18	8	17	0
BREST	16	18	8	17	0
CAEN	16	18	8	17	0
CHERBOURG	16	18	8	17	0
CLERMONT-FERRAND	16	18	8	17	0
DIJON	16	18	8	17	0
GRENOBLE	16	18	8	17	0
LILLE	16	18	8	17	0
LIMOGES	16	18	8	17	0
LYON	16	18	8	17	0
MAISON-ALFRED	16	18	8	17	0
NANCY	16	18	8	17	0
NANTES	16	18	8	17	0
NICE	16	18	8	17	0
PARIS-MONTS	16	18	8	17	0
PAU	16	18	8	17	0
PERPIGNAN	16	18	8	17	0
RENNES	16	18	8	17	0
STRASBOURG	16	18	8	17	0

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été, heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

IMAGES

Chantons, chantons

La Marseillaise, bis. Façon dechevanne, cette fois, après Pivrot. Bravo Dechevanne ! Pensez-vous qu'on vous paie ce prix-là pour nous infliger le même sujet que la chaîne voisine l'avant-veille ? Enfin, c'est l'affaire décisive du mois, et les autres chaînes n'annoncent rien de très excitant. A quelle nouvelle sauce décisive serons-nous mangés le mois prochain ? L'Europe unie et le reblochon ? L'avenir du bérêt basque dans le pourtour méditerranéen ? Tenons-nous prêts.

Pivrot, dimanche soir, avait invité un député, un prêtre et un historien. On notait cette fois la présence du même prêtre, d'un autre député (un partout), du porte-parole

d'une association de rapatriés, du président de la Très Grande Bibliothèque, d'un compositeur d'hymnes de rechange et d'Ariette Laguerre, qui, si l'on a bien compris, propose d'aller vers la composition d'un hymne mondial - elle y verrait volontiers l'international.

Un mot, en passant, pour répondre à un argument des « modificateurs ». Il paraît que les enfants des écoles, quand ils entonnent l'hymne contesté, n'y comprennent rien. C'est certain. Mais les mugissements des féroces soldats, les filles et les compagnes égarées, ne sont-elles pas chargées d'une magie vaguement terrifiante valant bien, par exemple, les sorcières de Walt Disney ? D'ailleurs, les enfants

comprendront-ils mieux la chanson des Rois Mages ou les compagnons de la Marjolaine, qu'ils apprennent avec ferveur dès le maternel ?

Friendise de l'émission, deux chanteuses, leurs bouts de papier tremblants à la main, nous soumettaient leurs propositions de nouvelles paroles. On ne jure pas avoir tout capté. On a saisi au vol qu'il s'agit d'une question d'union, de justice et de paix, de chène et d'olivier, et de chantons chantons, main dans la main (au lieu de marchons marchons). On sentait l'espoir, l'élan qui inspiraient les auteurs de ces hymnes de rechange : c'en est fini des guerres et des barbaries. Plus jamais ça. Alors chantons.

Comment ne pas tomber d'accord ? Si la Marseillaise n'est qu'un hymne guerrier, pourquoi y rester attaché ? Mais, c'est toute la question, il ne semble pas justement qu'elle ne soit que cela. En tout cas, la stratégie des « modificateurs » consistant visiblement à nous tasser à l'usage, on attend avec intérêt la même débat sur La Cinq, avec la participation de la chorale des chasseurs alpins pour départager les concurrents.

Après quoi, promis, on n'abordera plus ici le sujet avant la bicentenaire de la Révolution, ou à tout le moins les prochains Jeux olympiques d'Albertville.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 11 mars

TF 1

NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.
Exceptionnel le 12 mars :
- 10 % sur tout le gros électroménager de 19 h à 22 h.

SAMARITAINE

*Sauf points rouges.

20.50 Variétés : Sacrée soirée.
Avec un hommage à Claude François.
22.40 Magazine : Mea culpa.
23.45 Journal et Météo.

A 2

20.50 Téléfilm : Eldor d'amour.
22.10 Magazine : Direct.
Le marché aux enfants.
23.25 Magazine :
Musiques au cœur des toiles.
Œuvres de Stravinsky, Fauré, Mahler, Tchaïkovski ; invité : Georges Jeanclos, sculpteur.
0.25 Journal et Météo.

FR 3

20.40 ► Magazine : La Marche du siècle.
Bombes en soldes - La grande braderie du

nucéaire. Nucléaire : les soldes russes, d'Hervé Buzin, Dominique Tierce et Jean-François Renoux ; invité : Pierre Joxe, ministre de la défense ; Michel Bajanov, président du Goskomconvercia ; Romano Dolce, juge ; le général Constantin Kobets, conseiller militaire de Boris Eltsine.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Sport : Voile, Coupe de l'America.
22.45 Mercredi en France.
23.40 Traverses.
L'œuvre, L'œuvre libre, documentaire de Ugo Carvelli et Jean-Claude Guillemin. 1. La Revanche de Gédéon.
0.35 Musique : Mélomanut.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Old Gringo. ■
Film américain de Luis Puenzo (1988).
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
Quand Harry rencontre Sally. ■
Film américain de Rob Reiner (1989) (v.o.).
0.35 Cinéma :
Le Rendez-vous des quais. ■
Film français de Paul Carpe (1953-1955).

LA 5

20.50 Histoires vraies.
Les Confessions de la nuit.
22.35 Débat : Faut-il rouvrir les maisons closes ?
23.35 La Merveilleuse Aventure de l'automobile.
0.00 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : La Deuxième Vie du colonel von Streider.
0.00 Magazine : Vénus.
0.30 Six minutes d'informations.

Jeudi 12 mars

19.00 La 19-20 de l'information.
De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour.
Poèmes, de Michel-Ange.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : L'Auberge rouge. ■■
Film français de Claude Autant-Lara (1951).
22.30 Journal et Météo.
22.50 Sport : Voile, Coupe de l'America.

CANAL PLUS

15.35 Magazine : 24 heures.
16.30 Cinéma :
Les Dealers de Hongkong. ◻
Film chinois (Hongkong) de Y.-W. Ping (1990).
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ca cartoon.
18.50 La Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 La Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : The Tell Guy. ■
Film britannique de Mel Smith (1988).
21.55 Flash d'informations.
22.05 Sport : Boxe.
Réunion au Cirque d'hiver.
23.05 Cinéma : Filic et rebelle. ■
Film américain de Jack Sholder (1989).

LA 5

15.20 Série : Soko, brigade des stupés.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Youpi ! L'école est finie.
17.45 Les deux font la loi.
18.10 Série : Deux filles à Miami.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Téléfilm :
Autoroute pour la mort.
22.35 Cinéma :
Good Bye Emmanuelle. ◻
Film français de François Leterrier (1978).
0.15 Journal de la nuit.

M 6

16.45 Jeu : Zygomueic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Drôles de dames.
18.30 Série : Fippen, le dauphin.
19.00 Série :
La Petite Meison dans la prairie.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Les Frères des frères.
De Richard Copans.
22.40 Cinéma : Se Permuta. ■■
Film cubain de Juan Carlos Tablo (1983).

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.
L'Afrique entre mythes et réalités.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Arts et artistes : Jean-Paul Riopelle.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 17 et 18 octobre 1991 à Stuttgart) : Symphonie n° 35 en ré majeur K 385, de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre, de Berg ; Mithras le peintre, de Hindemith ; Sonate pour violon seul, de Prokofiev, par l'Orchestre radio symphonique de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; Frank-Peter Zimmermann, violon.
22.00 Concert (donné le 18 janvier à Radio-France) : L'œuvre d'ombre, de Lindberg ; Dialogues entre métaphores, de Borodine ; Zwischenspiel, de Levens ; Of Tom Pathways, de Redgate ; Assonance VI, de Jarrell, par l'Ensemble Contrechamps, dir. Giorgio Bernasconi.
23.10 Ainsi la nuit... Trio en la mineur op. 50, de Tchaïkovski ; Deux romances pour ténor et piano, d'Albéniz.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : le Trio du saxophoniste Ousou Guirand ; La rétrospective : la compositeur André Guirand ; Les nouveautés discographiques ; L'introuvable ; Des Américains à Paris.

19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations.
Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma : El Condor. ■
Film américain de John Guillemin (1970)
22.25 Météo des neiges.
22.30 Cinéma : La rouge est mis. ■
Film français de Gilles Grangier (1957).
23.55 Météo des neiges.

LA SEPT

16.20 Magazine : Cinéma de poche.
18.20 Le document : Lucia 199, de Humberto Solas.
17.05 L'Eclair.
17.25 Téléfilm : L'Invité clandestin.
19.00 Flash d'informations (à 19.55, 20.55, 21.55, 22.55, 23.25, 0.15).
19.05 Documentaire :
Lettre d'un temps de guerre.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Danse : Noces. Chorégraphie de Angelin Preljocaj sur une musique de Stravinsky.
23.25 Documentaire : La Salon de musique, Claude Helffer. 3. La Partition.

FRANCE-CULTURE

20.30 Marcel Schwob (1867-1905)
un aventurier de l'esprit.
2. Le Roi au masque d'or.
21.30 Profils perdus.
Roland Laudenbach (2).
22.40 Les Nuits magnétiques.
Le vrai et le faux (3).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Orpheus, de Liszt ; Sonate pour orgue sur le Psalme 48, de Reubka ; Fantaisie et fugue pour orgue sur 9. A. C. H., de Reger, par Yves Castagnet, orgue.
23.10 Ainsi la nuit... Grand quatuor en mi mineur pour flûtes, de Kuhlau ; Quatuor en ut majeur H 32, de Haydn ; Quintette n° 2 en si bémol majeur, de Boccherini ; Etude n° 2 pour cor français et cordes, de Cherubini.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Londres reste intéressé par le projet européen de missile antichar

Le ministère britannique de la défense a annoncé, mardi 10 mars, que le Royaume-Uni avait décidé de rester partie prenante du projet de missile antichar à longue portée (le Trigat), auquel coopèrent la France et l'Allemagne. Il s'agit, a-t-il précisé, d'un « engagement ferme » de Londres.

A l'automne dernier (le Monde du 4 octobre 1991), le même ministère britannique avait demandé à ses partenaires européens six mois de réflexion, avant de confirmer l'accord initial qu'il avait conclu en 1988 pour sa participation à deux programmes de missile anti-char en même temps : un Trigat destiné à l'infanterie et portant à 2 000 mètres, et un Trigat, monté sur hélicoptère ou sur blindé, et portant à 4 500 mètres. C'est à propos de ce second projet que les Britanniques avaient requis un nouveau délai de réflexion.

Dans son communiqué, le ministère britannique de la défense réitére son engagement sur le premier modèle de Trigat et il annonce que sa participation au Trigat lancé d'un hélicoptère d'attaque antichar se fera sur « une base révisée ». Selon l'industriel British Aerospace, qui collabore avec le groupe français Aérospatiale et le groupe allemand MBH, le coût pour la Grande-Bretagne du Trigat hélicoptère sera réduit de moitié par rapport au programme initial. Le développement de ce projet – à partager entre les trois pays – avait été estimé à 6,2 milliards de francs (valeur 1991) et le Royaume-Uni avait déjà engagé l'équivalent de 1,5 milliard de francs.

Démission du président de Daiwa Securities

Le président de Daiwa Securities, deuxième maison de titres du Japon, a décidé de démissionner à la suite d'un scandale boursier, rapporte mercredi 11 mars l'agence Jiji.

M. Masahiro Dozen doit démissionner en raison d'une affaire boursière qui met en œuvre la pratique du « *lobashi* », laquelle consiste à transférer les pertes d'investissement d'un client sur un autre. Le retrait de Masahiro Dozen est la dernière en date d'une série de démissions liées à des affaires douteuses dans le secteur du courtage au Japon.

En dépit d'allègements fiscaux moins importants que prévu

Le déficit budgétaire britannique représentera 4,5 % du revenu national

Le projet de budget britannique, annoncé, mardi 10 mars, par le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, est destiné à assurer la victoire du Parti conservateur lors des élections parlementaires, prévues pour le 9 avril. Il comporte des allègements d'impôts pour les particuliers et l'industrie, et se veut suffisamment prudent pour ne pas inquiéter les milieux financiers. Le déficit budgétaire représentera 4,5 % du revenu national.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'est pas sûr que le gouvernement de M. John Major ait réussi à soutenir la gageure : rassurer la City et conforter l'électorat. L'exercice était difficile, puisqu'il s'agit de donner au Parti conservateur l'élan que les sondages électoraux lui refusent, les Tories et le Labour continuant de se talonner mutuellement, à environ 40 % des intentions de vote.

En même temps, trop de prodigalité aurait eu pour effet d'inquiéter les marchés financiers, d'affaiblir le monnaie et, par ricochet, de ralentir l'investissement et la reprise – tant attendue – de l'économie. La formule « confiance », essentielle pour convaincre les Britanniques de recodifier le Parti conservateur au pouvoir – pour la quatrième fois consécutive – se serait évanouie.

M. Lamont a donc voulu privilégier le court et le moyen terme. Cela donne un budget qui, tout en ayant d'évidentes visées électoralistes – bien des mesures visent à couper l'herbe sous le pied du Parti travailliste – n'est pas tout à fait un cheval de bataille électoral. La pièce maîtresse, s'agissant des élections, est la décision de réduire à 20 % le taux de base de l'impôt sur le revenu pour les premières 2 000 livres sterling (1) du revenu imposable.

L'objectif des conservateurs était de ramener à terme de 25 à 20 % le taux de la première tranche de l'impôt fixée à vingt-trois mille sept cents livres du revenu imposable (la tranche supérieure de 40 % de change pas). Il s'agit donc d'un objectif, mais également décevant : bien des députés conservateurs s'attendaient à pouvoir annoncer dans leurs circonscriptions que le taux de base était globalement baissé de un ou même deux points.

Le Labour, bien qu'il se soit lui-même engagé à baisser le taux d'imposition pour les bas revenus, se trouvera en contradiction avec ses promesses en cas de victoire : il devra soulever la mesure proposée mardi, comme tous les allègements d'impôts annoncés par le Parti conservateur, puisque ceux-ci, selon M. Neil Kinnock, le chef du Parti travailliste, sont autant de « pots-de-vin électoraux financés par l'argent emprunté ».

Quel effet une telle mesure peut-il avoir sur les contribuables à qui, depuis plusieurs mois, on a fait miroiter la perspective de larges déductions ? Les allègements d'impôts annoncés représentent, en moyenne, une « prime » de 2,64 livres par semaine pour quelque 21 millions de contribuables (plus pour les bas revenus), soit 138 livres par an.

Différentes mesures sont prévues pour améliorer la situation des plus défavorisés, notamment les retraités, qui bénéficient d'une augmentation de leur pension d'environ 2 livres par semaine (3 livres pour un couple). Pour financer ce programme, une pénalité de « recettes de poche » a été arrêtée, comme l'augmentation des droits sur certains alcools (la pinte de bière augmente de 1 penny), le tabac (+ 10 %) sur un paquet de cigarettes, et certains carburants.

Coup de pouce à l'industrie automobile

Ces rentrées fiscales permettent de limiter le montant total des nouvelles dépenses budgétaires à environ 1,5 milliard de livres. Du point de vue de la rigueur budgétaire – dont M. Thatcher se veut la conscience vigilante – ce résultat peut apparaître favorable, le chiffre de 3 milliards de dépenses nouvelles ayant été cité par la plupart des économistes. Mais, globalement, les finances publiques sont dans un état plus grave que prévu. Les besoins d'emprunt du secteur public (le PSBR), c'est-à-dire le déficit budgétaire, vont atteindre 28 milliards de livres pour l'exercice fiscal 1992-1993, soit 4,5 % du PNB – et le double du précédent exercice – ce qui est nettement plus que ne le souhaitaient les marchés financiers.

Certes, on est encore loin du record de l'année 1976, lorsque la Grande-Bretagne avait dû frapper à la porte du Fonds monétaire international (FMI), avec un déficit des finances publiques atteignant près de 10 % du PNB. Mais ce taux de 4,5 % dépasse de beaucoup le plafond de 3 % du PNB prévu par le sommet de Maastricht parmi les « critères de performance » pour faire partie du « club » des pays membres de l'union économique et monétaire.

Un tel résultat, assemblé de perspectives défavorables (un PSBR de 32 milliards de livres pour 1993-1994), atténue les chances d'une nouvelle baisse des taux d'intérêts (le taux de base est actuellement fixé à 10,5 %), laquelle aurait pourtant permis d'atténuer le choc de l'augmentation des cotisations du parti au pouvoir pour les élections.

Il est vrai que le chancelier de l'Echiquier ne s'interdit pas de procéder à un tel ajustement au cours

de la campagne électorale. L'industrie d'automobile n'est pas oubliée, l'automobile se taillant la part du lion : en abaissant de 10 à 5 % la taxe sur les voitures neuves, le gouvernement accorde un ballon d'oxygène à un secteur particulièrement touché par la récession : les ventes pourraient augmenter d'environ 70 000 véhicules, grâce à cette mesure.

Les petites entreprises bénéficient, elles aussi, des dispositions budgétaires, grâce à un allègement de la taxe professionnelle et à l'aménagement de la TVA (le taux reste fixé à 17,5 %). L'impôt sur les plus-values est, d'autre part, allégé, ainsi que l'impôt sur les successions (pour les particuliers, le seuil d'assujettissement passe de 140 000 à 150 000 livres).

Au total, il est difficile au chancelier de l'Echiquier d'échapper à la critique de « saupoudrage électoral ». M. Lamont se dit toujours convaincu que la reprise sera au rendez-vous de la seconde moitié de l'année 1992, c'est-à-dire trop tard pour avoir un quelconque effet sur l'issue du scrutin parlementaire. Les experts du Trésor évaluent maintenant à 1 % le taux de croissance pour l'année 1992 et celui de l'inflation à 3,75 %.

Cette victoire sur l'inflation est probablement de courte durée, puisque les économistes s'attendent à une reprise inflationniste de l'économie. Les mêmes experts prévoient, d'autre part, une augmentation, pendant plusieurs mois encore, du nombre des chômeurs, qui sont actuellement 2,6 millions. L'importance du déficit budgétaire a manifestement réduit la marge de manœuvre dont disposait M. Lamont pour offrir à son parti le « budget pour gager » que celui-ci espérait.

Les largesses électorales que les conservateurs attendaient sont offertes avec parcimonie. M. John Major, qui doit annoncer dans les quarante-huit heures la date des élections – prévues pour le 9 avril – va s'efforcer, dans les prochains jours, de redonner du souffle à la démonstration un peu laborieuse de son chancelier de l'Echiquier, pour tenter de convaincre les électeurs et la City, aujourd'hui probablement un peu dubitatifs.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 10 francs français.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, l'ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10°) - M° Gare-du-Nord.

Tél. 48-57-18-18.

A Grenoble : 76-41-17-47 ;

à Lyon : 05-05-16-15.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Enfants à vendre

VOUS nous reprochez souvent, à nous les journalistes, d'aborder un problème, je pense aux gemmes offertes à la perverse concupiscence des vacanciers sur les trottoirs de Manilla, et puis de laisser froidement tomber, poussés par les impératifs de l'actualité. Eh bien, je vais vous en repeler, moi, aujourd'hui, à la demande insistante d'une organisation internationale l'ECPAT, End Child Prostitution In Asian Tourism.

Tout le monde rousselle, les affaires stagnent, à quand le reprise... De ce côté-là, il n'y a pas à se plaindre. De Bangkok à Goa en passant par les Philippines, des charters déposent jour et nuit leur cargaison de pèlerins amateurs de chair fraîche. De plus en plus fraîche. Le faïencé, on s'en méfie, rapport au sida, et la masseuse thaïlandaise ne fait plus recette. Les clients préfèrent se fournir aux rayons fillettes et garçonnettes. Telles 12 à 16 ans. Depuis peu, devant l'ampleur de la demande, on fait aussi l'enfant. A partir de six ans.

Fourni par les villages voisins.

nante, ce petit bétail, ce représentant des centaines de milliers de têtes, est acheminé, en toute impunité complice et corrompue, vers les bordels, les cabarets et les hôtels des grandes villes pour être souvent revendu à l'import-export en direction du Moyen-Orient.

Formidablement prospère, ce nouveau marché exploité par des agences de voyage, circuit organisé ou formulé à la carte, onze jours Paris-Paris, guides et revues spécialisées à l'appui, offre aux pédophiles en goguette des possibilités de « rencontre » enrichissantes. Très ! Il s'agit en fait d'une nouvelle forme d'esclavage exercé par les hommes des pays riches sur les gosses des pays pauvres, victimes de ce que l'ECPAT-France dénonce, à juste titre, comme un crime contre l'humanité.

D'où cet appel. Le moyen d'y répondre ? En s'en faisant l'écho à tout moment, à tout propos, en brisant cette conspiration du silence pour s'insurger sans fausse honte contre la liberté de disposer du corps des autres.

EN BREF

Le président Soares reçoit par M. Mitterrand. Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, s'est entretenu avec M. François Mitterrand, mardi 10 mars, au palais de l'Élysée. M. Soares était en visite privée à Paris pour assister aux obsèques du peintre portugais Maria Elena Vieira da Silva, décédée le 6 mars. (AFP)

Les chantiers navals de l'ex-RDA seront vendus à des groupes allemand et coréen. Les principaux chantiers navals de l'ancienne RDA, jadis très puissants, devraient être vendus à des groupes allemand et coréen, a annoncé mardi 10 mars l'Office de privatisation de l'ancien Etat communiste. Cette nouvelle a soulevé sur les bords de la Baltique des manifestations des salariés qui occupent les sites depuis près de deux semaines. Vulkan AG (Brême) achètera le chantier Meeres-Teknik-Werft de Wismar et l'usine de moteurs marins Dieselmotorenwerk de Rostock, tandis que Kvaerner AS (Oslo) héritera du

chantier Neptun-Warnow-Werft, également à Rostock. Cette décision, « la plus difficile que le Treuhand, Office de privatisation, ait jamais eu à prendre », selon sa présidente, M. Birgit Bruel, doit être encore avalisée le 17 mars par le conseil de surveillance de l'office, puis par le ministère fédéral des finances à Bonn et enfin par la Commission européenne. (AFP)

Selon M. Dumas, le document du Protégé cité par le New York Times « se correspond pas à la réalité ». M. Roland Dumas a déclaré, mardi 10 mars, à Bruxelles que le document du Pentagone publié par le New York Times reflétait une « orientation d'esprit qui, j'espère, ne correspond pas à la réalité ». Le ministre français des affaires étrangères, qui s'est entretenu avec le secrétaire d'Etat américain, James Baker, a indiqué qu'il n'avait pas parlé avec son interlocuteur de ce document, qui se prononçait notamment contre la création d'une structure de sécurité strictement européenne qui affaiblirait l'OTAN. (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 mars

Baisse à l'ouverture

La baisse a fait sa réapparition mercredi matin 11 mars rue Vivienne. En retrait de 0,16 % au début des échanges, les valeurs françaises abandonnaient 0,31 % aux alentours de 11 heures. Selon un opérateur, ce recul s'effectuait dans le sillage du MATIF, mais il jouait toutefois « exagéré ». Dans ce contexte, parmi les plus forts replis, on relevait ceux de Paribas, CCF et UAP.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde DES LIVRES

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
TESTER
ET ENRICHIR
SON
VOCABULAIRE

42 F

SOMMAIRE	
DÉBATS	
Politique : « Pour la cohabitation », par Patrick Davedjian ; « Pour le proportionnel », par Alain Vivien. Bonne heure : « L'amant-aspirine », par Albert Memmi	2
ÉTRANGER	
Etats-Unis : M. Bill Clinton bien placé pour obtenir l'investiture démocrate	3
Washington et Lee Douze vont coordonner leurs politiques (à l'égard de la Yougoslavie)	4
L'OTAN et la CEI ont épuisé une nouvelle démarche de la CSCE au Haut-Karabagh	4
M. Cheverdonaze élu président du nouveau Conseil d'Etat géorgien	4
M. Terek Aziz devant le Conseil de sécurité de l'ONU	6
La visite à Paris du dirigeant kurde M. Barzani	6
Cambridge : les Khmers rouges demeurent le principal obstacle à la paix	6
POLITIQUE	
La préparation des élections régionales	7-8
Les manifestations contre le Front national	7
Le renouvellement des cantons	8
SOCIÉTÉ	
La transfusion sanguine condamnée à payer plus d'un million de dollars	9
La mort inutile de Youssef	10
Deux nouveaux patrons à la tête des renseignements généraux et des polices urbaines	10
ÉDUCATION • CAMPUS	
La communication dans le collimateur ; la vitalité des leçons provinciales	11-12
POINT	
La politique de la ville	14
ÉCONOMIE	
Le groupe Harsant rachète la Maine libre et le Courrier de l'Ouest en groupe Amaury	15
Nouvelle pression des Etats-Unis pour conclure l'Uruguay Round	15
Au Liban, la ruée vers le dollar accentue la flambée des prix	16
Les banques et le ministère des finances pris au piège des comptes rémunérés	16
CULTURE	
Cyrus à Babylone, de Roseini, à Tourcoing	22
Deux diaporamas : le musicien de jazz Red Callender et l'auteur-compositeur T-T-Emile	22
ARTS • SPECTACLES	
La Cité de la musique à La Villette : le repris du Voyage du réalisateur anglais Michael Powell ; Picasso à l'Opéra-Garnier	25 à 34
Services	
Abonnements	2
Annonces classées	18-19
Automobile	22
Marchés financiers	20-21
Météorologie	23
Carnet	22
Mote croisés	22
Radio-Télévision	23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro de « Monde » daté 11 mars 1992 a été tiré à 479 761 exemplaires.	

SCIENCE & VIE
HIGH TECH

Quelles sont aujourd'hui les grandes innovations technologiques appliquées ou son et à l'image ? Les produits High Tech se multiplient et se périment vite, comment vont-ils évoluer ? Vidéo, disques, fax, photo, Hi-Fi, radio, télévision haute définition... SCIENCE & VIE HIGH TECH vous informe, pour mieux comprendre et choisir vos équipements.

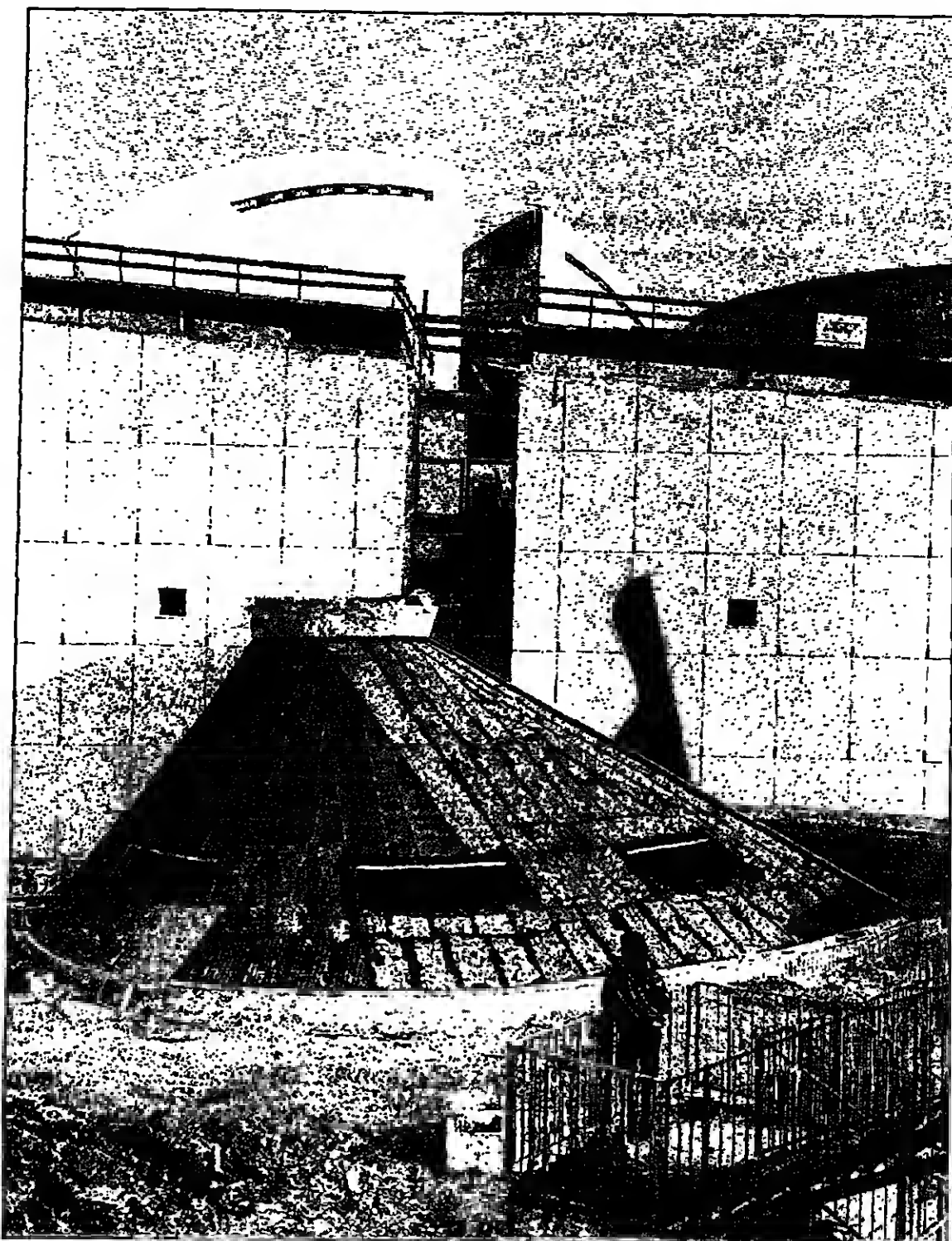
Ce n'est pas de la Science Fiction, c'est dans

SCIENCE & VIE HIGH TECH
PHOTO • VIDEO • TV • SON • TELECOM

ARTS • SPECTACLES

Musicopolis

Elle a bien failli ne jamais exister. Elle est née privée de certains des attraits qu'on lui supposait. Elle arrivera largement après terme. Mais elle vient d'hériter d'une maman (Brigitte Marger, directeur général) et de deux papas (Xavier Darasse, directeur du Conservatoire, Alain Durel, président du conseil d'administration), sa première chance exceptionnelle ayant été qu'un grand compositeur français se soit penché très tôt sur son berceau. La Cité de la musique de La Villette aura été le plus ingrat des bébés culturels du président de la République. La Bastille, sa grande sœur, n'aura finalement rien eu à lui envier. Mais cette Cité pousse, embellit, des fleurs architecturales jaillissent de son béton. Allant lui rendre visite, l'envie vous prend maintenant de l'écouter chanter.



La Cité de la musique, un grand projet culturel à mi-course

Le Musée des instruments en travaux, dans la partie est de la Cité de la musique. Sur le devant, le volume conique, surnommé « le tipi », a déjà changé trois fois de destination. Finalement, on y installerait une bibliothèque.

GASTON BERGERET

SOIT on remonte à la conception, au premier désir d'un ministre, inspiré par un président, de donner naissance, avec cette Musicopolis, cette Métropole, au plus bel enfant du monde : on voit combien le projet a perdu de poids pendant la gestation ; on déchantait sérieusement. Comme La Bastille, autre grand projet musical présidentiel, la Cité de la musique de La Villette n'était pas née coiffée (autre supplément du 8 mars 1990). Soit on la prend telle qu'elle est, cette Cité pleine de vie déjà, prête à devenir club d'écoute et de formation, lieu où il fera bon de transporter l'oreille toute une journée, alors c'est tout simple : cette ville de musique, n'a envie de la fréquenter.

C'est aussi qu'avec l'arrivée d'un nouveau directeur de la musique au ministère de la culture (un *lira* son interview page suivante), avec la volonté de Jack Lang d'inaugurer pour de bon un projet que Boulez a courbé de l'œil, dans le climat actuel de déconspiration générale, des noms ont été prononcés, des personnalités ont été nommées - Brigitte Marger, Xavier Darasse, Alain Durel. Ça permet de mettre des têtes sur un organigramme et des espoirs de programmes sur le béton.

Organiste, compositeur, pédagogue confirmé, organisateur de festival, Arlequin affectueux et malin aux multiples facettes, Xavier Darasse est arrivé côté nœud dans un conservatoire déjà en activité, déménagé de la rue de Madrid par son prédécesseur Alain Louvier, pour achever de sortir la vieille école de son sommeil. On n'en est qu'aux premières étincelles. Ses efforts porteront sur la musique ancienne (une classe de pianoforte, enfin) et sur la musique contemporaine. Aux deux orchestres d'étudiants s'ajoutera peu à peu un ensemble d'instruments anciens. Des invitations sont déjà lancées à des chefs de la stature de Muti, d'Hamoncourt, de Brüggen pour qu'ils consacrent un peu de leur temps à la formation des jeunes orchestres. Chercheur mais aussi interprète, Darasse joue à fond la carte à l'américaine du conservatoire campus et lieu de production, maison ouverte « où il se passe toujours quelque chose ». « Et c'est vrai, nous a-t-il déclaré, qu'entre concert d'orgue et opérette, cours publics et répétitions, il y a toujours chez nous des manifestations formidables, capables de passionner le grand public. Mais les étudiants n'en sont pas toujours conscients eux-mêmes. »

Les deux autres nouvelles têtes de la Cité sont l'un président, l'autre directeur général. On connaît au moins une parenté entre Brigitte Marger (administratrice générale de l'Ensemble intercontemporain) et Alain Durel (patron du Théâtre des Champs-Élysées) : ce sont

d'infatigables bêtes de travail. Ils ont jusqu'au mois de mai pour construire, au mieux des besoins de chacun, une programmation qui d'est en nœud amènera du public au Conservatoire, mettra des interprètes au service du musée (salle de trois cent cinquante places avec équipement audiovisuel et orgue baroque cherche utilisateurs). Qui donnera surtout sa raison d'être à la salle modulable de 1 100 places qui surplombe la partie est : l'attraction de la seconde phase des travaux dont l'inauguration, mille fois retardée, devrait tout de même se faire à l'automne 1994.

Donc un conservatoire à gauche. Un musée de la musique, un auditorium à droite. La Grande Halle de La Villette au milieu - on sait bien qu'il faudra compter avec elle - et la Cité des sciences à l'horizon. Ce n'est évidemment pas la grande synergie décrite dans l'euphorie de 1981 par les rêveurs éveillés du tout premier projet, celui de la grande-grande Cité de la musique. On y comptait alors un opéra (on sait comment la place de la Bastille en a bériné), un auditorium géant pour formation implantée (l'Orchestre de Paris, disait-on), une salle polyvalente, un musée (ces deux-là sont restés) et même une salle de cinéma. On n'en est plus à ces élucubrations.

Mais on peut visiter le chantier. Des travaux au ralenti, des finitions ici achevées, tandis que le gros œuvre attend ailleurs la forme définitive que lui donnera un programme encore imprécis, la Cité de la musique, versant est, a un côté Belle au bois à demi endormie. Dans ce demi-déshabillé, cela ne l'empêche pas de révéler d'ores et déjà ses charmes, qui sont et seront grands. Et presque accrus par le caractère désormais inutile, donc strictement poétique, d'une grande structure métallique qui, dans les airs, traverse tout cet ensemble de part en part. Elle restera pour l'heure inachevée, coupée net comme un plongeur.

Cette partie de la Cité avait été imaginée comme une sorte d'immense être vivant dont chaque élément, chaque organe pourrait avoir son développement autonome : la grande salle, le musée, ce qui aurait dû être un commissariat, les locaux de l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique, des bureaux pour la SACEM - le centre de documentation de musique contemporaine de Marianne Lyon y trouvera place : bonne nouvelle - et quatre-vingts studios pour les étudiants du conservatoire. Sur le papier, cela a longtemps permis de plier l'imagination de l'architecte aux fantaisies éphémères des commanditaires. Puis le béton s'est figé. Plutôt que d'imaginer le musée comme une boîte neutre où pour-

rait s'installer n'importe quelle muséographie, Portzamparc, qui devait s'associer Peduzzi (on n'en est plus là), avait imaginé une structure forte, impliquant des zones d'ombre et de lumière, des pièges à sons et à images, un parcours qui, dans les organes de ce grand animal, aurait pu faire du visiteur une manière de Jonas. Changement de direction, changement de programme, concours. C'est maintenant Hammoutène qui doit installer sa propre vision, usuellement tambourinante et rectiligne, dans cet univers à la complexité d'ores et déjà figée.

Dans les incertitudes du chantier, on perçoit heureusement les fulgurances formelles de Portzamparc : des pleins, des vides, des caisses de lumière et de résonance, qui évidemment, une fois le diplotodocus rangé dans l'arsenal des décors finés, définira une architecture organique, mais plus proche de celle que l'on prête à la complexité des instruments de musique. Formes arrondies mystérieuses, percées d'ouïes, striées de cordes tendues, autant d'éléments dont on ne comprend pas comment ils vibrent ensemble, mais dont on attend pourtant une harmonie.

Grâce au rapport Loyrette remis au ministère en août dernier, on devine à peu près à quoi tend le musée. Présentation permanente d'instruments rares ou précieux (*lire page suivante l'encadré de Denis Fortier*). Mais aussi mise en scène, à travers l'univers des objets, de dates-clés de l'histoire des genres et des styles. Musique vivante, avec zones d'écoute, démonstration permanente. Mais programme pédagogique ambitieux, avec bornes interactives, cabines expérimentales, vaste appareil de documentation. Reconstitution sous forme de maquettes de quelques grands événements de l'histoire de la musique. Exposition en parallèle des effectifs instrumentaux mobilisés à l'occasion.

Ce seront ainsi, sur un premier niveau, luths, cistres, cornets, que l'on pourra regarder de près, autour de la première reconstitution de l'*Orfeo* de Monteverdi et d'*Alceste* de Lully : naissance de l'Opéra, mécénat royal. Au-dessus : *Dardanus* de Rameau, *Symphonie parisienne* de Mozart : les salons, les premiers concerts publics, exposition de clavecins flamands et français. Au-dessus encore : *In Symphonie fantastique* ; le grand orchestre et le règne du violon.

ANNE REY

Lire la suite page 26

CINÉMA	28
Reprise du « Voyeur » de Michael Powell	
DISQUES	33
PIL, Manic Street Preachers, The Clash : les fils des derniers des Iroquois	
DANSE	34
Picasso à l'Opéra Garnier	
Lire pages 29 à 32 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

... • Rétrospective
au Grand Palais
22 février-1^{er} juin 1992
Toulouse-Lautrec
Réservation

3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86
Fnac
Musée & Compagnie
49, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.

Exposition organisée avec le concours de
Réunion des Musées Nationaux • Peduzzi • Beghin-Sy

ants à vendre

PARIS

ecture

ent toujours
e technologie
n à l'image
multiplicat
onts expos
e, fax, photo
n haute de
GH TECH
e et choisir vos

gence Fiction, c'est de

KEVIN
I TECH

MUSIQUE

VISITE D'UN MUSÉE EN DÉMÉNAGEMENT

Instruments au stéthoscope



HARLINGUE-VIOLETTE

Il y a là de magnifiques clavecins, des violons et des violes défilamment ouvragées, des cistres Renaissance et des sonnaillles du Moyen Age. Ils ont souffert du temps les réparables outrages.

COINCÉS entre une gare de triage, le boulevard périphérique, le canal de l'Ourcq et les confins du parc de La Villette, les environs immédiats de la Halle aux cuirs pourraient servir de décor à un film de Fritz Lang, version post-nucléaire. Le bâtiment lui-même est sinistre. Cet ancien entrepôt, construit dans les années 60, était destiné au stockage et au séchage des peaux en provenance de l'abattoir de La Villette. Aujourd'hui, plusieurs étages de bureaux abritent quelques services administratifs de la Cité des sciences, toute proche, ainsi que de la Cité est de la musique encore en plein

chantier. Le rez-de-chaussée réserve une surprise : on y a transféré, en 1990, la collection d'instruments de musique du Conservatoire national supérieur de musique de Paris avant son installation définitive dans la nouvelle aile de la Cité de la musique en septembre 1994.

Plusieurs centaines de caisses, dûment répertoriées, de toutes tailles, attendent leur ultime voyage vers la conservation muséale. La caisse 197 abrite « la grande dame », une contrebasse géante, de près de quatre mètres de haut, qui date de 1859. Juché sur une estrade, l'octobassiste jouait des trois cordes de l'instrument en actionnant des doigts métalliques à l'aide de pédales, manettes et tirasses. L'ancêtre du gaffophone de Gaston Lagaffe!

Climatisation, degré d'hygrométrie, l'espace de stockage de la Halle aux cuirs a été adapté à sa mission d'accueil temporaire. Les systèmes de sécurité, notamment contre l'incendie, sont à la mesure de la valeur inestimable des pièces. Dans les mille mètres carrés du hangar, la moindre fumée suspecte déclencherait l'émission d'un gaz étouffant les flammes. Pas question d'ar-

rosier ces trésors! D'ici à 1994, on s'emploiera à classer, répertorier et surtout restaurer quelques-uns des quatre mille instruments de musique rassemblés depuis 1795. Une première acquisition, sous la Convention, portait sur environ quatre cents instruments, pour la plupart saisis à des personnes condamnées. Mais le musée a pris son véritable essor au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, à partir d'une magnifique collection privée achetée par l'Etat en 1861. Il connaît des années fastes jusqu'à la première guerre mondiale. Les Années folles lui seront fatales. Il faudra attendre les années 60 et la double impulsion de M^{me} de Chambure (1) et de l'Américain Frank Hubbard pour réveiller l'intérêt, sinon du grand public, au moins des musicologues.

Une première équipe regroupant ébénistes, luthiers, historiens, restaurateurs, chercheurs, décide de parer au plus pressé. Il s'agit en fait de sauver ce qui peut encore l'être, après des années d'un quasi-abandon. Les locaux insalubres du Conservatoire de la rue de Madrid, humides, étroits, sans aucun système de sécurité, ont fait des ravages. Cette opération de sauvetage débouche sur un premier inventaire scientifique des collections. Un laboratoire est créé. Il a pour mission de déterminer l'état de conservation de pièces parfois uniques au monde, dont les plus anciennes remontent à la Renaissance, et d'établir de nouvelles méthodes de restauration. Les premiers examens montrent l'étendue des dégâts. Les réparations – souvent sauvages – pratiquées jusque dans les années 30 tiennent du ravaudage. Certains luthiers du siècle dernier n'hésitaient pas à décaper une viole de gambe ou le couvercle d'un clavecin au papier de verre avant de repasser une couche de peinture ou de vernis. Une pratique heureusement abandonnée!

Conservateur et chef de projet du Musée de la musique, Florence Gétreau souhaite avant tout respecter l'intégrité et l'authenticité de chaque instrument. « La déontologie en matière de conservation et de muséologie a profondément changé. Nous cherchons désormais à préserver les traces de vie propres à chaque pièce. L'usage, les rayures, les chocs font partie intégrante de l'histoire de l'objet. »

Membre de l'équipe très spécialisée du laboratoire, Michel Robin manipule au quotidien des outils parmi les plus modernes, couramment utilisés en milieu hospitalier dans les centres d'exploration fonctionnelle. Radiographie, endoscopie, fibroscopie, donnent une image complète de l'instrument et déterminent son état de conservation. « Les insectes xylophages, les champignons et les moisissures sont parmi les principaux prédateurs », souligne Michel Robin. Le cliché radiographique détecte les galeries creusées dans l'épaisseur des tables de clavecin. Épaisse à l'origine de 2 à 3 millimètres, la table peut être réduite à la finesse d'une feuille de papier à cigarettes!

L'amputation est quelquefois inévitable. Le remplacement d'une pièce d'origine – table d'harmonie, touche, chevalet – est alors effectué avec des matériaux aussi proches que possible de l'original. Le laboratoire puise notamment dans un stock de bois anciens (hêtre, épicéa) datant de 1830, récupéré par hasard dans une ancienne

maison de piano à Levallois. L'emploi de matériaux nouveaux reste exceptionnel et se résume aux résines de synthèse dont la qualité acoustique autant que la stabilité et la résistance ne sont pas démontrées.

Autre outil, le fibroscope, tuyau souple muni à son extrémité d'un objectif miniaturisé, permet de percer le mystère de la caisse d'une guitare ou d'un violon. L'appareil est introduit par la rosace ou l'ouïe, sans aucun danger pour l'instrument lui-même. Les spécialistes parlent de « contrôle non destructif ». La vision directe révèle souvent la présence d'une étiquette, voire d'une signature : élément décisif pour dater l'instrument.

Un procédé, appelé « photogrammétrie », complète la fiche signalétique de chaque élément de la collection. Ce procédé consiste à prendre une photographie stéréoscopique de l'instrument, sous deux angles différents. On en obtient ainsi une vision en relief. On réalise alors un dessin technique. Le musée développe parallèlement une banque de données informatisée, riche de ces fameux dessins, qui est mise à la disposition des chercheurs. Une première mondiale.

L'objectif de tous ces examens est d'établir un diagnostic aussi précis que possible avant une éventuelle intervention. Parmi les diverses méthodes de restauration dont dispose le laboratoire, l'une, mise au point par le département électro-chimie d'EDF, permet de lutter contre la corrosion des cuivres (cornet, trompette, etc.). Le traitement consiste à immerger l'instrument dans un bac à électrolyse. Attaquée, la couche de corrosion disparaît au bout de quelques heures, après rinçage à l'eau déminéralisée. De gris, ou même noir, le cuivre retrouve son aspect flamboyant d'origine. Seule ombre au tableau : la moindre trace de doigt engendre une nouvelle corrosion. Cette technique n'est donc utilisée que pour des pièces uniquement destinées à être exposées.

« Les méthodes évoluent », souligne Anne Hussay, technicienne de la restauration. Les colles employées aujourd'hui sont plus performantes et leur gamme d'utilisation plus étendue qu'au début du siècle. Le caractère plus ou moins volatile des nouveaux solvants permet de décaper certaines peintures avec une précision remarquable, sans abîmer les pièces. Nous prenons de moins en moins de risques. »

Les ravages du temps ne permettent pas toujours de redonner à l'instrument son lustre d'origine. Même si, comme le rappelle Florence Gétreau, « la mise au musée n'équivaut surtout pas à une mise à la retraite », certains objets seront présentés sous forme de copies. Mais les autres sont destinés à revivre « pour de vrai » face au public. Auparavant, chaque étape de la restauration aura fait l'objet d'un rapport tant sur les méthodes que sur les produits utilisés. Données précieuses pour les conservateurs de l'an 2000.

DENIS FORTIER

Musicopolis

Suite de la page 25

Passant par une conque allouée – c'est bien le moins – aux musiques en plein air et aux instruments mécaniques, on atteindra Java, la Perse, le Japon, une maquette de la salle du Trocadéro : exotisme, gigantisme, le XIX^e siècle et son obsession du progrès. Et l'on regagnera tout en bas le XX^e siècle, c'est-à-dire le nôtre, avec exposition d'instruments « historiques » comme les premiers synthétiseurs de l'IRCAM, et l'UPIC de Xenakis. Eh oui, déjà au musée!

La salle? 1100 places ou 800, selon qu'on y joue Gabrieli ou Stockhausen, la Création de Haydn ou des quatuors de Schoenberg. « Construisez-moi une boîte à chaussures », aurait demandé Pierre Boulez à l'architecte. D'accord, semble avoir répondu Portzamparc, mais enveloppons la boîte d'un grand œuf. Soit un rectangle dans une ellipse : des gradins remplissant l'arrondi des deux bouts de l'œuf, d'autres gradins s'alignant sur les côtés. L'un des arrondis est amovible et peut laisser place à volonté à une scène, ou à une fosse. Le public? Où vous voulez. En position frontale classique, ou latérale, au milieu, en étoile ou en croix, en rond ou en rang. On étudie, presque comme un prototype, le modèle léger de fauteuil adéquat.

« Depuis des années, il est évident que tout un répertoire risque de disparaître faute de salles appropriées », dit Brigitte Marger. De Gruppen et Carré de Stockhausen à l'Alleluia de Berio en passant par les Vespres de Monteverdi et les grands chœurs polyphoniques du seizième siècle italien. On sait que Répons de Boulez avec sa diffusion spatialisée n'a pas non plus trouvé asile depuis sa création. Il fallait aviser.

Mais, comme chaque fois qu'acoustique et acousticiens entrent dans la ronde, les avis n'ont pas tardé à diverger. Disons, pour tenter de résumer une aventure embrouillée, que tout le monde ne s'est pas entendu tout de suite, on n'a pas traduit les mêmes mots de la

même façon, et que cela va, au bout du compte, nous coûter un peu d'argent. Vieux classique.

« Variabilité » : le maître mot pour cette salle, nous le disions. Mais qu'est-ce qui doit varier? Le dispositif scénique, c'est entendu. La place des fauteuils et du public, admettons. Mais Pierre Boulez aurait voulu dès l'élaboration du programme (ou en cours de travaux, le point reste contesté) que varie aussi, selon l'œuvre choisie, l'acoustique de la salle. Qu'elle soit plus sèche pour la musique de chambre et le répertoire de notre siècle. Plus réverbérante pour les grandes machines symphoniques et chorales, les œuvres lyriques. A instruments d'époque, acoustique d'époque.

L'acousticien choisi à l'origine brasse les plus gros marchés français. Daniel Commins a réussi le Corum de Montpellier, raté l'auditorium d'Orsay. Toujours est-il qu'il a été associé d'emblée à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre de la salle de La Villette. Au début de l'été 1991, Pierre Boulez vient sur le chantier. Il se prend à douter. Des incongruités acoustiques auraient été décelables à l'œil nu, comme le fait que les rambarades destinées à surplomber la fosse étaient pleines et inclinées : elles auraient ramené le son vers les musiciens.

Le conseil d'administration est réuni en juillet. Thierry Le Roy, alors tout nouveau venu à la direction de la musique, entend les craintes du musicien et demande l'expertise des chercheurs de l'IRCAM. Ceux-ci travaillent dans la salle entre juillet et août, avec des outils tout récents « scientifiques à 95 % ». Leur diagnostic est sans appel : acoustique générale de qualité moyenne ; consigne de variabilité non respectée.

Mais y avait-il eu consigne ou pas consigne? On soutient, du côté des architectes, avoir entendu Boulez demander explicitement une salle scénographiquement mobile et acoustiquement fixe. Et personne ne conteste que la salle que Commins s'appropriait à livrer était

conçue pour un taux de réverbération moyen, non modulable, de 2 secondes (lire l'encadré ci-contre), quel que soit le dispositif scénique choisi. Pour 650 000 F, le même Commins accepte désormais de suivre et de vérifier la bonne application des modifications préconisées par ses collègues de l'IRCAM. Des systèmes mécaniques feront tourner des panneaux au plafond et des rideaux sur les côtés, absorbant sur une face, réfléchissant sur l'autre. L'addition? « 20 millions », répond Thierry Le Roy, qui aime les chiffres ronds. Elle paraîtra énorme quand on saura le résultat, en termes de variabilité acoustique, de ces améliorations : de 1,3 à 2 secondes. Deux milliards de centimes pour une marge de manœuvre de sept petites dizaines de seconde! Une partie de la somme correspond, il est vrai, au coût induit par le retard sur les travaux de l'édifice. Il ne reste plus qu'à prioriser que les calculs de l'IRCAM soient scientifiques... à cent pour cent.

D'autant que les projets pour cette salle mettent l'eau à la bouche : œuvres pour petits ensembles symphoniques et de chambre du Moyen Age au XX^e siècle ; musiques ethniques « de qualité » et insolites comme ces orphéons du Népal et du Tibet influencés par les fanfares britanniques ; pas de rock mais du jazz et de la chanson française « les jeunes compositeurs-interprètes seraient peut-être intéressés de pouvoir travailler avec des instrumentistes du Conservatoire au lieu de s'accompagner aux syntés », dit Brigitte Marger. A contre-courant de la programmation parisienne – qu'il va falloir court-circuiter, c'est tout le problème – des journées non-stop avec récital d'orgue le matin, jazz à midi, concert familial l'après-midi, entrée libre aux répétitions, ou autres académies d'été, seraient proposés le dimanche. Le prix du ticket-club pour la journée? « A peine plus qu'une place de cinéma. »

A. R.

Acoustique expérimentale

Le temps de réverbération optimal d'une salle de concert moderne est fixé entre 0,7 seconde et 2,4 secondes. Mais il descend jusqu'à 0,2 seconde dans les tout petits studios de travail, et monte jusqu'à 6 secondes dans les grandes églises italiennes, que San-Marco de Venise, où étaient données au seizième siècle de grandes polyphonies spatialisées à deux chœurs. La salle modulable de la Cité de la musique – dans laquelle on devrait entendre, entre autres, les chœurs concertants d'Andrea Gabrieli au même titre que le *Spem in alium*, à quarante voix réelles, de l'Anglais Thomas Tallis – n'a pas tenté de reconstruire ces effets d'écho, pourtant historiques et liés à l'esthétique même de l'écriture religieuse ancienne. Plus près de nous, le temps de réverbération se maintient à 1,3 seconde au Théâtre des Champs-Élysées, et à 2,2 au Concertgebouw d'Amsterdam, sans doute la salle la moins sèche d'Europe.

Les rares salles construites récemment pour répondre aux exigences expérimentales de variabilité acoustique totale sont l'Espace de projection de l'IRCAM (on n'y donne pratiquement plus de concert, pour quoi?) et le Studio Philips à Eindhoven. Par ailleurs, les Japonais ont conçu un prototype de mini-studio qui permet à un pianiste de retrouver et d'autres prestigieuses salles de Carnegie Hall et d'autres prestigieuses salles du monde : de l'acoustique en conserve, en quelque sorte. La Nasa et la marque de micros AKG ont mené de leur côté des recherches poussées sur l'écoute des concerts au casque : la difficulté n'est alors plus tant dans la « réponse » des surfaces et des matériaux du bâtiment que dans la façon dont chaque auditeur, individuellement, est branché sur les sources de diffusion. Une problématique toute différente, on le voit. Les spécialistes d'Espaces nouveaux et de l'IRCAM travaillent enfin sur un projet d'acoustique virtuelle, selon un procédé nommé spatialisateur, dans un volume interne de la sphère est tapissée de quatre-vingts sphères. Le système est assis au centre de la sphère qui permet de faire varier les paramètres de l'espace simulé (nature des matériaux, volume, etc.). Le but est de reconstruire tout type de salles ou de lieux publics, qu'ils existent ou qu'ils soient en voie de construction.

A. R.

منذ من الشغل

MUSIQUE

RENCONTRE AVEC THIERRY LE ROY

Un directeur fait ses classes

Avec la plus extrême courtoisie, le nouveau directeur de la musique et de la danse a prévenu son petit monde qu'il lui restait beaucoup à apprendre sur la musique et sur la danse. Cette fraîcheur sera peut-être sa force.

« J'AVAIS vingt ans en mai 68. » Ainsi Thierry Le Roy s'est-il retrouvé « à gauche » par choix personnel plutôt que par tradition familiale. L'ENA, qu'il a connue dans l'effervescence des années précédant le premier gouvernement Mauroy, n'était pas l'école « du sérieux et du bachotage » qu'elle est aujourd'hui. Le Parti socialiste l'accueille en 1974, il adhère au CERES. Il se sent « toujours proche de Che- »

Courtois, discret, BCBG du sourire britannique à la pointe des moustaches, le nouveau directeur de la musique se décrit, à travers son parcours politique, comme un homme d'engagement. Le mot « immigration » évoque pour lui un « souvenir fort, l'époque où tout était possible, où toutes les portes s'ouvraient » : 1981. Il était alors directeur du cabinet de François Autain, secrétaire d'Etat chargé du dossier « Nationalisations ». Il y était. Au cabinet de Pierre Mauroy. Puis auprès de Jean-Pierre Chevènement, au ministère de l'Industrie. Il en dresse « un bilan nettement positif, alors même que ce n'est pas une opinion partagée ». Et met de la sincérité dans son coup de chapeau à Jack Lang (dont il dirigea le cabinet entre 1984 et 1986, et dont il fut brièvement en 1986 le directeur du patrimoine) : « C'est un homme qui sait prendre des décisions rapidement. En 1984, le gouvernement de la gauche était en grand essoufflement, un seul secteur bougeait encore : le sien. Il croit dans les hommes. C'était nouveau pour moi. »

Thierry Le Roy a accepté en septembre dernier la direction de la musique, poste qui lui avait déjà été proposé en 1988 : une idée de Maurice Fleuret. « Son insistance a dû laisser des traces. Trois ans après, je n'ai pas trouvé l'idée aussi incongrue. Et je ne pense pas qu'il n'y ait que des inconvénients à se retrouver, comme moi, dans un ministère qui m'est familier mais avec l'expérience d'autres secteurs professionnels que ceux de la musique et de la danse. »

C'est vrai que, contrairement à son prédécesseur, Michel Schneider, qui signe des articles dans les rubriques spécialisées, fréquente par goût opéras et concerts, touche au piano en amateur, le nouveau directeur « aime la musique mais ne connaît pas le milieu musical ». Une naïveté, une fraîcheur que, d'ailleurs, il revendique. Car il ne demande qu'à apprendre et, tenez, si vous voulez bien lui expliquer... La tactique n'aura qu'un temps. Elle est encore désarmante.

« Quand je suis arrivé rue Saint-Dominique, la situation était houleuse sur beaucoup de fronts. Une crise sans précédent avait eu lieu dans les écoles de musique. Ce terrain, si longtemps pacifique, s'était mis à bouger. Michel Schneider a agi à chaud. J'ai tout fait ensuite

pour que le dialogue s'instaure. Je me réjouis que nous ayons désormais comme interlocuteurs des professeurs de musique syndiqués. »

La concertation a également été lancée en novembre entre les délégués des orchestres et leurs administrateurs, sur le thème de la compétitivité, de leurs droits sur les produits audiovisuels, de leur participation aux choix artistiques. Les orchestres français redoutent la venue des musiciens de l'Est. Ils ont de l'Europe une vision inquiète. Cela suscite parfois des réactions protectionnistes. Leurs syndicats s'interrogent. Il manque des relais.

« A une époque, on a considéré que la qualité de la musique symphonique passait par la constitution d'orchestres permanents. Quand je vois le développement et le succès des formations intermittentes comme les orchestres baroques, je suis forcé de m'interroger. Comment obtenir le meilleur orchestre pour faire la meilleure musique ? C'est ainsi, je crois, que la question doit être posée. Ce qui ne signifie pas que l'on s'engage dans un programme de désaffectation des formations permanentes. »

Je prends un exemple emblématique : l'Orchestre de Lyon. Emmanuel Krivine s'est séparé de trente musiciens. Mais, grâce notamment aux efforts de Patrice Annenkov, le directeur administratif, ces musiciens ont été reclassés. Quand on parle de contrôle de fonction à l'Orchestre de Paris, cela fait l'effet d'une bombe atomique. Tout serait différent s'il existait des modalités de reclassement. Faire durer le système des orchestres permanents ? D'accord, si cela ne met pas en péril la qualité artistique. Il faut que le statut des musiciens permette d'assurer le renouvellement des effectifs sans provoquer de drames humains.

Nos orchestres travaillent en circuit fermé, ne se connaissent pas les uns les autres, disposent de peu d'informations sur leurs homologues européens : une association a été créée, qui réunit leurs responsables. Ma direction a réalisé ou primé dernièrement une enquête sur les quinze meilleures formations européennes. On la distribue largement. Les gens commencent à gambi- »

Je m'efforce, depuis mon arrivée, d'examiner chaque profession dans sa verticalité — nous avons un projet de table ronde sur la diffusion de la création musicale, qui pourrait se prolonger à l'automne 1992, dans le cadre du Festival Musica à Strasbourg. Il faut que la direction de la musique soit l'interlocuteur naturel de toutes les professions de la musique. Le risque serait alors de nous transformer en administration de clientèle. Je crois davantage le risque d'aulisme. Nous avons besoin de la confiance de tous. Je ne crois pas qu'elle nous soit acquise d'un bloc. »

Nommé le 29 mai dernier, Thierry Le Roy donnait le 19 novembre sa première conférence de presse au côté de Jack Lang. On apprit la nomination d'Alain Durel à la présidence de la Cité de la musique, celle de Brigitte Marger comme directeur général, chargé de la programmation. Soit, aux commandes administratives, un homme de terrain, formé au service public, peu suspect de partialité dans ses options artistiques. Et, à la conduite artistique, celle qu'on désigne traditionnellement comme « le bras droit de Pierre Boulez », longtemps chargée des relations extérieures de l'IRCAM.



administrateur général de l'Ensemble InterContemporain. Les dissensions du directeur sortant, Michel Schneider, avec Pierre Boulez avaient eu finalement pour objet le musée de la Cité de la musique et s'étaient soldées par la démission du premier. Et, si l'on savait le ministre de la culture soucieux, une fois ces péripéties passées, de se réconcilier avec le plus célèbre compositeur français, on ne le croyait pas prêt à nommer, dans un poste-clé de cette même Cité, une personnalité du « camp Boulez » comme on le dit de Brigitte Marger.

Mais autres temps, autres mœurs. Le souci d'arracher La Villette aux griffes prétendues de l'« impérialisme boulezien » n'obsède en rien le jeune directeur. Il se réjouit de voir le glorieux musicien « directement impliqué dans le projet ». Il le voudrait « plus impliqué encore. Boulez vient de passer plusieurs mois d'affilée à Cardiff : il a sa carrière. »

Mon appréciation est que la Cité de la musique est un bon projet qui a besoin pour réussir du poids de grands noms de la musique française. Parmi eux, il y a Pierre Boulez. Il est de ceux à qui le projet doit d'exister. De ceux qui peuvent lui apporter une réelle surface internationale. Je compte sur Alain Durel, qui travaillera en tandem avec Brigitte Marger et qui a reçu comme elle une lettre de mission, pour que le projet ne devienne pas celui d'une équipe ou d'un seul homme. »

Soit. Mais qui, hormis Boulez, parmi ces « grands noms de la musique française », a jamais ressenti le projet de la Cité de la musique comme la priorité des priorités ? Y a-t-il jamais eu concertation, consultation de l'ensemble des intéressés, principe auquel le nouveau directeur de la musique se dit si attaché ? Sorti de l'hébergement obligatoire du conservatoire et de ses élèves, quelle impérieuse nécessité artistique, quels besoins démocratiquement exprimés justifient l'existence de la Cité de la musique ? Le grand projet, pour

un homme de gauche qui en hérite, est-il si facile à avaler ?

« La volonté présidentielle fut de marquer son époque. Tout commence dans ce cas par le geste architectural. Les problèmes d'utilisation ne sont définitivement réglés qu'en cours de route. Les architectes, en tout cas, ne s'en plaignent pas. Et, aussi démocrate que je me veuille, je pense que ce genre d'entreprises ne se lance pas sans une part de « despotisme éclairé ». J'ajoute que, pour ma part, je n'ai pas de doute sur les besoins professionnels auxquels répond le grand projet de la Cité de la musique ni sur l'intérêt qu'il suscite chez tous les professionnels à qui je suis amené à en parler. »

D'autre part, si les projets sont lourds, la genèse en est longue. Pour la Cité de la musique, il semble que l'architecte ait été un plus haut de son inspiration. On a beaucoup tiré sur la contribution intellectuelle d'un grand orfèvre — Pierre Boulez. Ses idées sur le Musée de la musique ont été emendées, au même titre que celles d'Hughes Dufourt ou du comité Lesir. Dans la phase que nous abordons maintenant, il va falloir dépasser le geste initial. Cela va peut-être nous conduire à élargir les instances collégiales. Cela va contraindre en tout cas les partenaires à travailler ensemble : le musée n'aura pas d'autonomie juridique, et je regrette presque que le conservatoire doive constituer, en raison de son poids, une entité distincte. Nous voulons une vraie circulation entre les différents bâtiments, la convergence des énergies dans des projets pédagogiques ambitieux, une programmation que l'étranger nous envie. Nous voulons que les élèves acceptent de sortir du conservatoire tandis que le public prendra l'habitude d'y entrer : il faudra du volontarisme pour cela. »

Propos recueillis par ANNE REY

GAUMONT AMBASSADE — GAUMONT PARNASSE — GAUMONT OPÉRA — GAUMONT-LES-HALLES — FAUVETTE
PATHÉ HAUTEFEUILLE — GAUMONT CONVENTION — LA PAGODE — GAUMONT ALÉSIA — PATHÉ CLICHY



Une comédie tendre et rafraîchissante de bout en bout.
Goutons sans retenue ce plaisir impressionniste et saluons
Féret pour ce film qui nous offre un beau choix
d'élèves-comédiens à qui il dit aussi toute sa tendresse.

STUDIO MAGAZINE

christian caillou et rene féret présentent

valérie stroh josé-maria flotats michael vartan

Promenades d'été

un film de

— rené féret —



CINÉMA

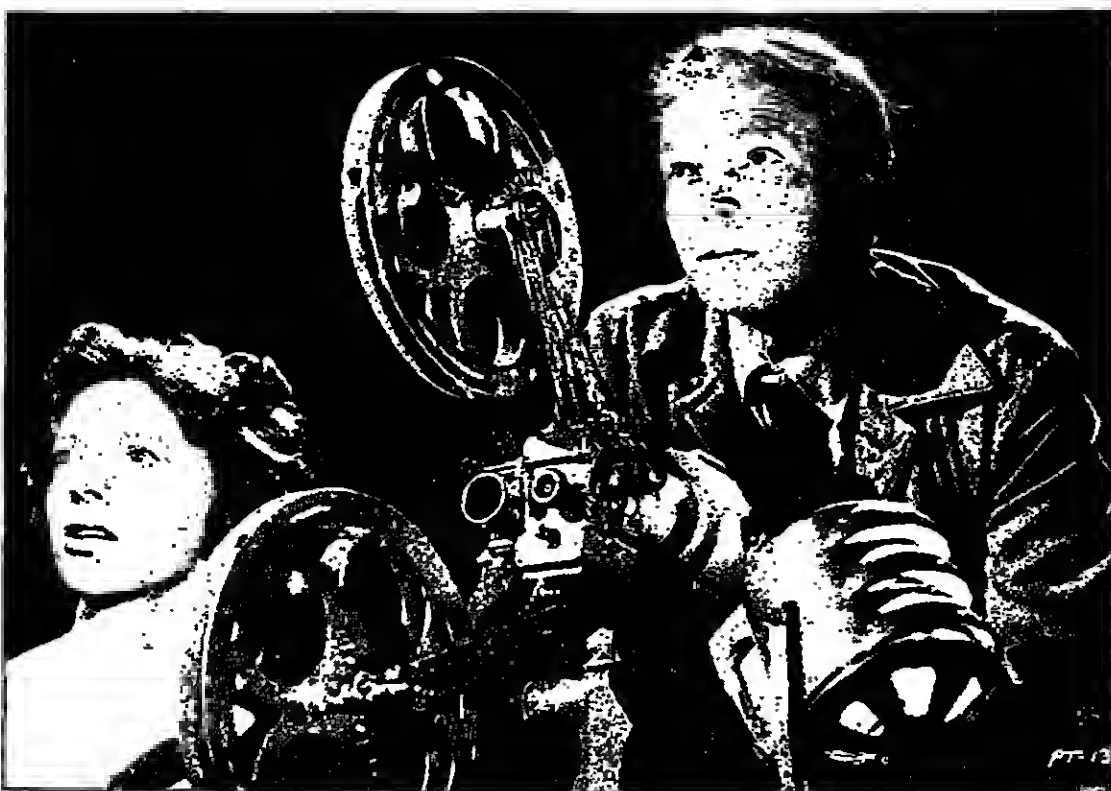
REPRISE DU « VOYEUR » DU RÉALISATEUR ANGLAIS MICHAEL POWELL

Fantastique et perversion

MICHAEL POWELL est né en Angleterre, Emeric Pressburger en Hongrie. Ils furent, ensemble, producteurs, scénaristes et réalisateurs de films britanniques qui ne pleurent pas tellement en Angleterre, même s'ils connaissent une renommée mondiale. Il n'y a pas de malentendu à leur sujet ni de « mélédiction ». Simplement, dans les années 50, on ne retrouvait pas, chez Powell et Pressburger, ce qui faisait alors le prestige du cinéma anglais : l'humour noir, ou absurde, des comédies façon Noblesse oblige la réalité psychologique si bien illustré par David Lean dans sa première manière.

Le cinéma de Powell et Pressburger, sans doute sous l'influence du second, est un cinéma cosmopolite, traversé par la culture et les handées de la Mitteleuropa. Le fantastique y est toujours revendiqué comme une lutte acharnée entre la vie et la mort. Voir, justement. Une question de vie ou de mort tournée en 1945. Ce fantastique joue sur l'imaginaire et les ambiguïtés sexuelles, engendra un parti pris d'esthétique baroque, l'expressionnisme allemand des années 20 revu par l'utilisation souvent géniale d'un Technicolor soustrait à la dictature sournoise de Nathalie Kalmus.

En 1947, le Narcisse noir, histoire d'une communauté de nonnes installée dans un ancien harem au pied de l'Himalaya, descend, avec une douceur perverse, vers des abîmes psychoséculaires. Les Chaussons rouges, tourné juste après, marque l'entrée dans l'univers de Powell et Pressburger de Moira Shearer, comédienne-ballerine d'origine écossaise, dans un rôle de danseuse partagée entre son maître de ballet exigeant et le jeune compositeur qu'elle aime. Sa destinée est calquée sur l'argument du ballet du même nom, d'après Andersen. Ludmilla Tcherina traverse les milieux de la danse et la faune artistico-mondaine. La jalousie homosexuelle du maître de ballet (Anton Walbrook, futur roi de Bavière dans Lola Montes, de Max Ophüls) est un des ressorts



Anna Massey et Carl Boehm dans « le Voyeur ».

psychanalytiques de ce drame dont la chorégraphie de la fascination et de la mort est admirablement filmée.

Deux ans plus tard, une étrange épopée des Contes d'Hoffmann d'Offenbach, dont la musique et le livret se diluent dans une fantasmagorie purement germanique et des ambivalences sexuelles, est la suite naturelle des Chaussons rouges. Moira Shearer danse l'automate Olympia ; Ludmilla Tcherina, Guilietta, ondine maléfique en collier noir. En 1955, Tcherina retrouvera Powell et Pressburger pour Ohi Rosalinda, transposition moderne, à Vienne, au temps de l'occupation italienne, de la Chauve-Souris, opérette de Johann Strauss.

Quant à Moira Shearer, il lui appartient de clore le cycle fantastique et psychanalytique avec le Voyeur. Elle y est la deuxième victime du « Peeping Tom », qui, sous prétexte de lui faire passer un bout d'essai, la filme dans un studio au cours d'un cérémonial de teneur. En 1959-1960, personne n'était vraiment préparé à accepter cette étude de psychopathologie sexuelle avec homosexualité refoulée, réalisée par le seul Michael Powell. Les ombres de Jack l'éventreur et de tous les assassins pervers du cinéma allemand expressionniste rôdent dans une société où le puritanisme est en train de craquer sous les assauts de la pornographie. Le Voyeur est un film vertigineux et d'une beauté morbide sur le voyeurisme du cinéma. Bertrand Tavernier s'en est souvenu, comme il le dit ici, dans la Mort en direct. Et Mark Lewis, le « scotophil » meur de femmes aux mœurs légères était joué par Carl Boehm, c'est-à-dire Karlheinz Böhm, l'ancien partenaire de Romy Schneider-Sissi. Effet pervers de plus...

JACQUES SICLIER

★ Reflet-Médicis-Logos, salle Louis-Jouvet. Tél. : 43-54-42-34.

Les audaces d'un aventurier

par Bertrand Tavernier

AU fur et à mesure des années, les films de Michael Powell et d'Emeric Pressburger sont devenus pour moi, au même titre que ceux de Renoir, d'Ophüls, de Ford, des compagnons fidèles, indispensables, qui vous stimulent, vous provoquent, vous réconfortent dans les moments de doute ou d'angoisse, et qu'on a plaisir à faire découvrir à ses meilleurs amis. On n'a pas envie de garder pour soi l'admiration, l'enthousiasme que l'on ressent.

Jean-Pierre Melville aimait à raconter des séquences entières de la Vie et la mort du colonel Blimp, les évoquant plan par plan et affirmant qu'il était passé en Angleterre durant la guerre pour revoir ce film. C'est avec lui d'ailleurs que je découvris le Voyeur, au Scarlell, rue des Martyrs, que je réussis en 1968 à faire ressortir, invitant même Powell à Paris et profitant de l'occasion pour enregistrer le premier entretien sur l'ensemble de son œuvre. Ce fut le début d'une longue amitié. Cette invitation, la réhabilitation critique de ce film, furent, comme il me l'écrivit plus tard, d'une bouée de sauvetage dans la période très noire qu'il traversait. Lui qui avait été un réalisateur très important entre 1940 et 1950 était soit oublié, soit voué aux gémonies.

Oublié en France, ou plutôt totalement méconnu, principale victime des excès de la politique des auteurs. Pour mieux défendre Hitchcock, François Truffaut avait dénié tout talent aux autres cinéastes britanniques, éliminant d'un coup, outre Powell, Cavalcanti, Mackendrick, Robert Hamer, Lauder et Gilliett. Cet avis péremptoire peut être, sinon justifié, du moins expliqué par le contexte de l'époque, par le désir d'imposer un réalisateur à tout prix et par l'ignorance de certains films : de Blimp, Truffaut ne pouvait pas avoir vu la vraie version, celle sortie en France étant remontée et amputée de cinquante-quatre minutes. Mais ce jugement fut repris religieusement, faisant figure de dogme jusqu'à ces dernières années. La mort de Powell ne fut même pas signalée lors des Césars et ses films sont presque tous inédits à la télévision.

En Angleterre, c'était pis. Powell avait été rayé de la carte, mis sur une liste noire depuis le Voyeur tant avait été violent et injurieux l'accueil critique : « abject », « ignoble » sont les qualificatifs les plus mesurés. Derek Hill écrivit même que « la seule chose utile à faire était de s'emparer des boîtes pour les jeter dans l'égoût le plus proche ». Cela brisa sa carrière. Ses derniers films, commandes ou obscures coproductions australiennes, trahissent une fatigue, un manque de ressort, à l'exception du Château de Barbe-Bleue, de Bartok, produit par le chanteur Norman Foster. Quand il put remonter la pente, c'était trop tard : ses projets les plus personnels, une adaptation de la Tempête avec James Mason, restèrent à l'état de projet. Il écrivit avant de mourir : « Quand je conçus ce projet de la Tempête, je ne savais pas que je signais mon arrêt de mort par rapport au cinéma. J'étais tellement enthousiaste face à la modernité de cette pièce, cette allégorie sur le cinéma, que je

vivais jour et nuit avec elle. Je pouvais même la folie jusqu'à contacter des producteurs anglais... » L'ironie n'est pas gratuite. Dans le cinéma britannique, Powell occupe une place à part. Marginal à l'intérieur d'un système, il refusa les modes, ne s'associa à aucune école, même pour en être l'élément rebelle, perturbateur comme le furent Hamer, Cavalcanti et Mackendrick à l'intérieur d'Ealing. Quand il participe à un courant collectif, durant la guerre, son approche reste extraordinairement personnelle, comme en témoigne Blimp.

Ses films qu'il fit entre 1937 et 1951 témoignent d'une originalité, d'une liberté de ton stupéfiantes. Profondément enracinés dans une culture nationale, ils refusent tout esprit insulaire, font preuve d'une ouverture d'esprit, d'une curiosité, d'une largeur de vue quasi unique. Les collectifs réformés sur elles-mêmes que décrivent tant de réalisations anglaises, ces apologues de la petite entreprise familiale, ces « chroniques sur la vie des herbivores », pour reprendre la métaphore de l'essayiste Michael Frayn, lui sont complètement étrangers. Ses œuvres sont beaucoup plus ambitieuses, plus tumultueuses, plus vastes, secouées par des cataclysmes, transpercées d'éclairs, de plans de nature fulgurants, mystérieux. Son propos dépasse le naturalisme quotidien, débouche souvent sur une intensité irrationnelle, métaphysique, qui supporte d'innombrables visions. On ne suit plus une intrigue, on plonge dans un univers. Et l'on s'y replonge avec délices.

Sa collaboration avec Emeric Pressburger, scénariste hongrois de talent qui avait déjà écrit pour Siodmak et Ophüls (le choix d'un tel collaborateur est déjà révélateur d'un état d'esprit), se révèle idéale. La conscience nationale se marie avec l'ironie, le scepticisme avec l'esprit d'aventure, l'intelligence littéraire avec l'invention visuelle.

Cinéma aventureux donc, qui surprend par son exigence, son imagination inouïe - capable de transformer une commande ministérielle sur la réconciliation anglo-américaine en un poème d'amour onirique (Question de vie ou de mort), - sa variété : on passe, parfois dans le même film, du réalisme à la fable, du documentaire au fantastique, des extérieurs réels aux effets spéciaux les plus sidérants (l'Inde du Narcisse noir entièrement revêtu en studio reste d'un achèvement inégalé, qui avait vingt ans d'avance). L'affrontement entre deux religions, deux civilisations, deux cultures peut devenir le moteur unique d'un scénario, tout comme les affres de la création sont le principal ressort dramatique des Chaussons rouges et du Voyeur.

Tous ces paris visuels, dramaturgiques prouvent une immense confiance à la fois dans les pouvoirs du cinéma et dans la capacité de curiosité du public. Aujourd'hui, les films ambitieux, personnels se signalent en tant que tels. Les spectateurs sont prévenus quand ils vont voir un Rivette, un Pielat, un Carneau ou des cinéastes plus marginaux. Les œuvres de Powell et de Pressburger étaient distribuées par Rank ou par Korda, et rien ne les différenciait extérieurement du reste de la production si ce n'est la fameuse marque de leur maison de production, une cible trouée par une flèche.

Leurs innovations, leurs audaces ne s'autopubliquaient pas. Et pourtant on ne finirait pas d'énumérer celles de Blimp : tourner en pleine guerre un film, en principe de propagande, dont le héros est un officier anglais peu intelligent, brave mais borné, qui se trompe tout le temps et dont les supérieurs ne sont guère plus lucides ; baser tous les rebondissements du scénario sur les erreurs, l'aveuglement de ce personnage, toujours à côté de l'Histoire ; donner, geste d'une suprême élégance, la seule tirade célébrant l'Angleterre à un officier allemand (« Très follement je me suis souvenu de la beauté de la campagne anglaise »), témoin lucide, désenchanté à qui les auteurs confient la morale de l'œuvre et cela en 1942... La scène, ou plutôt le long plan-séquence, est carrément sublime, digne du Lubitsch du Ciel peut attendre, dont Blimp partage la sophistication. L'esprit de civilisation, l'ironie déchirante.

Innovations visuelles aussi comme cette utilisation toute en demi-teinte du Technicolor. Dans ses Mémoires, Powell raconte les batailles qu'il dut mener contre Nathalie Kalmus (1) pour supprimer, désaturer certaines couleurs, obtenir des séquences presque monochromatiques qu'illumine l'éclat d'un uniforme rouge. Ainsi le duel et sa préparation mettent en valeur toute une gamme de noirs et de gris (très difficiles à obtenir dans les films actuels) d'une délicatesse incroyable, que rehaussent les décors pastel d'Alfred Junge.

En contrepoint des trois guerres que traverse le héros du film, Clive Candy, Powell et Pressburger racontent une triple histoire d'amour au ton totalement différent (on passe du romantisme au laconisme pinterien). L'héroïne est chaque fois jouée par Deborah Kerr, aussi resplendissante en militante féministe dont Candy découvrira trop tard qu'il est amoureux, en infirmière de la guerre de 14 qu'il épousera à cause de la ressemblance, qu'en femme soldat qu'il a prise comme chauffeur sans voir qu'elle est le portrait de son épouse.

L'attention portée à ces trois personnages révèle en Powell l'un des rares cinéastes qui échappe à cette « pauvreté de désirs », marque distinctive, selon le sociologue Ernest Bevin, de la civilisation britannique. Les personnages de femmes sont importants, voire prédominants, admirablement écrits et filmés : sans pudibonderie ni machisme. Chaque plan du Narcisse noir, de Blimp (on se rend compte après ces films que le talent de Deborah Kerr fut très souvent gâché à Hollywood), de I Know Where I Am Going, de The Small Back Room révèlent un cinéaste amoureux de ses actrices, l'un des rares qui ose évoquer la sexualité, au risque de défilier le « bon goût ». C'est même le sujet profond du Voyeur, que Powell me décrivait avec un léger sourire comme « un film autobiographique, très tendre, presque romantique, l'histoire d'un personnage avec lequel je pouvais très facilement m'identifier, parce que je vis le cinéma. Je n'ai pas un style particulier comme Clair, je suis le cinéma. Je comprends très bien ce que le technicien de l'émotion, qui ne peut approcher la vie que comme un metteur en scène et en souffre atrocement, moi qui découpe et monte tout ce que je vois dans la rue. »

En effet, Mark Lewis, le « voyeur » du film, représente

le metteur en scène absolu, qui, comme tout vrai cinéaste, veut obtenir le plan définitif, celui qui calmera ses angoisses. Renonçant aux artifices de la direction d'acteurs, il sera amené pour mieux capter les affres de la peur à filmer la « mort en direct » (mon film était d'ailleurs un hommage à une variation sur celui de Powell), à inventer le travelling ultime : celui où l'un des pieds de la caméra transformé en poignard rentre dans la gorge des « actrices » qu'il filme et qui se voient mourir, suprême raffinement, dans un miroir fixé au-dessus de l'appareil.

Variations vertigineuses sur le cinéma, où l'on change continuellement de point de vue, où un cinéaste filme un autre cinéaste qui filme quelqu'un qui meurt en se voyant filmé, Peeping Tom, comme Fenêtre sur cour, dont il partage la morale, implique dans ce jeu de miroirs le spectateur qui devient le véritable voyeur. Celui qui sera déçu si la violence promise tourne court, celui à qui on demande de regarder l'inavouable, à qui l'on fait sentir que le cinéma, c'est aussi l'art de suggérer cet inavouable, voire d'y prendre plaisir. Et renchérissant sur Hitchcock, le metteur en scène se met lui-même en cause. Powell, en effet, joue le rôle du père qui terrifie le jeune Mark Lewis (joué par son propre fils) afin d'enregistrer ses réactions. Cela, et aussi le fait que le film parle de la « pauvreté de désirs », explique la violence de la critique, qui refusa rageusement d'être impliquée dans le constat de Powell et s'en tira en déniaant au film le droit d'exister, quitte à décrire une autre œuvre (le Daily Worker va jusqu'à inventer « une lourde musique orchestrale soulignant l'atmosphère corrompue » alors que la partition de Brian Easdale est entièrement jouée au piano). On a l'impression que l'on fait payer à Powell ses audaces antérieures, ses entorses au bon goût, à la sobriété. On recense les idées morbides, les plans pervers des films précédents, tout ce qui n'était pas dans la norme afin de museler le cinéaste. Déjà Churchill, dans une note du 10 septembre 1942, demandait que l'on stoppe par tous les moyens cette « production qui risquait de nuire au moral de l'armée ». Il s'agissait de Blimp. Ne pouvant le bloquer, il ordonna le 11 juillet 1943 qu'on l'interdisse à l'exportation. Les mémos échangés entre le ministère de la guerre et celui de l'information montrent clairement que Powell ne s'intégrait pas à la pensée officielle. Il était au-delà de la propagande... Isolé. A part.

Comme disait Hugo : « La voie publique est évidemment mal surveillée. Il paraît qu'il y a des poètes errants. Le préfet de police, négligent, laisse vaguer les esprits. Prenons garde. Les intelligences peuvent être mordues. » Blimp et le Voyeur sont des films sans laisse ni muselière. ■

(1) Première épouse de l'un des inventeurs du procédé Technicolor, Nathalie Kalmus, détentrice des droits, était devenue la sourcilieuse « conseillère à la couleur » sur le tournage des films utilisant cette technique.

هكذا من الضحك

Les Horaces, les Curiaces et leurs enfants

de Vincent Collin, mise en scène de l'auteur, avec Claude Barthelemy, François Badel, André Cohen, Svetoslav Doltchinov, Murray Grenwell, Susanne Laettrio, Jean-Marc Lucet, François Marillier et Aurèle Prieto.

A Bouvines au XIII^e siècle, ou dans le Vercors des Montaigne et des Capulet, sur la ligne Maginot ou dans les jeux d'Interville, on détruit les murs, puis on les reconstruit. Entre les deux, entre deux guerres, on rêve d'avenir fraternel.

Théâtre des Arts, place des Arts, 85000 Cergy. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 30-30-33-33. De 90 F à 120 F.

Je suis Hiroshima, 100 000 degrés de plus que toi

d'Eric da Silva, mise en scène de l'auteur, avec Frédéric Faché, Xavier Guittat, Valérie Hall, Théo Keller et Véronique Prune.

Hiroshima, New-York, Auschwitz, notre monde vu par Eric da Silva.

Théâtre 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 80 F à 110 F.

Lettres clandestines

d'après Pierre Marais, mise en scène d'Ivan Morano, avec Philippe Laudenbach, Marie-Hélène Chesneau, Liliane Mazon et Gerolde Gikind.

Un homme, une pianiste, deux chanteuses. Confession imaginaire d'Alban Berg, envoi par la musique, partagé entre deux femmes.

Théâtre le Venues, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. A partir du 12 mars. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-45-48-67. De 60 F à 100 F.

Lettres de Louise Jacobson

d'après la correspondance de Louise Jacobson, mise en scène d'Alain Ginzburger, avec Juliette Bette.

Reprise d'un spectacle qui retrace la vie d'une jeune fille emprisonnée, puis déportée, à partir des lettres bouleversantes qu'elle a écrites à sa famille et à ses camarades de lycée.

Théâtre du Tambour royal, 92-94 rue du Faubourg-du-Temple, 11^e. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-06-72-34. De 60 F à 120 F.

La Mangeuse de crottes

de Jean-Gabriel Nordmann, mise en scène de l'auteur, avec Christine Pignat et Bruno Abraham-Kremer.

Des innocents, de ceux que l'on appelle les « petites gens », un homme et une femme comme tout le monde, avec leurs souvenirs, leurs désirs, leurs rêves.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 21 heures.

21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 15. De 50 F à 110 F.

Minna von Barnhelm

de Gotthold Ephraim Lessing, mise en scène de Pierre Gullies, avec Philippe Celé Beyard, Eric Lagrigne, Samuel Churin, Axel Aust, Paul Granyte, Florian Scholtz, Elise Bouchain et Béatrice Louvet.

Un officier prussien ruiné, accusé à tort de trahison, hésite à épouser celle qu'il aime. Elle lui fera croire qu'elle-même est déshéritée. Amour et honneur revus par cette ironie pince-sans-rire et inépuisable des Allemands.

Cité Internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14^e. A partir du 13 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-89-38-69. De 40 F à 100 F.

La Nuit de l'an 2000

de Philippe Avron, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Avron, Marianne Sergent et Claude Eward.

Avron retrouve Evard et le duo s'adjoint l'aide d'une femme. Il faut bien être trois, pour satisfaire à leur ambition : resusciter les morts afin de célébrer dignement l'entrée dans le vingt et unième siècle.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20^e. A partir du 17 mars. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures (et le 26 avril). Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 30. De 80 F à 130 F.

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milanti, avec Clotilde Mollet.

Reprise du texte de Genet sur ces exclus que sont aujourd'hui les Palestiniens.

Théâtre 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 1 heure. De 80 F à 110 F.

Septième Ciel

de Caryl Churchill, d'après Jean-Pierre Carasso, mise en scène de Paul Gollu.

avec Diane Celme, Hervé Doonan, Jean-François Designe, Roselyne Gestot, Christian Gonnin, Bruno Leonelli et Catherine Thévenet.

Nous nous trouvons d'abord en 1870, puis en 1979. Mais pour les personnages, vingt ans seulement ont passé. Ce n'est pas le seul décalage d'une histoire parfaitement british où les identités sexuelles sont embrouillées.

Cartoucherie Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-06-72-34. De 60 F à 120 F.

Tirano Banderas (spectacle en espagnol)

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Luis Pasqual.

avec Patricia Contreras, Luis Homar, Tito Llorens, Leonor Alonso, Lector Matus, Juan José Oregui, Angelina Poleez et Walter Vidarte.

Cette adaptation d'un roman complètement délirant de Valle Inclán ouvre le cycle hispanique du Théâtre de l'Europe qui va durer jusqu'en décembre. Un peu



« Quatre heures à Chatila », mise en scène d'Alain Milanti au Théâtre 41.

pour célébrer l'année Christophe Colomb, beaucoup pour faire découvrir des œuvres surprenantes. Relativement supérieures : comme l'action de la pièce se passe en Amérique latine, Luis Pasqual a traversé l'Atlantique pour trouver ses comédiens.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8^e. A partir du 11 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 80 F à 200 F.

Un homme pressé

de Bernard Chartreux, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Mylène Demongeot, Michel Kuhlmann et Roger Mirmont.

Le mythe de Job, homme condamné à la misère, accablé de tous les maux, dont la famille a été massacrée... « Le cri de Job parlait loin, aujourd'hui nous souffrons des millions de cri », dit Jean-Pierre Vincent.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 55 F à 125 F.

Une sale histoire

de Jean Eustache et Jean-Noël Pica, mise en scène de Jean-Louis Martinelli.

avec Gérard Barreau, Charles Berling, Jean-Marc Bory, Sylvie Milhaud et Christine Vézinet.

Après la Maman et la Putain, Jean-Louis

Martinelli a adapté un autre film de Jean Eustache. Une histoire de voyeur - que jouait au cinéma Michael Lonsdale - qu'il a présentée au dernier Festival d'Avignon, aux Chantiers de Théâtre Ouvert. C'était tellement formidable, que la Maison de la culture de Bobigny l'a immédiatement invité.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-31-11-45. De 95 F à 125 F.

Les Videurs

de John Godber, mise en scène de Richard Lewis, avec Jean-Paul Darront, Luc Fonteyn, Michel Kuhlmann et Roger Mirmont.

L'Angleterre des années 80, sa fièvre du samedi soir. Quatre videurs d'une disco pour kids adultes inculquent leurs clients. Portrait à l'emporte-pièce d'une société.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maho-Sun, 20^e. A partir du 17 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

Paris

C'était bien

de James Saunders, mise en scène de Stephen Meddings.

avec Béatrice Agenin, Stéphane Frías, Maurice Garrel et Jacques Frantz. Le « choc des cultures » entre Tchèques immigrés depuis longtemps et ceux qui, désormais, peuvent voyager. Les habitudes ne sont plus un refuge, la vie vous prend de plein fouet. Et l'amour s'en mêle. Une distribution épatante autour de Maurice Garrel magnifique.

Le Broyeur, 5, rue La Bruyère, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. Durée : 2 h 10. De 95 F à 110 F.

Estelle

de Françoise Marie, mise en scène de Marie Gonzalez. Comme il est femme, méprise, immigrée, et bien dans sa peau. Tant qu'il y a la passion, il y a la vie, répond Estelle.

Marie Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-08-17-80. De 48 F à 110 F.

Maître Puntilla et son valet Matti

de Bertolt Brecht, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, Angelo Baril, Richard Guedj, Fabienne Perneau, Jean-Paul Bordes, Anna Kupfer, Michel Domiat, Michèle Grélier, Claire Miranda, Olivier Pico, Mathias Werdhach, Luca Milles, Jacques Angélique, Merve Prassinos, Serge Pauthe et Nicolas Larigue.

Il faut voir et revoir cette magnifique pièce de Brecht où, édité de Pierre Arditi parfaitement digne et ambigu, Marcel Maréchal est éblouissant dans le personnage d'un patron-Janus, généreux quand il a bu, odieux en état de sobriété.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Croc-Blanc, 16^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 70 F à 140 F.

La Mort de Pompée

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Jeanne-Marie Garcia, Marie-Armelle Doguy, Eric Genovese, Philippe Cal, Eric Poirier, Pierre Mourad, Monssour, Guyon, Mathias Werdhach, Benjamin Yvan, Yvan, Nicole Doguy et Laurent Collard.

Tragédie du pouvoir, de l'ambition, de la trahison. Brigitte Jacques est attachée à Corneille et le fait découvrir.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-34-67-87. De 70 F à 120 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Affrontement masculin-féminin à travers la musique, arboré par les chevaux et leurs cavaliers. Les vrais seigneurs.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Parades

de Jean Potoczi, mise en scène de François Kergourley isolé de Natacha Chahman, avec Philippe Camerle, Guillaume Kergourley, Marianna Marie et Olivier Peigné.

Des jeunes comédiens se sont réunis pour faire revivre l'ironie cinglante, légèrement cynique d'un Polonais très français : l'auteur du *Manuscrit trouvé à Saragasse*.

Théâtre en actes, 112, rue Oberkampf, 11^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-57-35-13. Dernière représentation le 14 mars.

Les Tactics du cœur

de Pasquale Layet et Fouad Nassah, mise en scène de Pasquale Layet et Fouad Nassah. Météo aussi furieuse que rétro, dans le décor confortablement douillet d'un salon d'hôtel.

Hôtel Lurida, 45, bd Raspail, 6^e. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 49-54-49-55. Durée : 1 h 10. De 70 F à 90 F. Dernière représentation le 14 mars.

Tverboul

mise en scène d'Alexei Paperny, avec Tatiana Ignatova, Andrei Dudarvov, Andrei Kurilenko, Alexei Paperny, Vladimir Petropavlovsky, Eugène Phurullin, Dmitri Selezovitch, Irina Znamenskikh et Andrei Zozulin.

Le théâtre accueille des chorégraphes, et s'ouvre au même temps pour quelques jours à une troupe moscovite de comédiens-musiciens, qui chantent le Boulevard Tversky, haut lieu du romantisme russe, dit-on.

Basille, 78, rue de la Roquette, 11^e. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 90 F.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre et Charlotte Courtes, mise en scène de Philippe Rajot, avec Tom Novembre et Jerry Ukiyama (au piano).

Dans le hall d'un hôtel de province, onze personnages vont, viennent, reviennent, qui ont tous la dégame et la voix de Tom Novembre.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 49-48-64-47. Durée : 2 heures. De 120 F à 180 F.

Vassa Gleznova

de Maxime Gorki, mise en scène d'Anne-Marie Lazarini, avec Vivienne Théophilide, Jacques Bendeux, Xavier Beuvier, Remy Cordonnier, Silvia Cordonnier, Corinne Darnon, Eva Dewal, Frédérique Lazarini et Geneviève Vuillaz.

Une histoire de famille, de révolution, et le portrait d'une femme farouche.

Artistic-Athévains, 45 bis rue Richard-Lenoir, 11^e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, les samedi et dimanche à 18 heures. Tél. : 48-08-36-02. Durée : 1 h 45. De 70 F à 150 F.

Régions

Lille

Candide

de Voltaire, mise en scène de Claire Dancois, avec Serge Begdassarian, Pierre-Guy Chazou, Marie-Pierre Feringue et José Garcia.

Candide et son jardin, son maître Paogloss, sa maîtresse la belle Cunégonde.

La Métaphère, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 20-40-10-20. De 85 F à 110 F.

Strasbourg

Feydeau and Co

d'après Georges Feydeau, mise en scène d'Yves Reynaud, avec Francis Freyburger, Gisèle Joly, Martine Schumacher, Françoise Ulrich et Nadine Zadi.

Feydeau était non seulement drôle, mais fou, méchant, et même pas mal pervers. C'est d'ailleurs pourquoi il reste drôle.

Le Mailloin, 13, place André-Meurio, 67000 Strasbourg. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 88-27-61-81. De 80 F et 120 F.

Marseille

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Medha Maklof, avec Jean-Marc Bihour, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, François Morel et Philippe Rouleau.

L'étrange Famille Deschamps : personnages au bord du collage, qui brusquement s'éveillent, s'agitent, démontrent une fabuleuse énergie et actions inutiles... Un inépuisable humour.

La Crise, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. De 80 F et 120 F.

Angers

Le Pain dur

de Paul Claudel, mise en scène de Claude Yersin, avec Victor Garviter, Catherine Gandois, Catherine Rétort, Daniel Briquet, Yves Kerbol et Patrice Leroy.

Second volet de la Trilogie de Confession. Le mot d'ordre est « enrichissez-vous ». Le portrait de Louis-Philippe a remplacé le crucifix. Deux femmes et trois hommes s'affrontent, impitoyablement.

Nouveau Théâtre d'Angers, 12, place Imbach, 49000 Angers. La dimanche à 17 heures. Tél. : 41-87-80-80.

Villeurbanne

Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavaudant.

Georges Lavaudant retrouve Jean-Christophe Bailly pour cette pièce où aller-retour entre le mythe et le présent.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les mercredi et jeudi à 19 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. De 120 F à 140 F.

Poitiers

Le Souverain fou

d'Hervé Pélissier, mise en scène d'Ivan Grinberg, avec François Vignat, Anne Bérilowitch, Sophie Vignat, Damien Beuvet et Philippe Poir.

Tirades délectables d'un homme qui charge les mots de pouvoir. Formidable interprétation de François Chato.

Etablissement décentralisé d'action culturelle Centre de Beaulieu, 1, place du Maréchal-Leclerc, 89000 Poitiers. Le mardi à 21 heures. Tél. : 48-41-28-33. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

Pour la première fois en France

SYDNEY DANCE COMPANY
Chorégraphe Graeme Murphy •
14 mars • REIMS
Le Manège
18 au 22 mars • CRETEIL
Maison des Arts
24 mars • SOISSONS
Centre Culturel
27 et 28 mars • NOISY LE GRAND
Espace Culturel Michel Simon
31 mars • ANGOULEME
Les Plateaux-Scène Nationale
4 et 5 avril • AVIGNON
Gym Danse - Parc des Expositions
7 avril • CLERMONT FERRAND
Maison des Congrès

COMMUNE
la mort de Pompée
tragédie de Pierre Corneille
mise en scène Brigitte Jacques
du 10 mars
au 12 avril, à 20h 30
loc. 48 34 67 57

théâtre de la bastille
18 au 22 mars à 21h
sauf dimanche 17h
MONNIER
APPAIX
ROBBE
19 au 22 mars à 19h30
sauf dimanche 15h30
NATURE
43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

TGP
L'Afrique
fantôme
du 18 au 22 mars
Michel Leiris
Mise en scène de Thierry Bedard

مكتبة الأصيل

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 11 mars

R. Strauss

Elektra

Gabriel Schnerke, Karen Huffstodt (soprano), Philippe Rouillon (baryton), Jean Dupuy (ténor), Helga Demesch (mezzo-soprano), Alain Duverry (basse), Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Michael Schneider (direction), David Pountney (mise en scène).

Pour la Clytemnestre d'Helga Demesch, monstre sacré, et pour la Chrysothémis de Karen Huffstodt, belle Américaine ovationnée comme elle le mérite par le public parisien.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (à les 14 et 17). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 580 F.

Schubert-Berio

Rending, Symphonie n° 10 de Schubert, adaptation de Berio

Berlioz

Symphonie fantastique, Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Reprise de l'adaptation par Berio de l'ultime symphonie de Schubert, on travail beaucoup plus intéressant que les tentatives d'achèvement des partitions d'orchestre inachevées du compositeur auxquelles se sont livrés quelques musicologues.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à les 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31). Tél. : 45-63-86-73. De 50 F à 230 F.

Jeudi 12

Varèse

Océandre pour flûte, hautbois, clarinette, basson, cor, trompette, trombone et contrebasse.

Solistes de l'Orchestre national de France, Kent Nagano (direction).

Composé en 1923, Océandre est un oiseau pour vents et contrebasse dans lequel Varèse soumet les souffleurs à rude épreuve en utilisant leurs instruments dans des tessitures extrêmes. Pierre Boulez en a donné une interprétation d'une force incroyable, à la fin des années 50, pour Adès, à la tête des meilleurs instrumentistes français de l'époque. Certains de leurs élèves sont aujourd'hui solistes dans les orchestres français et notamment l'Orchestre national.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Samedi 14

Beethoven

Sonate pour piano Hammerklavier

Schubert

Sonate pour piano en la mineur D 957

Jean-Claude Penotier (piano).

Cela ne se sait pas assez, il faut donc le dire et le répéter : Jean-Claude Penotier est l'un des pianistes les plus accomplis et originaux de notre époque. Sous ses doigts, les œuvres les plus jouées retrouvent la capacité de surprendre, d'émerveiller comme si on les découvrait.

Conservatoire national d'art dramatique, 18 heures. Tél. : 42-48-12-91. De 70 F à 110 F.

Dimanche 15

Mozart

Quatuor à cordes dédié à Haydn

Mendelssohn

Quatuor à cordes n° 6

La réputation du Quatuor Emerson ne cesse de croître depuis la publication par DG de leur intégrale des quatuors de Bartok. Paris les a déjà reçus plusieurs fois. Il n'est pas certain qu'ils aient encore élargi leur public au-delà du cercle des connaisseurs. C'est dommage.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Lundi 16

Rossini

Mémoires

Liszt

Debussy

Chansons

Turina

Hommage à Lope de Vega

Bernstein

Airs de Candide

June Anderson (soprano), Charles Spencer (piano).

« À dire de ceux qui l'ont entendue récemment, June Anderson traverserait une mauvaise passe. Ce que confirme sa prestation embarrassée dans l'enregistrement du *Candide* de Leonard Bernstein publié par Deutsche Grammophon. Les chanteurs, plus que d'autres artistes, connaissent des hauts et des bas, parfois d'un jour à l'autre, voire au cours même d'une représentation. En forme, June Anderson est capable de stupéfier et d'émerveiller comme Joan Sutherland dont elle est l'unique successeur.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-86-83. De 40 F à 500 F.

Mardi 17

Scarlatti

Sonates K 69, K 531, K 184, K 96 la Chasse

Schubert

Sonate pour piano D 960

Ravel

Valces nobles et sentimentales

Gaspard de la nuit

Anna Quattrone (piano).

Scarlatti est un compositeur qui a beaucoup porté chance à Aone Quattrone : peu après avoir obtenu le premier prix du Concours international de Munich, elle devait enregistrer un disque intégralement consacré à ce compositeur qui obtint un grand succès (Erato). Schubert et Ravel ne lui vont pas mal non plus !

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Dusapin

La Melancholia, création

Sibelius

Symphonie n° 4

Catherine Estroff (soprano), Cécile Elor (mezzo-soprano), Timothy Gresson (contre-ténor), Axel Mendrik (ténor).

Ensemble vocal BBC Singers, Orchestre symphonique de La Monnaie, Lucien Platteau (direction).

La Quatrième Symphonie de Sibelius est sans doute l'une de ses pièces symphoniques les plus difficiles d'accès. Elle date de 1910-1911 et ne doit rien à la musique qui se créait alors en Europe. Aussi éloignée des Russes que de Mahler, de l'École de Vienne que des Français, cette symphonie témoigne d'un style qui n'a rien perdu de son austerité et de sa sévérité. Il est étonnant de voir que Sibelius, qui fut vilipendé par les sériels français, est aujourd'hui souvent cité en exemple par la jeune génération des compositeurs contemporains.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Fauré

Nocturnes pour piano n° 2 et 12

Debussy

Images pour piano, Livre 1

Schubert

Moments musicaux

Scarlatti

Sonates K 69, K 531, K 184, K 96 la Chasse

Schubert

Sonate pour piano D 960

Scriabine

Sonates n° 1 et 2

Liszt

Sonates n° 1 et 2

Levitsky

Sonates n° 1 et 2

Mozzkowski

Sonates n° 1 et 2

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 160 F.

Régions

Strasbourg

R. Strauss

Capriccio

Shari Greenwald (soprano), Lani Poulson (mezzo-soprano), Tom Krause,

Marcel Vassard, Jean-François Fabe (barytons),

Lionard Pezzino (ténor), Theo Adam (basse),

Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg,

Klaus Weiss, Alain Housset (direction),

Edgar Kolling (mise en scène).

D'abord la musique ou d'abord la parole ? C'est la question posée par Richard Strauss dans *Capriccio*, l'un de

ses plus beaux et aussi le dernier opéra qu'il ait composé. Donnée neuf fois à Strasbourg, Mulhouse (les 3 et 5 avril) et Colmar (les 27 et 29 mars), cette production commémore les vingt années de collaboration entre l'Opéra du Rhin et celui de Karlsruhe.

Le 14, Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 20 heures. Tél. : 88-75-43-23. De 42 F à 280 F.

Jazz

Louis Scavias

Louis Scavias est un rare à Paris. Il reste basé à Lyon et fait une grande carrière à l'étranger. A découvrir donc, en club, bardé de ses clarinettes, saxophones et autres idées très personnelles de la musique.

Du 13 au 17, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Birelli Lagrène

Bob Berg Group

Dans les os froids et les veines sombres du Déjant, les concerts du dimanche soir ont une qualité précieuse. Ils sont doublés (deux gros programmes par nuit) et ils accablent le côté mythique du jazz (le seul qui vaille tripette). Au programme : le génie détraqué de la guitare, Birelli Lagrène, et un revenant autorisé de Miles, Bob Berg (ténor sax).

Le 15, Déjant-TLP, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. 140 F.

George Coleman

Ce n'est pas pour son passé déviant que l'on retiendra George Coleman. Ce serait un peu restrictif. C'est pour sa grande compétence, son lyrisme contrôlé, sa présence musicale et cette discrétion qui fait des grands musiciens de jazz des êtres seulement entendus par leurs pairs.

Les 18 et 17, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-28-60-00.

Gino Vanelli

Gino Vanelli héros de la soul blanche dans les années 60, reconverti dans le rock FM vient faire entendre un bal de jeunesse à ses fans d'autrefois : la voix est toujours impeccable.

Le 13, Casino de Paris, 19 heures. Tél. : 48-95-99-99. 130 F.

My Bloody Valentine

Groupe de fin de monde, de fin du rock tout au moins, qui aime la quiétude des studios pour produire ses bruits terrifiants, My Bloody Valentine fréquente aussi la scène. L'expérience est en général fascinante et douloureuse, à l'image de leur musique.

Le 17, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

Tournées

Texas

Le retour des coiffeurs prodiges qui ont pas tout à fait réussi à réédifier le succès de leur premier album avec *Mother's Head*, le second, pourtant pas dépourvu de mérites. Texas est de toute façon un bon groupe de scène, chaleureux, convaincu et habile.

Le 13 mars, Aben-Provence, salle du Bois de l'Aune, 20 heures, 180 F. Le 14, Lyon, le Transbordeur, 20 heures, 125 F. Le 15, Grenoble, le Summum, 20 heures, 130 F. Le 17, Rennes, Salle de la Cité, 19 heures, 110 F et 140 F. Le 18, Roubaix, la Collée, 20 heures, 138 F et 156 F.

Doctor Feelgood

Une dose de rhythm'n'blues.

Le 13 mars, Calan, le Baccardi, 1 heure, 85 F. Le 14, Ploisy, le Bronson, 23 h 30, 80 F. Le 18, Toulouse, salle des Fêtes de Portet-Garonne.

Gun Club

Rock déchiré, déjanté. Il y en a qui disent qu'ils le font exprès, d'autres que, même s'il le voulait, Gun Club ne pourrait faire autrement. Sincérité au-dessus de tout soupçon, culte de la dérive, la cristalline

humour, leurs voix (du Gard).

Le 14 mars, Revin, salle Jean-Vilar, 20 h 45, 100 F. Le 18, Béziers, Théâtre municipal, 20 h 30, 70 F. Le 19, Auch, Théâtre municipal, 21 heures, 80 F.

Claude Nougaro

Dix doigts pour le piano, une voix pour le solo. Nougaro s'installe à l'Olympia après une tournée d'un an dans les quatre coins de la France. Puis repart, toujours avec Maurice Vander pour compagnon de rig.

Le 14 mars, Aulnay Almeries, salle Léo-Ferré, 20 h 30. Le 17, Saintes, salle Saintes-Vegas, 20 h 30.

Musiques du monde

Liban et Malte

Continuation du cycle « Traditions chantées » à la Maison des cultures du monde. Cinq chanteurs et musiciens venus du village de Kfarnatta (mont Liban) passent du chant long (amour et nostalgie) aux vers courts et scandés propices à la danse. Tambour (derbake), clarinette double (mijweh) pour ces druzes du Liban. Au même programme, deux chanteurs et deux guitaristes venus de l'île de Malte, à la croisée des chemins de la Méditerranée et du Maghreb. On joue de la guitare avec un plectre, mais la technique rappelle le jeu du bouzouki.

Les 12, 13 et 14, 20 h 30 ; le 15, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Cuarteto Cedron

Tango recherché, musique intime de l'âme argentine, le Cuarteto Cedron continue de puiser dans l'immense patrimoine des bords du Río de la Plata. Des complices heureux au poète et excellent

(Polygram/OMD), avec ses six comparses de l'Oriental Jazz.

Les 18 et 17, Côté de la danse, 20 h 15. Location Franc, Virgin, 100 F.

Tournées

Angélique Ionatos

Nena Venetsanou

Il y a dans la voix de ces deux femmes grecques une tension maîtrisée, une magie peu commune. Le travail de mise en musique des poèmes de Sapho de Mytilène, en grec ancien et dans leur traduction en grec moderne, effectué par Angélique Ionatos est remarquable. Créé l'an passé au Théâtre de la Ville en collaboration avec le Théâtre de Sartrouville, repris aux Bouffes du Nord, le spectacle ne s'est, depuis, jamais montré ennuyeux.

Le 18 mars, Albi, Théâtre municipal, 21 heures, 120 F. Le 17, Rodez, MJC, 21 heures, 90 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Picasso et la Danse

Le Train bleu, Le Rendez-vous, Le Titmouse

A part le *Triton* de Massine, créé en 1919 par les Ballets russes de Diaghilev, pour lequel il réalisa l'ensemble de la scénographie et costumes, la participation de Picasso à ce programme est modeste. Un de ses tableaux (*La Course*) fut utilisé pour dresser le rideau de scène du *Train bleu* de Bronislava Nijinska (1924), dont le décor est d'Henri Laurens et les costumes de Coco Chanel. Idem pour le *Rendez-vous* de Roland Petit (1945) : rideau exécuté d'après le tableau *Bougeois et masques*, décor de Braque et costumes de Mayo. Dans ce dernier ballet, Jean Guidon interprète sur scène les *Enfants qui s'aiment*, de Prévert et Kosma (*Lire notre article page 34*).

Opéra de Paris-Garnier, les 11, 12, 13, 15, 17 et 18 mars à 19 h 30, le 14 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F (le 14 en matinée, de 25 F à 245 F).

Sidonie Rochon

Les Brèves

On continue à faire confiance à Sidonie Rochon malgré quelques déconvenues. « Les Brèves, nous dit-elle, est conçue comme une chorégraphie elliptique, un journal de bord contenant des fragments de fiction, des poèmes, des images, une sorte de vagabondage transversal sur une année... Nous présentons ici un moment du projet en cours. »

Théâtre de la Bastille, du 12 au 14 mars, 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

Saint-Germain-en-Laye

Ballet du Rhin

Roméo et Juliette

Incontournables, cette année, les amants de Vénus ! Mais Bertrand d'Al, justement, transporte l'action à Kiev, et dans les années 20 de notre siècle... Une version spectaculaire et très vivante.

Théâtre Alexandre-Dumas, 17 mars, 20 h 45. Tél. : 30-87-03-03. 160 F.

Martignes

Compagnie Wim

Vandekybus

Toujours les mêmes monologues. Une énergie phénoménale, un humour dévastateur : un spectacle qui fait à la fois rire et frémir ne devrait se manquer sous aucun prétexte.

Le Carpe bleu, 14 mars, 21 heures. Tél. : 42-44-32-21. 40 F à 80 F.

Metz

Compagnie Régine

Chopinot

Saint-Georges. Un spectacle original et souvent beau, inspiré à Chopinot par le monde défilant de la sculpture romane.

Arsenal, 14 mars, 20 h 30. Tél. : 87-74-18-18. 130 F.

Roubaix

Compagnie Christine Bastin

Grèce. Une chorégraphie qui aime associer le théâtre à la danse (un comédien se mêle ici à ses cinq danseurs) et retrouve Claudel à travers des personnages symboliques.

Collège, 13 mars, 20 h 30. Tél. : 20-73-34-37. 90 F.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Montaigne. « Danse » : Sylvie de Nussac.



Margareth Menezes, ici avec Jimmy Cliff.

Mannel Rocheman Trio

Le jeune pianiste Manuel Rocheman présente son nouveau disque en trio. Avec autorité, conscience et portée par une certaine idée du jazz (héritage : Martial Solal, énorme sincérité, exigence et énergie). A découvrir avant tout et avec les autres, comme à chaque fois, lorsqu'un musicien parle.

Le 17, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Rock

Vercoquin

Vercoquin - fusion rock-funk à la mode parisienne, théâtralité excessive - est en train de se tailler une petite réputation dans les clubs de la capitale. Ils seront également le jeudi 12 au New Moon.

Le 11, La Chapelle, 22 h 30. Tél. : 40-53-90-99. 40 F.

The Damned

Les réformations de groupes punk ont toujours quelque chose d'un peu pathétique. Celles de The Damned avec leur imagerie de série Z et leurs allures de vampire de train-fantôme tournent court au grand guignol. Et pourtant, ce fut la jeunesse du rock'n'roll, il y a quinze ans.

Le 13, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Rickie Lee Jones

Ricky Lee Jones chante du jazz, en y mettant toute l'approximation, l'irrespect, l'immatérialité qui font le rock. Du coup personne ne l'aime. Sauf tous ceux, toutes celles qui vont remplir le théâtre des Champs-Élysées pour cette femme à la gaucherie incroyablement habile et séduisante.

Les 13 et 14, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

tion d'une certaine mythologie du rock.

Le 13 mars, Toulouse, le Bâlin, 21 h 30, 80 F. Le 14, Bordeaux, le Krakatoa, 20 heures, 80 F. Le 17, Tours, le Bureau Vert, 20 heures, 70 F. Le 18, Rennes, l'Ubu, 21 heures, 80 F. Le 19, Rouen, l'Éco 7, 19 heures, 90 F.

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelle exposition

Nantes

Jean-Pierre Bertrand

Une trentaine de grandes peintures en « barres » mêlant le papier au miel et à l'acrylique rouge sombre, quelques photos, des vidéos. Pour entrer dans le secret d'une œuvre réfléchie, méditée, sensible au temps, à l'air, mais pas à l'air du temps, et qui commencent seulement à être reconnues au-delà de l'Hexagone.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-85-66. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Du 13 mars au 28 avril.

Paris

Arts incohérents

Le Musée d'Orsay se devait d'accompagner l'exposition Lautrec de quelques dossiers. Qu'il faut savoir trouver ! L'un traite des architectures du spectacle, l'autre évoque le cabaret du Chat Noir, un troisième porte sur les photographies de Lotte Fuller, un quatrième rappelle Maxime Dethomas, notre bon souvenir. Enfin il est question des Arts incohérents, dont les expositions pendant dix ans (de 1882 à 1893) ont fait régner tout Paris.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 mai. 27 F (billet d'accès au musée).

Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 40 F.

Louis I. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de bête, des piges à lumière : l'architecture de Louis Kahn s'expose au 5^e étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Les concours d'affiches vers 1900

En 1903, la marque Byrrh organise un grand concours d'affiches pour célébrer la gloire de son spirit. Mais c'est la fin de l'affichomanie, et les trouvailles de Gus Bofa, Vallotton ou Maurice Denis resteront dans les cartons. Que l'on vienne de retrouver dans un grenier de l'usine Byrrh à Thuir.

Musée de la Publicité, Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mai.

Les Lautrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du calé-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mezzanin, 1, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél. : 47-33-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F, 20 F avec un billet du Grand Palais. Conf. mer. 26 mars à 18h30.

Richard Parkes Bonington

Passant le Channel en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du baron Gros à Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la poésie des ruines, des abbayes abandonnées et plus généralement au pittoresque, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. 35 F.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décoller le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 8 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 avril. 25 F (entrée du musée).

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prodigieusement, jugs et figures de cirque avec férocité. Pour illustrer ces débuts mal connus - à tort - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encre et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité se sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Ravin Espace d'art contemporain, 7, rue de la Lila, Paris 7^e. Tél. : 42-40-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Souvenirs de voyages

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, ou là-bas, par Delacroix, Chassériau, Corot, Boudin, Ganguin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Sully, côté jardin des Tuileries, Paris.



Germaine Richier : « Jeune femme nue » ou « la Grosse ». Bronze, 1939-1942, exposé au Musée Matisse du Cateau-Cambrésis. Par ailleurs, un hommage à Germaine Richier est présenté à Paris à la galerie Oederma-Cazeau.

1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 avril.

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - sur, à n'en pas douter, un succès moultre.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, 13, av. du Président Wilson, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48.04. 38.86. Ide 11 heures à 18 heures, par minute 3615 Lautrec et Fnac. Jusqu'au 1^{er} juin. 50 F.

Galleries

Arnand Claess

Loïn du spectaculaire, de l'écocote et de la narration, Arnand Claess photographie les choses les plus anodines pour en cerner mieux le sens. Un tronc millénaire, un carreau cassé, une roche fribile... La preuve par l'image que « rien n'est éternel ».

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beau-bourg, Paris 3^e. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 avril.

Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de l'Arrière, de l'Ogre, de l'Hydre et nombre d'autres êtres fantastiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Oederma-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Alfonso Ossorio

Artiste singulier originaire des Philippines, qui compte parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio (1916-1980) aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec l'aveugle et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi automatiques.

Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 avril.

Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

Arnulf Rainer

L'exposition propose les « Face Faces » de 1969-72. Soit un ensemble d'autoportraits photographiques grimant à souhait, que l'artiste autrichien, alors pris dans la spirale du Body Art, a fait plus que retoucher. Il les a ratés, recouverts, surchargés de rouge, de noir, liant picturalité et réalité d'un grand geste auto-mutilant.

Galerie Thaddeus-Ropac, 7, rue Debel-lyme, Paris 3^e. Tél. : 42-72-89-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mai.

Daniel Tremblay

Malgré sa brève carrière au début des années 80, Daniel Tremblay aura laissé quelques œuvres dont on se souvient : un rictus naïf, mais non sans poésie. Par exemple des têtes dans les étoiles et des croissants de lune tombés des nues dans du gazon en matière plastique.

Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives, Paris 3^e. Tél. : 42-78-08-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mars.

Zush

Un imagier de Barcelone et diablement inspiré, qui, depuis vingt ans, en marge des courants convenus, développe une œuvre fantasmagorique, pieuse, entre autres, de serpents qui se mordent la queue. Devant ses dessins, ses tableaux, ou ses livres remplis d'écritures et d'enluminures, on pense très fort à l'art brut. Mais pas seulement.

A. B. Galleries, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 48-06-30-50. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 mars.

Régions

Bourg-en-Bresse

Judit Reigl

Un choix d'œuvres jalonne le parcours de ce peintre d'origine hongroise, fixé depuis quarante ans à Paris. Qui travaille par séries à des peintures longuement mûries, jusqu'à l'épuisement des signes, jusqu'à la saturation de la couleur, jusqu'à la sédimentation de la matière.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-45-39-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 12 avril.

La Roche-sur-Yon

Paul-Armand Gette

Peu d'artistes ont la finesse et l'élégance de Paul-Armand Gette, observateur minutieux de choses et d'autres, qui glisse un œil sur la bordure d'un chemin, la lisière d'une robe ou l'ourlet d'une rose, en amateur de Monet jardinier et de Lewis Carroll.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Le Cateau-Cambrésis

De Matisse à aujourd'hui

Treize des trente musées du Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Mailhot et Laurens à Dodeigne et Flanagan. Les meilleures sont réunies, associées à des œuvres du Fonds régional d'art contemporain au Musée du Cateau-Cambrésis et au Musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

porain au Musée du Cateau-Cambrésis et au Musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

Lyon

Onze artistes

des figurations critiques

Pierre Gaudibert, qui a conçu l'exposition, a retenu dix peintres : Adami, Arroyo, Cuoco, Eno, Fromanger, Klarsen, Monory, Rancillac, Segui, Tülemak, et un sculpteur : Ipoustéguy. Qui, du milieu des années 60 au milieu des années 70, ont porté la « nouvelle figuration » sur le terrain du politique, en se manifestant tout particulièrement au Salon de la jeune peinture. Y aller pour voir si ça tient, malgré le décalage.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 avril.

Marseille

Magritte

Exubérantes, burlesques, pataches et de mauvais goût, une série de peintures à l'huile exécutées à la hâte, en 1948, en vue d'une exposition à Paris. Provocation dans la tradition surréaliste, ce pied de nez à l'art du bien peint pris dans la capitale française reçut, plutôt deux fois qu'une, la caution de Louis Scutenaire, qui prépara le catalogue.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 3 mai.

Sète

Julije Knifer

Julije Knifer est un artiste de Zagreb peu connu en France, malgré sa longue carrière de peintre et la qualité de son œuvre strictement abstraite. Qu'il tente de poursuivre malgré tout, pour le moment hors du pays. L'exposition présente les tableaux et les dessins au noir, ascétiques, très beaux, qu'il vient de réaliser lors de son séjour à la Villa Saint-Clair, une résidence pour les plasticiens.

Espace Paul-Boyd, 32, rue Paul-Bouquet, 34200. Tél. : 67-53-78-88. Tous les jours sauf dim. : lundi de 14 heures à 19 heures, at sur rendez-vous. Jusqu'au 31 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rymann notamment, et à exposer le Land Art, et Burri, et Toroni, et Dezzure, et bien d'autres, dont Combès et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au Musée de Villeneuve-d'Ascq et au Musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du collectionneur.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Genevieve Broerette « Architecture » : Frédéric Edelmann. « Photo » : Michel Guerrio.

la grande halle
LA VILLETTE • 12 - 15 MARS
MÉTRO PORTE DE PANTIN

ANTIQUITES
BROCANTE
PEINTURE

Organisation : JOEL GARCIA - BROCANTE BASTILLE
2 bis, rue Jean-Baptiste, 75013 Paris. Tél. : (1) 43 31 40 49 - Fax : (1) 43 36 62 81

LIANA & LEVI
Boulot
Boulot

175 dessins de PESSIN
de la crèche à la retraite

EDITIONS LIANA & LEVI
ALBIER 101 - 100000 - 75004 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
DES
Le Monde LIVRES

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9^e 48-78-42-93-41
LE CORSAIRE 45-20-87-85 et 45-25-53-25
EL PICADOR 80, bd des Capucines, 17^e 43-47-12-87
NOS ANCIENS LES GAULOIS 44-33-66-07 et 66-41-39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Châteauneuf
RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e

RIVE DROITE
ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. Menu de la mer le soir 150 F TC.
Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, pâtes, farinées. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.
Jusqu'à 22 h, dans son nouveau cadre, spacieux, espagnols : PAELLA VALENCIANA, ZARZUELA, BACALAO, vins d'Espagne. 34 ans de renommée parisienne. Cité par les guides.

RIVE GAUCHE
Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
Spécialité de coq au vin et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT
LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bougie allumée du quartier
Nuit tous l'année
POISSONS DU MARCHE
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DECOR « Brasserie de luxe »
JARDIN D'HIVER
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

منزلنا من المنزل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Robert Casadesu plays...

Ravel : Jeux d'eau ; Fauré : 1^{er} Quatuor avec piano ; Debussy : Sonate pour violoncelle et piano ; Caplet : Danse des petits nègres ; Casadesu : Sonate pour flûte et piano ; Chabrier : Scherzo-Valse.

Robert Casadesu (piano), membres du Quatuor Calvet, Maurice Maréchal (violoncelle), René LeRoy (flûte).

Les gloires de la musique française d'avant-guerre dans des enregistrements datés pour l'essentiel des années 30, sans le premier, ces *Jeux d'eau* de Ravel dont Robert Casadesu fit don (c'était son premier disque) à la marque Columbia à vingt-neuf ans, en 1928. Occasion de retrouver l'extrême vélocité, la légèreté ailée d'un jeu à l'époque transcendant, même s'il annonce les défauts ultérieurs du piano français (trancher à fleur de clavier, effets de doigts, manque d'investissement). Transparence, finesse, distinction dans l'élocution, extrême clarté polyphonique, caractérisaient également le style du Quatuor Calvet avant-guerre : allié à Casadesu, trois de ses membres donnent donc du *Premier Quatuor avec piano*, de Fauré, une exécution totalement cohérente et unifiée, assez calottée dans ses choix (lenteur de l'adagio), passionnante à condition de supporter les énormes fluctuations du son d'un mouvement à l'autre. La *Sonate* de Debussy est, elle, carrément gâchée par l'opacité de la prise de son : le violoncelle n'émerge pas du piano. Mais l'élégance de Casadesu passe la rampe envers et contre tout.

1 CD EPM The Classical Collection 190072. Distribué par Adèle-Musik.

Leonard Bernstein, The Early Years

Copland : *Sonate pour piano* ; *Billy the Kid* ; Bernstein : 7 *Anniversaires*, musique du film *On the Town*.

Leonard Bernstein fit la connaissance d'Aaron Copland le 14 novembre 1937. Le premier avait dix-neuf ans, le second trente-sept. Bernstein prit alors l'habitude de penser que le nombre 14 lui portait chance. En effet, ce fut le 14 novembre 1943 qu'il fut appelé à remplacer au pied levé Bruno Walter à la tête du New York Philharmonic. Sa carrière de chef date de là. Bernstein admirait Copland, qui le lui rendait bien. Et ces deux-là, qui firent des États-Unis un pays musicien (aux yeux de ces obus d'Européens), disparurent en 1990, à quelques semaines d'écart. Le disque de leur complicité vient de paraître. On y entend Bernstein au berceau (1949) diriger *Billy the Kid* - l'œuvre qui descend directement du *Sacre*. On ne pourra plus oublier l'immensité du Bernstein pianiste après avoir découvert sous ses doigts la magnifique *Sonate* de Copland, enregistrée en 1947. Bernstein par Bernstein ensuite. Les 7 *Anniversaires* qu'il dirigea pour le disque en 1947 sont, sous forme d'imitations subtiles, ses hommages d'amitié à Paul Bowles,

à Koussevitzky. Le premier est évidemment pour Copland.

1 CD RCA GD 80816.

Rossini

Extraits de *Zelmira*, la *Donna del lago*, *Mohametto II*, le *Nozze di Teti* et di *Peleo*, *Elisabetta*, *regina d'Inghilterra*, *Semiramide*.

Cecilia Bartoli (mezzo soprano), Orchestre et Chœurs de la Fenice de Venise, Ion Marin (direction).

Joan Sutherland, championne des vocalises toutes catégories, jugeait les chefs d'orchestre « trop bruyants ». Ce qui l'amena à collaborer systématiquement avec Richard Bonynge, son mari. On ne sait quels liens unissent Cecilia Bartoli et Ion Marin, jeune assistant roumain d'Ahbado. Mais il dirige à la plume, au millimètre, l'Orchestre et les Chœurs de la Fenice tout au long de ce récital des grands airs d'opéras de Rossini. Aïrs que Rossini avait composés pour Isabella Colbran au temps où ils s'aimaient. Comment chantait la *primissima donna*? Difficilement, nous dit-on, à partir de *Semiramide*. Elle créa l'ouvrage à Venise en 1823 - Rossini la quittera en 1829. Cecilia Bartoli, dont on avait aimé le récital d'airs mozartiens (plus que son Chérubin à la Bastille), est, elle, dans la gloire de sa voix. Elle propose donc une très vraisemblable réincarnation de la Colbran. Les attaques les plus acrobatiques sont moelleuses, le grave suave, le médium musclé, l'aigu lumineux, les passages d'un registre à l'autre imperceptibles, l'articulation expressive et décidée. Plus que les grands morceaux de virtuosité, on retiendra les airs héroïques, sombres et douloureux. Le Rossini en mineur est de loin le meilleur.

1 CD Decca 436 075-2.

Jazz

Art Blakey and The Jazz Messengers

Olympia, 13 mai 1961

Pour la beauté du geste, comme pour bien montrer qu'on ne guette pas le chaland, *Blue March* et *Night in Tunisia* sont relégués en dernière position. On attaque par *The Summit* et *Yama*. C'est le 13 mai 1961 à l'Olympia. L'ambiance est, comme on dit, torride. Le groupe fétiche de Paris, les Jazz Messengers d'Art Blakey, qui a fait défilé comme dans une université ou une grande équipe de football les meilleurs représentants de chaque instrument-roi du quatuor, est à son sommet : le maître d'œuvre, Art Blakey en pleine possession de ses moyens, les hommes d'à côté (*side-men*) en train de faire exploser leurs talents respectifs. Lee Morgan (trompette), Wayne Shorter (ténor sax), Bobby Timmons (piano) et Jymie Merritt (basse) portent autour du batteur rouleur le message à la hauteur d'un art, à la dimension d'une fête.

2 CD Europe 1 710-373/4.

Bob Brookmeyer and Friends

New-York, mai 1964

Cet enregistrement est le disque-type pour se perdre dans l'océan du jazz. A l'époque, les amateurs graves ne l'ont pas entendu. Les amateurs sérieux l'ont laissé passer (trop désinvolte, trop facile, trop « commercial », trop blanc, malgré l'incompréhensible présence, s'ils avaient eu trois sous de jugeotte, d'Elvin Jones, le compagnon de Coltrane aux drums). Aujourd'hui, les amateurs légers, Radio Cornichon, par exemple, et ses havarages susurrants et déhélites actifs (« La plus belle émission de jazz du monde ») le tiennent pour un disque « super », désinvolte, facile,



Jane Birkin.

Rock

The Sugarcubes

Stick Around for Joy

Victimes d'une mésaventure fréquente dans le métier de rocker (le bûcher après l'incendiaire), les Sugarcubes s'étaient réfugiés dans leur île natale - l'Islande - après le semi-échec de leur second album. Deux grosses années plus tard, voici *Stick Around for Joy*, disque résolument positif qui célèbre les joies de la condition parentale, de la conception (voir le spermatozoïde sur la pochette) à l'élevage des enfants en passant par l'allaitement (*Happy Nurse*). A leur début, les Sugarcubes

1 CD Cal 468-413/2.

F. M.

PIL, MANIC STREET PREACHERS, THE CLASH

Les fils des derniers des Iroquois

Il y a quinze ans, Johnny Rotten, chanteur des Sex Pistols, n'avait pas d'avenir. Aujourd'hui, Johnny Lydon, la même, sous son vrai nom, chanteur de PIL (Public Image Limited) se cite lui-même à l'album *No Future* à la fin de *Acid Drops*, le morceau qui ouvre *That What is not*, dernier album en date de PIL, tentative d'autodéfinition de quinze ans d'après-punk.

Les diverses incarnations de PIL furent d'un intérêt inégal, mais jamais prévisible (si l'on oublie bien sûr le fameux organe couinant de Lydon). Cette fois-ci, le groupe (dominé par John McVie, guitariste fûté mais pas raffiné) pratique un rock dur, au modèle américain jeune (très fort) mais propre (jamais les débiles ne servent à dissimuler l'incompétence). Pour se résumer, c'est comme si Lydon revenait à la musique des Sex Pistols, la compétence musicale en plus. Comme si l'approximation, l'irrespect pour les instruments et la grammaire (pourant déjà sonnaient) du rock n'étaient pas l'essence même du punk, passage souvent périlleux mais nécessaire pour reculer encore quelques temps la momification du rock.

Au même moment sort *Generation Terrorist*, le premier disque des Manic Street Preachers, groupe britannique qui entend renouer avec quelques traditions punk : automutilation (le chanteur s'est gravé un ne sait plus quelle égrérie sur l'avant-bras pendant une interview), provocation politique (le titre de l'album) et orgie de débiles. Les Manic Street Preachers, groupe juvénile, représentent donc le flambeau et l'orgueil de l'autre côté de l'Atlantique, vers Gainsbourg, dont ils donnent une nouvelle version de *Love Sweet Love*.

Leur prétention abracadabrante, leurs outrances et leur son de guitare fort un cocktail bizarre de conformisme (par moment on se croirait

revenu au milieu des années 70, avant même le punk, au temps des groupes de faux hard-rock, Sweet ou Suzi Quatro) et de débordements anarchisants. Finalement, c'est le poids de l'histoire, la solidité des limites du rock'n'roll qui l'emportent sur la jeunesse. Tout cela se mesure à l'aune d'un récent coffret consacré au Clash, seul groupe du mouvement (si l'on met à part les Jam qui n'y appartenaient jamais vraiment) à pouvoir prétendre à la canonisation.

On se replonge avec intérêt dans l'histoire du Clash : de la gaucherie fiévreusement revendiquée des débuts aux arrements un peu désespérés de la fin du groupe, *Clash on Broadway* retrace le parcours d'un quatuor assez intelligent pour aller chercher ailleurs le carburant que n'aurait pu fournir la révolte des débuts. C'est-à-dire que, à partir de *London Calling*, le Clash revint au principe fondateur du rock : l'appropriation des musiques de danse d'ascendance africaine. Au début des années 80, le Clash organisait des hunk-up magnifiques sur le rap naissant après s'être fait les dents sur le reggae et traça la voie aux groupes de « fusion » contemporains, Red Hot Chili Peppers ou Urban Dance Squad.

Il faut quand même noter, pour la protection du consommateur, que l'échec de *Clash on Broadway* ne s'impose vraiment qu'aux néophytes. Les quelques inédits et le rassemblement des faces B de 45 tours ne justifient sans doute pas l'investissement pour les possesseurs des albums du groupe, malgré un joli livret.

THOMAS SOTINEL

* PIL, *That What is not*, Virgin CDV 2681.

* Manic Street Preachers, *Generation Terrorist*, Columbia 471060 2.

* The Clash, *Clash on Broadway*, 3 CD Epic/Legacy E3K 46991.

avaient bénéficié de l'effet de surprise. La cote de l'Islande comme berceau du futur du rock'n'roll avoisinait le million contre un, la bizarrerie des arrangements, la voix extraordinaire (une walkyrie de dessin animé, pour oser une approximation encore pâlotte) de la chanteuse Björk Gudmundsdóttir ont séduit par leur étrangeté.

Stick Around for Joy n'est surtout pas un retour à la norme, à peine une tentative d'appliquer une méthode à la folie des Sugarcubes. Quand le groupe y parvient - sur *Hit*, qui mérite son titre - le résultat est dansant, euphorique. Sinner, reste le bruit joyeux d'une troupe d'enfants qui s'amuse.

One Little Indian/BMG 262722.

Madness

Divine Madness

Arrivant sur les talons du punk, la renaissance ska de 1979 eut pour premier mérite d'alléger un peu l'atmosphère délétère de la scène britannique. On lui doit aussi une poignée de grands disques, et le meilleur groupe pop que l'Angleterre ait connu sous Margaret Thatcher (un exemple de réaction immunitaire réussie).

Divine Madness regroupe tous les 45 tours (vingt-deux) produits par Madness de ses origines bâtarde, entre skinheads et retour à la musique jamais démodée des années 60, à sa splendeur cockney. Mélodies insistantes, sens de l'humour, cuivres vaillants et - surtout - le mariage conclu au paradis entre le piano de Mike Barson, l'accent et la voix de Suggs McPherson. Chroniques vaguement mélancoliques, explosions de joie pour noces et banquets suburbains, Madness se meut dans une Angleterre déjà arpentée par Ray Davies ou Ian Dury. Faire-part de décès officiel, *Divine Madness* est un testament superbe.

Virgin CDV2692 354 517.

T. S.

Rap

Les Little

Les Vrais

Les Little viennent de la banlieue sud de Paris, mais ils se veulent aussi inquiétants que NTM, leurs collègues du nord et nettement plus corrosifs que leur quasi-compatriote MC Solaar. Représentants du « mouvement authentique », c'est-à-dire encore plus méfiant vis-à-vis du système, les Little, qui se sont longtemps appelés Little MC, ont fini par signer avec une major comme tout le monde et par enregistrer un album.

Les Vrais est un authentique premier album : sincère, enlevé, extraordinairement vulnérable à la critique. Côté musique d'abord, où quelques hérésies bienvenues (l'intervention de Manu Dibango au saxophone sur *Ressens le son*) viennent alléger l'orthodoxie parfois pesante d'un son très américain. Quant aux textes, on passe de la chronique urbaine (ils savent faire) à la diatribe (dans le genre « mort aux hâtarde » ils sont moins forts que NTM) aux chansons d'amar.

C'est là qu'il faudra reprendre tout des la première leçon. S'il est une importation américaine dont on peut aisément se passer, c'est le sexisme imhécite de certains groupes de rap (NWA, Ice Cube, Geto Boys). Sans arriver tout de suite à de tels excès, les Little joignent la naïveté (*Laisse faire le tempo*, presque digne de Benny B., le flic du Top 50 bien connu des 7-9 ans) à l'agressivité (*Blitch*, carrément inquiétant).

En prime un petit glossaire de « veul » variante de verlan en usage du côté de Vitry-sur-Seine.

Mercury/Phonogram 510897-2.

T. S.

Chanson

Jane Birkin

Et ses larmes n'y pourront rien changer...

Et il y a la voix extraordinairement tendue de Jane Birkin, un livret qui joue toutes les gammes du vert avec photos discrètement effacées et quelques remerciements aux compagnons de scène de celle qui pourrait être une éternelle adolescente. T-shirt blanc, cheveux longs et balancement du corps, mi-lasse, mi-lascive. Et il y a le public, conquis, complice, amoureux même, qui applaudit avec une tendresse peu coutumière.

Est-ce l'époque - ce double CD est le compte rendu intégral du récital donné par Jane Birkin au Casino de Paris il y a presque un an, peu après la mort de Serge Gainsbourg - est-ce la rareté de Jane sur scène, est-ce l'idée suspendue que cette fois serait la dernière? Toujours est-il que l'émotion affleure à chaque mesure, surgit au détour d'un mot, d'un clin d'œil. Jane chante Gainsbourg lui vole avec une grâce ineffable la *Chanson de Prévert*, *Sous le soleil exactement*, *Litanie en Lituanie*, *L'Aquiloniste* ou *Je suis venu te dire que je m'en vais*. Serge passe comme un ange. Jane Birkin, alors, monte au balcon et chante, en star, *As Time Goes By*, la chanson du film *Casablanca*. Et c'est formidable, étonnant et rare.

2 CD Phonogram 512078.

V. Mo.

Musiques du monde

Peio Serbielle

Il s'agit du Pays basque. Les photographies du livret sont belles, et l'on peut rêver de ces paysages calmes ou tourmentés, en écoutant la voix de Peio Serbielle. Elle s'envole par-delà les espaces, comme seuls savent le faire les chanteurs basques. Mais Peio souffre d'un handicap majeur : il existe là-has un très grand chanteur-philosophe, Benat Achary (albums chez Ocora et Silex) qui sait depuis longtemps mélanger sons et instruments traditionnels au jazz ou à la musique contemporaine. Il ne fait donc pas bon marcher sur ses traces.

Peio Serbielle ne trouve ses marques que dans la chanson, dans la variété, quand il ose rester simple. Malheureusement, ce parti de l'esthétique du vide se joue dans trop de synthétiseurs, mais pourrait être gagné chaque fois que revient la guitare (flamenco) ou le piano acoustique, les *txalapartas*, ces grosses planches frappées qui donnent le rythme en d'impressionnantes tailles brutes. Au total, ce second album de Peio Serbielle - saluons au passage cette nouvelle entrée des musiques d'origine traditionnelle chantées en langues du cru dans le giron d'une major - offre deux ou trois bonheurs, en passant : *Ene Soek* (« Mes regards fusillent toujours le même vide »), *Koblatariak*, belle mélodie, éclair original souvent entendu à la radio depuis l'été dernier, et *Erran Beate* (« Qu'ils jactent, ils n'entendent même pas l'appel du vide »), superbe chanson éponnée pleins pommons avec Marie-Ange Damestoy.

1 CD Polydor 513 079.

Il Trillo

Quarante-cinq minutes de bonheur à l'italienne. Un accordéoniste habile et compositeur dans la tradition (Ambrogio Sparagna), une voix et une guitare apprises dans les jupes de Giovanna Marini, la prima dona de la chanson populaire italienne (Lucilla Galeazzi) et un virtuose du tambourin (Carlo Rizzo) s'acharnent à décapper la grisaille. Voix de l'été, bonne humeur, fête au pays et peines quotidiennes balayées mais non oubliées : l'album respire la santé.

1 CD Thelonicus Production THE0102. Distribué par Harmonia Mundi.

V. Mo.

LA LEGENDE

COFFRET 16 CD - THE PRESTIGE RECORDINGS 1957-1961

prix déduit 20%

mac

wea

FRANCE 2

JOHN COLTRANE

THE PRESTIGE RECORDINGS

RECITAL EXCEPTIONNEL

ALEXANDRE LAGOYA

Bach - Mozart - Granados - Alberniz

Lundi 23 mars 20h30

L'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

Renseignements et Réservations

(1) 47 42 25 49

DANSE

Picasso
à l'Opéra Garnier

L'hypothèse de la reconstitution

Picasso, nom magique : il suffit qu'il ait collaboré à un ballet pour que ce dernier s'inscrive dans la légende. L'Opéra remonte des chorégraphes auxquelles le maître fut associé : le *Tricorne* (1919) et le *Train bleu* (1924), créés par les Ballets russes de Diaghilev, et *Rendez-vous* (1945), par Roland Petit. An programme : l'Espagne et les artistes des années 20 – Picasso, Massine, Chanel, Milhaud, Cocteau, Falla – confrontés à ceux de l'immédiat après-guerre – Roland Petit, Prévert, Kosma, Brassai.

SUR une photo datant de 1919, on voit Pablo Picasso, fumant la pipe, le pinceau à la main, agenouillé sur le rideau de scène du *Tricorne*. Il y apporte les ultimes retouches. Vladimir Polunin, chargé de l'exécution du dessin, est présent, Olga Khokhlova, danseuse des Ballets russes, aussi. Si elle n'était la meilleure des danseuses, elle eut suffisamment de charme et d'allure pour séduire le peintre, qui en fit sa première femme. On est à Floral Street, dans les ateliers de Covent Garden.

Dans une usine désaffectée de la banlieue parisienne, à Colombes, louée pour l'occasion, Selim Saïah reconstitue avec son équipe, depuis quelques mois, à partir des photos, des maquettes et des dessins magnifiques conservés dans les archives du Musée Picasso, le célèbre rideau de scène. Vendu à un collectionneur allemand en 1928 par un Diaghilev à court d'argent pour sa compagnie, le rideau est aujourd'hui exposé dans un restaurant de New-York, le Four Seasons, chic et cher, d'accord, mais quand même ! Il fait partie de la collection de Joseph Seagram and Sons...

« Picasso s'est totalement investi dans cette commande, allant jusqu'à imaginer les maquillages », explique Selim Saïah, qui vient de réaliser les décors d'Enki Bilal pour le *Roméo et Juliette* d'Angelin Preljocaj et ceux de la *Flûte enchantée* pour Bob Wilson. « En 1916, le projet avait été abandonné faute d'argent. Pendant trois ans, Diaghilev et lui vont échanger des idées pour mettre au point le ballet. Tous les personnages figurant sur ce rideau sont les protagonistes du spectacle : Leonide Massine, le chorégraphe, est dans l'arène, jouet ou poing. Sous les arcades, les trois femmes en concubinage sont Olga, la femme du peintre, la soliste Tamara Karsavina et, de profil, Diaghilev. Le jeune homme au premier plan est le soliste Stanislas Idzikowski. L'homme à la cape, le chapeau sur l'œil, est Picasso lui-même. »

Le *Tricorne* fut créé à l'Alhambra de Londres en 1919, puis présenté au Théâtre des Champs-Élysées. Outre le rideau de scène, le peintre réalisa la toile de fond. Ce travail indiquait clairement le changement qu'affrontait Picasso : autant l'architecture ocre et rose pâle du décor de fond de scène sent encore l'influence cubiste, autant les personnages du rideau portent la trace de ce dessin direct, réaliste et déjà transfiguré qui incarnera le style de l'artiste.

L'argument inspiré du livre d'Alarcón, *El Sombra de Tres Picos*, fait partie du patrimoine littéraire populaire, au même titre que *Don Quichotte* : l'histoire d'un meunier et d'une meunière libertins qui se jouent d'un notable lourdaut. Le ballet, porté par la musique de Manuel de Falla, déclencha une vague d'hispanomanie aiguë. Stravinsky écrivait dans *Comedia*, en 1921 : « Il n'y a pas seulement un

intérêt de curiosité. Entre la musique populaire de l'Espagne, surtout la musique ondulante, et celle de la Russie, je perçois une affinité profonde qui tient sans doute à de communes origines orientales. Les Andalous n'ont rien de latin dans leur musique. Ils doivent à leur hérédité orientale le sentiment du rythme. » La Argentina avait déjà fait beaucoup pour cet engouement espagnol, puis vint Vicente Escudero, Maria Dalbaicin, Estampillo, Carmita Garcia, Carmen Jose-lito. Certains dansèrent dans le *Cuadro Flamenco* des Ballets russes, créé en 1921 et entièrement constitué de suites de danses andalouses. Cela dit, l'influence espagnole sur le ballet ne commence pas avec les années 20. Déjà, Marius Petipa, avant de partir pour Saint-Petersbourg, séjourna à Madrid, où il nota des pas et des rythmes dont il se servit par exemple dans *Don Quichotte*.

Peut-on parler du *Tricorne* sans évoquer le sacrifice de celui qui contribua au succès de la chorégraphie de Massine : Felix Fernandez Garcia, dit « El Loco », le fou, gitan capable d'improviser des heures entières le plus envoûtant des flamencos (1) ? Il enseigna à toute la compagnie l'art de son maître, Molina. Il devait tenir le rôle principal du meunier, mais, incapable de se plier au rythme du métronome, ne connaissant que celui de son âme, il fut évincé de la production. On le retrouva dansant dans une église du sud de Londres, son métronome à la main, fou. Il fut interné au Long Grove Hospital d'Epsom, dans le Surrey, où il survécut jusqu'en 1941.

Selim Saïah, tout comme Philippe Binot, en charge des costumes, n'a pas de problème majeur pour cette reconstitution du *Tricorne*, sauf à trouver l'échelle qui convienne à l'immense plateau de Garnier. Pas de problème non plus pour la reconstitution du rideau de scène du *Train bleu*. Il s'agit d'un gros plan du tableau intitulé *La Course*, peint en 1922 : les deux femmes, débordantes de formes et de vie, attirent l'œil de Diaghilev alors qu'il visitait Picasso. Ce tableau est actuellement exposé au Musée Picasso.

Pour retrouver les couleurs des structures abstraites du sculpteur André Laurens, Selim Saïah a collaboré avec Claude Laurens, le fils de l'artiste : « On a cherché les couleurs qui constituaient la palette de son père dans ces années-là, autour de la série nommée Les Constructions. On a épluché la presse, optant finalement pour des sables et des beiges, du gris onirique pour les structures figurant les rochers, des gris, des bleus. J'ai été très touché par ce travail qui donne à la danse des réponses de sculpteur, très ému aussi par la modernité d'un travail dont on dit qu'il fut à l'origine de la vocation du sculpteur Henry Moore. A travers son fils, j'ai découvert un homme qui n'était pas un mondain, n'était jamais allé à la plage. Il n'avait jamais non plus travaillé pour le théâtre. Il était l'ami de Braque, qui a probablement introduit cet ancien tailleur de pierres au sein de la quintessence du parisianisme. »

Avec le *Train bleu*, on quitte Séville pour Deauville, la plage, les gigolos et les poules du corps de ballet. Perouse, Beau Gosse, la championne de tennis et le joueur de golf, les héros de cette opérette dansée. On est en 1924. Chanel est aux costumes, Milhaud à la musique, Cocteau au livret, et le plus discret d'entre eux, André Laurens, aux décors. Tous roulaient pour les Ballets russes. Mademoiselle Chanel, qui était l'amie de Diaghilev, mais surtout de Stravinsky, pour lequel elle avait un penchant, donnait de l'argent à chaque fois qu'il le fallait, à savoir souvent. Pour les costumes, elle puisa tout simplement dans sa collection été 1924.

Mais à la scène, on ne s'habille pas comme à la ville. Victoria Crosnier, des ateliers de couture de l'Opéra de Paris, en sait quelque chose : « Trois quarts d'heure avant l'entrée en scène, Coco Chanel épinglait



L'équipe de Salim Saïah en plein travail de reconstitution du rideau de scène du *Train bleu* peint par Pablo Picasso (en haut). Lors de la création en 1924, les Poules et les Gigolos, héros du *Train bleu*, s'ébattaient à Deauville dans des costumes de Chanel et des décors d'André Laurens (ci-dessous).

encore à tour de bras des costumes qui n'avaient pas été prévus pour les corps des danseurs. On a tout réajusté en fonction des morphologies des danseuses, moins enveloppées que dans les années 20. Le plus grave fut pour nous l'absence de témoignages permettant une reconstitution certaine. Le *Train bleu* a été joué une trentaine de fois, puis enterré. Soixante-dix ans de silence.

Avec Sarah Woodcock, du Theater Museum, une branche du Victoria Albert Museum, nous avons pisté, trouvé le costume que portait Ninette de Valois dans le descriptif d'une vente aux enchères chez Sotheby's en 1967. Il fut adjugé 20 livres sterling. Bien sûr, Ninette de Valois vit toujours, mais elle est très âgée, et n'est préoccupée que de son avenir.

Le costume de Perouse, qu'interprétait Lydia Sokolova, était le seul à figurer dans les archives du musée. Celui de Beau Gosse nous a été donné par un court extrait du ballet reconstitué par Dolin lui-même à l'occasion d'un hommage que lui rendait la BBC en 1980. Tous les maillots tricotés à la main pour les originaux ont été copiés par notre fabricant en Allemagne, la maison Zeta. Suzanne Lenglen, illustre pour ses sauts sur le court, a servi de modèle à la championne de tennis, et le duc de Windsor a inspiré le joueur de golf.

La chorégraphie de Branislava Nijinska répond, elle aussi, au principe de l'hypothèse la plus vraisemblable. Elle est due à Franck Ries, professeur à l'Université de Californie, à Santa-Barbara, grand spécialiste des Ballets russes qui a travaillé avec Irena Nijinska, la fille de Bronislava, morte l'an dernier. Irena avait onze ans lorsque fut créé le *Train bleu*. La reconstitution a été établie d'après les modes de travail qu'elle connaissait de sa mère. Ries est l'héritier du ballet.

Dans le programme du *Train bleu* figurent de nombreux dessins de Picasso, le peintre ayant exécuté le portrait des uns et des autres. On aime particulière-

ment celui du maître de ballet, Enrico Cecchetti, sa pause sereine. On notera avec intérêt ce croquis de danseuse en train d'enfiler son collant, au corps ne ressemblant en rien à celui d'une ballerine mais beaucoup à ceux de ces femmes fortes en hanches et fessues que le peintre affectionnait à cette époque. Parmi les dessins se glissent les publicités du temps : « Parhard et Levassor, rapide comme la flèche », ou encore celles pour Jeanne Lanvin et les parfums Piver. Quant à la pâte dentifrice Gibbs, elle nous assure qu'elle est « onctueuse, agréable et efficace car à base de suçon » !

Au fur et à mesure que Picasso affirmait sa propre interprétation du corps, le ballet perdit pour lui son intérêt. Les chorégraphes qui souhaitaient sa collaboration allaient chez lui choisir parmi les toiles pré-existantes. Il en fut ainsi pour le rideau de *Rendez-vous*, de Roland Petit, créé en 1945. Brassai et Boris Kochno repartirent de son atelier avec une huile titrée *Bougeur et masques*. On sent le coup de pouce sympathique d'un artiste débutant et prometteur. La grande surprise de *Rendez-vous* viendra plus certainement du décor photographique de Brassai, du livret de Jacques Prévert. Kosma, qui a écrit la musique, a inventé tout exprès pour le ballet la chanson *Les Enfants qui s'aiment*. Elle sera interprétée sur scène par Jean Guinon.

Quant aux costumes originaux de Mayo, Roland Petit a décidé de tous les changer. Marina de Berg, l'héroïne, troquera la jupe courte et mauve et la blouse jaune pour un ensemble noir. Une couleur qui siéra à Pietragalla pour tuer d'un coup de rasoir son amant, rue de Crimée, la bien-nommée.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Un ouvrage lui a été consacré, *El Loco, chronique flamenco*, par Marc-Alfred Pellerin, Julliard, 1990.

★ Le *Train bleu*, *Rendez-vous* et le *Tricorne*, les 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 18 mars. Opéra Garnier. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F.

هكذا من الأصيل